

# LES ASPIRATIONS CITOYENNES EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES DANS LE MONDE : **UNE VOLONTÉ DE CHANGEMENT**

---

**RÉSULTATS D'UN SONDAGE COMPARATIF MENÉ  
DANS 17 PAYS SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES  
FEMMES ET LES HOMMES EN AMONT DU FORUM  
GÉNÉRATION ÉGALITÉ**



# SOMMAIRE

<b>Acronymes / Abréviations</b>	<b>5</b>
<b>RÉSUMÉ EXÉCUTIF</b>	<b>6</b>
• Principaux enseignements	7
• Huit mesures prioritaires pour s'attaquer aux inégalités entre les femmes et les hommes	9
<b>INTRODUCTION</b>	<b>10</b>
<b>Objectif de l'étude</b>	<b>11</b>
• Les six coalitions d'action du Forum Génération Égalité	12
<b>Le contexte de ce sondage : le Forum Génération Égalité, une étape clé pour faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes</b>	<b>13</b>
• L'égalité des sexes au cours des 25 dernières années	14
• Les 17 pays interrogés dans cette étude	15
<b>Méthodologie et limites de l'enquête</b>	<b>16</b>
<b>QUEL REGARD LES PERSONNES INTERROGÉES PORTENT-ELLES SUR L'ÉVOLUTION DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ?</b>	<b>17</b>
<b>Des éléments de contexte : les questions qui préoccupent le plus les personnes interrogées</b>	<b>18</b>
<b>L'égalité femmes-hommes : une question importante « à titre personnel »</b>	<b>21</b>
• Une préoccupation partagée par tous, en particulier par les femmes	21
• Les jeunes mènent la lutte pour l'égalité des sexes	22
• L'égalité entre les femmes et les hommes est une préoccupation partagée quelle que soit l'orientation politique	24
<b>Perception et évolution de l'égalité des sexes au cours des 25 dernières années</b>	<b>25</b>
• Davantage d'hommes que de femmes pensent que l'égalité des sexes s'est améliorée au cours des 25 dernières années	26
• Que pensent les personnes nées après la Conférence de Beijing des progrès de l'égalité entre les femmes et les hommes dans leur pays ?	27
• L'égalité des sexes : une amélioration ressentie au cours des 25 dernières années, quel que soit le niveau de revenu des personnes interrogées	28
<b>Obstacles perçus à l'égalité femmes-hommes</b>	<b>29</b>
<b>Un soutien écrasant pour plus d'engagements des gouvernements en faveur de l'égalité entre les sexes</b>	<b>31</b>
• Les attentes des hommes et des femmes à l'égard de ce que les gouvernements devraient faire (ou ne pas faire) pour promouvoir l'égalité des genres	32
• Les personnes qui se déclarent plutôt « de gauche » aimeraient que leur gouvernement « en fasse plus »	32

<b>QU'ATTENDENT LES CITOYENS DES COALITIONS D'ACTION DU FORUM GÉNÉRATION ÉGALITÉ ?</b>	<b>35</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lutter contre les violences basées sur le genre et promouvoir des opportunités économiques plus prometteuses pour les femmes sont reconnus comme les deux priorités principales pour améliorer l'égalité des sexes</li> </ul>	37
<b>Violence basée sur le genre : les gouvernements doivent agir</b>	<b>38</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• En finir avec les violences basées sur le genre : la priorité unanimement reconnue</li> <li>• Quelles priorités pour mettre fin aux violences basées sur le genre ?</li> </ul>	38 39
<b>La justice et les droits économiques : valoriser le travail économique des femmes en valorisant leur contribution à la société</b>	<b>43</b>
<b>Garantir la justice et les droits économiques</b>	<b>43</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Quelles priorités pour faire avancer la justice et les droits économiques ?</li> </ul>	44
<b>Mouvements et leadership féministes : les mesures favorables au partage des responsabilités destinées aux femmes doivent s'étendre aux domaines politiques, sociaux, culturels et économiques</b>	<b>49</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutenir les mouvements et le leadership féministes</li> <li>• Quelles priorités pour promouvoir les mouvements et le leadership féministes ?</li> </ul>	49 51
<b>Autonomie corporelle, droits et santé sexuels et reproductifs : une demande pour un meilleur accès aux services et à l'information</b>	<b>57</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Autonomie corporelle, droits et santé sexuels et reproductifs : un enjeu aussi important pour les femmes que pour les hommes</li> <li>• Quelles priorités pour assurer le droit à disposer de son corps et la santé et les droits sexuels et reproductifs ?</li> </ul>	57 60
<b>Les technologies et l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes : un enjeu non polarisé</b>	<b>66</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Investir dans les technologies et l'innovation pour l'égalité entre les sexes : un pari sur l'avenir</li> <li>• Quelles priorités pour soutenir les technologies et l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes ?</li> </ul>	66 68
<b>L'action des femmes en faveur de la justice climatique : associer les compétences des femmes pour mieux répondre à un défi commun</b>	<b>71</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'action climatique par et pour les femmes</li> <li>• Assurer une meilleure participation des filles et des femmes dans le développement de solutions face au changement climatique</li> </ul>	71 74
<b>ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES ET PANDÉMIE DE COVID-19</b>	<b>76</b>
<b>L'accentuation des inégalités et des inégalités entre les sexes : l'impact des mesures pour enrayer la pandémie de Covid-19</b>	<b>77</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des conséquences différentes selon les pays</li> <li>• La pandémie de Covid-19 a accru les inégalités des sexes au sein des foyers</li> <li>• Les conséquences de la pandémie de Covid-19 sur la santé : un impact psychologique majeur</li> <li>• L'implication évidente et nécessaire des femmes en réponse à la pandémie de Covid-19</li> <li>• Perceptions de la réponse des gouvernements à la crise sanitaire du point de vue de l'égalité femmes-hommes</li> </ul>	77 78 79 81 82

---

• De nombreuses personnes pensent que les inégalités de genre s'aggraveront à cause de la pandémie	83
<b>DES EXPÉRIENCES PERSONNELLES DE DISCRIMINATIONS BASÉES SUR LE GENRE</b>	<b>85</b>
<b>Les discriminations basées sur le genre affectent principalement la vie professionnelle des femmes</b>	<b>86</b>
• Les femmes sont particulièrement susceptibles de subir des discriminations dans leur vie professionnelle	87
• Certaines femmes accèdent difficilement aux services de santé sexuelle et reproductive	88
• Une femme interrogée sur cinq fait face à une liberté de mouvement entravée	89
<b>Les comportements sexistes sont universellement dénoncés comme étant inacceptables... avec quelques exceptions</b>	<b>91</b>
• Une femme n'a pas à obéir à son partenaire	93
• Les femmes peuvent refuser d'avoir un rapport sexuel avec leur partenaire	94
• Ces endroits où les femmes et les hommes se sentent le moins en sécurité	96
<b>FINANCEMENTS POUR L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES ET ENGAGEMENT CITOYEN</b>	<b>97</b>
<b>Un constat partagé : atteindre l'égalité entre les sexes est primordial pour en finir avec la pauvreté dans le monde</b>	<b>98</b>
<b>Ce que les femmes et les hommes sont disposés à faire pour remédier aux inégalités entre les sexes</b>	<b>101</b>
• Faire entendre l'appel des jeunes pour l'égalité entre les sexes	103
<b>CONCLUSION</b>	<b>104</b>
• Appels à l'action	104
• Annexe 1 : Méthodologie de l'enquête	110
• Annexe 2 : Détails complémentaires concernant les 17 pays interrogés	113
• Annexe 3 : Questionnaire de l'enquête	114
<b>Remerciements</b>	<b>123</b>

---

## ACRONYMES / ABRÉVIATIONS

**CCNUCC** : Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques

**CDN** : Contributions déterminées au niveau national

**COP** : Conférence des parties

**IST** : Infection sexuellement transmissible

**LGBTQIA+** : lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queer, intersexuel, asexuel, plus

**MST** : Maladie sexuellement transmissible

**OCDE-CAD** : Organisation de coopération et de développement économiques - Comité d'aide au développement

**ODD** : Objectifs de développement durable

**ONU** : Organisation des Nations unies

**PNUD** : Programme des Nations unies pour le développement

**PRFI** : Pays à revenu faible ou intermédiaire

**DSSR** : Droits et santé sexuelle et reproductive

**SSR** : Santé sexuelle et reproductive

**STEM** : Science, technologie, ingénierie et mathématiques (de l'anglais science, technology, engineering, and mathematics)

**TIC** : Technologies de l'information et de la communication

**VBG** : Violences basées sur le genre

**VIH** : Virus de l'immunodéficience humaine

# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

En 1995, 189 pays ont adopté la **Déclaration et le Programme d'action de Beijing**, une feuille de route visionnaire en faveur de la promotion de l'égalité femmes-hommes et des droits des femmes. Lors de son 25ème anniversaire, ONU Femmes et les Gouvernements de la France et du Mexique ont lancé le **Forum Génération Égalité, une campagne et une plateforme multi-générationnelle regroupant de nombreuses parties prenantes, visant à unir tous les secteurs de la société pour générer une action collective et accélérer la prise d'engagements plus importants et plus audacieux en faveur de l'égalité femmes-hommes**<sup>1</sup>.

L'égalité des sexes, la santé, les droits des filles et des femmes constituent des enjeux majeurs sur lesquels reposent notre avenir à toutes et tous. Atteindre ces objectifs en matière d'égalité n'incombe pas seulement à la combativité des femmes, il s'agit en réalité d'une question de société nécessitant l'implication de tous. Chacun a un rôle à jouer pour parvenir à ce futur plus équitable. Les gouvernements, la société civile et le secteur privé doivent saisir ce moment historique pour **engager des réformes ambitieuses en faveur de l'égalité femmes-hommes, tant à l'échelle nationale par l'adoption de nouvelles politiques publiques qu'au niveau des organisations internationales à travers des réformes structurelles**.

C'est dans ce contexte que Focus 2030 et Women Deliver ont mené une enquête par sondage permettant **d'évaluer les opinions et les expériences personnelles de la population, dans le but d'informer et d'influencer les actions à mettre en œuvre** dans le cadre du Forum Génération Égalité. Les enquêtes d'opinion représentent un outil efficace pour identifier les attentes citoyennes, permettant, dans un second temps, de recentrer les priorités en matière d'égalité entre les sexes, en s'inspirant des points de vue des personnes directement impactées par les décisions des gouvernements. Une manière en somme de responsabiliser les décisionnaires qui, dès lors, ne peuvent ignorer ce qui se pense et ce qui se vit à ce sujet.

L'enquête couvre **17 pays sur cinq continents** : l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, le Canada, la Chine, la Colombie, les États-Unis,

la France, la Grande-Bretagne, l'Inde, le Japon, le Kenya, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et la Tunisie. Ces pays représentent plus de **la moitié de la population mondiale et abritent la moitié des femmes que compte la planète** (âgées de 18 ans et plus)<sup>2</sup>. Cette étude et ses résultats basés sur **un échantillon représentatif de la population de chaque pays interrogé**<sup>3</sup>, est la première de ce type et de cette importance en mesure de sonder les opinions et les expériences relatives à l'égalité des sexes en général. C'est également la première enquête permettant d'évaluer les perceptions liées aux **six coalitions d'action**, c'est-à-dire les six axes thématiques du Forum Génération Égalité : la violence basée sur le genre, la justice et les droits économiques, l'autonomie corporelle, droits et santé sexuels et reproductifs, l'action des femmes en faveur de la justice climatique, les technologies et l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes, les mouvements et le leadership féministes. Par ailleurs, cette étude réalisée sur 17 pays reflète l'état de l'opinion publique vis-à-vis des engagements politiques, programmatiques et financiers que les gouvernements, le secteur privé et la société civile devraient prendre afin d'accélérer les progrès pour parvenir à l'égalité femmes-hommes. Parallèlement, l'enquête s'attache à analyser **l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les individus selon leur genre** et l'influence de la pandémie sur l'égalité des sexes. Cette étude a été conçue de manière à fournir à tous les acteurs, gouvernementaux, parlementaires, associatifs et médiatiques un éclairage inédit sur les attitudes et les perceptions du public, afin d'identifier des actions prioritaires susceptibles d'inspirer des engagements ambitieux en faveur de l'égalité entre les sexes à l'occasion du Forum Génération Égalité.

Les résultats de l'enquête doivent être regardés en tenant compte de la date à laquelle les données ont été recueillies, entre le 24 juillet 2020 et le 7 août 2020, une période durant laquelle la pandémie de Covid-19 a exacerbé de nombreuses inégalités sanitaires, économiques et sociales à des degrés divers et selon des stades d'évolution différents dans chacun des pays interrogés.

<sup>1</sup> Forum Génération Égalité. [À propos](#).

<sup>2</sup> Banque mondiale. (2019). [Indicateurs du développement dans le monde](#).

<sup>3</sup> Un total de 17 160 participantes et participants (environ 1000 par pays) représentatifs de la population adulte dans 17 pays couverts par cette enquête ont été interrogés en ligne entre le 24 juillet et le 7 août 2020. Marge d'erreur retenue : ± 3 %. Pour plus d'informations sur la méthodologie, voir [l'annexe 1 page 110](#).

# PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS



1. En moyenne<sup>4</sup>, dans les 17 pays interrogés, **80 % des personnes estiment que l'égalité des sexes est une cause importante** nécessitant des investissements politiques et financiers plus importants. Cette opinion est particulièrement flagrante au Kenya (96 %), au Mexique (93 %), en Colombie (92 %), en Afrique du Sud (91 %) et en Inde (90 %).
2. En moyenne, **60 % des personnes interrogées** dans les 17 pays sondés considèrent que parvenir à **l'égalité des sexes est essentiel pour mettre fin à la pauvreté dans tous les pays**. En majorité, les personnes interrogées, (en moyenne **61 %** dans les 17 pays), **espèrent que leur gouvernement saisira l'opportunité du Forum Génération Égalité pour augmenter les financements en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes**.
3. Les personnes interrogées estiment qu'il incombe aux gouvernements de prendre des mesures pour atteindre l'égalité des sexes. Cette opinion est partagée dans les 17 pays interrogés. Ainsi près de deux personnes interrogées sur trois estiment que leur gouvernement doit investir davantage en vue de promouvoir l'égalité des sexes. **Une personne sur deux** considère que les gouvernements devraient **réformer les lois pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et mettre fin aux discriminations envers les femmes**.
4. L'égalité des sexes préoccupe les électeurs dans les 17 pays : en moyenne, **41 % des personnes interrogées** sont prêtes à **voter lors d'une élection pour des candidats qui soutiennent l'égalité des sexes**. Seulement 5 % des personnes interrogées affirment que leur gouvernement ne devrait pas essayer de faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes dans leur pays.
5. Bien que les femmes interrogées aient démontré de manière générale un soutien plus important pour toutes les questions liées à l'égalité, la majorité des hommes sont également favorables à l'égalité des sexes. **Parmi toutes les personnes interrogées, et dans tous les groupes d'âges et groupes socio-économiques, l'égalité femmes-hommes est donc très largement soutenue** dans les 17 pays interrogés.
6. En moyenne, **60 % des personnes interrogées** considèrent que **l'égalité entre les femmes et les hommes a progressé au cours des vingt-cinq dernières années**, soit depuis la quatrième conférence mondiale sur les femmes à Pékin en 1995. Ce sentiment est partagé par un plus grand nombre d'hommes que de femmes dans tous les pays interrogés sauf en Chine.
7. La lutte pour l'égalité des sexes n'est pas achevée. En moyenne, **plus de la moitié des femmes interrogées (57 %) déclarent avoir subi une forme de discrimination dans leurs sphères personnelles, professionnelles ou publiques**.
8. **Les trois principales causes des inégalités entre les sexes mises en avant par les personnes interrogées** sont les suivantes : (i) la répartition inégale des soins et des tâches non-rémunérés, du travail domestique et des responsabilités parentales entre les femmes et les hommes ; (ii) les différences d'opportunités d'emploi et de rémunération entre les femmes et les hommes ; et (iii) le rôle de la religion et de la culture.
9. La pandémie de Covid-19 et ses conséquences sur l'économie et la santé sont les enjeux les plus importants auxquels sont confrontées les personnes interrogées dans les 17 pays. Chacun semble conscient de l'impact généré de la pandémie de Covid-19. **Dans 13 des 17 pays, les femmes témoignent avoir éprouvé plus de stress émotionnel et de problèmes psychologiques que les hommes** pendant la pandémie.
10. En moyenne, dans les 17 pays interrogés, **82 % des personnes interrogées** soutiennent **l'implication des femmes dans tous les aspects de la réponse sanitaire mondiale et des efforts de relance face à la pandémie de Covid-19**, y compris dans l'élaboration des politiques publiques et la recherche de traitements.

<sup>4</sup> Dans cette étude, les moyennes sont calculées en additionnant les moyennes des pays ou des catégories, qui sont ensuite divisées par le nombre de pays ou de catégories pris(es) en considération.

**11.** En moyenne, sur les 17 pays, les personnes interrogées considèrent que **leur gouvernement doit prendre en priorité les mesures suivantes relative aux six coalitions d'action du Forum Génération Égalité** :

- a. La violence basée sur le genre** : renforcer la poursuite judiciaire des crimes sexuels et des agressions envers les femmes, mettre fin aux usages traditionnels qui portent atteinte aux femmes et aux filles (p. ex. le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines) et financer des programmes pour soutenir les femmes victimes de violences.
- b. La justice et les droits économiques** : atteindre l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et empêcher les violences et le harcèlement sexuel au travail.
- c. L'autonomie corporelle, droits et santé sexuels et reproductifs** : accroître l'accès aux services de santé sexuelle et améliorer l'accès à des informations appropriées incluant l'éducation sexuelle à l'école.
- d. L'action des femmes en faveur de la justice climatique** : promouvoir la formation et l'embauche des femmes dans des métiers liés au changement climatique et accroître la participation des filles et des femmes dans le développement de solutions pour lutter contre le changement climatique.
- e. Les technologies et l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes** : procurer des opportunités équivalentes aux filles et aux femmes pour étudier et travailler dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques et augmenter la sécurité des espaces numériques pour les filles et les femmes (par exemple : lutter contre le harcèlement ou la persécution des femmes sur Internet).
- f. Les mouvements et le leadership féministes** : encourager le leadership et la participation politiques des femmes et leur assurer une représentation équitable en politique.

**12.** Une majorité écrasante (81 %) des personnes interrogées se dit prête à agir pour faire avancer l'égalité des sexes (par exemple, voter à une élection pour un candidat qui soutient l'égalité entre les femmes et les hommes, acheter ou boycotter les produits d'entreprises en se basant sur leurs positions et pratiques relatives à l'égalité des sexes), offrant ainsi un potentiel sans précédent pour une mobilisation collective

à l'échelle mondiale notamment à l'occasion du Forum Génération Égalité.

**13.** Les jeunes, en particulier les jeunes femmes, ont des attentes plus élevées vis-à-vis de leur gouvernement pour faire progresser l'égalité des sexes. **Trois jeunes femmes sur quatre appellent leur gouvernement à investir davantage pour l'égalité dans leur pays à l'occasion du Forum Génération Égalité**, contre deux personnes interrogées sur trois en moyenne.

Les résultats de l'enquête montrent que la population est désireuse d'engagements politiques et d'investissements financiers accrus et durables pour accélérer les progrès vers l'égalité des sexes. Qu'il s'agisse de réformer les lois discriminatoires, de lancer des campagnes de sensibilisation d'envergure, de collecter des données sur les filles et les femmes, ou de la réalisation de bilans réguliers permettant d'évaluer des progrès en matière d'égalité des sexes, les populations attendent de leur gouvernement qu'il mène en urgence des actions et qu'il mette en place des mesures de responsabilisation afin de garantir que les engagements pris pour l'égalité femmes-hommes soient tenus. Les personnes interrogées ont aussi reconnu l'importance de concentrer les efforts sur les plus marginalisés, notamment les filles et les femmes en situation de handicap, issues de minorités ethniques, les réfugiées et les migrantes, les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queers, intersexes et asexuels (LGBTQIA+).

La publication des résultats de ce sondage, qui couvre 17 pays représentant 50 % de la population mondiale, devrait être l'occasion d'une prise de conscience des attentes citoyennes en faveur de l'égalité entre les sexes de la part des dirigeants. On observe ainsi qu'une majorité d'individus réclame des actions et des engagements tangibles et efficaces permettant de faire progresser l'égalité femmes-hommes, tant dans les sphères publiques que privées, notamment en matière de santé, de droits, et de bien-être des individus, tant dans leurs pays respectifs qu'à l'échelle du monde. Le Forum Génération Égalité représente une opportunité sans précédent pour qu'une variété d'acteurs prennent des décisions avisées et entreprennent des actions collectives de façon à tenir la promesse de l'égalité des sexes. C'est-à-dire que la volonté des citoyens soit entendue et que les décideurs y apportent une réponse.

# HUIT MESURES PRIORITAIRES POUR S'ATTAQUER AUX INÉGALITÉS ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

**P**our répondre aux besoins les plus pressants des filles et des femmes et apporter des résultats concrets en matière d'égalité des sexes, les dirigeants sont invités à agir en prenant en compte les attentes, les opinions, les ressentis et les expériences des personnes interrogées dans cette étude.

Pour aller de l'avant, les gouvernements, les entreprises privées et les organisations internationales devraient se saisir de l'opportunité du Forum Génération Égalité pour :

1. Prendre des engagements plus importants et plus audacieux ainsi que des mesures significatives pour faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes.
2. Respecter leurs engagements en matière d'égalité des sexes notamment à l'aide de mécanismes de financements et de redevabilité.
3. Développer des politiques et des programmes à la fois cohérents et progressistes qui encouragent la collaboration autour des six enjeux thématiques définis dans les six coalitions d'action.
4. Identifier et s'attaquer aux normes régissant les relations entre les sexes profondément ancrées dans au cœur des sociétés entérinant les inégalités entre les femmes et les hommes, par des campagnes de sensibilisation et de communication publique.
5. Éliminer les lois discriminatoires et mettre en œuvre des politiques qui respectent et protègent la santé et les droits des filles et des femmes, dans toute leur diversité, pour contribuer à l'égalité femmes-hommes.
6. Privilégier et investir dans la collecte de données ventilées par sexes et leur analyse pour éclairer les politiques publiques.
7. S'assurer que la réponse à la pandémie de Covid-19 et les plans de relance prennent en compte le genre et traitent les inégalités, telles que l'origine ethnique et la pauvreté, qui sont notamment liées à l'impact sanitaire et socio-économique de la pandémie.
8. S'assurer que les investissements, les politiques et les programmes répondent aux besoins identifiés et bénéficient équitablement à toutes les filles et les femmes, y compris les plus jeunes et celles issues des groupes sous-représentés.



# INTRODUCTION

---



Les droits des filles et des femmes sont des droits humains. A ce titre, la promotion de l'égalité des sexes est fondamentale pour offrir à toutes les existences humaines l'accès à la santé, à la liberté et à l'autonomie individuelle. Pourtant les inégalités entre les femmes et les hommes persistent à exister dans tous les pays, et malgré des avancées considérables vers la parité, une série de lois régressives et de pratiques discriminatoires, combinées à l'apparition de crises inédites d'ampleur mondiale menacent de compromettre certains de ces progrès si difficilement obtenus. Pour tempérer tout enthousiasme, il s'avère qu'au rythme actuel, il faudrait encore un siècle avant d'atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes à l'échelle mondiale<sup>5</sup>, du point de vue professionnel, politique et économique. Pourtant, le fait d'investir dans le potentiel des femmes génère *de facto* des effets positifs qui non seulement bénéficient aux femmes elles-mêmes, mais aussi rejaillissent sur les familles, la société et les pays dans leur ensemble<sup>6</sup>.

Le Forum Génération Égalité célèbre le 25ème anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin, qui représentait un plan d'action ambitieux pour faire progresser les droits des femmes et l'égalité entre les sexes. Le Forum Génération Égalité offre l'opportunité d'évaluer les progrès accomplis vers l'égalité depuis la quatrième conférence mondiale sur les femmes de Beijing en 1995, mais aussi de combler les écarts qui subsistent de façon manifeste. Les personnes dirigeantes et tous les défenseurs de l'égalité entre les femmes et les hommes ont de grandes attentes à l'occasion de ce Forum Génération Égalité dans la mesure où il s'agit d'une opportunité unique offerte aux chefs d'État et aux gouvernements pour adopter des mesures politiques, financières et juridiques concrètes en faveur des droits des femmes partout dans le monde. Cependant, dans le but de se différencier des engagements précédemment pris en matière d'égalité des sexes, le succès du Forum réside dans la nécessité de rompre avec le *statu quo* qui prévaut aujourd'hui, tout autant que dans la nécessité d'accélérer l'engagement de TOUTES et TOUS en faveur de cette cause

commune : gouvernements, société civile, secteur privé, organisations philanthropiques associant l'ensemble des générations de citoyens formant la population de tous les pays du monde.

En prévision du Forum, nous avons interrogé les citoyennes et citoyens pour comprendre ce qu'ils attendent de leur gouvernement en matière d'égalité des sexes. Les gens pensent-ils que l'égalité des sexes a progressé 25 ans après la quatrième conférence mondiale sur les femmes ? Si oui, les progrès sont-ils reconnus aussi bien par les femmes que par les hommes ? Les femmes et les hommes sont-ils pareillement engagés et désireux de vivre dans un monde égalitaire dans lequel tous partagent les mêmes droits, les mêmes opportunités politiques, économiques et sociales ? Qui dans ces pays paraît particulièrement désireux, voire impatient, d'atteindre l'égalité des sexes ? Plutôt les femmes, plutôt les hommes, les plus jeunes, les plus âgés ? Ces citoyens représentent-ils une majorité ou une minorité dans leur pays ? Quelles sont les priorités d'action identifiées afin d'accélérer l'égalité femmes-hommes ?

## OBJECTIF DE L'ÉTUDE

En vue de répondre à ces questions, Focus 2030 et Women Deliver ont réalisé un sondage en ligne afin de collecter des données mesurant les opinions, les ressentis et les expériences personnelles à l'égard de l'égalité des sexes auprès d'un échantillon représentatif de la population adulte de 17 pays sur cinq continents.

Le sondage a recueilli des opinions sur l'égalité des sexes, centrées sur les six coalitions d'actions du Forum Génération Égalité mettant en évidence les thèmes prioritaires et les actions à mener pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes. Par ailleurs, le sondage a permis la collecte d'informations sur les investissements financiers que les personnes interrogées estiment utiles pour accélérer l'égalité des sexes. L'étude permet aussi d'évaluer les impacts de la pandémie de Covid-19 selon le genre des répondants.

<sup>5</sup> World Economic Forum. (2019). *Global Gender Gap Report 2020*. [Forum économique mondial. (2019). Rapport 2020 sur la parité entre les hommes et les femmes dans le monde. Forum économique mondial]

<sup>6</sup> Women Deliver, n.d. *Invest in Girls and Women: The Ripple Effect*. [Investir dans le potentiel des filles et des femmes : L'effet d'entraînement. Women Deliver, n.d.]

## LES SIX COALITIONS D'ACTION DU FORUM GÉNÉRATION ÉGALITÉ

Les coalitions d'action du Forum Génération Égalité ont pour but de créer des partenariats mondiaux et innovants, associant de multiples parties prenantes en vue de mobiliser une action collective des gouvernements, de la société civile, des organisations internationales et du secteur privé pour avoir un impact mesurable sur l'égalité entre les sexes et les droits des filles et des femmes<sup>7</sup>.

Les coalitions d'actions rassemblent des États membres de l'Organisation des Nations unies (ONU), des organisations féministes et de défense des droits de la femme, des organisations dirigées par des jeunes, des organismes philanthropiques, le secteur privé et d'autres organisations internationales. Ces six coalitions sont chacune centrées sur un axe thématique comme suit :

1. La violence basée sur le genre,
2. La justice et les droits économiques,
3. L'autonomie corporelle, droits et santé sexuels et reproductifs,
4. L'action des femmes en faveur de la justice climatique,
5. Les technologies et l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes, et
6. Les mouvements et le leadership féministes.

Les questions relatives aux financements, au changement des normes et des pratiques en matière d'égalité des sexes (associant notamment les hommes et les garçons), les réformes législatives et politiques, l'éducation, l'utilisation de données, les responsabilités respectives des hommes et des femmes, l'attention portée aux discriminations intersectionnelles et les transformations des inégalités structurelles, sont autant de thématiques transversales à toutes les coalitions d'action du Forum Génération Égalité. Le rôle des filles et des femmes issues de régions instables, notamment fragilisées par des

conflits, ainsi que les problèmes auxquels elles sont confrontées dans de tels contextes, seront également abordés dans le cadre de coalitions d'action spécifiques. Les adolescentes et les jeunes femmes constituent une priorité particulière dans la mobilisation des coalitions d'action.

Ce sondage a été conçu pour saisir les opinions des citoyens et des citoyennes sur les mesures qu'il importerait de prendre pour parvenir à l'égalité des sexes. Ce faisant, l'étude offre l'opportunité à toutes celles et ceux qui sont trop souvent exclus des processus de décision de faire entendre leurs voix. Les données collectées sont également susceptibles d'inspirer toutes les parties prenantes du Forum qu'il s'agisse des gouvernements, des organisations de la société civile, du secteur privé, des milieux universitaires et des médias afin de mieux comprendre leurs priorités. *In fine*, il s'agit d'être en mesure d'orienter des décisions éclairées sur la façon de faire et les raisons d'agir pour mieux investir dans l'égalité femmes-hommes. Prendre le pouls de la société et recueillir les opinions des femmes en particulier, permettra aux décideurs politiques et aux personnalités engagées de se mobiliser collectivement lors du Forum Génération Égalité.

A la lecture de cette étude, on gardera à l'esprit que les sondages révèlent les opinions d'individus qui ont leur propre appréciation des enjeux au sujet desquels ils sont interrogés. Ce phénomène ne fait pas exception quand il s'agit de saisir des opinions sur l'état et les causes de l'inégalité entre les sexes. Aussi, ces réponses ne doivent pas être considérées comme étant nécessairement le reflet de la réalité factuelle des inégalités de genre dans un pays donné mais plutôt comme la mesure de la perception de ces inégalités par le plus grand nombre. Par ailleurs, on notera que le terrain de ce sondage a été réalisé entre le 24 juillet et le 7 août 2020, soit durant la pandémie de Covid-19, un contexte susceptible d'avoir influencé les réponses des enquêtés. Dans la mesure du possible, cette enquête intègre des éléments de contexte, par exemple les premières statistiques qui révèlent que les filles et les femmes subissent de manière disproportionnée les conséquences sociales de la pandémie.

<sup>7</sup> Forum Génération Égalité. *Coalitions d'action*. Consulté le 20 octobre 2020.



# LE CONTEXTE DE CE SONDAGE : LE FORUM GÉNÉRATION ÉGALITÉ, UNE ÉTAPE CLÉ POUR FAIRE PROGRESSER L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

---



En 1995, lors de la quatrième conférence mondiale sur les femmes, 189 pays ont adopté la Déclaration et le Programme d'action de Pékin, une feuille de route progressiste pour l'avancement des droits des femmes. À cette occasion, les États membres de l'ONU se sont engagés à introduire 12 domaines essentiels pour l'égalité des sexes dans leurs politiques nationales. Malgré des progrès notables au cours de ces 25 dernières années, aucun pays n'a réussi à respecter pleinement ses engagements ou à atteindre l'égalité des sexes<sup>8</sup>.

2020 fut une étape clef pour les engagements internationaux en matière d'égalité femmes-hommes. C'était l'année du 25ème anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Ce fut également le 20ème anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité. Cette résolution réaffirme l'importance du rôle joué par les femmes dans les efforts de maintien de la paix. Enfin, cette année marqua enfin le lancement de la dernière décennie pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030. C'est dans ce contexte qu'ONU Femmes associée aux gouvernements de la France et du Mexique ont lancé le Forum Génération Égalité, la plus grande mobilisation internationale sur l'égalité des sexes depuis la Conférence mondiale sur les femmes de Pékin en 1995. Reporté en raison de la pandémie de Covid-19, le Forum aura finalement lieu en 2021. Il sera inauguré à Mexico, au Mexique en mars et se conclura par un événement de haut niveau à Paris, en France, en juin 2021.

## L'ÉGALITÉ DES SEXES AU COURS DES 25 DERNIÈRES ANNÉES

Bien que le monde ait fait des progrès significatifs en matière d'augmentation de l'espérance de vie et de réduction de la pauvreté, si l'on observe plus spécifiquement la prise en considération de l'égalité femmes-hommes dans les politiques publiques et les budgets à l'échelle mondiale, on constate l'ampleur du travail qu'il reste à accomplir.

Les dernières études menées sur les inégalités de genre révèlent que plus de la moitié des filles et

des femmes dans le monde, près de 2,1 milliards d'entre elles, vivent dans des pays qui n'atteindront pas les objectifs clés d'égalité des sexes d'ici 2030<sup>9</sup>.

Ainsi, en 2020 les filles et les femmes sont encore confrontées à de nombreux défis dans le monde entier :

- Une jeune femme sur cinq est mariée avant l'âge de 18 ans<sup>10</sup>,
- Près d'une femme sur cinq a été victime de violences physiques ou sexuelles commises par son conjoint au cours des 12 derniers mois<sup>11</sup>,
- Les femmes et les filles en situation de handicap ont 10 fois plus de chances de subir des violences sexuelles que celles sans handicap<sup>12</sup>,
- Les filles et les femmes vivant en zones rurales ont moins de chances d'avoir accès à du personnel de santé qualifié lorsqu'elles accouchent, que leurs homologues vivant en zones urbaines. L'écart entre ville et campagne est d'environ 20 points de pourcentage<sup>13</sup>,
- Au moins 200 millions de filles et de femmes dans 31 pays ont subi l'excision ou d'autres mutilations génitales féminines<sup>14</sup>,
- Les femmes continuent de consacrer deux à dix fois plus de temps aux tâches domestiques et aux soins apportés aux membres de la famille que leurs homologues masculins<sup>15</sup>,
- À travers le monde, seuls 36 % des cadres supérieurs des entreprises privées et des hauts responsables politiques sont des femmes<sup>16</sup>,
- Seulement 18% des entreprises multinationales sont dirigées par une femme<sup>17</sup>,
- Moins d'un quart des parlementaires sont des femmes<sup>18</sup>,
- En moyenne, les femmes ne disposent que des trois quarts des prérogatives légales des hommes en matière de liberté et d'opportunités économiques<sup>19</sup>,
- Dans le monde entier, près de 267 millions de jeunes entre 15 et 24 ans ne sont actuellement ni employés ni en formation, 181 millions d'entre eux (deux tiers) sont des jeunes femmes<sup>20</sup>.

<sup>8</sup> World Economic Forum. (2019). *Global Gender Gap Report 2020*. [Forum économique mondial. (2019). Rapport 2020 sur la parité entre les hommes et les femmes dans le monde.]

<sup>9</sup> Equal Measures 2030. (Enquête : Equal Measures, 2020). *Cap sur l'égalité de genre d'ici 2030*

<sup>10</sup> UNICEF. *Child marriage around the world*. Dernière modification le 11 mars 2020. [UNICEF, Données sur les mariages d'enfants à travers le monde]

<sup>11</sup> ONU Femmes. (New York, 2020). *Égalité des sexes : le point sur les droits des femmes 25 ans après Beijing*.

<sup>12</sup> UNFPA. (New York, 2018). *Femmes et jeunes en situation de handicap : Guide relatif à la fourniture de services fondés sur les droits et sensibles au genre en matière de violence fondée sur le genre et de santé et droits sexuels et reproductifs*

<sup>13</sup> UNICEF. *Delivery care*. Dernière modification en octobre 2020.

<sup>14</sup> UN Women and the United Nations Department of Economic and Social Affairs. (New York, 2020). *Progress on the Sustainable Development Goals: The Gender Snapshot 2020*. [ONU Femmes et le Département des affaires économiques et sociales des Nations unies. Les progrès en matière d'Objectifs de développement durable : un aperçu axé sur le sexe.]

<sup>15</sup> OECD. (Paris, 2019). *SIGI 2019 Global Report: Transforming Challenges into Opportunities*. [OCDE. SIGI 2019, Rapport mondial : Transformer les défis en opportunités.]

<sup>16</sup> World Economic Forum. (Genève, 2019). *Global Gender Gap Report 2020*. [Forum économique mondial. Rapport 2020 sur la parité entre les hommes et les femmes dans le monde.]

<sup>17</sup> Ibid.

<sup>18</sup> L'Union interparlementaire et ONU Femmes. *Femmes en politique : 2020*.

<sup>19</sup> Basé sur l'examen de Les Femmes, l'Entreprise et le Droit 2020 de 190 économies. Ce répertoire couvre des questions dans les domaines suivants : la mobilité, le lieu de travail, le mariage, la parentalité, l'entrepreneuriat, les biens et les retraites. Banque Mondiale. (Washington, 2020). *Les Femmes, l'Entreprise et le Droit 2020*.

<sup>20</sup> Organisation internationale du Travail. (Genève, 2020). *Changer pour : Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2020: La technologie et l'avenir des emplois*.

Au rythme actuel, dans les dix prochaines années, au moins 67 pays n'auront toujours pas atteint l'un des cinq objectifs-clés de l'égalité des sexes défini par l'Agenda 2030 pour le Développement durable<sup>21</sup>.

- Des menaces émergentes telles que la pandémie de Covid-19 et l'aggravation des effets du changement climatique exacerbent les inégalités et menacent d'entraver ou même de faire reculer les progrès pour les filles et les femmes<sup>22</sup>. Les prévisions de l'Institute for Health Metrics and Evaluation estiment qu'en l'espace de quelques mois de pandémie de Covid-19, l'extrême pauvreté a augmenté de 7 %, mettant fin à 20 ans de progrès<sup>23</sup>, les femmes étant plus susceptibles de faire partie de ces « nouveaux pauvres »<sup>24</sup> générés par la crise sanitaire.

Plus que jamais, le progrès pour tous implique que nous plaçons toutes les filles et toutes les femmes au centre des efforts mobilisés pour le développement humain. Des changements positifs sont possibles dès lors qu'au cours des 25 dernières années, le monde a vu :

- La réalisation de la parité des sexes dans l'éducation maternelle, primaire et secondaire observée en moyenne au niveau mondial<sup>25</sup>,
- Une diminution de la mortalité maternelle de 38 % entre 2000 et 2017<sup>26</sup>,
- L'interdiction dans la constitution de plus de 100 pays des discriminations basées sur le genre<sup>27</sup>.

## LES 17 PAYS INTERROGÉS DANS CETTE ÉTUDE

Dix-sept pays ont été sélectionnés pour cette étude : l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, le Canada, la Chine, la Colombie, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Inde, le Japon, le Kenya, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et la Tunisie. Ce terrain d'enquête sur 17 pays :

- Couvre cinq continents,
- Représente 50 % de la population mondiale, dont 53% des femmes (de 18 ans et plus)<sup>28</sup>,
- Représente 59 % du PIB mondial<sup>29</sup>, soit neuf pays à revenu élevé, cinq à revenu intermédiaire, et trois à revenu faible<sup>30</sup>,
- Inclut six des sept pays du G7 et 12 des 20 pays du G20,
- Intègre des pays pourvoyeurs d'aide au développement qui mobilisent chaque année 29 milliards de dollars USD sur un total de 44 milliards de dollars USD, soit 65 % de l'aide bilatérale accordée par les membres du Comité d'Aide au Développement de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique (CAD-OCDE) pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en 2018<sup>31</sup>,
- Comprend neuf des 17 pays membres des Nations unies qualifiés, depuis août 2020, de « champions » d'une coalition d'action du Forum Génération Égalité : l'Argentine (autonomie corporelle, droits et santé sexuels et reproductifs), le Canada (mouvements et leadership féministes), la France (autonomie corporelle, droits et santé sexuels et reproductifs), l'Allemagne (justice et droits économiques), la Grande-Bretagne (violence basée sur le genre), le Kenya (violence basée sur le genre), le Mexique (justice et droits économiques), l'Afrique du Sud (justice et droits économiques) et la Tunisie (technologies et innovations pour l'égalité des sexes)<sup>32</sup>.

Pour plus de précisions sur les pays couverts par l'enquête, voir l'annexe 2.

<sup>21</sup> Equal Measures 2030. [Enquête : Equal Measures, 2020]. [Cap sur l'égalité de genre d'ici 2030](#).

<sup>22</sup> UN Women. (New York, 2020). [From Insights to Action: Gender Equality in the Wake of COVID-19](#). [ONU Femmes. De la réflexion à l'action : L'égalité des genres dans le contexte de la Covid-19.]

<sup>23</sup> Bill and Melinda Gates Foundation. (2020). [2020 Goalkeepers Report - COVID-19 A Global Perspective](#). [Fondation Bill et Melinda Gates. Rapport Goalkeepers 2020 - Covid-19 Une perspective mondiale.]

<sup>24</sup> Ibid.

<sup>25</sup> UNESCO. (Paris, 2020). [Rapport mondial de suivi sur l'éducation, 2020 : Inclusion et éducation : tous, sans exception](#).

<sup>26</sup> ONU Femmes. (New York, 2020). [Égalité des sexes : le point sur les droits des femmes 25 ans après Beijing](#).

<sup>27</sup> OECD. (Paris, 2019). [SIGI 2019 Global Report: Transforming Challenges into Opportunities](#). [OCDE. SIGI 2019 Rapport mondial : Transformer les défis en opportunités.]

<sup>28</sup> Banque mondiale. (2019). [Indicateurs du développement dans le monde](#).

<sup>29</sup> Ibid.

<sup>30</sup> La classification du revenu des pays se base sur la classification du pays par la Banque Mondiale en fonction des niveaux de revenu : les économies à faible revenu sont définies comme celles dont le RNB par habitant est de 1035 \$ ou moins en 2019 ; les économies à revenu intermédiaire de la tranche inférieure sont celles dont le RNB par habitant se situe entre 1036 \$ et 4045 \$ ; les économies à revenu intermédiaire de la tranche supérieure sont celles dont le RNB par habitant se situe entre 4046 \$ et 12535 \$ ; les économies à revenu élevé sont celles avec un RNB par habitant de 12536 \$ ou plus.

<sup>31</sup> OCDE. [Projets d'aide visant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes \(CRS\)](#).

<sup>32</sup> La sélection des pays du sondage a été finalisée avant l'annonce officielle des Coalitions d'action faite par ONU Femmes. Par conséquent, le sondage n'a pas couvert tout les pays chefs de file des Coalitions d'action, y compris pour l'action des femmes en faveur de la justice climatique.

## MÉTHODOLOGIE ET LIMITES DE L'ENQUÊTE

Focus 2030, Women Deliver et le Development Engagement Lab<sup>33</sup> ont conçu 23 questions de sondage basées sur l'état des savoirs actuel et inspirées par les priorités de l'agenda international sur l'égalité femmes-hommes. Avec l'assistance de Deltapoll, un institut de sondage basé au Royaume-Uni, les questions ont été administrées en ligne en respectant les langues principales des 17 pays, auprès d'un échantillon d'environ mille personnes représentatives de la population adulte de chacun des pays interrogés. Les données ont été pondérées selon l'âge, le sexe, la région et le vote aux dernières élections nationales (quand c'était possible et à l'exclusion de la Chine). Les données démographiques collectées via l'auto-déclaration des répondants incluent le genre, l'âge, l'éducation, le niveau de revenu, l'origine ethnique (selon des catégories spécifiques en fonction des pays à l'exclusion de la France) et le statut migratoire. Les réponses ont été obtenues en ligne entre le 24 juillet 2020 et le 7 août 2020 dans les 17 pays.

Dans la mesure où cette enquête a été réalisée pendant la pandémie de Covid-19, la collecte des réponses en ligne était le moyen le plus adapté pour recueillir des données. De ce fait, cette étude n'a pas pu couvrir les pays et populations ayant un accès limité ou peu fiable à Internet ni les personnes soumises à des situations d'urgence humanitaire. De plus, malgré la collecte de données démographiques dans le but de mettre en lumière les opinions et expériences des personnes articulées à des spécificités relevant de l'intersectionnalité, certains sous-échantillons étaient trop réduits pour autoriser une analyse statistiquement valide. C'est le cas des populations migrantes, des minorités ethniques et des personnes aux identités de genre non-binaires. Les résultats ne sont donc présentés que lorsque les échantillons sont suffisamment représentatifs. Voir l'annexe 1 pour en savoir plus sur la méthodologie et les limites de l'enquête.

<sup>33</sup> Le Development Engagement Lab (DEL, 2018-2024) est un projet de recherche basé sur des sondages en ligne réalisés en France, en Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis par l'institut YouGov. Cette recherche comparative est menée par Jennifer van Heerde-Hudson (UCL) et David Hudson (Birmingham University). DEL évalue les opinions, les sentiments, les connaissances, les expériences et les attitudes dans le but de comprendre comment les citoyens perçoivent le monde qui les entoure, comment ils comprennent les grands défis contemporains et, plus particulièrement, comment ils soutiennent (ou non) les actions menées par les acteurs du développement en faveur des populations les plus pauvres, et la réalisation des Objectifs de Développement Durable dans le monde.



# QUEL REGARD LES PERSONNES INTERROGÉES PORTENT-ELLES SUR L'ÉVOLUTION DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ?

---



Le renouveau des mouvements féministes observé récemment sur tous les continents a conduit les gouvernements à faire davantage d'efforts en direction de l'égalité femmes-hommes. Force est de constater que le poids des mouvements féministes à travers le monde s'accroît, mobilisant des millions de personnes sur les réseaux sociaux ou dans la rue, via des modes d'action innovants remettant en cause un *statu quo* qui prévalait depuis des générations. Leur force et leur visibilité ont contribué à mettre les questions de l'égalité des sexes à l'agenda politique à un niveau sans précédent dans l'histoire récente. Sous les présidences canadienne<sup>34,35</sup>, et française<sup>36,37</sup>, les récents sommets du G7 ont ainsi consacré des sections entières de leur programme à l'égalité des

sexes. On observe également que de plus en plus de pays adoptent une diplomatie dite « féministe » dans le cadre de leur politique étrangère. Autant de tendances qui illustrent lentement mais sûrement que l'égalité des sexes devient un enjeu politique de plus en plus important pour un nombre grandissant de pays.

C'est donc dans ce contexte particulier au-delà des crises sanitaires et économiques mondiales inédites observées durant la pandémie de Covid-19, que cette étude questionne des échantillons représentatifs de la population adulte des pays couverts, de façon à comprendre les attentes et les perceptions du public au sujet de l'égalité entre les femmes et les hommes.

## DES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE : LES QUESTIONS QUI PRÉOCCUPENT LE PLUS LES PERSONNES INTERROGÉES



**EN RÉFLÉCHISSANT À LA LISTE DES PROBLÉMATIQUES CI-DESSOUS, QUELS SONT SELON VOUS LES PROBLÈMES LES PLUS IMPORTANTS AUXQUELS VOTRE PAYS EST ACTUELLEMENT CONFRONTÉ ? (SÉLECTIONNEZ JUSQU'À TROIS OPTIONS)**

### SITUATION ÉCONOMIQUE (Moyenne des 17 pays) 53%



### GRANDES MALADIES MONDIALES ET PANDÉMIES (50%)



### CORRUPTION (31%)



### SANTÉ (31%)



### CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENT (24%)



### CRIME (22%)



### ÉDUCATION (17%)



### RACISME ET AUTRES FORMES DE DISCRIMINATION ENVERS LES MINORITÉS (13%)



### MIGRATION, DEMANDEURS D'ASILE, RÉFUGIÉS (11%)



### INÉGALITÉS FEMMES-HOMMES (8%)



### GUERRE, CONFLITS, TERRORISME (7%)



### AUCUNE DE CES PROPOSITIONS (2%)



### JE NE SAIS PAS (1%)



<sup>34</sup> Trudeau, J. Premier ministre du Canada. (2018, 26 avril). [Déclaration du Premier ministre fixant l'égalité des genres comme la priorité absolue de la présidence canadienne du G7.](#)  
<sup>35</sup> Gouvernement du Canada. (2018, 4 Juin). [Faire disparaître les inégalités de genre : Recommandations du conseil consultatif pour l'égalité de genre pour la présidence canadienne du G7.](#)  
<sup>36</sup> Gouvernement français. (2019, 1er février). [Égalité entre les femmes et les hommes, une priorité du G7. Publication du rapport du Conseil consultatif pour l'égalité entre les femmes et les hommes.](#) Elysee.fr.  
<sup>37</sup> Elysee.fr. (2019, 20 août). [Publication du rapport du Conseil consultatif pour l'égalité entre les femmes et les hommes.](#)

Dans la première question, il a été demandé aux répondants de sélectionner ce qu'ils considéraient être les **trois** problèmes les plus importants auxquels font face leurs pays respectifs, parmi une liste de 10 options (voir l'annexe 3 pour la liste complète).

- 53 % des personnes interrogées sur les 17 pays considèrent que « l'économie » est le plus gros défi auquel leur pays doit faire face. Cette opinion est partagée par 75 % de la population en Argentine contre seulement 36 % en Chine.
- Les « grandes maladies mondiales et les pandémies » ont été sélectionnées par une moyenne de 50 % des répondants sur les 17 pays, un pourcentage qui oscille de 69 % au Japon à 16 % en Tunisie.
- « La santé » est une priorité identifiée par une moyenne de 31 % des répondants sur les 17 pays, allant de 44 % en Australie à 18 % au Japon.
- « La corruption » est considérée comme une préoccupation prioritaire par une moyenne de 31 % des répondants sur les 17 pays, oscillant de 76 % au Kenya à 6 % en Allemagne.
- « Le changement climatique et l'environnement » ont été sélectionnés par une moyenne de 24 % des répondants sur les 17 pays. C'est une préoccupation pour une majorité des répondants japonais (51 %) contre 4 % des argentins.
- « La criminalité » a été sélectionnée par une moyenne de 22 % des répondants sur les 17 pays, à hauteur de 58 % au Mexique contre 8 % en Chine.
- « L'inégalité entre les femmes et les hommes » a été choisie par une moyenne de 8 % des répondants sur les 17 pays. Cette question semble plus importante en Chine (19 %), en Suisse (14 %), en Inde et en France (11 %), ou au Mexique (10 %), et relever d'une priorité moindre en Tunisie (1 %).
- « La guerre, les conflits et le terrorisme » ont été sélectionnés par une moyenne de 7 % des répondants sur les 17 pays, allant de 20 % en Colombie à 1 % en Argentine et en Afrique du Sud<sup>38</sup>.

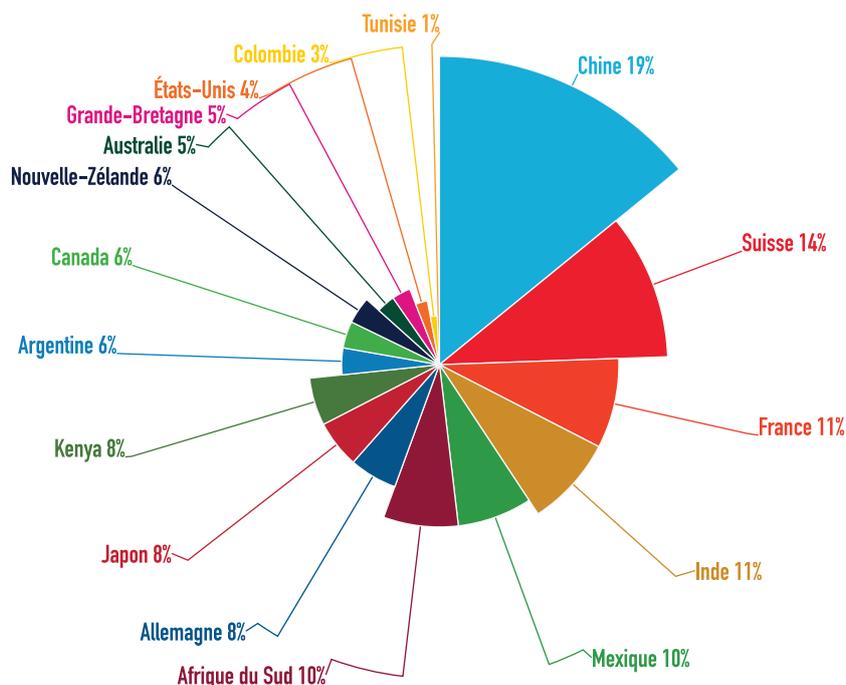
### Femmes et hommes peuvent ne pas partager les mêmes opinions et perspectives :

Dans 13 des 17 pays, on n'observe pas de différence entre les réponses des femmes et des hommes parmi les répondants qui ont sélectionné l'égalité entre les sexes comme une question prioritaire. Cependant, de façon générale, les femmes ont été plus nombreuses

que les hommes à estimer que « l'inégalité entre les femmes et les hommes » était un problème important dans leur pays. C'est particulièrement le cas en Suisse (19 % des femmes et 10 % des hommes), au Mexique (14 % des femmes et 6 % des hommes), au Japon (12 % des femmes et 4 % des hommes) et au Kenya (12 % des femmes et 4 % des hommes).



### LES INÉGALITÉS FEMMES-HOMMES CONSTITUENT L'UN DES TROIS PROBLÈMES LES PLUS IMPORTANTS AUXQUELS MON PAYS EST ACTUELLEMENT CONFRONTÉ



<sup>38</sup> Seuls 2% des répondants ont sélectionné « Aucune de ces propositions » et 1% « Je ne sais pas ».

## L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES : UN ENJEU TRANSVERSAL



**D**ans chaque pays interrogé, à l'exception du Mexique, les femmes et les hommes interrogés déclarent que « l'économie » et « les grandes maladies mondiales et les pandémies » sont les problèmes les plus importants auxquels leur pays est confronté. Ces résultats étaient attendus au vu de la pandémie actuelle de Covid-19 et de ses conséquences sur l'économie. Cependant, la prévalence de ces trois sujets ne signifie pas que d'autres questions, telles que l'égalité des sexes, sont moins urgentes. En fait, les inégalités sociales sous-jacentes, telles que les inégalités femmes-hommes et les inégalités raciales, sont intrinsèquement liées aux crises actuelles et sont exacerbées pendant ces périodes.

Tandis que l'égalité des sexes, en tant que problème distinct, n'a pas été sélectionné parmi les trois premières priorités dans aucun des 17 pays, les pandémies, les crises économiques, le changement climatique et les conflits (parmi d'autres priorités) ont, en réalité, tous généré des impacts sanitaires et sociaux à long terme en particulier pour les filles et les femmes<sup>39</sup>. En outre, il a été démontré que l'inégalité entre les sexes rendait les populations moins résilientes face aux pandémies, aux dépressions économiques, au changement climatique et à d'autres crises<sup>40</sup>.

Dans les faits, l'égalité femmes-hommes a un effet démultiplicateur dès lors qu'il s'agit d'un enjeu transversal, invariablement associé aux autres problèmes prioritairement sélectionnés dans chaque pays. En conséquence, il faut reconnaître que les inégalités sociales se situent au croisement des défis les plus urgents du monde nécessitant de trouver des solutions qui répondent de façon adaptée aux besoins des populations, sans laisser personne de côté. De nombreuses recherches et données concluent que l'égalité entre les sexes permettrait d'augmenter considérablement la croissance économique, tout en procurant des avantages sociaux et politiques considérables<sup>41</sup>.

Pour encourager l'égalité entre les femmes-hommes et générer des bénéfices sociaux et économiques, cette cause doit être abordée de façon globale : l'accès aux soins de santé et à l'éducation pour les filles et les femmes, la sécurité et le droit à disposer de son corps, la capacité d'obtenir un travail et d'être financièrement indépendantes, la liberté d'action et de décision. Cette dimension devient encore plus prégnante dans la section suivante où l'on mesure que quatre individus sur cinq déclarent que l'égalité entre les sexes est importante « pour eux, personnellement ».

<sup>39</sup> ONU. (2020). *UN Secretary-General's policy brief: The impact of COVID-19 on women*. [ONU. Note de synthèse : L'impact de la Covid-19 sur les femmes].

<sup>40</sup> Islam, S. & Winkel, J. UN Department of Economic & Social Affairs. (2017). *Climate Change and Social Inequality*. [Islam, S. & Winkel, J. Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies. Changement climatique et inégalité sociale.]

<sup>41</sup> McKinsey Global Institute. (2015). *How advancing women's equality can add \$12 trillion to global growth*. [Institut mondial McKinsey. Le pouvoir de la parité : Comment la progression de l'égalité envers les femmes peut ajouter 12 000 milliards de dollars à la croissance mondiale.]

# L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES : UNE QUESTION IMPORTANTE « À TITRE PERSONNEL »

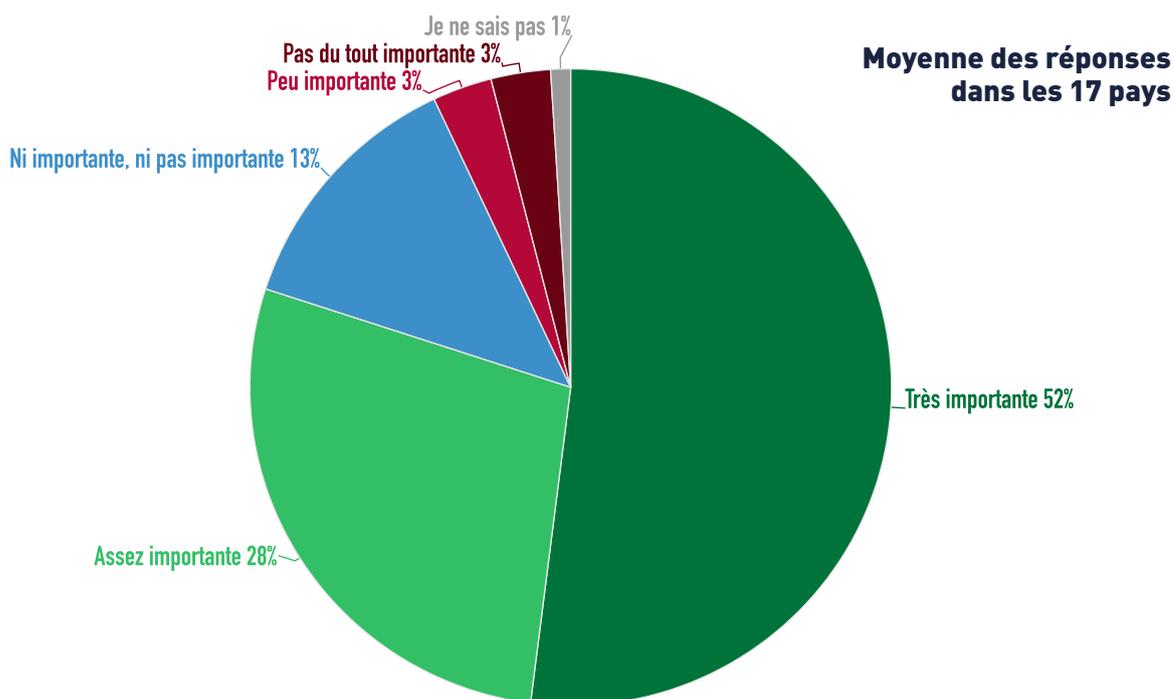
L'égalité entre les femmes et les hommes est fortement soutenue par les populations interrogées<sup>42</sup>. En moyenne, sur les 17 pays sondés, 80 % des personnes ont déclaré que l'égalité des sexes était « importante » pour elles personnellement (52 % ont sélectionné « très importante » et 28 % ont sélectionné « assez importante »).

C'est au Kenya que les répondants ont été les plus nombreux (96 %) à considérer l'égalité des sexes

comme « importante » (très ou assez), suivi du Mexique (93 %), de la Colombie (92 %), de l'Afrique du Sud (91 %) et de l'Inde (90 %). En l'occurrence, il ne s'agit que de pays à revenu intermédiaire. En revanche, cet intérêt, bien qu'il soit cependant partagé par la majorité des répondants, est néanmoins relativement moins prononcé dans les pays à revenu élevé comme l'Allemagne (72 %), la Grande-Bretagne et l'Australie (70 % chacun) et les États-Unis (64 %).



## DANS QUELLE MESURE L'ÉGALITÉ DES SEXES EST-ELLE IMPORTANTE POUR VOUS PERSONNELLEMENT, LE CAS ÉCHÉANT ?



## UNE PRÉOCCUPATION PARTAGÉE PAR TOUS, EN PARTICULIER PAR LES FEMMES

En moyenne sur les 17 pays sondés, davantage de femmes (84 %) que d'hommes (76 %) ont déclaré que l'égalité des sexes est « importante » (« très importante » ou « assez ») pour elles ou eux à titre personnel. Cet écart est plus prononcé en Tunisie (22 points de pourcentage), en Australie

(14 points de pourcentage), au Canada (13 points de pourcentage), en Allemagne et en Nouvelle-Zélande (12 points de pourcentage) en Chine et en Grande-Bretagne (11 points de pourcentage) et en Suisse (10 points de pourcentage).

<sup>42</sup> Le sondage définissait l'égalité entre les femmes et les hommes comme « l'égalité des droits et des opportunités entre les femmes et les hommes ».

Dans sept des pays sondés (Argentine, Colombie, Inde, Japon, Mexique, Afrique du Sud, États-Unis), la différence entre les réponses des femmes et des hommes est négligeable, notamment en France

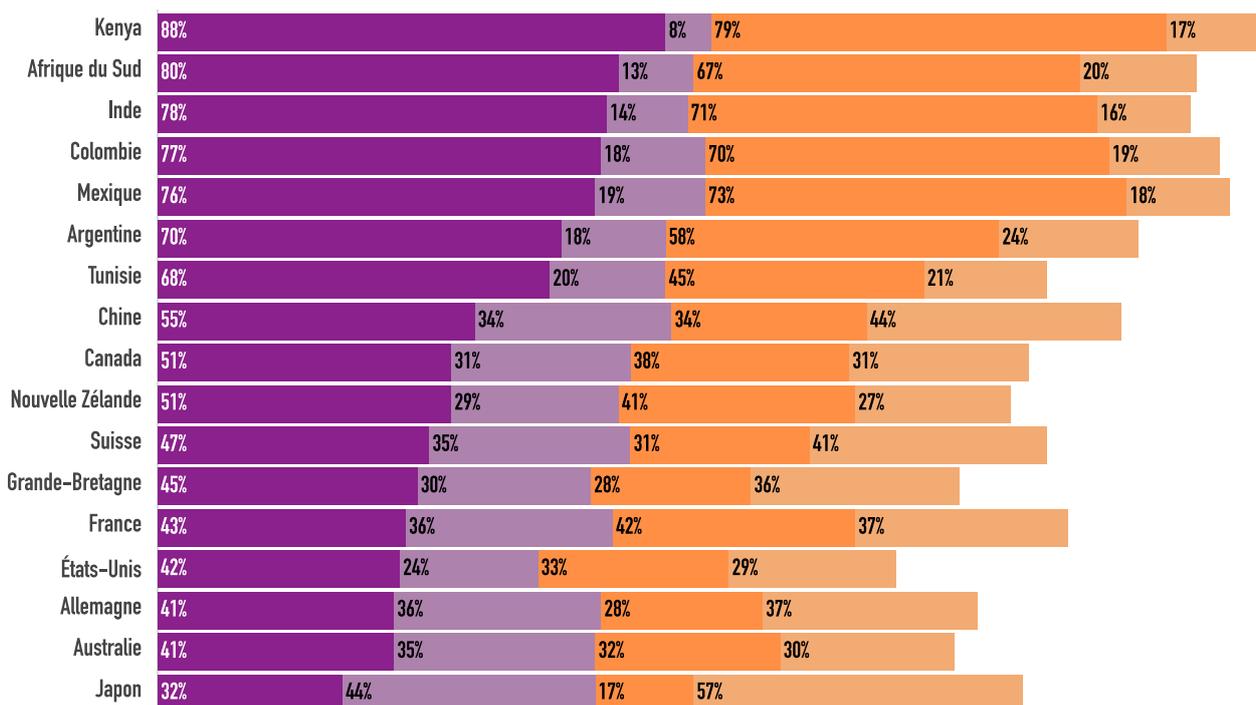
et au Kenya où on n'observe pas de différence statistiquement significative entre les réponses des hommes et celles des femmes.



## DANS QUELLE MESURE L'ÉGALITÉ DES SEXES EST-ELLE IMPORTANTE POUR VOUS PERSONNELLEMENT, LE CAS ÉCHÉANT ?

### Moyenne des réponses

#### « Très important » ou « Assez important » selon le genre



## LES JEUNES MÈNENT LA LUTTE POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES



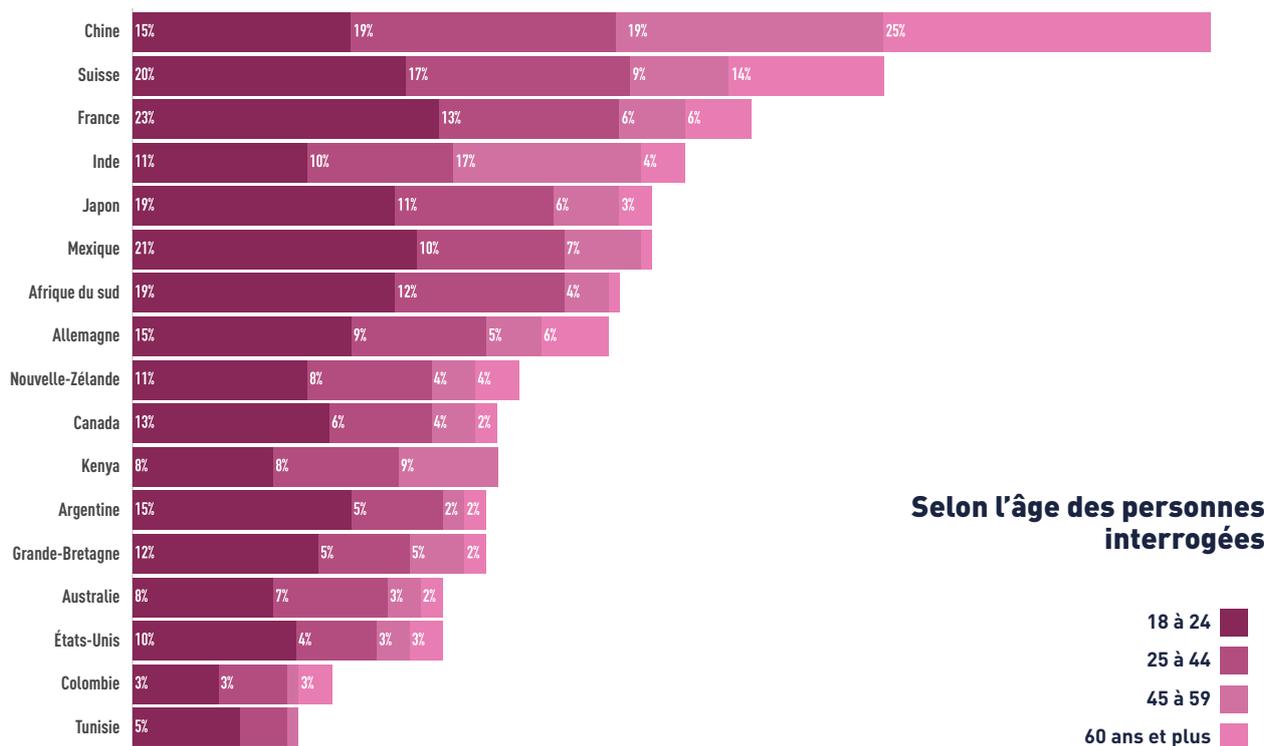
**Résultat clé : Autant chez les femmes que chez les hommes, plus les répondants sont jeunes et plus ils ont tendance à considérer « l'inégalité entre les femmes et les hommes » comme un problème important auquel leur pays fait face en ce moment.**

Sur les 17 pays (à l'exception de la Chine), les personnes interrogées âgées de 18 à 24 ans sont plus enclines que celles âgées de 25 ans et plus, à considérer que l'inégalité des sexes est un problème « important » dans leur pays aujourd'hui. En moyenne, 13 % des personnes de 18 à 24 ans, femmes ou hommes, pensent (à titre personnel) que l'inégalité entre les sexes est un des problèmes majeurs auquel fait face leur pays, soit davantage que leurs aînés (9 % des répondants âgés de 25 à 44 ans, 6 % de ceux âgés de 45 à 59 ans et 5 % des plus de 60 ans). Les jeunes femmes

âgées de 18 à 24 ans sont plus susceptibles de choisir cette option (16 % en moyenne), que les hommes du même âge (10 %) ou les femmes âgées de 25 et plus (8 %). Cependant, comme mentionné précédemment, cette différenciation en fonction des âges ne veut pas pour autant dire que les répondants plus âgés se désintéressent de ce sujet ; il faut plutôt garder en mémoire que l'égalité entre les sexes est ici confrontée à des priorités concurrentes telles que la santé, l'économie et l'environnement, qui génèrent des appréciations variées en fonction des générations interrogées.



## LES INÉGALITÉS FEMMES-HOMMES CONSTITUENT L'UN DES TROIS PROBLÈMES LES PLUS IMPORTANTS AUXQUELS MON PAYS EST ACTUELLEMENT CONFRONTÉ



En moyenne, dans les 17 pays sondés, l'intérêt que les personnes interrogées portent à l'égalité des sexes diminue avec l'âge : plus les répondants sont jeunes, plus ils se sentent personnellement impliqués dans cette cause.

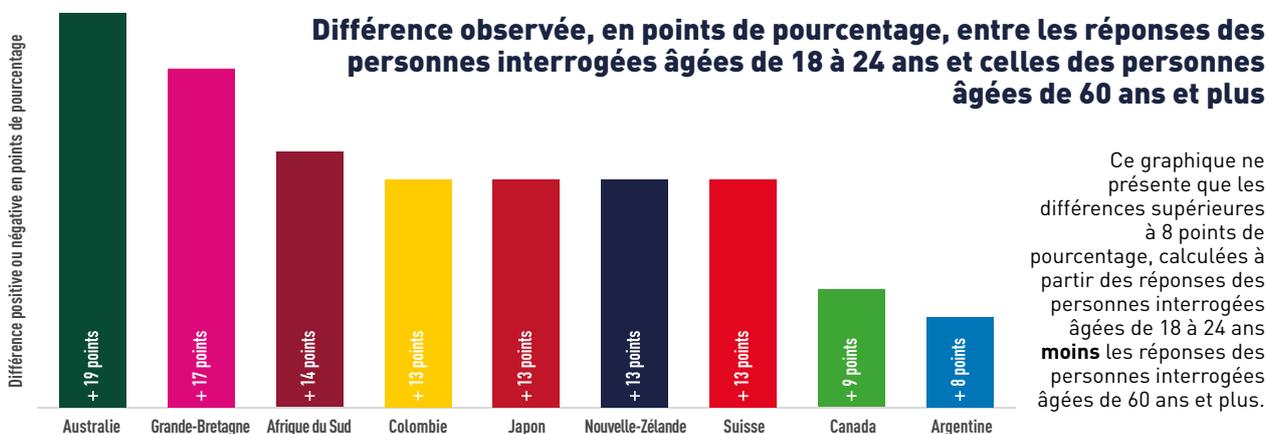
Cette tendance peut être observée dans les réponses des deux sexes : 89 % des femmes interrogées et 82 % des hommes interrogés âgés de 18 à 24 ans déclarent que l'égalité des sexes est un sujet qui leur tient à cœur personnellement. Cette tendance se vérifie sur l'ensemble des

tranches d'âge, les personnes les plus âgées étant moins susceptibles de la trouver « importante » (77 % des femmes et 73 % des hommes âgés de 60 ans ou plus)<sup>43</sup>.

La différence d'intérêt envers l'égalité femmes-hommes entre les groupes d'âge est particulièrement notable en Australie, en Colombie, en Grande-Bretagne, en Nouvelle-Zélande, en Afrique du Sud et en Suisse, six pays dans lesquels l'intérêt décroît de manière constante avec l'âge tant chez les femmes que chez les hommes.



## DANS QUELLE MESURE L'ÉGALITÉ DES SEXES EST-ELLE IMPORTANTE POUR VOUS PERSONNELLEMENT, LE CAS ÉCHÉANT ?



<sup>43</sup> Femmes âgées de 25 à 44 ans : 86 % ; femmes âgées de 45 à 59 ans : 83 % ; hommes âgés de 25 à 44 ans : 79 % ; hommes âgés de 45 à 59 ans : 73 %.

## L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES EST UNE PRÉOCCUPATION PARTAGÉE QUELLE QUE SOIT L'ORIENTATION POLITIQUE



**Résultat clé : L'enquête montre que l'égalité des sexes est une valeur politique et sociétale partagée en 2020. Dans les 17 pays interrogés, quelles que soient les orientations politiques des répondants, une majorité absolue des électeurs de gauche et de droite considèrent que l'égalité des sexes est un « problème important » dans les 17 pays.**

En moyenne, l'égalité des sexes est perçue comme une question importante pour toutes les personnes interrogées, qu'elles s'identifient politiquement comme étant « de gauche » ou « de droite » (en moyenne on observe un soutien respectivement de 89 % et de 76 %). Cette corrélation entre égalité des sexes et orientation politique est notable dans tous les pays interrogés. Pour autant, les répondantes

et répondants qui s'identifient « de gauche » sont plus nombreux à considérer la question de l'égalité des sexes comme « importante », « très importante » ou « assez importante » que celles et ceux qui s'identifient comme « de droite »<sup>44</sup>. Cette différence est particulièrement marquée aux États-Unis (27 points de pourcentage), en Allemagne et au Canada (22 points de pourcentage) ainsi qu'en Suisse (21 points de pourcentage).

<sup>44</sup> Excluant la Chine puisque l'analyse de l'orientation politique n'y était pas pertinente et le Kenya où la différence entre les personnes interrogées penchant à gauche et à droite était d'un pour cent, avec un soutien plus élevé parmi les personnes tendant vers la droite. Voir la rubrique Méthodologie.

# PERCEPTION ET ÉVOLUTION DE L'ÉGALITÉ DES SEXES AU COURS DES 25 DERNIÈRES ANNÉES



**Résultat clé :** En moyenne, 6 personnes interrogées sur 10 considèrent que l'égalité entre les femmes et les hommes a progressé au cours des 25 dernières années.

Il a été demandé aux personnes interrogées comment elles percevaient l'évolution de l'égalité des sexes dans leur pays depuis la quatrième Conférence mondiale sur les femmes de Beijing, il y a 25 ans.

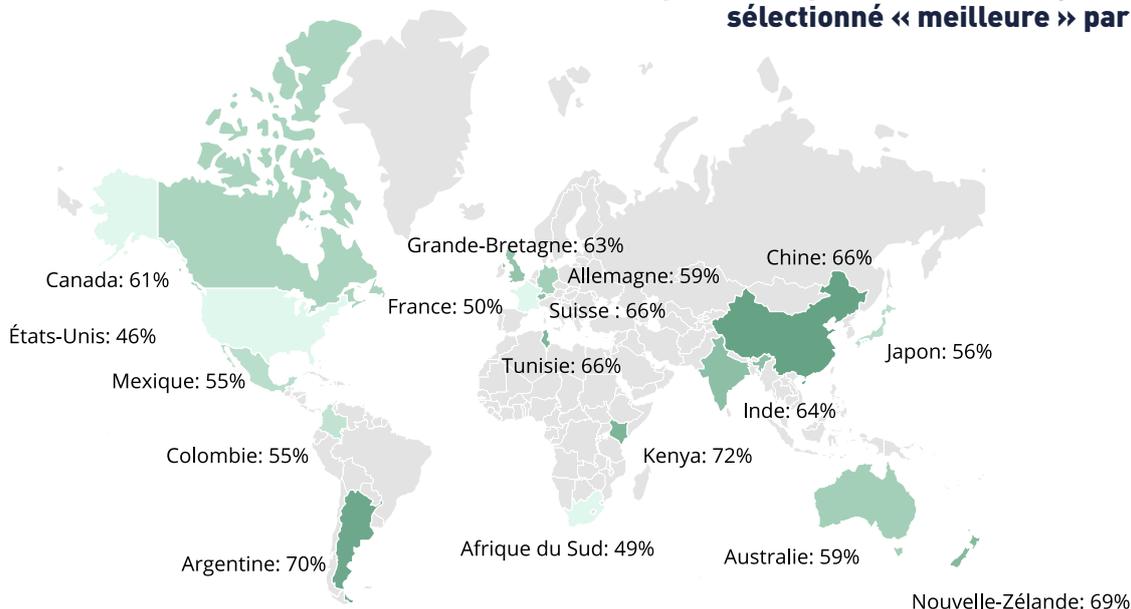
Dans les 17 pays sondés, une majorité de répondants (60 % en moyenne) ont le sentiment qu'il y a eu des progrès en termes d'égalité femmes-hommes

depuis 1995. Dans la plupart des pays, plus de la moitié des personnes interrogées considèrent que la situation actuelle en matière d'égalité des sexes est « meilleure » qu'il y a 25 ans. Cependant, en Afrique du Sud et aux États-Unis, ce sentiment est partagé par moins de la moitié des répondantes et répondants (46%).



**SELON VOUS, COMPARÉ À LA SITUATION IL Y A 25 ANS, L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES (EN D'AUTRES TERMES, L'ÉGALITÉ DES DROITS ET DES OPPORTUNITÉS ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES) DANS VOTRE PAYS EST-ELLE MEILLEURE, PLUS OU MOINS IDENTIQUE, OU MOINS BONNE ?**

**Proportion de personnes interrogées ayant sélectionné « meilleure » par pays**



Ces résultats font écho aux avancées considérables, notamment en matière de législation, d'accès aux fonctions politiques, d'accès à l'éducation et de diminution du taux de mortalité maternelle. Autant

de progrès réalisés depuis la Conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenu à Pékin en 1995, malgré la persistance de fortes inégalités entre les sexes partout dans le monde.

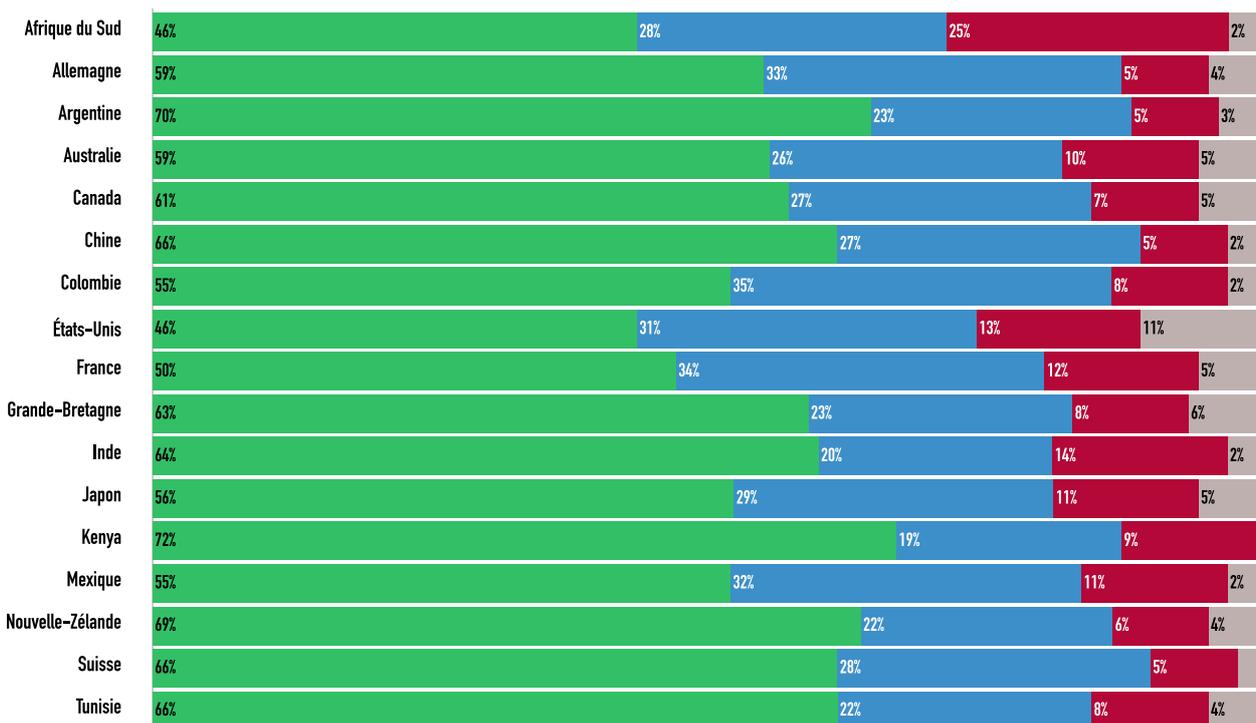
<sup>45</sup> ONU Femmes. (New York, 2020). [Égalité des sexes : le point sur les droits des femmes 25 ans après Beijing](#).

Pour autant, les opinions des personnes interrogées sur la notion de progrès varient selon les pays. Dans six pays, au moins deux tiers de la population estime que le statut de l'égalité femmes-hommes s'est amélioré : le Kenya (72 %), l'Argentine (70 %), la Nouvelle-Zélande (69 %), la Chine, la Tunisie et la Suisse (respectivement

66 %). L'Afrique du Sud a la proportion la plus élevée (25%) de personnes qui ont l'impression que la situation a au contraire régressé au cours des 25 dernières années. La proportion de ceux qui ont l'impression que la situation est restée « plus ou moins la même » varie de 19% au Kenya à 35% en Colombie.



### SELON VOUS, COMPARÉ À LA SITUATION IL Y A 25 ANS, L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES (EN D'AUTRES TERMES, L'ÉGALITÉ DES DROITS ET DES OPPORTUNITÉS ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES) DANS VOTRE PAYS EST-ELLE MEILLEURE, PLUS OU MOINS IDENTIQUE, OU MOINS BONNE ?



■ Meilleure    ■ Plus ou moins identique    ■ Moins bonne    ■ Je ne sais pas

Dans certains pays, l'origine ethnique joue un rôle prépondérant dans ces perceptions d'évolution. Par exemple, aux États-Unis les personnes blanches sont plus nombreuses à considérer que l'égalité femmes-hommes est « meilleure » dans leur pays (52 %) que les personnes s'identifiant comme afro-américaines (20 %), et plus particulièrement que les femmes s'identifiant comme afro-américaines (16 %). En

revanche, en Afrique du Sud, cette différence est moins marquée : 51 % des personnes qui s'identifient comme blanches semblent constater ces progrès contre 43 % des personnes qui s'identifient comme noires. Dans ce pays, cet écart est davantage perceptible chez les femmes blanches qui ont plus tendance à considérer une amélioration (46 %) comparé aux femmes qui s'identifient comme étant noires (31 %).

## DAVANTAGE D'HOMMES QUE DE FEMMES PENSENT QUE L'ÉGALITÉ DES SEXES S'EST AMÉLIORÉE AU COURS DES 25 DERNIÈRES ANNÉES

Dans 14 des 17 pays interrogés, davantage d'hommes que de femmes pensent que l'égalité des sexes dans leur pays est « meilleure » que ce qu'elle était il y a 25 ans. Cette différence de perception entre les hommes et les

femmes interrogés est particulièrement marquée en France (20 points de pourcentage), aux États-Unis (19 points de pourcentage) et en Afrique du Sud (18 points de pourcentage). La Chine est la seule exception<sup>46</sup> avec 72 % des femmes qui

<sup>46</sup> Si nous prenons en compte les écarts statistiquement significatifs dans chacun des pays étudiés. L'Argentine et la Tunisie ont un point de pourcentage de différence entre les femmes et les hommes interrogés.

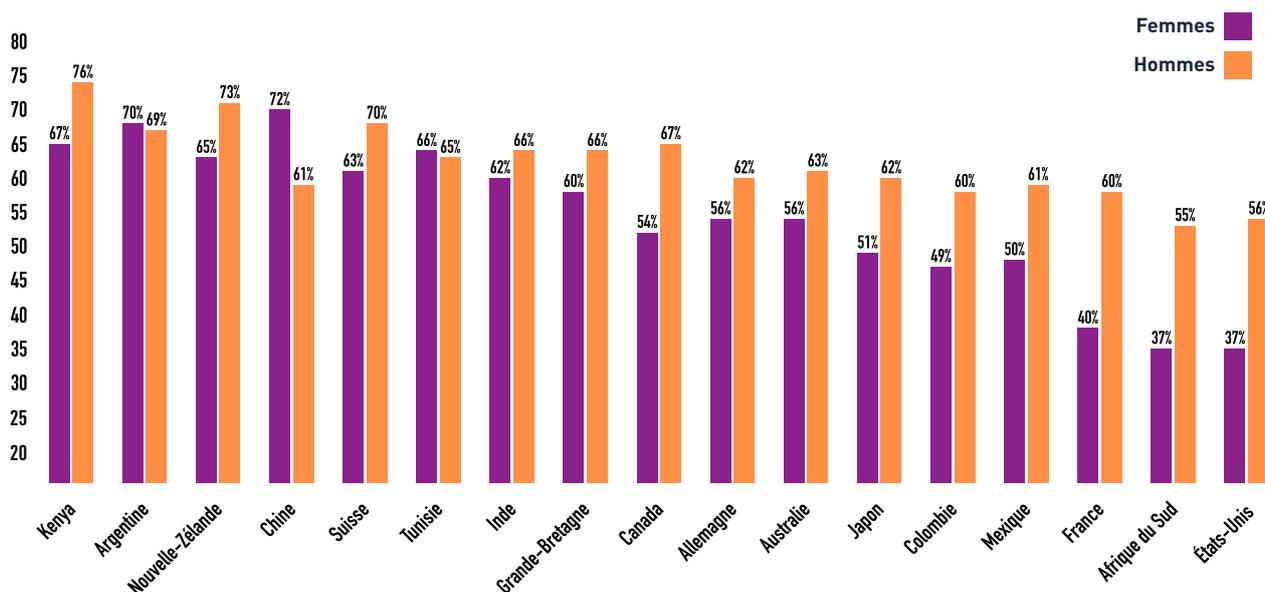
pensent que l'égalité des sexes a progressé, contre 61 % des hommes. Aux États-Unis, une majorité d'afro-américains, hommes et femmes confondus, pensent que l'égalité entre les sexes a régressé ces 25 dernières années, tandis qu'une majorité de

personnes blanches pensent qu'elle est « meilleure ». En Afrique du Sud, les femmes noires pensent en majorité que la situation s'est dégradée, tandis que les femmes blanches et tous les hommes estiment que l'égalité des sexes a progressé.



**SELON VOUS, COMPARÉ À LA SITUATION IL Y A 25 ANS, L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES (EN D'AUTRES TERMES, L'ÉGALITÉ DES DROITS ET DES OPPORTUNITÉS ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES) DANS VOTRE PAYS EST-ELLE MEILLEURE, PLUS OU MOINS IDENTIQUE, OU MOINS BONNE ?**

**Proportion de personnes interrogées ayant sélectionné « meilleure »**



## QUE PENSENT LES PERSONNES NÉES APRÈS LA CONFÉRENCE DE BEIJING DES PROGRÈS DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DANS LEUR PAYS ?

Dans l'ensemble, aucune différence nette n'apparaît corrélant l'âge avec la perception de progrès en matière d'égalité entre les sexes. Pourtant, quand on compare les réponses obtenues chez les plus jeunes avec celles obtenues chez les plus âgés, on observe de manière significative dans cinq des 17 pays, que les répondants âgés de 18 à 24 ans (nés entre 1996 et 2002) sont moins nombreux à penser que l'égalité entre les sexes s'est améliorée dans les 25 dernières années que les répondants âgés de 60 ans et plus. Cette différence est particulièrement marquée aux États-Unis (45 points de pourcentage)<sup>47</sup>, en Argentine (13 points de pourcentage), en France (12 points de pourcentage) et au Canada (11 points de pourcentage).

À l'inverse, dans 4 pays sur 17, les jeunes ont une perception plus optimiste que leurs aînés, c'est le cas en Chine (16 points de pourcentage), en Suisse

(15 points de pourcentage), en Tunisie (13 points de pourcentage) et au Japon (8 points de pourcentage)<sup>48</sup>.

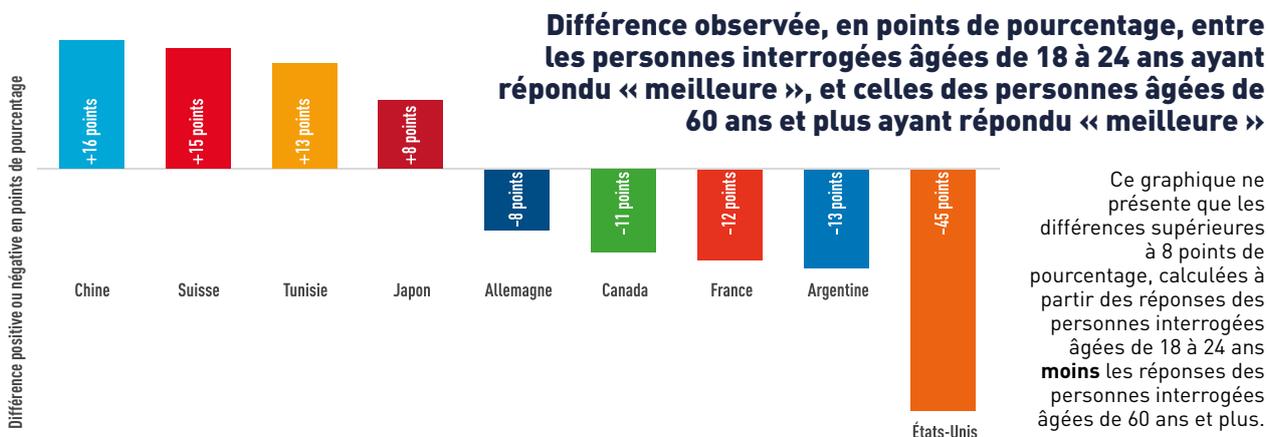
Bien qu'elles soient marquées, ces différences entre les pays restent difficiles à interpréter et exigeraient une analyse plus approfondie. Toutefois, il est possible d'envisager que la perception des jeunes soit influencée par le contexte actuel des droits des femmes dans leurs pays respectifs, résultant de lois dont les générations précédentes n'ont pas pu bénéficier. Ce pourrait aussi être dû à la visibilité accrue des mouvements sociaux tels que #MeToo et NiUnaMenos. On peut également imputer ces points de vue à des défaites législatives comme le projet de loi nationale sur l'avortement qui n'avait pas été adopté en Argentine en 2018, ou encore à des atrocités qui ont récemment attiré l'attention du public et la couverture des médias tels que les féminicides en France ou les meurtres de femmes autochtones au Canada.

<sup>47</sup> Nous devons faire preuve de prudence dans l'interprétation de la différence de 45 points entre les réponses des personnes interrogées âgées de 18 à 24 ans et de celles de 60 ans et plus aux États-Unis car 23% des personnes interrogées âgées de 18 à 24 ans ont choisi l'option « Je ne sais pas ».

<sup>48</sup> Dans les autres pays, la différence est inférieure à huit points de pourcentage.



**SELON VOUS, COMPARÉ À LA SITUATION IL Y A 25 ANS, L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES (EN D'AUTRES TERMES, L'ÉGALITÉ DES DROITS ET DES OPPORTUNITÉS ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES) DANS VOTRE PAYS EST-ELLE MEILLEURE, PLUS OU MOINS IDENTIQUE, OU MOINS BONNE ?**



## L'ÉGALITÉ DES SEXES : UN SENTIMENT DE PROGRÈS AU COURS DES 25 DERNIÈRES ANNÉES, QUEL QUE SOIT LE NIVEAU DE REVENU DES PERSONNES INTERROGÉES

Dans 14 des 17 pays interrogés, 20 % des personnes appartenant à la tranche de revenu la plus élevée sont plus nombreuses que les 20 % appartenant à la tranche de revenu la moins élevée<sup>49</sup> à percevoir une évolution positive de l'égalité des sexes au cours des 25 dernières années. C'est l'inverse en Chine où les personnes interrogées aux revenus les moins élevés sont plus nombreuses à penser que l'égalité des sexes a progressé que les personnes aux revenus les plus élevés (70 % et 49 %, respectivement). Au Japon et au Mexique, le niveau de

revenu n'a pas d'impact visible sur les réponses collectées.

Indépendamment du revenu, la plupart des personnes interrogées ont quand même l'impression que l'égalité entre les femmes et les hommes a progressé. On peut le constater dans chaque pays interrogé sauf en Afrique du Sud où 40 % des personnes aux revenus les moins élevés pensent que l'égalité des sexes a régressé, et aux États-Unis, où 35 % des personnes aux revenus les moins élevés pensent que le statut de l'égalité des sexes est resté inchangé.

### PERCEPTION DE L'ÉVOLUTION DE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES : LES FLUCTUATIONS D'OPINION EN FONCTION DE L'ORIGINE ETHNIQUE AUX ÉTATS-UNIS



Pays par pays<sup>50</sup>, l'enquête a tenté de mesurer si les personnes s'identifiant elles-mêmes comme faisant partie d'une origine ethnique particulière perçoivent différemment le progrès ou l'absence de progrès en matière d'égalité des sexes ces 25 dernières années.

Les données montrent qu'aux États-Unis, les personnes qui s'identifient comme étant « noires » ou Afro-Américaines sont moins susceptibles (32 %) d'indiquer que l'égalité entre les sexes s'est améliorée durant les 25 dernières années, contrastant avec

les personnes qui s'identifient comme « blanches ». Cette tendance n'a pas été observée dans d'autres pays, y compris dans ceux ayant traversé une histoire documentée de discrimination raciale telle que l'Afrique du Sud. L'analyse des résultats montre que quelles que soient les variables prises en considération (genre, âge, éducation et niveau de revenus), les personnes aux États-Unis s'identifiant comme blanches sont 1,6 fois plus susceptibles de penser que l'égalité entre les sexes est « meilleure » aujourd'hui qu'il y a 25 ans par rapport aux personnes qui s'identifient comme appartenant à d'autres origines<sup>51</sup>.

<sup>49</sup> On observe cette différence aux États-Unis (30 points de pourcentage), en Afrique du Sud (27 points de pourcentage), en Nouvelle-Zélande (23 points de pourcentage), en France (22 points de pourcentage), au Canada (21 points de pourcentage), en Grande-Bretagne (19 points de pourcentage), en Argentine (18 points de pourcentage), en Australie (13 points de pourcentage), en Inde (11 points de pourcentage), en Suisse (9 points de pourcentage), en Colombie (8 points de pourcentage), et au Kenya et en Allemagne (6 points de pourcentage). Au Japon, la différence d'un point de pourcentage n'est pas statistiquement significative et il n'y a aucune différence au Mexique.

<sup>50</sup> La question de l'origine ethnique n'a pas été posée en France, étant donné que la « loi sur la protection des données » de janvier 1978 interdit la collecte ou le traitement des données personnelles dans lesquelles l'origine raciale ou ethnique est mentionnée directement ou indirectement.

<sup>51</sup> Les personnes interrogées ont été invitées à signaler à quels groupes ethniques elles pensent appartenir, selon les normes statistiques nationales des pays concernés lorsqu'elles existent. Voir l'[annexe 1](#) pour consulter la méthodologie de l'enquête.

# OBSTACLES PERÇUS À L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES



**Résultat clé : Comparées à d'autres inégalités ou injustices, les barrières domestiques ou professionnelles auxquelles les femmes sont confrontées sont considérées comme étant les obstacles les plus importants à l'égalité entre les sexes.**

Le sondage a exploré les raisons pour lesquelles les femmes et les hommes interrogés ont personnellement le sentiment que l'inégalité des sexes existe. Il a été demandé aux participantes et participants de sélectionner **jusqu'à trois raisons** parmi les neuf qui leur étaient proposées (voir l'annexe 3 pour plus de détails).<sup>52</sup>

Dans les 17 pays interrogés, deux raisons sont particulièrement identifiées comme constituant des obstacles à l'égalité des sexes :

- La répartition inégale des « *soins non rémunérés, du travail domestique, des responsabilités parentales* » entre les femmes et les hommes, est citée comme la première ou la deuxième cause d'inégalité des sexes dans 13 pays sur 17 (l'Inde, le Kenya, l'Afrique du Sud et la Tunisie faisant exception). En moyenne, 38 % des personnes ont sélectionné cette raison dans les 17 pays.
- Les « *différentes opportunités professionnelles* » pour les femmes et les hommes ; cet enjeu a été sélectionné comme la première ou la seconde raison dans 11 pays sur 17 (excepté la France, l'Inde, le Kenya, l'Afrique du Sud, la Tunisie et les États-Unis). En moyenne, 36 % des personnes interrogées ont sélectionné cette cause dans les 17 pays.

Du point de vue des sondés ces deux raisons constituent les principaux **obstacles à l'autonomisation économique des femmes**.

« *Une religion et une culture qui ne traitent pas les femmes et les hommes en égaux* » s'avère être la troisième raison la plus souvent citée pour expliquer pourquoi les femmes ne peuvent être les égales des hommes, avec une moyenne de 33% des répondants dans les 17 pays. Au Kenya (55 %), en Afrique du Sud (51 %) et en Inde (44 %), cet enjeu a été classé en première position.

La différence entre la façon dont « *les garçons et les filles sont traités pendant l'enfance* » est la quatrième cause la plus citée avec une moyenne de 31 % des personnes dans les 17 pays. Cette option a été particulièrement sélectionnée en Inde et au Mexique (43 % chacun) et au Kenya (41 %).

La « *représentation inégale des femmes en politique* » est classée cinquième par les personnes interrogées parmi les causes qui expliquent l'inégalité des sexes, soit une moyenne de 25 % de répondants qui ont sélectionné cette option. Cet item a été particulièrement choisi au Kenya (45 %)<sup>53</sup>.

L'argument selon lequel les hommes ont tendance à être « *physiquement plus forts* » se classe sixième sur les neuf raisons proposées dans le sondage. Il convient d'observer que 35 % des personnes interrogées en Afrique du Sud et 26 % en Inde estiment que la force physique pourrait expliquer les inégalités de genre.

Finalement et peut-être de manière assez surprenante en considérant la persistance des écarts entre les sexes en matière d'éducation dans beaucoup de pays<sup>54</sup>, « *l'accès inégal des filles à l'éducation* » est la raison la moins souvent citée pour expliquer les inégalités entre les sexes (en moyenne de 7 % des personnes ont sélectionné cette option), sauf en Inde où 26 % des répondants ont identifié cet enjeu comme l'une des causes principales<sup>55</sup>. Du point de vue des citoyens, il semble que les inégalités entre les sexes proviennent davantage (i) « *d'un partage inégal des soins non rémunérés, du travail domestique et des responsabilités parentales entre les femmes et les hommes* » ; (ii) « *d'opportunités d'emploi différentes entre femmes et hommes* » ; (iii) « *du rôle de la religion et de la culture* » et relativement moins d'un accès inégal à une éducation formelle entre les sexes.

<sup>52</sup> Le graphique montre seulement les 6 premiers choix tous pays confondus. En plus des éléments présentés dans l'illustration, les propositions suivantes sont respectivement classées 7e, 8e, 9e et 10e « Parce que les femmes et les hommes ne peuvent pas exercer le même niveau de contrôle sur leurs corps (p. ex. accès à la contraception, contrôle des naissances) », « Parce que les crises (p. ex. conflits, catastrophes naturelles, pandémies) ont des effets inégaux sur les femmes et les hommes », « Aucune de ces propositions » et « Parce que les filles n'ont pas le même accès à l'éducation que les garçons ».

<sup>53</sup> Le Kenya est classé 85e sur 153 pays en matière de parité du pouvoir politique selon le Rapport 2020 sur la parité entre les hommes et les femmes dans le monde du [Forum Économique Mondial](#).

<sup>54</sup> Malgré les progrès réalisés ces dernières années, 132 millions de filles ne sont pas scolarisées dans le monde, ce qui réduit considérablement leurs opportunités et leur bien-être tout au long de leur vie. Banque Mondiale. (Washington, D.C, 2018). [Missed Opportunities: The High Cost of Not Educating Girls](#). [Banque Mondiale. Opportunités manquées : Le coût élevé de ne pas éduquer les filles.]

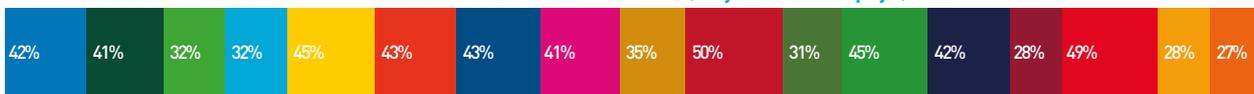
<sup>55</sup> L'Inde est classée 112e sur 153 pays en matière de parité du niveau d'instruction selon le Rapport 2020 sur la parité entre les hommes et les femmes dans le monde [du Forum économique mondial](#).



**À PARTIR DE LA LISTE CI-DESSOUS, QUELLES SONT, SELON VOUS, LES PRINCIPALES RAISONS POUVANT EXPLIQUER QUE LES FEMMES NE SONT PAS ÉGALES AUX HOMMES DANS VOTRE PAYS ?**

**Six réponses les plus citées à travers les 17 pays**

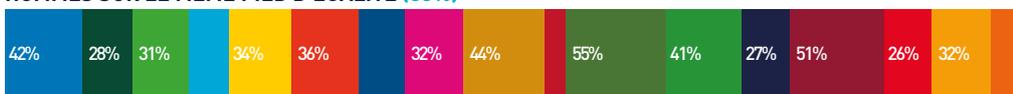
**PARCE QUE LES SOINS, LES TÂCHES MÉNAGÈRES ET LES RESPONSABILITÉS PARENTALES NON RÉMUNÉRÉS NE SONT PAS PARTAGÉS DE MANIÈRE ÉGALE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES (Moyenne des 17 pays) 38%**



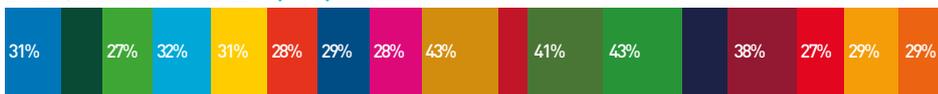
**PARCE QUE LES FEMMES ET LES HOMMES ONT DES OPPORTUNITÉS D'EMPLOI DIFFÉRENTES (36%)**



**PARCE QUE LA RELIGION ET LA CULTURE NE TRAITENT PAS LES FEMMES ET LES HOMMES SUR LE MÊME PIED D'ÉGALITÉ (33%)**



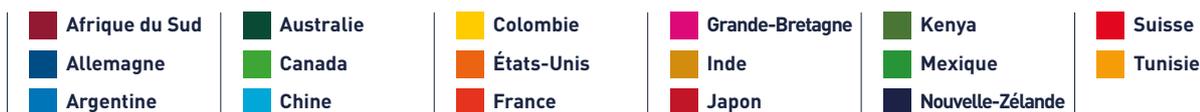
**PARCE QUE LES GARÇONS ET LES FILLES SONT TRAITÉS DIFFÉREMMENT LORSQU'ILS GRANDISSENT (31%)**



**PARCE QU'É LES FEMMES ET LES HOMMES NE SONT PAS REPRÉSENTÉS DE MANIÈRE ÉGALE EN POLITIQUE (25%)**



**PARCE QUE LES HOMMES ONT TENDANCE À ÊTRE PLUS FORTS PHYSIQUEMENT QUE LES FEMMES (21%)**



# UN SOUTIEN ÉCRASANT POUR PLUS D'ENGAGEMENTS DES GOUVERNEMENTS EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES



**Résultat clé :** Dans les 17 pays interrogés, près de deux répondants sur trois estiment que leur gouvernement doit investir davantage dans la promotion de l'égalité des sexes.

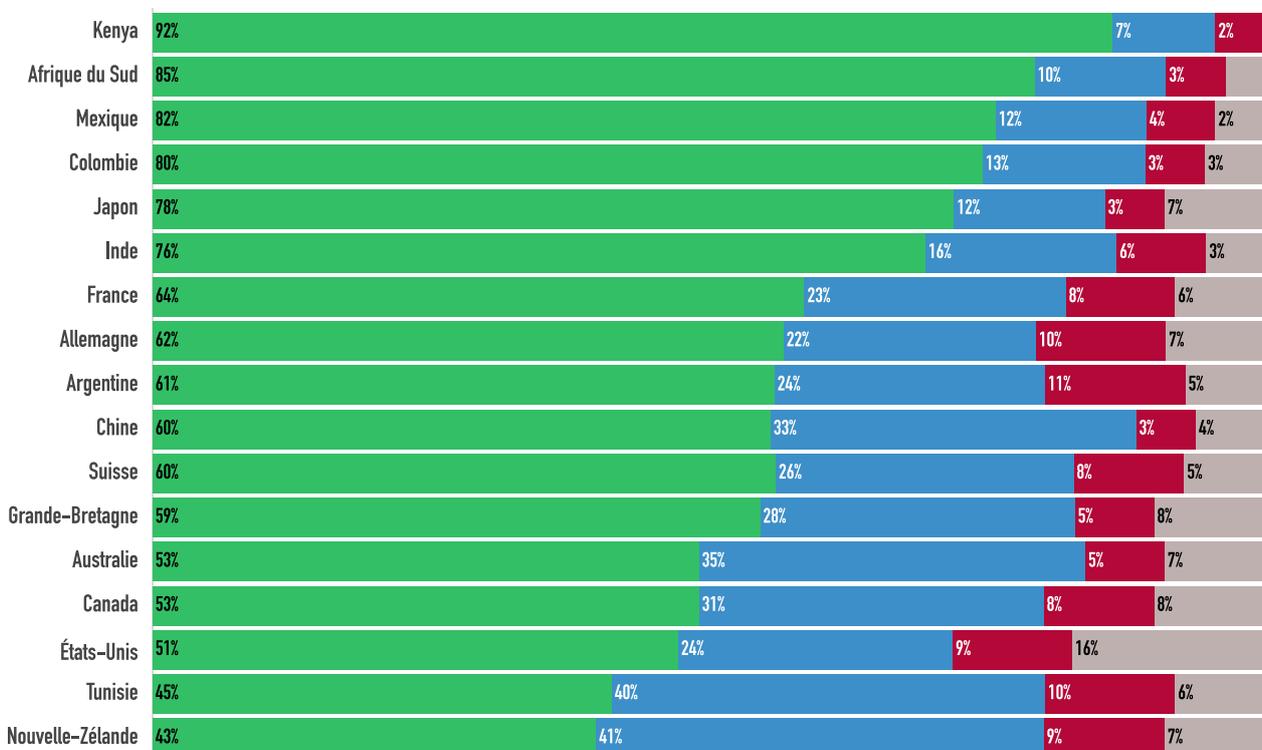
En moyenne, une majorité des personnes interrogées (65 %) dans les 17 pays pensent que leur « *gouvernement devrait en faire plus* » pour promouvoir l'égalité des sexes. Seule une moyenne de 6 % des personnes interrogées estiment que leur « *gouvernement en fait trop* ».

En y regardant de plus près, dans certains pays, certains admettent que leur « *gouvernement fait*

*ce qui est nécessaire* » en matière d'égalité des sexes. C'est en particulier le cas en Tunisie et en Nouvelle-Zélande où respectivement 40 % et 41 % de la population semble satisfaite des mesures prises par leur gouvernement. À l'inverse, seuls 7 % des Kényans et 10 % des Sud-Africains expriment ce même degré de satisfaction.



**EN PENSANT AU RÔLE DU GOUVERNEMENT DANS LA PROMOTION DE L'ÉGALITÉ DES SEXES DANS VOTRE PAYS, QUELLE AFFIRMATION DÉCRIT LE MIEUX CE QUE VOTRE GOUVERNEMENT DEVRAIT FAIRE ?**



 Le gouvernement devrait en faire plus

 Le gouvernement fait ce qu'il faut

 Le gouvernement en fait trop

 Je ne sais pas

## LES ATTENTES DES HOMMES ET DES FEMMES À L'ÉGARD DE CE QUE LES GOUVERNEMENTS DEVRAIENT FAIRE (OU NE PAS FAIRE) POUR PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES GENRES

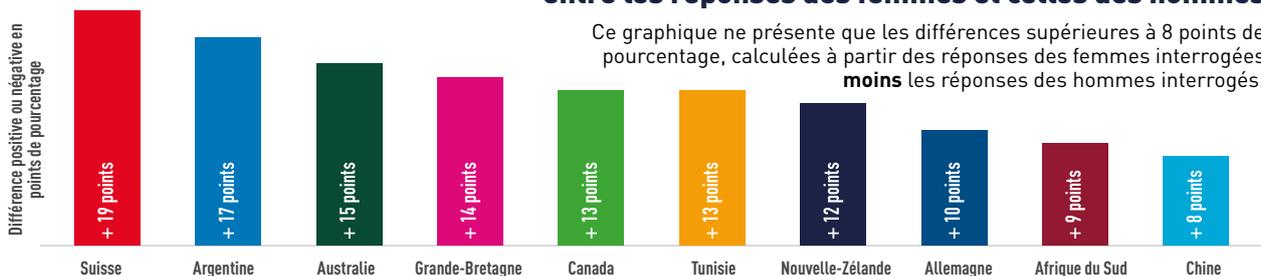
Sans surprise, dans une majorité de pays interrogés (10 sur 17), les femmes sont davantage convaincues que leur gouvernement « devrait en faire plus » pour promouvoir l'égalité des genres (70 % contre 60 % des hommes interrogés).

Les hommes sont plus confiants quant au fait que leur gouvernement « fait ce qui est nécessaire » sur ce sujet (en moyenne 26 % contre 20 % des femmes), notamment en Argentine, en Australie, au Canada, en Grande-Bretagne et en Nouvelle-Zélande.



### MON GOUVERNEMENT DEVRAIT EN FAIRE PLUS POUR PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES SEXES DANS MON PAYS

**Différence observée, en points de pourcentage, entre les réponses des femmes et celles des hommes**



## LES PERSONNES QUI SE DÉCLARENT PLUTÔT « DE GAUCHE » AIMERAIENT QUE LEUR GOUVERNEMENT « EN FASSE PLUS »

Dans tous les pays sondés, à l'exception du Mexique, les répondants qui s'identifient eux-mêmes comme étant « de gauche » sont plus nombreux à penser que leur gouvernement « devrait en faire plus » pour promouvoir l'égalité des sexes que les personnes s'identifiant « de droite ». Cette différence est particulièrement perceptible dans les pays à revenu élevé, comme les États-Unis (46 points de pourcentage), le Canada (33 points de pourcentage) ou la Grande-Bretagne (31 points de pourcentage). On observe la même corrélation en Colombie (24 points de pourcentage) et en Tunisie (19 points de pourcentage). Cette tendance se vérifie également en Argentine, au Kenya et en Afrique du Sud, avec une différence

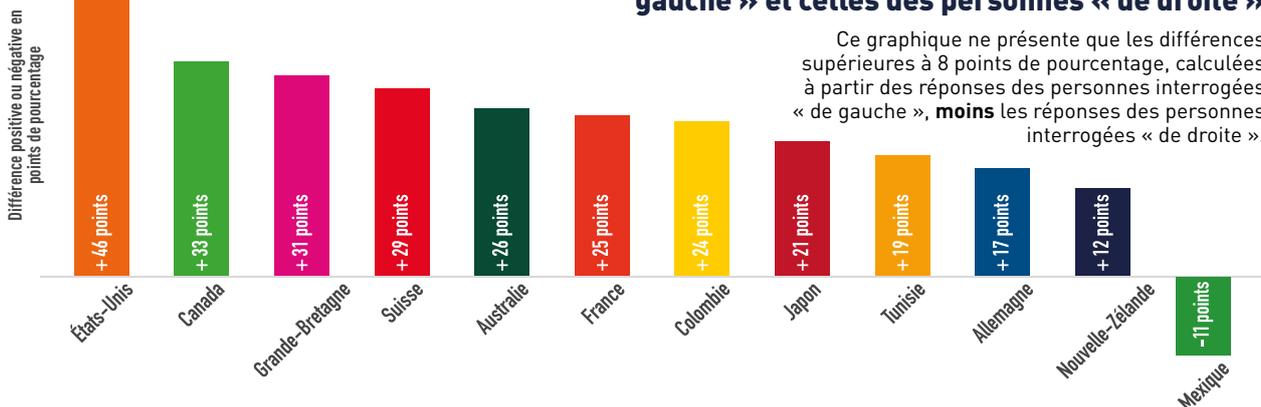
pendant inférieure à huit points de pourcentage.

Le risque de demander aux personnes interrogées d'évaluer l'implication de leur gouvernement sur un sujet particulier est qu'elles pourraient être tentées de saisir cette occasion pour exprimer des critiques à l'égard de leur gouvernement en fonction de leur orientation politique personnelle, plutôt que de répondre précisément à l'enjeu interrogé par la question de l'enquête. Il s'avère néanmoins que l'orientation politique constitue un facteur déterminant dans l'opinion des répondants lorsqu'on leur demande d'évaluer si leur gouvernement respectif en fait suffisamment ou non pour promouvoir l'égalité des genres.



### MON GOUVERNEMENT DEVRAIT EN FAIRE PLUS POUR PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES SEXES DANS MON PAYS

**Différence observée, en points de pourcentage, entre les réponses des personnes interrogées « de gauche » et celles des personnes « de droite »**



# RÉFORMER LES LOIS POUR FAIRE PROGRESSER L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

Lorsqu'on leur demande d'identifier **les trois actions prioritaires** que les gouvernements devraient prendre pour faire évoluer l'égalité des sexes au niveau national, en moyenne dans tous les pays, près de la moitié des personnes (46 %) ont souhaité que les gouvernements « réforment les lois pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et mettre fin à la discrimination envers les femmes ». Réformer les lois est d'ailleurs l'action la plus plébiscitée dans tous les pays sauf en Tunisie où 39 % des répondants sont plutôt en faveur de « la concentration des efforts

sur les femmes marginalisées pour ne laisser personne pour compte ». Cette action est aussi plus modérément soutenue aux États-Unis (36 %).

En d'autres termes, la lutte contre la discrimination est perçue comme une feuille de route, le mécanisme législatif est considéré comme un moyen de lutter contre les inégalités de genre persistantes et la loi est perçue comme le meilleur moyen de favoriser le progrès à l'échelle nationale.

En examinant la distribution générale des réponses dans les 17 pays, les six autres options reçoivent



## QUELLES MESURES VOTRE GOUVERNEMENT DEVRAIT-IL PRENDRE, LE CAS ÉCHÉANT, POUR FAIRE AVANCER L'ÉGALITÉ DES SEXES DANS VOTRE PAYS ? (SÉLECTIONNEZ JUSQU'À TROIS OPTIONS)

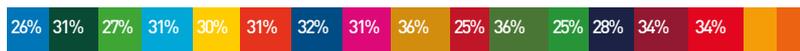
**RÉFORMER LES LOIS POUR PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES ET METTRE FIN AUX DISCRIMINATIONS ENVERS LES FEMMES (Moyenne des 17 pays) 46%**



**CONCENTRER LES EFFORTS SUR LES FEMMES MARGINALISÉES POUR NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ (P. EX. MINORITÉS ETHNIQUES, PERSONNES LGBTQIA+ (30%)**



**ÉVALUER RÉGULIÈREMENT LES PROGRÈS ACCOMPLIS EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DES SEXES (29%)**



**METTRE EN PLACE DES CAMPAGNES MÉDIATIQUES POUR FAIRE PRENDRE CONSCIENCE DE L'IMPORTANCE DE L'ÉGALITÉ DES SEXES (29%)**



**PRENDRE EN COMPTE LES BESOINS ET LES INTÉRÊTS DES JEUNES FILLES ET DES FEMMES AU MOMENT DE L'ADOPTION DES BUDGETS GOUVERNEMENTAUX (27%)**



**RECUEILLIR DES DONNÉES PERMETTANT D'IDENTIFIER LES DÉFIS ET LES OPPORTUNITÉS SPÉCIFIQUES AUX FEMMES (26%)**



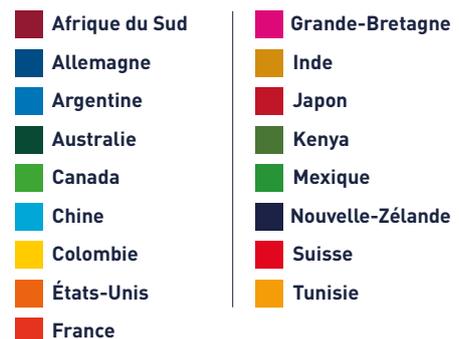
**SIGNER ET RATIFIER LES ACCORDS INTERNATIONAUX PORTANT SUR L'ÉGALITÉ DES SEXES (25%)**



**AUCUNE DE CES PROPOSITIONS - MON GOUVERNEMENT NE DEVRAIT PAS FAIRE AVANCER L'ÉGALITÉ DES SEXES (5%)**



**JE NE SAIS PAS (8%)**



un niveau de soutien comparable. Ainsi, il semble aussi important de « *concentrer les efforts sur les femmes marginalisées pour ne laisser personne de côté* » (30 % en moyenne) que de « *mettre en place des campagnes de médiatiques pour faire prendre conscience de l'importance de l'égalité entre les sexes* » (29 % en moyenne), d'adopter une stratégie efficace en « *recueillant des données pour étudier les défis et opportunités spécifiques aux femmes* » (26 % en moyenne) ou en « *évaluant régulièrement les progrès accomplis en matière d'égalité des sexes* » (30 % en moyenne).

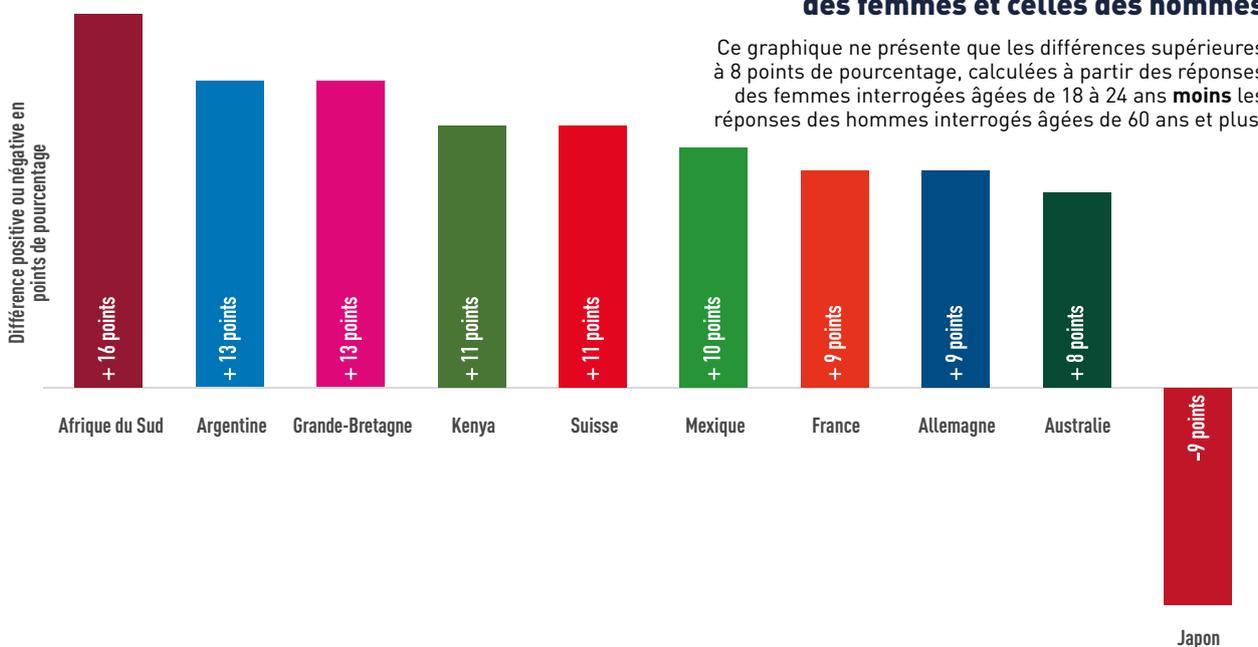
Dans les pays à revenu intermédiaire, la seconde action la plus sélectionnée (37 % en moyenne,

contre 23 % en moyenne pour les pays à haut revenu) que les gouvernements devraient entreprendre pour faire progresser l'égalité des sexes consiste à « *concentrer les efforts sur les femmes marginalisées pour ne laisser personne de côté (par exemple, les minorités ethniques, les personnes LGBTQIA+, les femmes handicapées, les réfugiées et les migrantes)* ». Dans les 17 pays, les femmes jeunes sont particulièrement préoccupées par le fait que les filles et les femmes marginalisées sont davantage exposées à la discrimination basée sur le genre.



## RÉFORMER LES LOIS POUR PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES ET METTRE FIN AUX DISCRIMINATIONS ENVERS LES FEMMES

### Différence observée, en points de pourcentage, entre les réponses des femmes et celles des hommes





# QU'ATTENDENT LES CITOYENS DES COALITIONS D'ACTION DU FORUM GÉNÉRATION ÉGALITÉ ?

---





# GÉNÉRATION ÉGALITÉ

POUR LES DROITS  
DES FEMMES  
ET UN FUTUR  
ÉGALITAIRE

Dans le but de comprendre quels domaines thématiques devraient être considérés comme prioritaires par les gouvernements pour régler les problèmes d'inégalité des sexes, il a été demandé aux femmes et aux hommes interrogés de sélectionner par ordre d'importance trois enjeux correspondant aux thèmes des six coalitions d'action du Forum Génération Égalité :

- **La violence basée sur le genre,**
- **La justice et les droits économiques,**
- **L'autonomie corporelle, droits et santé sexuels et reproductifs,**
- **L'action des femmes en faveur de la justice climatique,**
- **Les technologies et l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes**
- **Les mouvements et le leadership féministes.**

Bien que l'identification et la classification de domaines thématiques prioritaires soient nécessaires pour constituer un point d'entrée de façon à faciliter l'action des gouvernements dans le but de lutter contre les inégalités femmes-hommes, les thèmes des six coalitions d'action du Forum Génération Égalité offrent une vision, en réalité, très large des enjeux d'égalité entre les sexes. Dans un premier temps, il a été demandé aux répondants d'identifier la première, la seconde puis la troisième coalition d'action la plus importante dans laquelle leur

gouvernement devrait investir en priorité. Dans un second temps, pour chacune des six thématiques correspondant respectivement aux six coalitions d'action, les personnes interrogées ont été invitées à sélectionner les mesures que leur gouvernement devrait privilégier, indépendamment du classement personnel préalable des six thématiques faisant écho aux six coalitions d'action.

Il est important de noter que les enjeux respectifs détaillés dans les coalitions d'action sont souvent méconnus par les répondants qui ne sont pas habitués à s'interroger sur les questions de genre à partir de cette articulation des enjeux en six thématiques distinctes. Il faut donc garder en mémoire que les questionnements ainsi formulés dans ce sondage se trouvent souvent à distance de la manière dont s'envisagent les inégalités entre les sexes dans leurs déclinaisons concrètes au quotidien. Cette dissociation génère parfois des résultats surprenants dans la manière que les femmes et les hommes interrogés ont d'identifier les actions prioritaires que les gouvernements devraient entreprendre pour chaque thématique. Par ailleurs, précisons que cet exercice ne demandait pas aux répondants de prendre en considération les coûts de mise en œuvre relatifs à chaque action. Pour faire avancer le projet sociétal de l'égalité entre les sexes, il est donc primordial d'articuler les ressentis et les opinions des personnes interrogées d'un côté, et parallèlement de considérer l'importance des analyses formulées par les experts tout autant que l'état des savoirs quant à l'efficacité des différentes actions à mettre en œuvre.

# LUTTER CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE ET PROMOUVOIR DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES PLUS PROMETTEUSES POUR LES FEMMES SONT RECONNUS COMME LES DEUX PRIORITÉS PRINCIPALES POUR AMÉLIORER L'ÉGALITÉ DES SEXES

Globalement, la priorité absolue pour favoriser l'égalité des sexes consiste à mettre fin aux violences basées sur le genre, dès lors que « mettre fin aux violences contre les femmes (p. ex. harcèlement sur Internet, agressions sexuelles, mariages forcés et mariages d'enfants, mutilations génitales féminines) » a été sélectionné en premier par 32 % des personnes en moyenne dans les 17 pays. Faire avancer la justice et les droits économiques des femmes vient en deuxième place (23 % ont sélectionné « favoriser l'accès des femmes à des postes bien payés, mettre en place un salaire égal, une indépendance financière et les droits des femmes pour accéder à la propriété »), suivi du besoin de renforcer les mouvements et le leadership féministes (13 % ont sélectionné « accroître la participation des femmes et le pouvoir des femmes en politique ainsi que dans les mouvements culturels et sociaux (p. ex. #MeToo, Time's

Up, #BalanceTonPorc) ». L'autonomie corporelle, droits et santé sexuels et reproductifs (« permettre l'accès à la contraception et au planning familial, à un bon suivi de la santé maternelle, à l'éducation sexuelle à l'école ») occupe la quatrième place (8 %) conjointement avec l'utilisation des technologies et de l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes (« investir dans la technologie pour améliorer l'accès des femmes aux services de santé, à l'éducation et aux opportunités économiques»). En moyenne, 4% des répondantes et répondants dans tous les pays interrogés ont estimé que la place des femmes dans la lutte contre le changement climatique est importante en sélectionnant « promouvoir la participation des femmes dans les actions mises en œuvre face au changement climatique » comme premier choix.



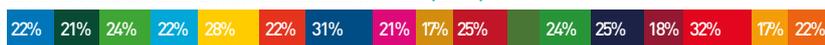
**P Parmi la liste de propositions suivantes, veuillez indiquer les trois domaines les plus importants en faveur desquels votre gouvernement devrait se concentrer pour faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes dans votre pays.**

## Domaine cité en premier par les personnes interrogées, par pays

### LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE (Moyenne des 17 pays) 32%



### LA JUSTICE ET LES DROITS ÉCONOMIQUES (23%)



### LES MOUVEMENTS ET LE LEADERSHIP FÉMINISTES (13%)



### LE DROIT À DISPOSER DE SON CORPS ET LA SANTÉ ET LES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS (8%)



### LES TECHNOLOGIES ET L'INNOVATION AU SERVICE DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES (8%)



### L'ACTION DES FEMMES EN FAVEUR DE LA JUSTICE CLIMATIQUE (4%)



- Afrique du Sud
- Allemagne
- Argentine
- Australie
- Canada
- Chine
- Colombie
- États-Unis
- France
- Grande-Bretagne
- Inde
- Japon
- Kenya
- Mexique
- Nouvelle-Zélande
- Suisse
- Tunisie

# VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE : LES GOUVERNEMENTS DOIVENT AGIR

## EN FINIR AVEC LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE : LA PRIORITÉ UNANIMEMENT RECONNUE

En finir avec les violences basées sur le genre, y compris le harcèlement en ligne, les agressions sexuelles, la violence domestique, les mariages forcés et précoces et les mutilations génitales féminines, apparaît comme la priorité absolue pour atteindre l'égalité des sexes selon les réponses obtenues dans 13 des 17 pays. Ce point a été cité comme **l'un des trois domaines** les plus importants par plus des deux tiers des personnes interrogées dans les pays d'Afrique (78% au Kenya et 81% en Afrique du Sud), d'Amérique latine (76% en Argentine, 74% en Colombie et 79% au Mexique) et d'Europe (76% en France, 69% en Allemagne, 70% en Suisse et 65% en Grande-Bretagne). Cette priorité reçoit cependant un soutien légèrement plus modéré

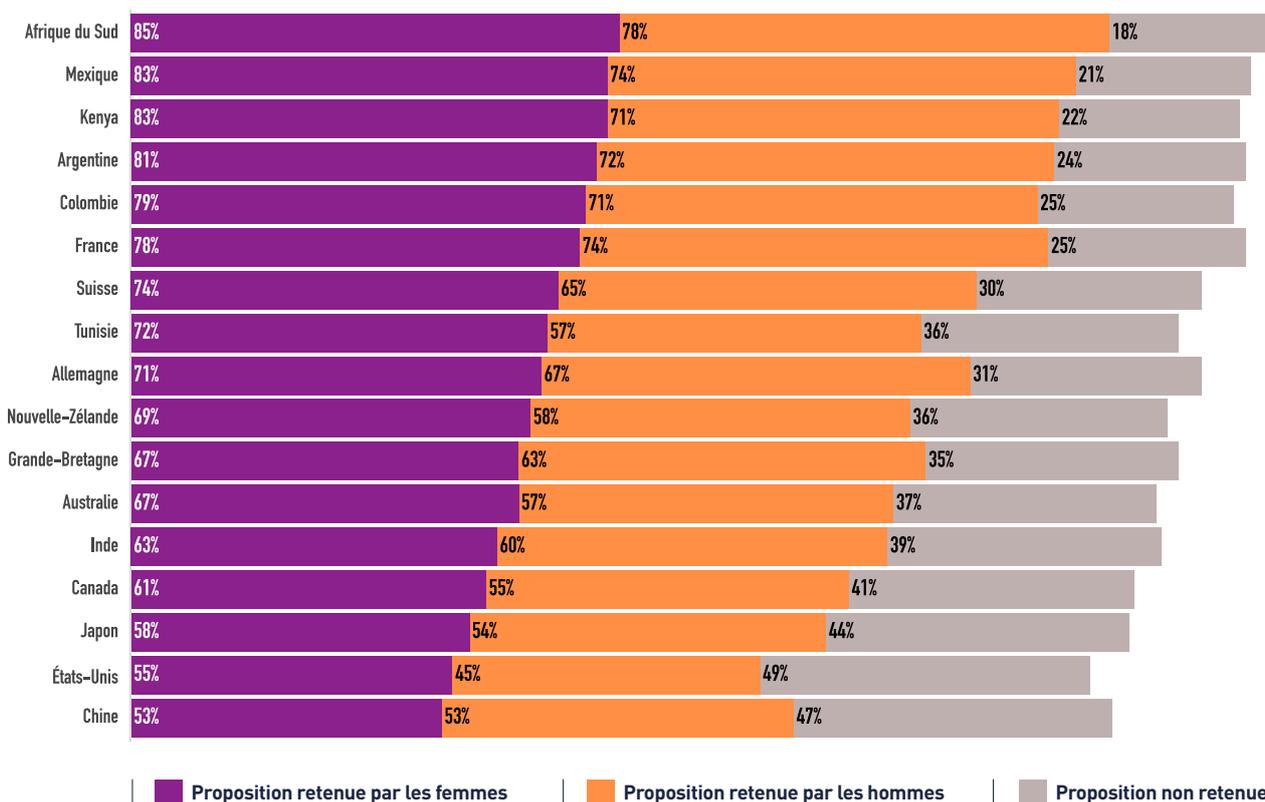
(près d'une personne sur deux) en Chine (53 %), aux États-Unis (51 %) et au Japon (56 %).

**Une priorité particulièrement identifiée par les femmes :** alors que mettre fin aux violences basées sur le genre (VBG) est déclaré comme étant une priorité majeure dans pratiquement tous les pays, mettre fin aux VBG est une priorité particulièrement plus importante pour les femmes que pour les hommes dans tous les pays interrogés, à l'exception de la Chine. On constate un écart notable entre les femmes et les hommes interrogés dans 9 pays sur 17 (plus de 8 points de pourcentage). La Tunisie présente le plus grand écart entre les femmes et les hommes (15 points de pourcentage).



**PARMI LA LISTE DE PROPOSITIONS SUIVANTES, VEUILLEZ INDICER LES TROIS DOMAINES LES PLUS IMPORTANTS EN FAVEUR DESQUELS VOTRE GOUVERNEMENT DEVRAIT SE CONCENTRER POUR FAIRE PROGRESSER L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DANS VOTRE PAYS.**

### « Mettre fin aux violences contre les femmes »



Les violences basées sur le genre constituent un phénomène qui transcende les frontières sociales, économiques et géographiques. Bien que les violences à l'encontre des hommes et des garçons, subies précisément du fait qu'ils soient hommes ou garçons, existent également, les violences basées sur le genre sont majoritairement commises à l'encontre des filles et des femmes. Ainsi, une femme sur trois subira des violences physiques ou sexuelles au cours de sa vie<sup>56</sup>. Certains groupes de filles et de femmes, particulièrement celles qui subissent de multiples autres formes de discrimination, sont plus à risque. Cela concerne notamment les femmes et les filles en situation de handicap, les femmes et les filles autochtones, les migrantes, les réfugiées et les déplacées internes. De plus, l'urgence de mettre fin aux violences basées sur le genre s'est accrue davantage pendant la pandémie de Covid-19. La moitié de la population mondiale ayant dû être confinée en raison de la pandémie, cette expérience a augmenté le risque pour les femmes et les filles de subir des violences domestiques<sup>57</sup>. Pour en savoir davantage à propos de l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les

violences basées sur le genre, voir [page 71](#).

**Une relative corrélation entre des caractéristiques socio-démographiques et les opinions à propos des violences basées sur le genre:** Le niveau de revenu des personnes interrogées et leur cadre de vie (urbain ou rural) sont deux facteurs qui n'influencent pas significativement l'idée que les gouvernements devraient donner la priorité à la lutte contre les violences faites aux femmes. On trouve cependant des exceptions en Tunisie (12 points de pourcentage d'écart), au Kenya et en Colombie (10 points de pourcentage), trois pays dans lesquels cette préoccupation a été davantage sélectionnée par ceux qui habitent en milieu urbain par comparaison avec ceux qui vivent en milieu rural. Inversement, le sujet a été plus souvent sélectionné par les habitants de zones rurales que par les habitants de zones urbaines au Japon (16 points de pourcentage). Par ailleurs, cette question semble devenir plus importante à mesure que les répondants sont plus âgés, en particulier chez ceux âgés de 60 ans et plus, à l'exception de la Chine et du Japon<sup>58</sup>.



**MON GOUVERNEMENT DEVRAIT PRENDRE DES MESURES POUR « METTRE FIN AUX VIOLENCES CONTRE LES FEMMES (P. EX. HARCÈLEMENT SUR INTERNET, AGRESSIONS SEXUELLES, MARIAGES FORCÉS ET MARIAGES D'ENFANTS, MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES) »**

**Différence observée, en points de pourcentage, entre les réponses des personnes interrogées âgées de 18 à 24 ans et celles des personnes âgées de 60 ans et plus**



**QUELLES PRIORITÉS POUR METTRE FIN AUX VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE ?**



**Résultat clé :** Pour lutter contre les violences basées sur le genre, les répondantes et répondants dans les 17 pays interrogés considèrent que leur gouvernement devrait, par ordre de priorité : « renforcer la poursuite judiciaire des crimes sexuels et des agressions envers les femmes », « mettre fin aux usages traditionnels qui portent atteinte aux femmes et aux filles (p. ex. le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines) », et « financer des programmes pour soutenir les femmes victimes de violences ».

Les mesures que les gouvernements devraient prendre pour lutter contre les violences basées sur le genre qui ont recueilli le plus de soutien dans les 17 pays, sont :

- « Renforcer la poursuite judiciaire des crimes sexuels et des agressions envers les femmes » sélectionné par une moyenne de 61% des répondantes et répondants,

<sup>56</sup> Organisation Mondiale de la santé (OMS). (Genève, 2013). *Global and regional estimates of violence against women: Prevalence and health effects of intimate partner violence and non-partner sexual violence* [OMS. Estimations mondiales et régionales des violences contre les femmes : Prévalence et effets sur la santé des violences par un partenaire intime et par une personne non-partenaire.]

<sup>57</sup> ONU Femmes. (2020). *Covid-19 and Ending Violence Against Women and Girls*. [Covid-19 et mettre fin à la violence contre les filles et les femmes.]

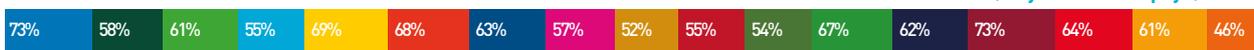
<sup>58</sup> Cet écart est également visible en Argentine et en Tunisie mais à un degré moindre (moins de 8 points de pourcentage de différence).

- « Mettre fin aux usages traditionnels qui portent atteinte aux femmes et aux filles (p. ex. le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines) » sélectionné par une moyenne de 42% des répondantes et répondants,
- « Financer des programmes pour soutenir les femmes victimes de violences » sélectionné par une moyenne de 42% des répondantes et répondants,
- « Remédier au déséquilibre des pouvoirs entre les femmes et les hommes à la maison au sein des familles, dans le cadre des mariages ou des relations de couple » sélectionné par une moyenne de 33% des répondantes et répondants,
- « Lutter contre l'exploitation économique des femmes (p. ex. l'exploitation des ouvrières) » sélectionné par une moyenne de 32% des répondantes et répondants,
- « Lutter contre les violences sur Internet envers les femmes (p. ex. harcèlement) » sélectionné par une moyenne de 32% des répondantes et répondants.



## AFIN DE LUTTER CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES, PARMIS LES MESURES CI-DESSOUS, LESQUELLES PENSEZ-VOUS QUE LE GOUVERNEMENT DEVRAIT PRENDRE, LE CAS ÉCHÉANT, DANS VOTRE PAYS ?

### RENFORCER LA POURSUITE JUDICIAIRE DES CRIMES SEXUELS ET DES AGRESSIONS ENVERS LES FEMMES (Moyenne des 17 pays) 61%



### METTRE FIN AUX USAGES TRADITIONNELS QUI PORTENT ATTEINTE AUX FEMMES ET AUX JEUNES FILLES (P. EX. LE MARIAGE DES ENFANTS, LES MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES) (42%)



### FINANCER DES PROGRAMMES POUR SOUTENIR LES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES (42%)



### REMÉDIER AU DÉSÉQUILIBRE DES POUVOIRS ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES À LA MAISON AU SEIN DES FAMILLES, DANS LE CADRE DES MARIAGES OU DES RELATIONS DE COUPLE (33%)



### LUTTER CONTRE L'EXPLOITATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES (P. EX. L'EXPLOITATION DES OUVRIÈRES) (32%)



### LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SUR INTERNET ENVERS LES FEMMES (P. EX. HARCÈLEMENT) (32%)



### AUCUNE - MON GOUVERNEMENT NE DEVRAIT PAS S'IMPLIQUER DANS LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES (2%)



### JE NE SAIS PAS (5%)



## LA RESPONSABILITÉ PÉNALE EST ESSENTIELLE POUR LUTTER CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

« Renforcer la poursuite judiciaire des crimes sexuels et des agressions envers les femmes » est la solution la plus souvent sélectionnée pour traiter les VBG dans 14 pays (tous sauf l'Inde, le Kenya et la Tunisie). Ce résultat est particulièrement flagrant pour les répondantes et répondants en Argentine et en Afrique du Sud (73 %), en Colombie (69 %), en France (68 %) et au Mexique (67 %), reflétant ainsi l'idée que les personnes qui commettent des VBG restent beaucoup trop souvent impunies. Cette perception peut être corrélée au faible taux de condamnations

par rapport à la quantité de crimes liés aux violences basées sur le genre dans ces pays. Par exemple, en France en 2017, seuls 17 % des cas de violences conjugales signalés aux forces de l'ordre ont abouti à des condamnations<sup>59</sup>, et en Afrique du Sud entre 2016 et 2017, seuls 10 % des cas d'infractions sexuelles, tel que le viol, ont abouti à des condamnations<sup>60</sup>. Le soutien de cette mesure est relativement moins important aux États-Unis en comparaison avec d'autres pays (46 %) tout en restant néanmoins une grande priorité pour les personnes interrogées.

<sup>59</sup> GREVIO. (Strasbourg, 2019). *Rapport d'évaluation de référence : France*.

<sup>60</sup> South African Government. (2017, 2 novembre). *Commission for Gender Equality response to 2016/17 National Crime Statistics*. [Gouvernement Sud-Africain. Réponse de la Commission pour l'Égalité des genres aux Statistiques Nationales sur la Criminalité 2016/17.]

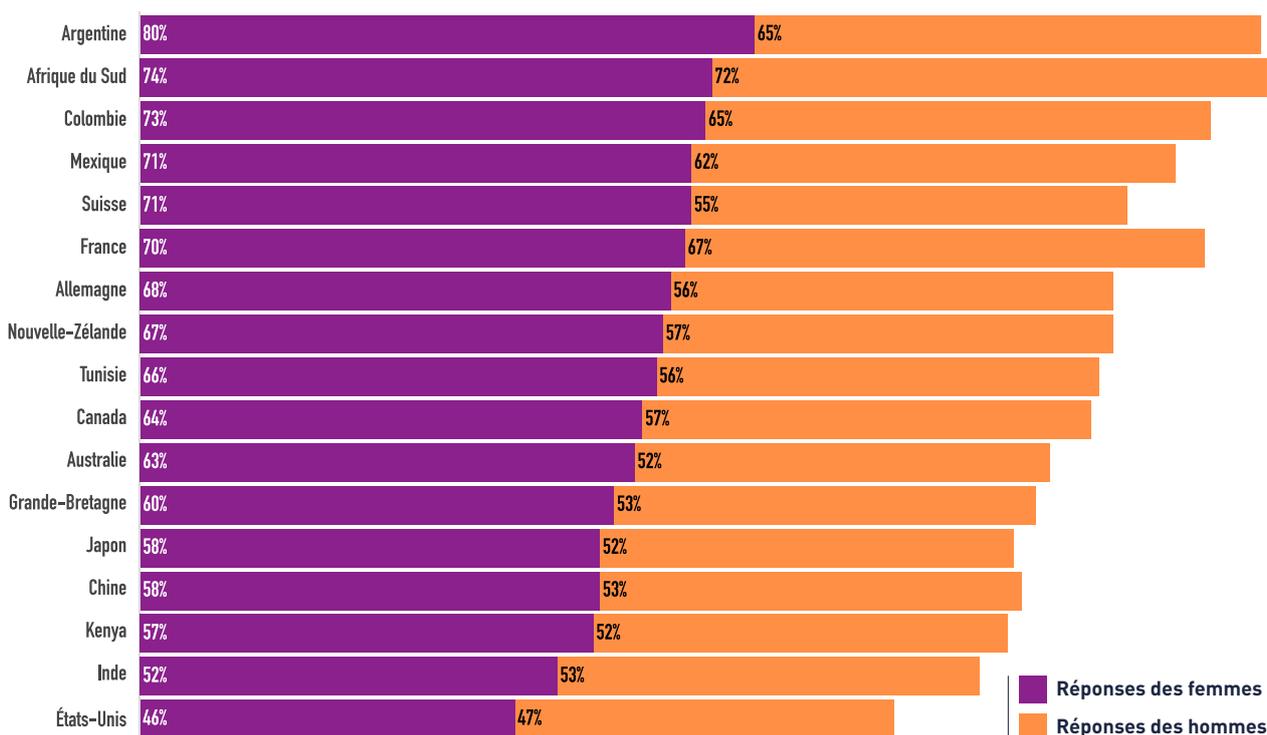
En moyenne, pour chaque pays, les hommes et les femmes interrogés ont privilégié la nécessité de combattre les violences basées sur le genre. Si l'on regarde de plus près cependant, dans l'ensemble, davantage de femmes interrogées que d'hommes ont choisi cette mesure. La différence entre les perceptions des femmes et

des hommes est particulièrement marquante en Suisse (16 points de pourcentage), en Argentine (15 points de pourcentage), en Allemagne (12 points de pourcentage), en Australie (11 points de pourcentage), en Nouvelle-Zélande et en Tunisie (10 points de pourcentage) et au Mexique (9 points de pourcentage).



**AFIN DE LUTTER CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES, PARMIS LES MESURES CI-DESSOUS, LESQUELLES PENSEZ-VOUS QUE LE GOUVERNEMENT DEVRAIT PRENDRE, LE CAS ÉCHÉANT, DANS VOTRE PAYS ?**

**« Renforcer la poursuite judiciaire des crimes sexuels et des agressions envers les femmes » selon le genre**



Par rapport aux personnes âgées de 60 ans et plus, celles âgées de 18 à 24 ans ont moins tendance à reconnaître l'importance de « renforcer la poursuite judiciaire des crimes sexuels et des agressions envers les femmes », même si cela reste la mesure la plus souvent sélectionnée. Cette différence est particulièrement marquée aux États-Unis (35 points de pourcentage), au Japon (26 points de pourcentage), en Australie (19 points de pourcentage) et au Canada (17 points de pourcentage).

Dans certains pays, le niveau d'éducation des personnes interrogées semble influencer leur

intérêt porté aux poursuites judiciaires contre les VBG. C'est le cas en Inde et en Tunisie où l'on mesure une différence de 17 et de 13 points de pourcentage respectivement entre les personnes ayant fait des études supérieures à la différence de celles qui n'en ont pas faites. *A contrario*, en Allemagne, les personnes les plus scolarisées sont moins nombreuses à attendre un effet positif des poursuites pénales pour améliorer l'égalité entre les sexes que celles qui n'auraient qu'un niveau d'étude scolaire (différence de 13 points de pourcentage).

**METTRE FIN AUX PRATIQUES TRADITIONNELLES NÉFASTES**

« Mettre fin aux usages traditionnels qui portent atteinte aux femmes et aux filles (p. ex. le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines) » est une mesure particulièrement soutenue au Kenya (78 %), en Afrique du Sud (59 %) et en Inde (54 %). Cette option est aussi choisie dans des proportions similaires par les

personnes interrogées en Grande-Bretagne (54 %), en France et en Suisse (49 %). Inversement, cette mesure obtient beaucoup moins de soutien en Tunisie où seulement 27 % des répondants démontrent une volonté de mettre fin aux pratiques traditionnelles néfastes pour les femmes et les filles.

## AU KENYA, 9 FEMMES SUR 10, ÂGÉES DE 45 ANS OU PLUS, SOUHAITENT QUE LEUR GOUVERNEMENT METTE FIN AUX PRATIQUES TRADITIONNELLES PORTANT ATTEINTE AUX FILLES ET AUX FEMMES.



Les Kényans sont les plus nombreux à souhaiter que leur gouvernement mette fin « aux usages traditionnels qui portent atteinte aux femmes et aux filles » (78 %, contre 42 % des personnes pour l'ensemble des 17 pays interrogés). Cette opinion est particulièrement partagée par les femmes (84 % contre 72 % des hommes), surtout par les femmes plus âgées

(de 72 % chez les femmes âgées de 18 à 24 ans à 92 % chez celles âgées de 45 ans et plus). Dans les faits, au Kenya, 21 % des filles et des femmes de 19 à 49 ans ont subi des mutilations génitales et 23 % des femmes de 20 à 24 ans ont été mariées ou en union avant l'âge de 18 ans.<sup>61</sup>

## D'AUTRES MESURES POUR METTRE FIN AUX VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

Les mesures visant à « financer des programmes pour soutenir les femmes victimes de violences » ont été plus fortement plébiscitées au Kenya (58 %), en Argentine (52 %), en Afrique du Sud et en Colombie (51 %), par rapport à la moyenne de 34 % enregistrée dans les autres pays interrogés.

Des mesures gouvernementales additionnelles pour « remédier au déséquilibre des pouvoirs

entre les femmes et les hommes à la maison au sein des familles, dans le cadre des mariages ou des relations de couple », « lutter contre les violences sur Internet envers les femmes », ou « lutter contre l'exploitation économique des femmes » sont moins souvent mentionnées par les répondantes et répondants dans les 17 pays.

<sup>61</sup> Republic of Kenya, *Twenty-fifth anniversary of the Fourth World Conference on Women and Adoption of the Beijing Declaration and Platform for Action, 1995 [Beijing+25] - Kenya's Report, Progress on implementation of the Beijing Platform for Action - Review and Appraisal* (Ministry of Public Service, Youth and Gender: 2009) [République du Kenya, Vingt-cinquième anniversaire de la quatrième conférence mondiale sur les femmes et adoption de la déclaration et du programme d'action de Beijing, 1995 [Beijing+25] - Rapport du Kenya, progrès de la mise en œuvre du programme d'action de Beijing - Revue et évaluation (Ministère de la fonction publique, de la jeunesse et du genre : 2019).]

# LA JUSTICE LES DROITS ÉCONOMIQUES : VALORISER LE TRAVAIL ÉCONOMIQUE DES FEMMES EN VALORISANT LEUR CONTRIBUTION À LA SOCIÉTÉ

## GARANTIR LA JUSTICE ET LES DROITS ÉCONOMIQUES

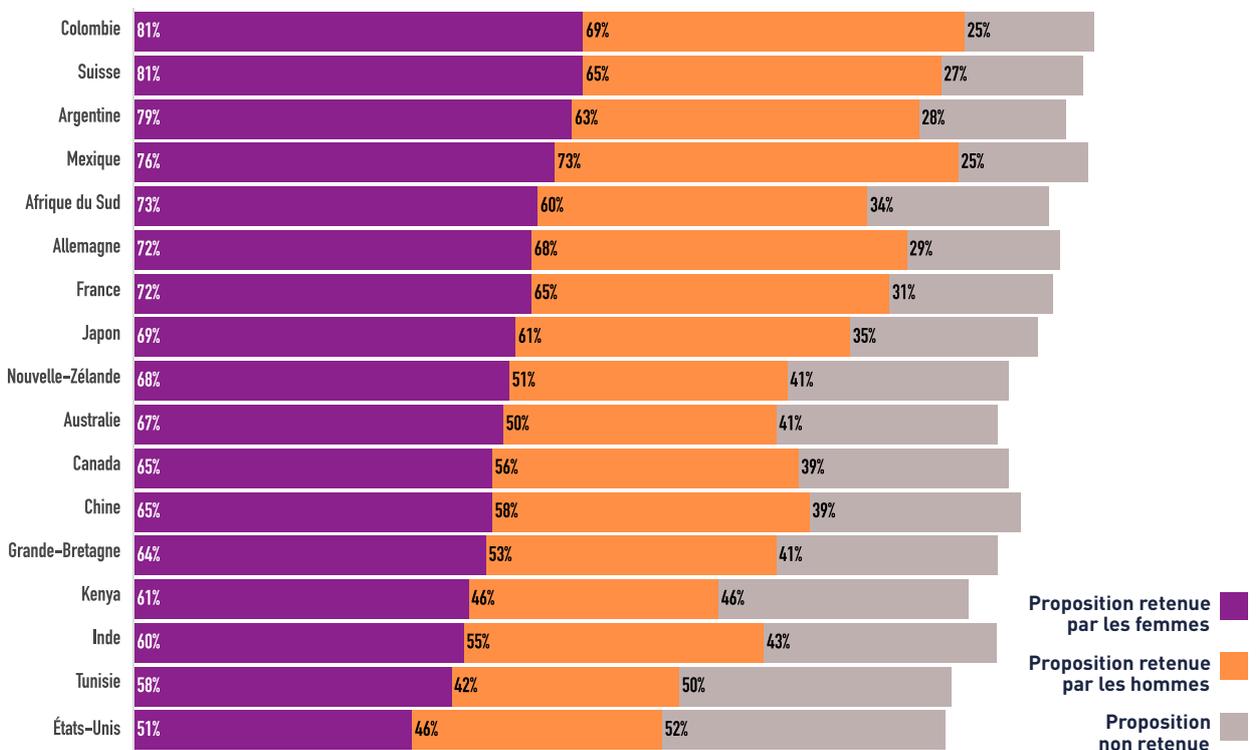
« La justice économique et les droits économiques » est le deuxième aspect le plus sélectionné par les personnes interrogées sur lequel les gouvernements devraient se concentrer pour améliorer l'égalité entre les sexes. C'est la priorité dominante dans 6 des 17 pays (l'Allemagne, la Chine, les États-Unis, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Suisse). Cette thématique a également été sélectionnée comme **l'un des trois enjeux prioritaires** par plus de deux personnes sur trois en Afrique du Sud, en Allemagne, en Argentine,

en Colombie, en France, au Japon, au Mexique et en Suisse. L'impact de la pandémie de Covid-19 sur l'autonomisation économique des femmes ne devrait pas être négligé dès lors que 527 millions de femmes dans le monde sont employées dans des secteurs qui présentent un risque élevé de réduction du temps de travail, de diminution des salaires, voire de licenciements<sup>62</sup>. De plus amples développements sur les impacts économiques de la crise sanitaire associés aux questions de genre se trouvent en [page 71](#).



**PARMI LA LISTE DE PROPOSITIONS SUIVANTES, VEUILLEZ INDICER LES TROIS DOMAINES LES PLUS IMPORTANTS EN FAVEUR DESQUELS VOTRE GOUVERNEMENT DEVRAIT SE CONCENTRER POUR FAIRE PROGRESSER L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DANS VOTRE PAYS.**

**« Favoriser l'accès des femmes à des postes bien payés, mettre en place un salaire égal, une indépendance financière et les droits des femmes pour accéder à la propriété »**



<sup>62</sup> ILO. (2020, Mai). *The Covid-19 response: Getting gender equality right for a better future for women at work*. [La réponse au Covid-19 : Une juste égalité des genres pour un meilleur avenir pour les femmes dans le monde du travail.]

En regardant de plus près, c'est aux États-Unis que l'on trouve le plus grand nombre de répondantes et répondants qui n'ont pas du tout considéré la justice économique comme une priorité (52 %), juste devant la Tunisie (50 %), le Kenya (46 %) et l'Inde (43 %).

**La justice économique à l'épreuve du genre des répondants :** dans les 17 pays interrogés, davantage de femmes que d'hommes ont sélectionné la justice économique en première, seconde ou troisième priorité parmi la liste des problématiques liées au genre. La différence la plus marquée entre les réponses des femmes et celles des hommes s'observe en Australie et en Nouvelle-Zélande (17 points de pourcentage) tandis

que la plus petite différence est mesurée en Allemagne (4 points de pourcentage).

**Les opinions des personnes interrogées plus jeunes et plus âgées diffèrent :** dans 7 des 17 pays, les jeunes (âgés de 18 à 24 ans) sont moins nombreux à avoir choisi cette priorité que leurs aînés âgés de 60 ans et plus. La différence la plus marquée entre les tranches d'âges s'observe aux États-Unis (22 points de pourcentage). Inversement, au Japon (28 points de pourcentage) et au Kenya (21 points de pourcentage), les plus jeunes sont plus susceptibles que leurs aînés d'identifier cette priorité relative à la justice économique.

## QUELLES PRIORITÉS POUR FAIRE AVANCER LA JUSTICE ET LES DROITS ÉCONOMIQUES ?



**Résultat clé :** Les personnes interrogées dans les 17 pays pensent que pour améliorer la justice et les droits économiques, leur gouvernement devrait : « atteindre l'égalité de salaire entre les femmes et les hommes », « empêcher les violences et le harcèlement sexuel au travail » et « garantir une protection sociale et de bonnes conditions de travail pour les femmes effectuant un travail peu rémunéré ».

En pensant aux mesures que les gouvernements devraient adopter en matière de justice économique et de droits économiques, celles qui ont recueilli le plus fort soutien dans les 17 pays étudiés sont les suivantes :

- « Atteindre l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes » a été sélectionné par une moyenne de 45 % des répondantes et répondants,
- « Empêcher les violences et le harcèlement sexuel au travail » a été sélectionné par une moyenne de 45 % des répondantes et répondants,
- « Garantir une protection sociale et des conditions de travail décentes pour les femmes dans les emplois peu rémunérés (par exemple l'aide pour les tâches domestiques, l'agriculture, les ouvrières du textile) » a été sélectionné par une moyenne de 38 % des répondantes et répondants,



**AFIN D'ÉLARGIR LES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES DES FEMMES ET ACCROÎTRE LEUR POUVOIR DE DÉCISION, PARMIS LES MESURES CI-DESSOUS, LESQUELLES PENSEZ-VOUS QUE LE GOUVERNEMENT DEVRAIT PRENDRE, LE CAS ÉCHÉANT, DANS VOTRE PAYS ?**

**ATTEINDRE L'ÉGALITÉ DES SALAIRES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES (Moyenne des 17 pays) 45%**



**EMPÊCHER LES VIOLENCES ET LE HARCÈLEMENT SEXUEL AU TRAVAIL (45%)**



**GARANTIR UNE PROTECTION SOCIALE ET DE BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL POUR LES FEMMES EFFECTUANT UN TRAVAIL PEU RÉMUNÉRÉ (38%)**



**ACCROÎTRE LE NOMBRE DE FEMMES ASSUMANT DES RÔLES DE DIRECTION (EN ENTREPRISE, EN POLITIQUE, ETC.) (31%)**



**PERMETTRE UN ÉGAL ACCÈS À L'ÉDUCATION ET À LA FORMATION PROFESSIONNELLE POUR LES FEMMES ET LES HOMMES (27%)**



**GARANTIR DES CONGÉS PARENTAUX ET DES SERVICES DE GARDE D'ENFANTS (23%)**



**ASSURER LA RECONNAISSANCE, RÉDUIRE ET RÉPARTIR LES SOINS ET LES TÂCHES DOMESTIQUES NON RÉMUNÉRÉS ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES (22%)**



**GARANTIR AUX FEMMES LE POUVOIR DE GÉRER LEURS COMPTES BANCAIRES (12%)**



**AUCUNE - MON GOUVERNEMENT NE DEVRAIT PAS ÉLARGIR LES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES DES FEMMES ET ACCROÎTRE LEURS POUVOIRS DE DÉCISION (3%)**



**JE NE SAIS PAS (6%)**



- « *Accroître le nombre de femmes assumant des rôles de direction (en entreprise, en politique, etc.)* » a été sélectionné par une moyenne de 31 % des répondantes et répondants,
- « *Assurer un accès égal à l'éducation et à la formation professionnelle pour les femmes et les hommes* » a été sélectionné par une moyenne de 27 % des répondantes et répondants,
- « *Garantir des congés parentaux et des services de garde d'enfants* » a été sélectionné par une moyenne de 23 % des répondantes et répondants,
- « *Assurer la reconnaissance, réduire et répartir les soins et les tâches domestiques non rémunérés entre les femmes et les hommes (p. ex. les tâches ménagères et la garde d'enfants)* » a été sélectionné par une moyenne de 22 % des répondantes et répondants,
- « *Garantir aux femmes le pouvoir de gérer leurs comptes bancaires* » a été sélectionné par une moyenne de 12 % des répondantes et répondants.

Selon les répondants de neuf pays (l'Allemagne, l'Australie, le Canada, la Chine, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, la Nouvelle-Zélande et la Suisse), c'est sur la parité salariale que les gouvernements devraient agir en priorité pour atteindre l'égalité financière et professionnelle entre les femmes et les hommes.

En Tunisie (62 %), en Argentine (58 %), en Afrique du Sud (58 %) et au Mexique (56%), les personnes interrogées ont eu le sentiment qu'« empêcher les violences et le harcèlement sexuel au travail » devrait

être la première action à mener. En Colombie, 56 % des personnes interrogées choisissent en priorité « garantir une protection sociale et des conditions de travail décentes pour les femmes dans les emplois peu rémunérés », alors qu'au Kenya, 54 % préféreraient « accroître le nombre de femmes assumant des rôles de direction ». Enfin pour les personnes interrogées au Japon « garantir des congés parentaux et des services de garde pour enfants » représente la mesure la plus importante à mettre en place (47%) en matière de droits économiques.

## GARANTIR LES CONGÉS PARENTAUX ET LES SERVICES DE GARDE D'ENFANTS, UNE PRIORITÉ AU JAPON



**D**ans les pays interrogés, moins d'une personne sur quatre souligne l'importance de « garantir des congés parentaux et des services de garde d'enfants » pour améliorer les opportunités économiques des femmes. Par contraste avec le Japon où cette solution est la plus citée, qualifiée d'« importante » par près d'une personne interrogée sur deux (47 %, dont 49 % de femmes et 45 % d'hommes). Ces dernières années, le gouvernement

japonais a pris plusieurs mesures pour promouvoir la participation économique des femmes, notamment en augmentant la durée du congé parental et le nombre de garderies disponibles<sup>63</sup>. Pour autant, les statistiques de 2016 ont révélé qu'au Japon, parmi les couples mariés avec des enfants de moins de six ans, les femmes passaient en moyenne trois heures et 45 minutes par jour à s'occuper des enfants, contre 49 minutes pour les hommes.<sup>64</sup>

## ATTEINDRE L'ÉGALITÉ SALARIALE EST UNE PRIORITÉ ESSENTIELLE POUR L'ACTION DU GOUVERNEMENT

Au-delà du principe de l'équité économique, c'est-à-dire de permettre aux femmes d'avoir accès à une qualité de vie et à un confort matériel équivalents à ceux des hommes, la parité salariale (salaire égal pour un travail identique) constitue également une manière d'exprimer la nécessité de la reconnaissance professionnelle et de la valeur du travail des femmes tout autant que de leur capacité à assumer des rôles qui étaient jusqu'alors réservés aux hommes. Les opinions à propos de cette mesure reflètent donc la dimension matérielle (le salaire en tant que somme d'argent) et la dimension symbolique (la valorisation de

l'activité professionnelle des femmes). Ces deux aspects représentent des facteurs majeurs pour faire progresser l'autonomisation et l'avancement professionnel des femmes. En moyenne sur les 17 pays, 45 % des personnes interrogées pensent qu'atteindre l'égalité salariale entre les femmes et les hommes représente une mesure indispensable pour améliorer les opportunités économiques des femmes. En y regardant de plus près, on constate des variations dans le soutien à cette mesure selon les différents pays interrogés. C'est en Allemagne et en Suisse que les répondants ont montré les plus hauts niveaux de soutien en faveur de l'égalité

<sup>63</sup> OCDE. (2020). *Base de données sur la famille*.

<sup>64</sup> Statistics Bureau of Japan. (n.d.). *2016 Survey on Time Use and Leisure Activities. Summary of Results*.

salariale (respectivement 61 % des personnes interrogées). Cette considération prioritaire pourrait être imputable à la reconnaissance, dans ces pays, de la nécessité de combler les écarts entre les sexes, dès lors que la lutte contre les inégalités économiques entre les femmes et les hommes y demeure un défi à relever. Quand bien même ces deux pays font partie des 20 pays les plus avancés en termes d'égalité des sexes ; la

Suisse se classant 34ème et l'Allemagne 48ème sur le plan de l'égalité salariale<sup>65</sup>. Le soutien le plus faible a été mesuré en Tunisie (30 %) et au Kenya (30 %). La Tunisie et le Kenya se classent quant à eux respectivement à la 114ème et à la 142ème place sur 153 pays pour l'égalité entre les sexes en termes de participation et d'opportunités économiques<sup>66</sup>.

## LES PERSONNES INTERROGÉES EN ALLEMAGNE SOULIGNENT L'IMPORTANCE DE RÉDUIRE L'ÉCART DE RÉMUNÉRATION ENTRE LES SEXES



**E**n Allemagne, 7 personnes sur 10 considèrent que garantir la « *justice économique et des droits économiques* » est l'une des priorités majeures pour améliorer l'égalité entre les femmes et les hommes (31 % des personnes interrogées ont sélectionné cette mesure comme étant une priorité absolue). Et 61 % des personnes interrogées affirment que, pour y parvenir, leur gouvernement doit « *atteindre l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes* ». À l'instar de la Suisse, l'Allemagne est un pays où la réduction de l'écart de rémunération entre les sexes reçoit le plus de soutien, par rapport à d'autres mesures visant à atteindre la justice et les droits économiques, telles que la « *prévention de la violence et du harcèlement sexuel au*

*travail* » (34 %, soit la deuxième mesure la plus citée). Dans les faits, l'écart de rémunération en Allemagne est estimé à 15,3 %, un taux plus élevé que la moyenne des États membres de l'OCDE qui est de 12,9 %<sup>67</sup>. Parmi les femmes interrogées, 29 % déclarent ne pas être « *autant payées que [leurs] collègues masculins sur [leurs] lieu de travail* » (contre 24 % en moyenne dans les 17 pays sondés). Si, en moyenne seulement 10 % des personnes interrogées en Allemagne estiment « *acceptable* » que « *les femmes gagnent moins que les hommes pour le même travail* », cette proportion s'élève à 40 % chez les hommes interrogés âgés de 18 à 24 ans pour finalement diminuer à mesure que les répondants avancent en âge.

Dans certains pays, il existe une nette différence dans les niveaux de soutien entre les hommes et les femmes en faveur de cette mesure, les femmes interrogées manifestant invariablement davantage de soutien. Cette différence est particulièrement marquée en Suisse (19 points de pourcentage), en Nouvelle-Zélande (17 points de pourcentage), en Grande-Bretagne (14 points de pourcentage) et en

Inde (12 points de pourcentage), reflétant dans tous ces pays, un écart de rémunération important entre les femmes et les hommes. De fait, en moyenne, les femmes gagnent 36,1 % et 36,3 % de moins par mois que les hommes respectivement en Suisse et en Grande-Bretagne. Dans les mêmes proportions, en moyenne, les hommes en Inde gagnent 34,5 % de plus par heure que les femmes<sup>69</sup>.

## LUTTER CONTRE LES VIOLENCES ET LE HARCÈLEMENT SEXUEL SUR LE LIEU DE TRAVAIL

Pour faire progresser la justice et les droits économiques, « *empêcher les violences et le harcèlement sexuel au travail* » représente la deuxième mesure la plus plébiscitée par les personnes interrogées. Elle est citée par plus d'une personne interrogée sur deux au Kenya (51 %), en France (53 %), au Mexique (56 %), en Argentine (58 %), en Afrique du Sud (58 %) et en Tunisie (62 %). Parallèlement, en décembre 2020, seuls trois pays,

les Îles Fidji, l'Uruguay et la Namibie ont ratifié la Convention sur la violence et le harcèlement de 2019 de l'Organisation internationale du Travail<sup>70</sup>. Ce qui tend à démontrer qu'il est nécessaire d'accroître les engagements internationaux et de responsabiliser le secteur privé si l'on veut mettre fin aux violences sur le lieu de travail en écho avec les attentes de la population mesurées dans cette étude.

<sup>65</sup> World Economic Forum. [Genève, 2019]. [Global Gender Gap Report 2020](#) [Forum économique mondial. Rapport 2020 sur la parité entre les hommes et les femmes dans le monde.]

<sup>66</sup> Ibid.

<sup>67</sup> OCDE. (2020). [Écart salarial femmes-hommes \(indicateur\)](#) doi 10.1787/b64d7a8e-fr.

<sup>68</sup> Organisation internationale du Travail. (2018, 26 novembre). [Rapport mondial sur les salaires 2018/19 : Quelles sont les causes des écarts salariaux entre hommes et femmes? \[Résumé\]](#).

<sup>69</sup> Ibid.

<sup>70</sup> Organisation internationale du Travail. (2019). [Ratifications de C190 - Convention \[n° 190\] sur la violence et le harcèlement, 2019](#). Consulté le 17 novembre 2020.

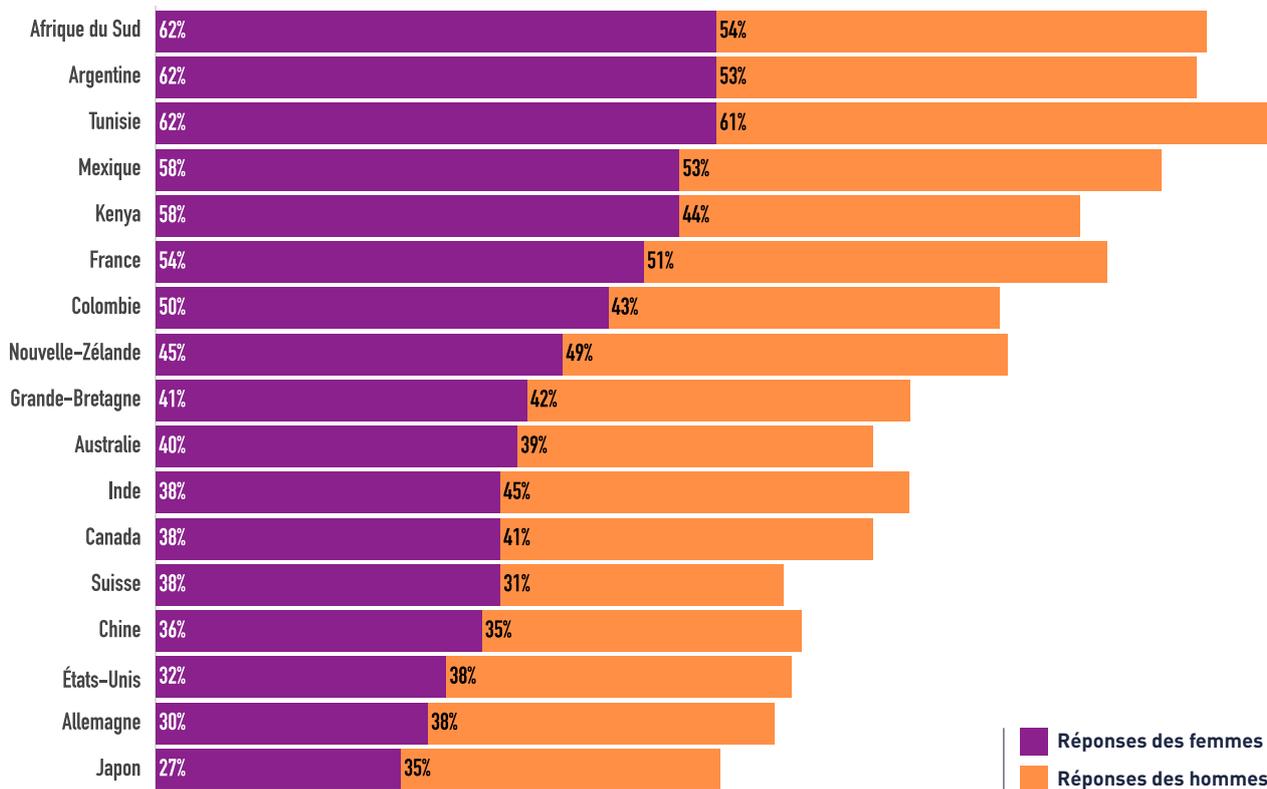
Comme on le voit sur le graphique, dans cinq pays, la différence entre les réponses des femmes et celles des hommes ayant sélectionné l'option « empêcher

les violences et le harcèlement sexuel au travail » est d'au moins huit points de pourcentage.



**AFIN D'ÉLARGIR LES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES DES FEMMES ET ACCROÎTRE LEUR POUVOIR DE DÉCISION, PARI MI LES MESURES CI-DESSOUS, LESQUELLES PENSEZ-VOUS QUE LE GOUVERNEMENT DEVRAIT PRENDRE, LE CAS ÉCHÉANT, DANS VOTRE PAYS ?**

**« Empêcher les violences et le harcèlement sexuel au travail »**



**LE CHOIX D'AUTRES MESURES POUR AMÉLIORER LES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES ET LE POUVOIR DE DÉCISION DES FEMMES**

« Garantir la protection sociale et des conditions de travail décentes pour les femmes dans les emplois peu rémunérés » a été sélectionné en troisième choix, en moyenne, dans les 17 pays, avec un soutien plus marqué observé en Colombie (56 %), en Tunisie (54 %) et au Kenya (53 %). Au Kenya, 70 % des femmes interrogées parmi celles qui déclarent avoir émigré pour des raisons économiques ont choisi cette option. C'est d'autant plus important que plus de la moitié de la population mondiale n'a pas accès aux prestations de protection sociale, ce qui les expose à un risque plus conséquent de vivre dans la pauvreté<sup>71</sup>. Par ailleurs, à l'échelle mondiale, 58 % des femmes travaillent dans l'économie informelle, un chiffre estimé à 92 % des femmes employées dans les pays à faible revenu<sup>72</sup>. Cette situation préoccupante justifie le fait que les

ODD insistent sur la mise en place de systèmes de protection sociale universelle, de conditions de travail décentes et sur l'égalité des salaires pour un travail égal, à l'horizon 2030.

« Accroître le nombre de femmes assumant des rôles de direction » a été classé en quatrième position par les répondantes et répondants. Le soutien varie d'un pays à l'autre, allant de 18 % en Nouvelle-Zélande à 54 % au Kenya (où c'est la mesure la plus plébiscitée). En détail, cette option est particulièrement populaire chez les personnes interrogées de 18 à 24 ans, par rapport à leurs aînées âgées de 60 ans et plus en Afrique du Sud (22 points de pourcentage), en Australie (13 points de pourcentage) et en Nouvelle-Zélande (9 points de pourcentage). A l'inverse, dans d'autres pays,

<sup>71</sup> Organisation internationale du Travail. (Genève, 2017). *Rapport mondial sur la protection sociale 2017-19 : Protection sociale universelle pour atteindre les Objectifs de Développement Durable.*

<sup>72</sup> Organisation internationale du travail. (Genève, 2018). *Femmes et hommes dans l'économie informelle : Un panorama statistique. Troisième édition.*

les répondants plus âgés ont été plus nombreux que les jeunes de moins de 25 ans à mettre en valeur cette mesure. C'est notamment le cas en Tunisie (48 points de pourcentage), en Colombie (21 points de pourcentage), en Inde (19 points de pourcentage), au Japon (12 points de pourcentage), au Kenya (10 points de pourcentage) et en Nouvelle-Zélande (9 points de pourcentage).

Quoiqu'en pratique assurer « *un accès égal à l'éducation et à la formation professionnelle pour les femmes et les hommes* » puisse être considéré comme une mesure importante et un investissement à long terme, les personnes interrogées semblent préférer des mesures plus directes qui produiraient des résultats à court terme (à l'exception du Kenya, où 51 % ont sélectionné cette mesure).

Il est aussi intéressant de souligner qu'à l'exception du Japon, les aspects plus traditionnels de l'inégalité entre les femmes et les hommes (tels que le partage des tâches ménagères ou le droit à la garde des enfants) reçoivent relativement moins d'attention de la part des personnes interrogées quand il s'agit de mesurer ce qu'elles attendent de leurs gouvernements. Toutefois ces résultats doivent être pondérés dès lors que dans les faits, en observant les expériences personnelles durant la pandémie de Covid-19, le temps passé dans les tâches ménagères ou l'éducation des enfants a particulièrement augmenté pour les femmes dans de nombreux pays interrogés (voir [72](#) et [73](#)).

# MOUVEMENTS ET LEADERSHIP FÉMINISTES : LES MESURES FAVORABLES AU PARTAGE DES RESPONSABILITÉS DESTINÉES AUX FEMMES DOIVENT S'ÉTENDRE AUX DOMAINES POLITIQUES, SOCIAUX, CULTURELS ET ÉCONOMIQUES

## SOUTENIR LES MOUVEMENTS ET LE LEADERSHIP FÉMINISTES

En moyenne, « *les mouvements et le leadership féministes* » sont perçus comme la troisième priorité que les gouvernements devraient investir pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans les 17 pays. Les pays qui soutiennent le plus cette mesure sont la Chine, le Japon, le Kenya et l'Afrique du Sud, dans lesquels 57% à 70% des répondants l'ont retenue comme une priorité

(en premier, second et troisième choix cumulés). À l'inverse, les répondantes et répondants d'Argentine (69 %), de Nouvelle-Zélande et des États-Unis (61%) n'ont pas retenu la participation des femmes aux mouvements politiques et sociaux parmi les trois priorités majeures auxquelles leur gouvernement devrait s'atteler en vue d'atteindre l'égalité des sexes.

### LES RÉPONDANTES ET RÉPONDANTS AU KENYA SOUHAITENT TOUT PARTICULIÈREMENT VOIR PLUS DE FEMMES DANS LA VIE PUBLIQUE



**A**u Kenya, sept personnes sur 10 considèrent que le gouvernement devrait « *accroître la participation et le pouvoir des femmes en politique, ainsi que dans les mouvements culturels et sociaux* » afin de faire progresser l'égalité des sexes dans leur pays.

28 % pensent même que cela devrait constituer la première des priorités. Dans cette enquête, le Kenya est le seul pays où cet aspect

dépasse « *la justice économique et les droits économiques* » des femmes en termes de priorité perçue.

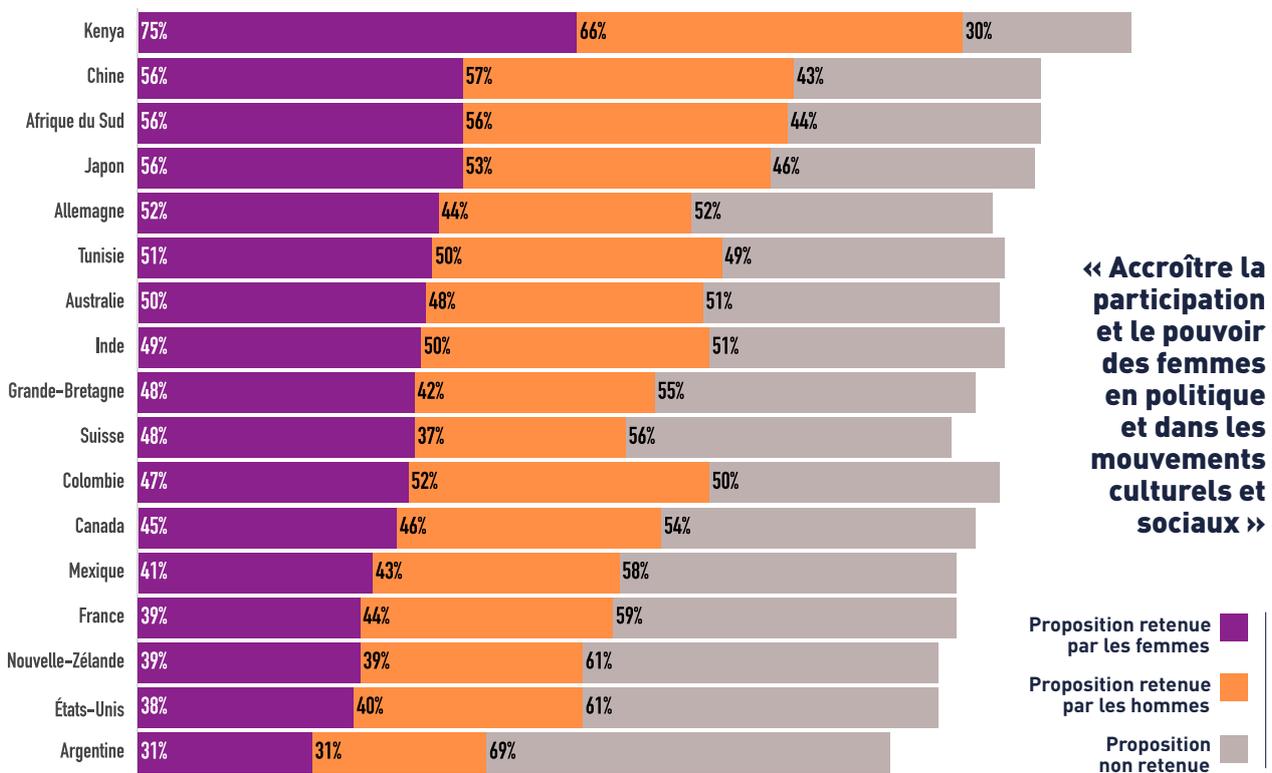
La Constitution de 2010 y prévoit qu'aucun des genres ne peut occuper plus des deux tiers des postes élus ou nommés<sup>73</sup>. Pourtant, les femmes n'occupent actuellement que 22 % des sièges au Parlement et 26 % des postes ministériels<sup>74</sup>.

<sup>73</sup> Kenya Law. (2010). *The Constitution of Kenya*. [Loi du Kenya. La Constitution du Kenya.]

<sup>74</sup> L'Union interparlementaire et ONU Femmes. *Femmes en politique : 2020*.



**Parmi la liste de propositions suivantes, veuillez indiquer les trois domaines les plus importants en faveur desquels votre gouvernement devrait se concentrer pour faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes dans votre pays.**



Les personnes interrogées soutiennent de la même manière, quel que soit leur genre, la parité dans les organes de décisions politiques et sociaux, sauf en Suisse (où une différence de 11 points de pourcentage apparaît entre les femmes et les hommes), au Kenya (9 points de pourcentage) et en Allemagne (8 points de pourcentage), trois pays dans lesquels les hommes y sont davantage favorables que les femmes.

Sur cette question, dans un sens ou dans un autre, l'âge apparaît comme un facteur important dans certains pays. En Colombie, en Inde, au Japon et en Tunisie, les plus jeunes étaient moins enclins à sélectionner cette priorité (24 points de pourcentage d'écart en moyenne dans ces quatre pays), tandis qu'à l'inverse au Canada et en Afrique du Sud (10 points de pourcentage), les jeunes sont plus nombreux à soutenir cette mesure.

## AU CANADA, LES JEUNES SOUTIENNENT LES INVESTISSEMENTS DANS LES MOUVEMENTS ET LE LEADERSHIP FÉMINISTES



**A**u Canada, les personnes interrogées âgées de 18 à 24 ans sont particulièrement en faveur d'investissements gouvernementaux dans les mouvements et le leadership féministes, par rapport à leurs compatriotes plus âgés. Ainsi, 57 % des jeunes estiment que ce devrait être une priorité pour améliorer l'égalité des sexes dans leur pays, contre 44 % des répondants âgés de 25 ans et plus. Cette décision est peut-être imputable à la perception qu'ils ont des origines des inégalités au Canada : 33 % des jeunes pensent qu'elles découlent de la représentation inégale des femmes en politique, par rapport à 21 % des plus âgés. Pour atteindre un meilleur

équilibre entre les sexes, leur souhait serait que leur gouvernement soutienne davantage « la participation des femmes dans les processus de paix et leur implication en tant que défenseuses des droits humains » (38 %, par rapport à 20 % des répondants de plus de 25 ans) mais aussi que leur gouvernement finance « les mouvements féministes et autres mouvements politiques, culturels et sociaux liés aux droits des femmes » (33 % par rapport à 12 %). Par ailleurs, 60 % des personnes âgées de 18 à 24 ans pensent qu'« imposer des quotas par sexe » est un bon moyen de faire avancer l'égalité des sexes au Canada, par rapport à 39 % de celles âgées de 25 et plus.

## QUELLES PRIORITÉS POUR PROMOUVOIR LES MOUVEMENTS ET LE LEADERSHIP FÉMINISTES ?



**Résultat clé :** Pour encourager les mouvements et le leadership féministes, les personnes interrogées des 17 pays estiment que leur gouvernement devrait, par ordre de priorité : « soutenir le leadership et la participation politiques des femmes », « assurer une représentation égale des femmes en politique », « soutenir la participation des femmes dans les processus de paix et leur implication en tant que défenseuses des droits humains », ainsi qu' « assurer une représentation égale des femmes dans la direction des entreprises ».

Les mesures que les gouvernements devraient prendre au sujet des mouvements et du leadership féministes ayant généré le plus de soutien dans les 17 pays sont les suivantes :

- « Soutenir le leadership et la participation politiques des femmes » est retenu par une moyenne de 38 % des personnes interrogées,
- « Assurer une représentation égale des femmes en politique (par exemple une représentation égale au Gouvernement et au Parlement) » est retenu par une moyenne de 38 % des personnes interrogées,
- « Soutenir la participation des femmes dans les processus de paix et en tant que défenseuses des droits humains » est retenu par une moyenne de 30 % des personnes interrogées,
- « Assurer une représentation égale des femmes dans la direction des entreprises » est retenu par une moyenne de 30% des personnes interrogées,
- « Soutenir tout particulièrement la participation des filles en politique et dans les mouvements culturels et sociaux » est retenu par une moyenne de 29 % des personnes interrogées. C'est aussi la mesure la plus souvent citée en Tunisie,
- « Assurer la sécurité des activistes féministes et des femmes impliquées en politique » est retenu par une moyenne de 25 % des personnes interrogées,
- « Financer les mouvements féministes et d'autres mouvements politiques, culturels et sociaux liés aux droits des femmes » est retenu par une moyenne de 16 % des personnes interrogées.

Les personnes interrogées s'accordent pour estimer que la participation des femmes en politique est nécessaire pour atteindre l'égalité des sexes. Leurs réponses signifient aussi que l'intérêt pour une représentation égalitaire des femmes et des hommes devrait concerner autant le pouvoir économique que le pouvoir politique. Ainsi en moyenne, 30 % des répondants ont sélectionné « assurer une représentation égale des femmes dans la direction des entreprises » (classé troisième), tandis que 38 % des personnes ont sélectionné « assurer une représentation égale des femmes en politique » (classé deuxième). Les priorités sélectionnées mettent en avant l'attente à l'égard des gouvernements et du secteur privé, et leurs rôles respectifs pour faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes.

L'analyse des résultats au niveau des pays montre que le fait de donner la priorité à la représentation égale des femmes dans les organes politiques est particulièrement important dans les réponses obtenues au Kenya (61 %), au Japon (50 %), au Mexique (46 %), en Afrique du Sud, en Inde et en Colombie (43 %) et en France (41 %), par contraste avec l'Allemagne (24 %) et les États-Unis (25 %). L'aspect thématique associé consistant à « soutenir le leadership et la participation politiques des femmes, »

a reçu un niveau de soutien similaire dans l'ensemble, tout comme (à un degré légèrement inférieur) la proposition d' « assurer une représentation égale des femmes dans la direction des entreprises ».

« Soutenir la participation des femmes dans les processus de paix et leur implication en tant que défenseuses des droits humains » recueille une attention particulière dans les réponses obtenues au Kenya (50 %), en Colombie (41 %), en Afrique du Sud (39 %) et au Mexique (37 %) où la question a fait l'objet de débats animés dans l'espace public<sup>75</sup>, en Inde (38 %) et en Chine (36 %). En moyenne, on observe des résultats similaires pour « assurer la sécurité des activistes féministes et des femmes impliquées en politique ».

Il devrait être noté que dans cinq pays à haut revenu, les personnes interrogées âgées de 18 à 24 ans étaient moins nombreuses à s'opposer à la mobilisation de leur gouvernement en faveur de la représentation des femmes dans les organes de prise de décision que celles âgées de 60 ans et plus. C'est le cas aux États-Unis (écart de 20 points de pourcentage), en Australie (16 points de pourcentage), en Nouvelle-Zélande (14 points de pourcentage), en Suisse (12 points de pourcentage) et en Grande-Bretagne (11 points de pourcentage).

<sup>75</sup> O'Reilly, M., Ó Súilleabháin, A., Paffenholz, T., [New York, 2015]. *Reimagining Peacemaking: Women's Roles in Peace Processes* [Réimaginer le rétablissement de la paix : Rôles des femmes dans les processus de paix.]

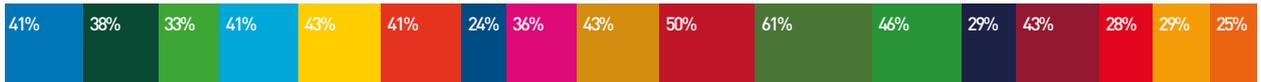


**AFIN D'ACCROÎTRE LA PARTICIPATION ET LA CAPACITÉ DES FILLES ET DES FEMMES À PRENDRE DES RESPONSABILITÉS EN POLITIQUE ET AU SEIN DES MOUVEMENTS CULTURELS ET SOCIAUX, PARMIS LES MESURES CI-DESSOUS, LESQUELLES PENSEZ-VOUS QUE LE GOUVERNEMENT DEVRAIT PRENDRE, LE CAS ÉCHÉANT, DANS VOTRE PAYS ?**

**SOUTENIR LA PARTICIPATION ET LA CAPACITÉ DES FEMMES À PRENDRE DES RESPONSABILITÉS POLITIQUES (Moyenne des 17 pays) 38%**



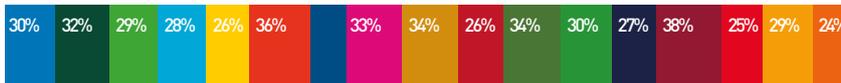
**ASSURER UNE REPRÉSENTATION ÉGALE DES FEMMES EN POLITIQUE (P. EX. REPRÉSENTATION ÉGALE AU GOUVERNEMENT ET AU PARLEMENT) (38%)**



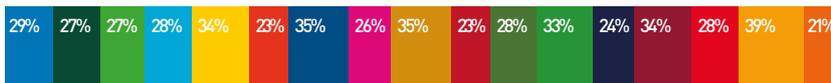
**SOUTENIR LA PARTICIPATION DES FEMMES DANS LES PROCESSUS DE PAIX ET LEUR IMPLICATION EN TANT QUE DÉFENSEUSES DES DROITS HUMAINS (30%)**



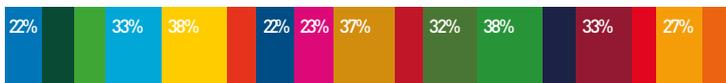
**ASSURER UNE REPRÉSENTATION ÉGALE DES FEMMES DANS LA DIRECTION DES ENTREPRISES (30%)**



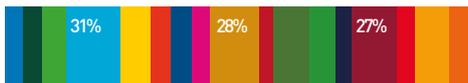
**SOUTENIR TOUT PARTICULIÈREMENT LA PARTICIPATION DES JEUNES FEMMES EN POLITIQUE ET DANS LES MOUVEMENTS CULTURELS OU SOCIAUX (29%)**



**ASSURER LA SÉCURITÉ DES ACTIVISTES FÉMINISTES ET DES FEMMES IMPLIQUÉES EN POLITIQUE (25%)**



**FINANCER LES MOUVEMENTS FÉMINISTES ET D'AUTRES MOUVEMENTS POLITIQUES, CULTURELS ET SOCIAUX LIÉS AUX DROITS DES FEMMES (16%)**



**AUCUNE - MON GOUVERNEMENT NE DEVRAIT PAS ACCROÎTRE LA REPRÉSENTATION DES FEMMES EN POLITIQUE ET AU SEIN DES MOUVEMENTS CULTURELS ET SOCIAUX (7%)**



**JE NE SAIS PAS (9%)**



- Afrique du Sud
- Allemagne
- Argentine
- Australie
- Canada
- Chine
- Colombie
- États-Unis
- France
- Grande-Bretagne
- Inde
- Japon
- Kenya
- Mexique
- Nouvelle-Zélande
- Suisse
- Tunisie

## SOUTENIR LE LEADERSHIP ET LA PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES

Cette mesure est liée de près au second choix le plus populaire (« assurer une représentation égale des femmes en politique »), ce qui inclut la participation des femmes dans les organes décisionnels internationaux, nationaux ou locaux. Au vu des résultats dans les 17 pays interrogés, un

solide consensus se dégage quant au souhait que les gouvernements atteignent l'égalité des sexes en introduisant des mesures fortes pour s'attaquer à la sous-représentation des femmes dans tous les organes politiques de prise de décision.

## UN APERÇU DE LA SITUATION DES FEMMES EN MATIÈRE DE LEADERSHIP POLITIQUE



À l'échelle mondiale, les femmes occupent moins d'un siège parlementaire sur quatre<sup>76</sup>. Les 17 pays sondés illustrent l'existence de degrés variables en matière de progrès réalisés dans le monde. Neuf d'entre eux ont atteint la cible approuvée par le Programme d'action de Beijing<sup>77</sup> consistant à avoir au moins 30 % de femmes au Parlement, cinq d'entre eux sont conformes à la moyenne globale<sup>78</sup>, alors que trois pays sont à la traîne : la Colombie (18 %), l'Inde (14 %) et le Japon (10 %). De même, dans neuf pays<sup>79</sup>, la proportion de postes ministériels occupés par des femmes est supérieure à 30 %, alors qu'elle oscille entre 20 % et 30 % dans trois pays<sup>80</sup> et se situe sous la barre des 20 % dans cinq pays<sup>81</sup>. Toutefois, dans les pays où les corps législatifs et exécutifs présentent un équilibre entre les sexes, les personnes interrogées n'ont pas été moins nombreuses à exiger une meilleure représentation des femmes en politique. Par exemple, les personnes interrogées en Afrique du Sud (où 46 % des

membres du Parlement et 48 % des ministres sont des femmes) sont aussi nombreuses qu'en Inde (où 14 % des membres du Parlement et 13% des ministres sont des femmes) à déclarer qu'elles souhaiteraient que leur gouvernement permette une représentation égalitaire des femmes en politique (43 %). Lorsque les femmes sont impliquées dans la conception des politiques publiques, il s'avère qu'elles sont généralement plus efficaces. Pourtant les femmes continuent à être mises à l'écart des prises de décision ou des postes de direction, ce qui demeure bien réel en ce moment même, alors que le monde est confronté au défi sans précédent de la pandémie de Covid-19. Tandis qu'une majorité écrasante des personnes interrogées considèrent que les femmes devraient être impliquées dans tous les aspects de la réponse à la crise sanitaire et aux efforts de relance (voir [page 77](#)), les femmes restent sous-représentées dans tous les comités de réaction à la Covid-19 dans le monde<sup>82</sup>.

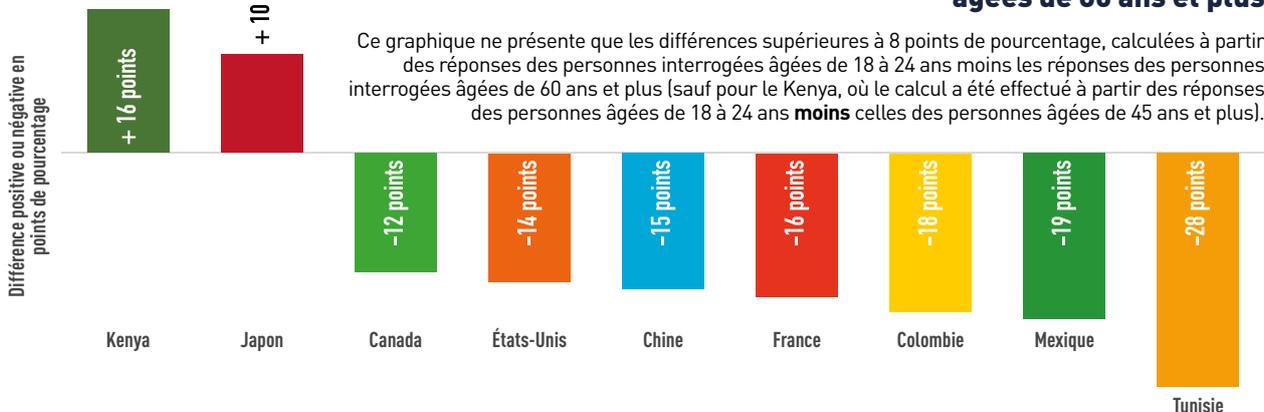
« Atteindre une représentation égale des femmes en politique » reçoit pratiquement la même attention de la part des femmes et des hommes interrogés dans la plupart des pays (en moyenne moins de 4 points de pourcentage entre les réponses des hommes et des femmes). Trois pays font cependant

exception à ce constat, dans lesquels les femmes témoignent d'un soutien nettement plus marqué vis-à-vis d'une représentation égale en politique ; c'est le cas du Kenya (22 points de pourcentage), de l'Australie (11 points de pourcentage) et de la Grande-Bretagne (10 points de pourcentage).



### SOUTENIR LA PARTICIPATION ET LA CAPACITÉ DES FEMMES À PRENDRE DES RESPONSABILITÉS POLITIQUES

#### Différence observée, en points de pourcentage, entre les réponses des personnes interrogées âgées de 18 à 24 ans et celles des personnes âgées de 60 ans et plus



<sup>76</sup> L'Union interparlementaire et ONU Femmes. *Femmes en politique : 2020*.

<sup>77</sup> Mexique (48 %), Afrique du Sud (46 %), Suisse (42 %), Argentine (41 %), Nouvelle-Zélande (41 %), France (40 %), Grande-Bretagne (34 %), Australie (31 %), et Allemagne (31 %).

<sup>78</sup> Canada (29 %), Chine (25 %), Tunisie (25 %), États-Unis (23 %), et Kenya (22 %).

<sup>79</sup> Colombie (58 %), France (53 %), Canada (50 %), Afrique du Sud (48 %), Suisse (43 %), Allemagne (40 %), Mexique (35 %), et Nouvelle-Zélande et Grande-Bretagne (30 %).

<sup>80</sup> Australie (27 %), Kenya (26 %), et Argentine (23 %).

<sup>81</sup> États-Unis (19 %), Japon (16 %), Inde (13 %), et Tunisie et Chine (7 %).

<sup>82</sup> CARE, *Où sont passées les femmes ? L'absence manifeste de femmes dans les équipes et les plans d'intervention à la Covid-19, et pourquoi nous avons besoin d'elles* (CARE, 2020).

Atteindre une représentation égale en politique résonne particulièrement chez les femmes et les hommes âgés de 60 ans et plus en France et au Japon. Peut-être doit-on y voir le bénéfice des appels à la parité qui ont été abondamment formulés par les mouvements féministes des générations précédentes. En Inde et au Kenya, le soutien à la parité augmente également avec l'âge, contrastant avec la Nouvelle-Zélande où l'on observe l'inverse.

Formulé différemment, « le soutien au leadership et à la participation politique des femmes » éveille moins d'intérêt chez les répondants de moins de 25 ans sauf au Kenya et au Japon. L'écart s'échelonne de 28 points de pourcentage en Tunisie à 2 points de pourcentage en Inde et en Australie. Le soutien à cette mesure est particulièrement visible chez les personnes âgées de 60 ans et plus au Canada, en France, en Chine, en Colombie, au Mexique, en Tunisie et aux États-Unis.

## ASSURER UNE REPRÉSENTATION ÉGALE DES FEMMES DANS LA DIRECTION DES ENTREPRISES

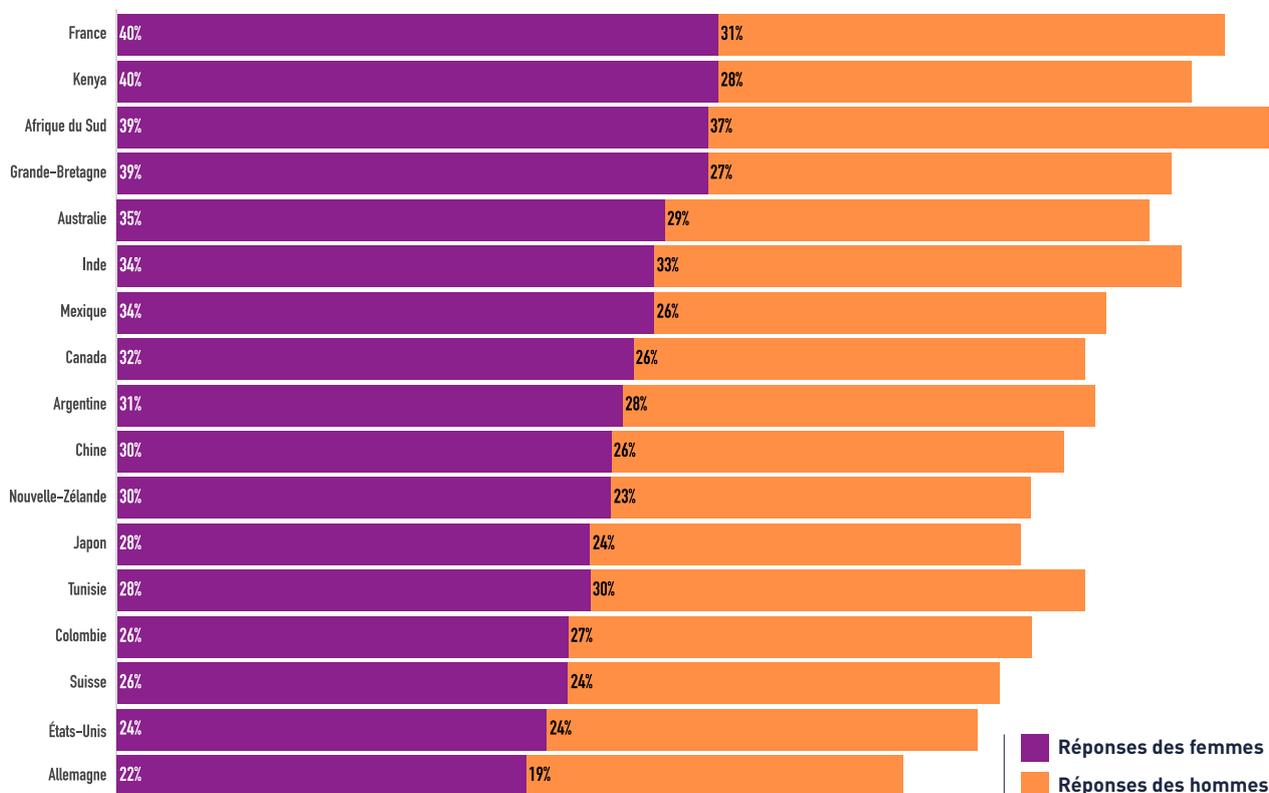
En moyenne, dans les 17 pays, 30% des personnes interrogées déclarent que leur gouvernement devrait mettre en place des mesures pour « assurer une représentation égale des femmes dans les directions des entreprises » afin de promouvoir la participation et le leadership des femmes. Ici aussi, les femmes et les hommes partagent les mêmes points de vue sur la nécessité d'une forme de parité dans le secteur privé. Cette mesure est soutenue plus fermement par les personnes interrogées en

Afrique du Sud et en France (respectivement 38 % et 36 %), ce qui contraste avec un soutien plus modéré en Allemagne et aux États-Unis (respectivement 21 % et 24 %). Dans les 14 pays de l'échantillon disposant de données disponibles<sup>83</sup>, les femmes occupent en moyenne un siège sur quatre dans les conseils d'administration des entreprises publiques cotées. Aucune de ces entreprises n'atteint la parité<sup>84</sup>, ce qui justifie un besoin d'efforts supplémentaires pour combler cet écart.



**AFIN D'ACCROÎTRE LA PARTICIPATION ET LA CAPACITÉ DES FILLES ET DES FEMMES À PRENDRE DES RESPONSABILITÉS EN POLITIQUE ET AU SEIN DES MOUVEMENTS CULTURELS ET SOCIAUX, PARMIS LES MESURES CI-DESSOUS, LESQUELLES PENSEZ-VOUS QUE LE GOUVERNEMENT DEVRAIT PRENDRE, LE CAS ÉCHÉANT, DANS VOTRE PAYS ?**

« Assurer une représentation égale des femmes dans la direction des entreprises »



<sup>83</sup> France (45 %), Nouvelle-Zélande (38 %), Allemagne (36 %), Grande-Bretagne (33 %), Australie (31 %), Canada (29 %), Afrique du Sud (28 %), États-Unis (26 %), Suisse (25 %), Inde (16 %), Colombie (14 %), Chine (11 %), Japon et Mexique (8 %).

<sup>84</sup> OCDE (2019), *Emploi : La part des femmes dans les conseils d'administration des plus grandes sociétés cotées en bourse*, 2019, consulté le 10 septembre 2020.

Le soutien à cette mesure ne varie pas avec l'âge sauf au Japon (46 points de pourcentage) et en Australie (14 points de pourcentage), où les répondantes et répondants âgés de 18 à 24 ans sont plus nombreux que leurs aînés âgés de 60 ans à penser que « *la représentation des femmes dans les conseils d'administration des entreprises* » doit être améliorée. A l'inverse, au Kenya, moins de jeunes soutiennent ce point de vue (18 points de pourcentage).

Le niveau de revenu n'est pas corrélé avec le soutien de cette mesure, sauf en Inde où 48 % des répondantes et répondants les plus aisés (se rangeant dans la tranche des 20 % des revenus les plus élevés) soutiennent « *une représentation égale des femmes dans la direction des entreprises* », soit 12 points de pourcentage de plus que la moyenne du pays.

## UN CONSENSUS FORT EN FAVEUR DE LA MISE EN PLACE DE QUOTAS PAR SEXE DANS LES ORGANES DE DÉCISION POLITIQUE

**A** l'échelle du monde, les hommes occupant plus de trois quarts des sièges parlementaires<sup>85</sup>, les femmes demeurent sous-représentées en politique. Pour autant, dans les 25 dernières années, la proportion de femmes élues dans des parlements a progressivement augmenté jusqu'à doubler pour atteindre 25 %<sup>86</sup>. Même si le rééquilibrage entre femmes et hommes représente une tendance actuelle, l'intégration progressive des femmes dans toutes les strates de décision politique (aux niveaux national et régional) reste lente et à géométrie variable selon les pays. Cette enquête se focalise sur les opinions de la population à l'égard de l'instauration de quotas par sexe en tant que mécanisme vertueux permettant d'augmenter le pouvoir des femmes.

En moyenne, 53 % des répondants « *sont d'accord* » avec l'idée que l'instauration de quotas par sexe dans toutes les instances de décision politique est une bonne manière de faire progresser l'égalité entre les sexes dans leur propre pays. Les quotas sont largement soutenus dans tous les pays de cette enquête, notamment au Kenya (80 %), en Inde (75 %), en Afrique du Sud et en Chine (69 %). En moyenne, 23 % des personnes interrogées sur les 17 pays « ne sont ni en accord ni en désaccord » avec cette mesure, tandis que 20 % sont clairement « en désaccord » signifiant une opposition plus marquée dans certains pays : la Nouvelle-Zélande (34 %), les États-Unis (29 %), la Suisse et le Canada (26 %) ainsi que le Mexique (26 %).

## L'INTRODUCTION DE QUOTAS EN POLITIQUE : UNE PRIORITÉ POUR LES FEMMES ET LES JEUNES

**C** omme nous l'avons déjà vu dans cette étude, la « *représentation égale des femmes* » dans les structures décisionnelles d'une part (autant en politique que dans les conseils d'administration des entreprises) et les changements législatifs tels que « *réformer de lois pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et mettre fin aux discriminations envers les femmes* » d'autre part, sont perçus comme les deux priorités dominantes pour faire avancer l'égalité des sexes à l'échelle nationale. Les personnes interrogées estiment que le fait de réformer les lois représente une priorité pour faire avancer l'égalité des sexes dans leur pays ont tendance à être davantage en faveur de l'instauration de quotas (63 %) que les autres (46 %).

Dans 12 des 17 pays sondés, l'instauration de quotas en politique est plus largement soutenue par les femmes que par les hommes (en moyenne 10 points de pourcentage d'écart). Ainsi, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à exprimer ou reconnaître que pour faire progresser l'égalité des sexes dans leur pays, il est essentiel qu'elles participent de manière égale aux décisions politiques. Le soutien est plus fort parmi les jeunes, quelles que soient les réponses, des hommes ou des femmes. En moyenne, dans les 17 pays, 54 % des hommes et 62 % des femmes âgées de 18 à 24 ans soutiennent cette mesure. Ces pourcentages diminuent progressivement à 45 % chez les hommes et à 49 % chez les femmes âgées de 60 ans et plus.

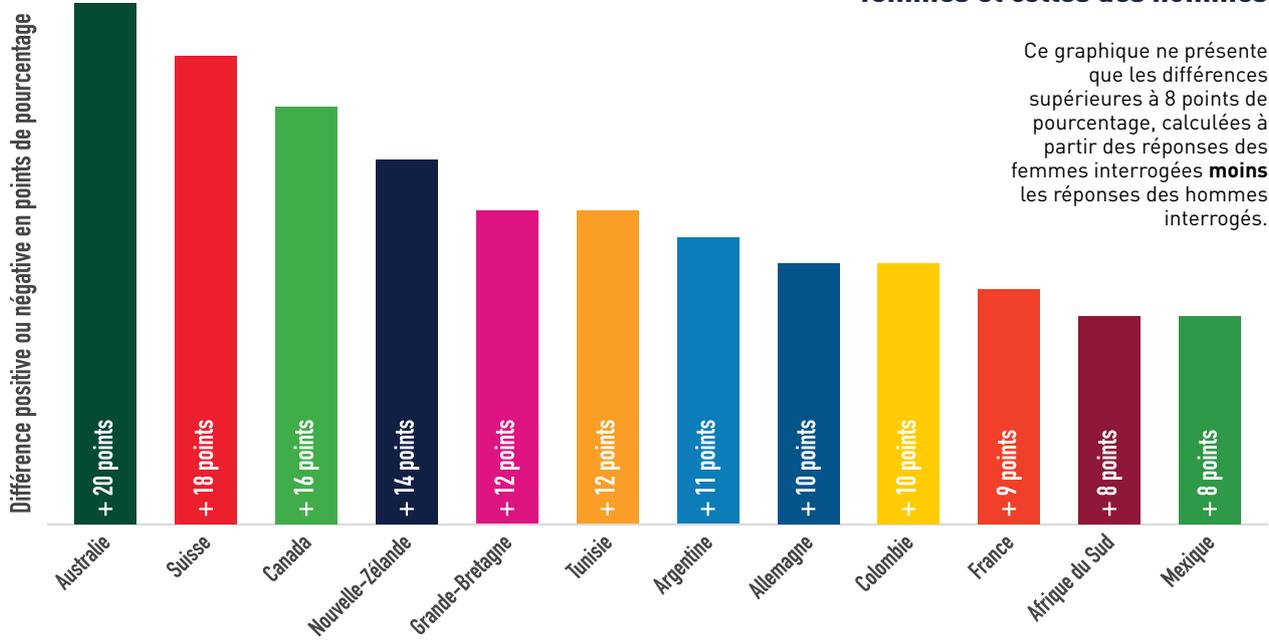
<sup>85</sup> ONU Femmes. (New York, 2020). *Égalité des sexes : le point sur les droits des femmes 25 ans après Beijing.*

<sup>86</sup> Ibid.



**IMPOSER DES QUOTAS PAR SEXE, C'EST-À-DIRE AVOIR UNE PROPORTION DE SIÈGES RÉSERVÉS AUX FEMMES DANS TOUS LES ORGANES DE DÉCISIONS POLITIQUES, EST UNE BONNE MANIÈRE DE FAIRE AVANCER L'ÉGALITÉ DES SEXES DANS VOTRE PAYS.**

**Différence observée, en points de pourcentage, entre les réponses des femmes et celles des hommes**



# AUTONOMIE CORPORELLE, DROITS ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS : UNE DEMANDE POUR UN MEILLEUR ACCÈS AUX SERVICES ET À L'INFORMATION

## AUTONOMIE CORPORELLE, DROITS ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS : UN ENJEU AUSSI IMPORTANT POUR LES FEMMES QUE POUR LES HOMMES

L'item « permettre l'accès à la contraception et au planning familial, à un bon suivi de la santé maternelle, à l'éducation sexuelle à l'école » est sélectionnée en quatrième position, à égalité avec « les technologies et l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes ». Près d'un tiers des personnes interrogées dans les 17 pays étudiés (31 %) classent cet item comme l'une des trois priorités majeures sur lesquelles les gouvernements doivent se focaliser pour faire progresser l'égalité des sexes. C'est en Argentine que le soutien à cette mesure gouvernementale est le plus marqué, une personne sur deux considère ce sujet comme étant important (50 %) à l'opposé des réponses obtenues en Tunisie (12 %).

À l'exception de la Tunisie, les pays à revenu intermédiaire ont davantage tendance à classer ce problème comme une **priorité majeure**, par rapport aux pays à revenu élevé. Par exemple, 15 % des personnes interrogées en Argentine, 13 % des personnes interrogées en Chine et 10 % des personnes interrogées en Inde classent les droits et la santé sexuelle et reproductive (DSSR) comme la priorité sur laquelle leur gouvernement devrait se concentrer. Inversement, les personnes interrogées en Tunisie (2 %), en Allemagne et en Afrique du Sud (5 %), et en Suisse (4 %) ont été moins nombreuses à choisir ce sujet. On peut supposer que la variété des réponses à cette question est influencée par l'accessibilité des systèmes de santé, en particulier des services de santé sexuelle et reproductive spécifiques à chaque pays. Par ailleurs, les normes et les réticences socio-culturelles autour des DSSR peuvent avoir eu un impact sur les résultats

du sondage en ayant généré une possible sous-déclaration de la réalité des enjeux y afférant. En Tunisie, par exemple, les DSSR restent un problème social et politique très controversé au point que certaines questions sur ce sujet ont dû être retirées du sondage après que plusieurs personnes ont exprimé leur gêne à devoir donner leur opinion à propos de ce qu'ils ou elles considèrent comme étant un sujet d'ordre privé.

Malgré des progrès certains mais encore difficilement acquis en matière de DSSR ces 25 dernières années, des écarts persistent quant à la disponibilité et à l'accessibilité des services de santé sexuelle et reproductive. Au vu des changements politiques, sociaux, environnementaux et sanitaires auxquels le monde est confronté, la santé et les droits sexuels et reproductifs risquent de ne plus être considérés comme une priorité. En effet, il est à craindre que du fait de la pandémie de Covid-19, les perturbations des services de santé sexuelle et reproductive (SSR), couplées aux mesures de confinement, fassent augmenter le nombre de grossesses non désirées, de décès maternels et d'avortements à risques (voir [page 81](#))<sup>87</sup>. Quand la santé et les droits sexuels et reproductifs ne sont pas respectés, les filles et les femmes ne sont pas pleinement en mesure de participer à la société, avec des conséquences sur le bien-être individuel et collectif. C'est pourquoi des actions visant à répondre aux enjeux de SSR sont nécessaires pour prévenir les inégalités sociales croissantes en matière d'accès aux DSSR et, *in fine*, atteindre les Objectifs de développement durable (ODD).

<sup>87</sup> Guttmacher Institute, « Estimates of the Potential impact of the Covid-19 Pandemic on Sexual and Reproductive Health in Low- and Middle-Income Countries, » *International Perspectives on Sexual and Reproductive Health* 46 (Avril 2020):73-76. [Institut Guttmacher, « Estimations de l'impact potentiel de la pandémie de Covid-19 sur la santé sexuelle et reproductive dans les pays à revenu faible et intermédiaire » perspectives internationales sur la santé sexuelle et reproductive 46 (avril 2020)]

## STATUT DES DROITS ET DE LA SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS



- 218 millions de femmes en âge de procréer dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (PRFI) ont un besoin non satisfait en contraception moderne<sup>88</sup>,
- Près de 50 % des grossesses adolescentes dans les PRFI sont non désirées<sup>89</sup>,
- 133 millions de femmes en âge de procréer dans les PRFI ne reçoivent pas de traitement pour l'une des quatre principales infections sexuellement transmissibles (IST)<sup>90</sup>,
- 20,1 millions de filles et de femmes vivent avec le VIH<sup>91</sup>,
- 35 millions de femmes ont recours à des avortements à risques chaque année, ce qui représente de 4,7% à 13,2 % des décès maternels<sup>92,93</sup>,
- En 2017, 42 % des femmes en âge de procréer vivent dans des pays où l'avortement est fortement limité<sup>94</sup>,
- Les travailleuses migrantes sont plus susceptibles d'être victimes de traite à des fins d'exploitation sexuelle, elles représentent 98 % de toutes ces victimes<sup>95</sup>,
- Seulement cinq pays faisant l'expérience de conflits déclarent fournir aux filles et aux femmes un accès aux services de santé sexuelle et reproductive<sup>96</sup>,
- Il est estimé que 60 % des décès maternels évitables ont lieu dans les 50 États les plus fragiles, nombre d'entre eux étant affectés par des conflits et des catastrophes naturelles<sup>97</sup>,
- Sur 12 mois, de simples perturbations des services de SSR dus à la pandémie de Covid-19 observées dans les PRFI auront comme conséquences<sup>98</sup>:
  - 49 millions de femmes avec des besoins en contraceptifs modernes non satisfaits,
  - 15 millions de grossesses imprévues,
  - 28 000 décès maternels,
  - 3,3 millions d'avortements à risques.

**De l'influence du genre sur l'appréciation des DSSR :** À part en Afrique du Sud, en Suisse et en Tunisie, les femmes interrogées sont plus nombreuses que les hommes à souligner la priorité

au droit à disposer de son corps et à la santé et aux droits reproductifs et sexuels. C'est particulièrement le cas en Argentine (11 points de pourcentage) et au Japon (10 points de pourcentage).

<sup>88</sup> Guttmacher Institute. (New York, 2020). [Adding It Up: Investing in Sexual and Reproductive Health 2019](#) [Un bilan : Investir dans la santé sexuelle et reproductive dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.]

<sup>89</sup> Ibid.

<sup>90</sup> Ibid.

<sup>91</sup> UNAIDS. (2020). [Girls and Women Living with HIV](#). [ONUSIDA, Filles et femmes vivant avec le VIH.]

<sup>92</sup> Guttmacher Institute. (New York, 2020). [Adding It Up: Investing in Sexual and Reproductive Health 2019](#) [Un bilan : Investir dans la santé sexuelle et reproductive dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.]

<sup>93</sup> Organisation mondiale de la Santé. (2020). [Prévention des avortements à risque](#).

<sup>94</sup> Susheela Singh et al. (New York: Guttmacher Institute, 2018). [Abortion Worldwide 2017: Uneven Progress and Unequal Access](#) [L'Avortement dans le Monde 2017 : Progrès et accès inégaux.]

<sup>95</sup> ONU Femmes. (2016). [Research paper: Women Migrant Workers' journey through the margins](#). [Document de recherche : Le parcours des travailleuses migrantes à travers les marges.]

<sup>96</sup> Conseil économique et social des Nations Unies. (2019). Rapport du Secrétaire Général : [Examen et évaluation des suites données à la Déclaration et au Programme d'action de Beijing et aux textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale](#).

<sup>97</sup> Zeid, S., et al. (2015). [Women's, children's, and adolescents' health in humanitarian and other crises](#). [La santé des femmes, enfants et adolescents dans les crises humanitaires et autres.]

<sup>98</sup> Guttmacher Institute. (New York, 2020). [Estimates of the Potential Impact of the Covid-19 Pandemic on Sexual and Reproductive Health in Low- and Middle-Income Countries](#). [Estimations de l'impact potentiel de la pandémie de Covid-19 sur la santé sexuelle et reproductive dans les pays à revenu faible et intermédiaire.]

## LE SOUTIEN POUR DAVANTAGE D'INVESTISSEMENTS EN MATIÈRE DE DSSR EST ÉLEVÉ EN ARGENTINE



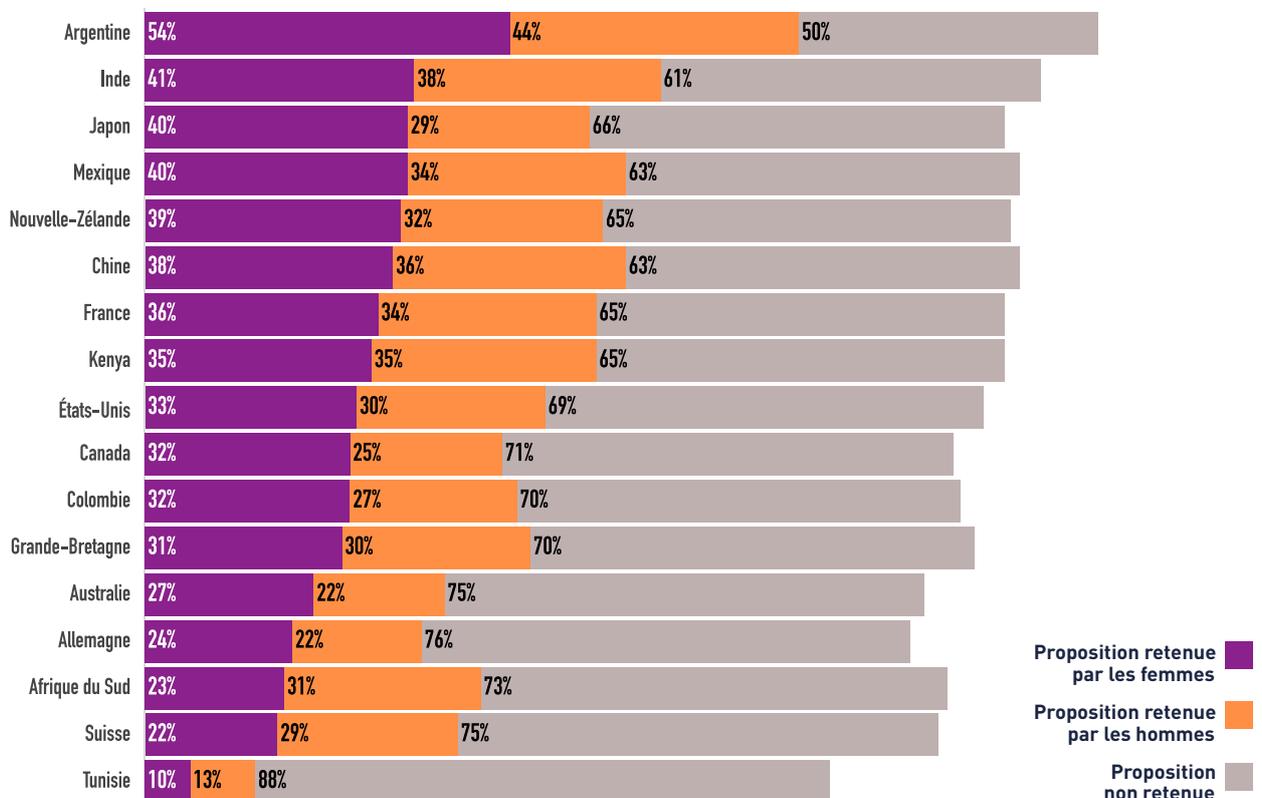
**E**n Argentine, une personne interrogée sur deux estime que l'autonomie corporelle et les DSSR représentent l'un des trois sujets les plus importants sur lesquels le gouvernement devrait se concentrer pour améliorer l'égalité des sexes dans le pays. Ce soutien est particulièrement fort de la part des femmes (55 %, contre 44 % des hommes) et notamment de la part des femmes qui sont en âge de procréer (61 % de celles âgées de 18 à 44 ans). Cette question a d'ailleurs été un sujet majeur dans le pays ces dernières années alors que les mouvements des droits des femmes faisaient campagne pour la légalisation de l'avortement<sup>99</sup>, un droit acquis depuis. La situation des DSSR des filles et des femmes

argentines est cependant mitigée : le taux de natalité parmi les adolescentes (54 naissances pour 1000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans) est au-dessus de la moyenne mondiale (41 naissances pour 1000 adolescentes) mais sous la moyenne régionale (61 naissances pour 1000 adolescentes). La proportion des femmes mariées ou en couple nécessitant une planification familiale sans l'obtenir correspond à la moyenne mondiale de 11%, tout en étant légèrement au-dessus de la moyenne régionale de 10%. Le ratio de la mortalité maternelle (39 décès pour 100 000 naissances vivantes) y est sous la moyenne mondiale (211 décès pour 100 000 naissances vivantes) et sous la moyenne régionale (74 décès pour 100 000 naissances vivantes)<sup>100</sup>.



**Parmi la liste de propositions suivantes, veuillez indiquer les trois domaines les plus importants en faveur desquels votre gouvernement devrait se concentrer pour faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes dans votre pays.**

**« Permettre l'accès à la contraception et au planning familial, à un bon suivi de la santé maternelle, et à l'éducation sexuelle à l'école »**



<sup>99</sup> Human Rights Watch. (2020). *A Case for Legal Abortion: The Human Cost of Barriers to Sexual and Reproductive Health in Argentina*. Un plaidoyer pour l'avortement : Le coût humain des obstacles à la santé sexuelle et reproductive en Argentine.]

<sup>100</sup> Fonds des Nations Unies pour la population. (2020). *Population Mondiale : Argentine*. Consulté en Octobre 2020.

## LE SOUTIEN À L'ACCÈS AUX DSSR EST FORTEMENT CORRÉLÉ À L'ÂGE ET TEND À DIMINUER CHEZ LES AÎNÉS

Le soutien varie entre une moyenne de 38 % chez les jeunes âgés de 18 à 24 ans jusqu'à une moyenne de 23 % chez les personnes interrogées âgées de 60 ans et plus. Le soutien aux DSSR est très fort tant chez les femmes et que chez les hommes en âge de procréer. En moyenne, dans les 17 pays couverts par cette étude, une personne sur trois âgée de 18 à 44 ans cite cet enjeu comme étant une priorité en faveur de l'égalité des sexes

dans leur pays, contre une personne sur quatre âgée de 45 ans et plus.

En moyenne, les participantes et participants habitant en zone urbaine sont plus sensibles aux DSSR que celles et ceux habitant en zone rurale. C'est particulièrement flagrant au Japon (différence de 21 points de pourcentage), en Argentine et au Kenya (différence de 13 points de pourcentage).

## QUELLES PRIORITÉS POUR ASSURER L'AUTONOMIE CORPORELLE, DROITS ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS ?



**Résultat clé :** *En ce qui concerne les priorités de l'action gouvernementale pour le droit à disposer de son corps et la santé sexuelle et reproductive, les répondantes et répondants des 17 pays expriment un soutien particulièrement fort au fait d'accroître « l'accès aux services de santé sexuelle », « l'accès à des informations appropriées, incluant l'éducation sexuelle à l'école » et « la participation des jeunes dans la mise en place de services de santé sexuelle et reproductive ».*

Cette question évalue les opinions relatives aux mesures que les gouvernements devraient privilégier pour améliorer « l'autonomie corporelle et les droits en matière de santé reproductive et sexuelle »<sup>101</sup>. Dans les pays à haut revenu, le pourcentage des répondants déclarant qu'ils « ne savent pas » ce que leur gouvernement devrait faire pour améliorer les DSSR dans leur propre pays (11 à 20 %) est nettement plus élevé que dans les pays à revenu intermédiaire (Argentine, Chine, Colombie, Inde, Kenya, Mexique et Afrique du Sud – de 1% à 3 %).

De façon générale, les gouvernements de ces pays devraient cesser de politiser ce sujet dès lors que l'opinion publique soutient largement les diverses mesures gouvernementales dans ce domaine (à l'exception de la Tunisie où cette question n'a pas été posée). Dans la majorité des pays interrogés, les opinions des femmes et des hommes sont relativement similaires quant aux différentes mesures proposées pour garantir le droit à disposer de son corps et garantir les DSSR.

Les mesures qui ont recueilli le plus de soutien dans les 16 pays interrogés sont les suivantes :

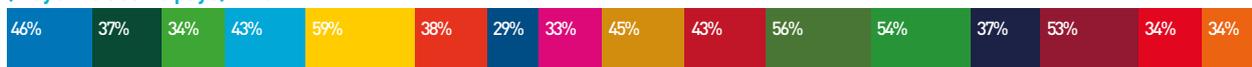
- « Accroître l'accès aux services de santé sexuelle (par exemple la prévention, le dépistage et les options de traitements pour les infections sexuellement transmissibles, y compris le VIH/sida) » recueille une moyenne de 42 %,
- « Accroître l'accès à des informations précises incluant l'éducation sexuelle à l'école » recueille une moyenne de 41 %,
- « Accroître la participation des jeunes dans la mise en place de services de santé sexuelle et reproductive » (par exemple consulter les jeunes pour mieux distribuer les moyens de contraception) recueille une moyenne de 33 %,
- « Accroître l'accès à la contraception et aux solutions de planning familial » recueille une moyenne de 31 %,
- « Privilégier les besoins de femmes de groupes marginalisés (les femmes en situation de handicap, les minorités ethniques, les personnes LGBTQIA+, les réfugiées et migrantes) » recueille une moyenne de 30 %,
- « Accroître l'accès à l'avortement légal et aux soins post-avortement » recueille une moyenne de 24 %,
- « Réduire le nombre de femmes mourant pendant et après leur grossesse et pendant l'accouchement » recueille une moyenne de 21 %.

<sup>101</sup> Cette question a été soulevée dans 16 pays seulement, dans la mesure où un certain nombre de personnes interrogées en Tunisie n'ont pas souhaité s'exprimer sur ce qu'elles considèrent relever du domaine personnel et privé.

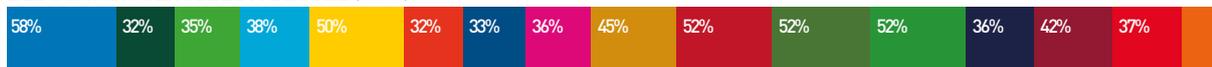


## AFIN D'AMÉLIORER LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE DES FEMMES, PARMIS LES MESURES CI-DESSOUS, LESQUELLES PENSEZ-VOUS QUE LE GOUVERNEMENT DEVRAIT PRENDRE, LE CAS ÉCHÉANT, DANS VOTRE PAYS ?

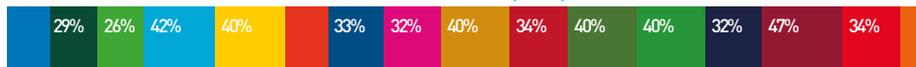
**ACCROÎTRE L'ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ SEXUELLE (P. EX. LA PRÉVENTION, LE DÉPISTAGE ET LES SOLUTIONS DE TRAITEMENT POUR LES INFECTIONS SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES, Y COMPRIS LE VIH/SIDA) (Moyenne des 16 pays) 42%**



**ACCROÎTRE L'ACCÈS À DES INFORMATIONS APPROPRIÉES INCLUANT L'ÉDUCATION SEXUELLE À L'ÉCOLE (41%)**



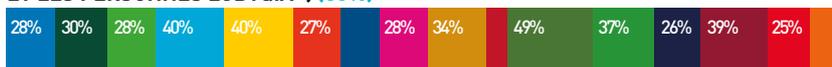
**ACCROÎTRE LA PARTICIPATION DES JEUNES DANS LA MISE EN PLACE DE SERVICES DE SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE (33%)**



**ACCROÎTRE L'ACCÈS À LA CONTRACEPTION ET AUX SOLUTIONS DE PLANNING FAMILIAL (31%)**



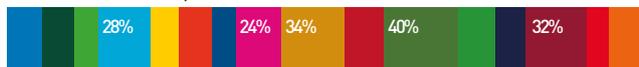
**RÉSOLUDRE EN PRIORITÉ LES BESOINS DES FEMMES ISSUES DE GROUPES MARGINALISÉS (P. EX. LES FEMMES HANDICAPÉES, LES MINORITÉS ETHNIQUES, ET LES PERSONNES LGBTQIA+) (30%)**



**ACCROÎTRE L'ACCÈS À L'AVORTEMENT LÉGAL ET AUX SOINS POST-AVORTEMENT (24%)**



**RÉDUIRE LE NOMBRE DE FEMMES MOURANT PENDANT ET APRÈS LEUR GROSSESSE, ET PENDANT L'ACCOUCHEMENT (21%)**



**AUCUNE - MON GOUVERNEMENT NE DEVRAIT PAS ACCROÎTRE LES DROITS DES FEMMES À UNE SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE (4%)**



**JE NE SAIS PAS (9%)**



## FOURNIR UN ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ SEXUELLE

Quinze des 16 pays interrogés sur cette question identifient le besoin de fournir un accès aux services de santé sexuelle incluant, par exemple, le traitement de MST telles que le VIH/sida, comme étant une mesure clé à mettre en œuvre. Cet enjeu est largement soutenu par la majorité des personnes interrogées en Colombie (59 %), en Afrique du Sud (53 %), au Kenya et au Mexique (54 %). Dans le monde entier, 38 millions de personnes vivent avec le VIH en 2019<sup>102</sup>. Au cours de la dernière décennie, de grandes avancées ont eu lieu pour améliorer l'accès à la thérapie antirétrovirale permettant à 25,4 millions de personnes d'y avoir accès en 2019 contre 6,4 millions en 2009<sup>103</sup>. Il existe cependant toujours un fossé manifeste dans la prise en charge du VIH/sida à travers le monde. C'est également le cas pour d'autres MST dont les taux de

prévalence nécessitent d'être réduits.

D'une manière générale, le soutien pour « accroître l'accès aux services de santé sexuelle » tend à diminuer avec l'âge : de 46 % parmi les personnes âgées de 18 à 24 ans, à 40% chez celles âgées de 60 ans et plus. Ces écarts entre les tranches d'âge sont particulièrement notables au Japon, en Allemagne, en Australie et en Grande-Bretagne, quatre pays dans lesquels les plus jeunes ont été nettement plus nombreux que les plus de 60 ans à choisir cette réponse (respectivement 33 points de pourcentage d'écart, 15 points, 13 et 11 points). Inversement, les personnes âgées de plus de 60 ans en Colombie et en Inde sont plus nombreuses à soutenir cette mesure que les jeunes (respectivement 17 et 19 points de pourcentage d'écart).

<sup>102</sup> ONUSIDA. (2020). *Fiche d'information 2020 - Dernières statistiques sur l'état de l'épidémie de sida*. Consulté le 28 septembre 2020.

<sup>103</sup> Ibid.

## EN INDE, LES FEMMES MIGRANTES SONT PARTICULIÈREMENT EN FAVEUR D'UNE AUGMENTATION DES INVESTISSEMENTS POUR LES DSSR



**E**n Inde, les progrès en matière de DSSR apparaissent comme particulièrement importants pour les femmes interrogées qui ont émigré pour des raisons professionnelles ou pour de meilleures opportunités économiques. En effet, 53 % d'entre elles pensent qu'améliorer l'égalité entre les sexes dans leur pays devrait être l'une des trois priorités principales, contre 35 % des autres femmes interrogées. Pour atteindre cet objectif, les femmes migrantes en Inde sont particulièrement nombreuses à attendre de leur gouvernement qu'il augmente « l'accès aux services de santé sexuelle » par rapport à d'autres répondantes (16 points de pourcentage d'écart), qu'il augmente « la participation des jeunes dans la mise en place de services de santé sexuelle et reproductive »

(13 points de pourcentage) et qu'il privilégie « les besoins des femmes faisant partie de groupes marginalisés » (8 points de pourcentage).

La pandémie de Covid-19 renforce les inégalités dans ce domaine. En effet, 40 % des femmes interrogées ayant émigré pour des raisons économiques déclarent qu'elles ont connu des « difficultés pour accéder à la contraception et à d'autres services de santé sexuelle » pendant cette période, contre seulement 11 % des autres femmes indiennes interrogées. De plus, 26 % déclarent avoir connu des « difficultés pour accéder à des options d'avortement et/ou de soins post-avortement » contre 8 % des autres femmes interrogées.

## UN ACCÈS AMÉLIORÉ À DES INFORMATIONS PRÉCISES, DONT L'ACCÈS À L'ÉDUCATION SEXUELLE

**L**e soutien en faveur d'un accroissement de « l'accès à des informations appropriées incluant l'éducation sexuelle à l'école » est également sélectionné comme une mesure à mettre en place dans 15 pays sur 16. Le soutien le plus appuyé provient de l'Argentine (58 %), du Japon, du Kenya, du Mexique (52 %) et de la Colombie (50 %). Le soutien le plus faible pour cette mesure est identifié aux États-Unis (24 %). Cette mesure est soutenue de manière équivalente à la fois par les femmes et les hommes interrogés, à l'exception du Kenya où le soutien des femmes est significativement plus fort que celui des hommes (61 % contre 43 %). Il a été démontré qu'une éducation complète à la sexualité, lorsqu'elle est mise en œuvre conformément aux Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité de 2018 des Nations unies, permet d'accroître les connaissances, d'augmenter l'utilisation de préservatifs et de moyens de contraception et de réduire la prise de risques<sup>104</sup>. Les principes directeurs révisés invitent les garçons, les professeurs et la société à aborder les questions de

sexualité, de masculinité, des rapports de pouvoir inégaux et de la violence basée sur le genre dans le but de réduire les préjugés, de lutter contre la violence basée sur le genre, d'empêcher des grossesses non désirées et de promouvoir l'égalité des sexes.

L'âge ne semble pas être corrélé aux opinions exprimées à ce sujet, cependant, les participantes et participants les plus âgés soutiennent davantage cette mesure que les plus jeunes au Canada (21 points de pourcentage d'écart) et en Colombie (22 points de pourcentage). Dans tous les pays, sauf au Japon, les répondants issus des zones urbaines montrent un niveau de soutien plus élevé que ceux vivant en zone rurale. Cette différence est particulièrement importante en Colombie et au Mexique (10 points de pourcentage) et en Inde (12 points de pourcentage). En Inde et au Kenya, les personnes interrogées disposant d'un niveau universitaire soutiennent davantage cette mesure que celles n'ayant qu'un niveau scolaire (respectivement 10 et 15 points de pourcentage d'écart).

## AUGMENTER LA PARTICIPATION DES JEUNES DANS LA MISE EN PLACE DE SERVICES DE SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE

**E**n moyenne, un tiers des personnes interrogées souhaitent que les gouvernements « accroissent la participation des jeunes dans la mise en place de services de santé sexuelle et

reproductive ». Femmes et hommes soutiennent cette mesure dans des proportions similaires, à l'exception du Kenya où les hommes s'avèrent plus sensibilisés que les femmes (46 % contre 34 %).

<sup>104</sup> Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture. (New York: UNESCO, 2018). [Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité : une approche factuelle.](#)

Il n'existe pas de relation claire entre cette mesure et les caractéristiques socio-démographiques des personnes interrogées, sauf en Chine, au Japon et en Grande-Bretagne. En Chine, le soutien pour la participation des jeunes dans la mise en place de services de SSR diminue avec l'âge ; la mesure est soutenue par 51 % des répondantes et répondants âgés de 18 à 24 ans contre 30 % de celles et ceux

âgés de 60 ans et plus. À l'inverse, au Japon, le plus faible soutien pour cette mesure se trouve chez les plus jeunes (16 %), et augmente à 39 % parmi les personnes âgées de 60 ans et plus. En Chine, en Inde et en Grande-Bretagne, celles et ceux disposant d'un niveau d'éducation plus élevé soutiennent davantage cette mesure, alors que l'inverse est observable au Kenya.

## POUR ACCROÎTRE L'ACCÈS À LA CONTRACEPTION ET AUX SOLUTIONS DE PLANNING FAMILIAL, IL EST NÉCESSAIRE DE PRIVILÉGIER LES BESOINS DES GROUPES MARGINALISÉS

En moyenne, 31 % des répondantes et répondants soutiennent « l'amélioration de l'accès à la contraception et aux solutions de planning familial ». C'est en Argentine (41%) et en Colombie (40%) que cette mesure reçoit le plus fort soutien. En Colombie, les femmes y sont davantage favorables que les hommes (45 % contre 35 %).

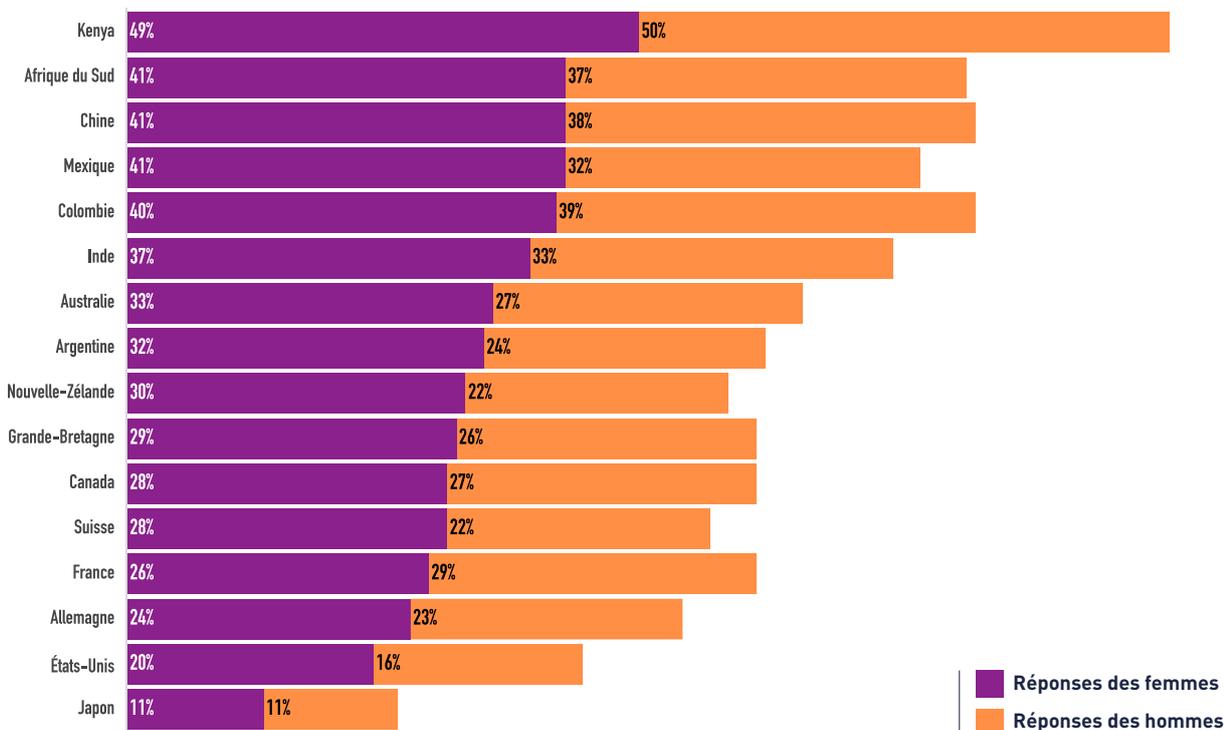
Pour 30% des personnes interrogées, améliorer l'accès général aux services de SSR doit prendre en compte les besoins spécifiques « des groupes marginalisés (par exemple, les femmes en situation de handicap, les minorités ethniques, les personnes LGBTQIA+, les réfugiées et les migrantes) ».

Les répondants issus de pays à revenu intermédiaire sont particulièrement favorables au fait que leur gouvernement traite prioritairement les besoins de SSR de ces filles et de ces femmes qui font face à des obstacles particuliers. C'est notamment le cas au Kenya (49 %), en Chine et en Colombie (40 %), et en Afrique du Sud (39 %). Les groupes marginalisés ont des niveaux d'accès inférieurs aux services de SSR du fait de nombreuses difficultés telles que la stigmatisation et les normes culturelles, les lois et les pratiques discriminantes, les inégalités de revenus et l'éloignement géographique des prestataires de services<sup>105</sup>.



### AFIN D'AMÉLIORER LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE DES FEMMES, PARMIS LES MESURES CI-DESSOUS, LESQUELLES PENSEZ-VOUS QUE LE GOUVERNEMENT DEVRAIT PRENDRE, LE CAS ÉCHÉANT, DANS VOTRE PAYS ?

« Répondre en priorité aux besoins des femmes issues de groupes marginalisés (p. ex. les femmes handicapées, les minorités ethniques, les personnes LGBTQIA+, les réfugiées et les migrantes) »



<sup>105</sup> UNFPA. (New York : UNFPA, 2019). Une tâche inachevée : la poursuite de l'acquisition des droits et des choix pour tous. *État de la Population Mondiale 2019*.



## Résultat clé : La « santé et les droits sexuels et reproductifs » sont des enjeux particulièrement soutenus par les jeunes femmes

Ce résultat est peut-être lié à aux difficultés personnelles qu'elles rencontrent pour accéder à des services de SSR. De fait, les plus jeunes répondantes sont presque deux fois plus nombreuses que leurs aînées à souligner les « difficultés d'accès à la méthode de contraception de [leur] choix » (19 % des participantes âgées de 18 à 24 ans, contre 11 % des participantes âgées de 25 ans et plus). Les adolescentes, les jeunes adultes,

les personnes LGBTQIA+ et les femmes non mariées font l'expérience des nombreux obstacles pour accéder aux services de santé sexuelle et reproductive en raison de problèmes rencontrés tels que l'ostracisme et la discrimination, le coût des services, le consentement des parents ou du conjoint, les normes culturelles, les problèmes de confidentialité et de respect de la vie privée, le manque de services proposés aux jeunes, etc.<sup>106</sup>.

### EN FRANCE, LES JEUNES FEMMES RÉCLAMENT UNE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ ET DES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS



**E**n France, une personne interrogée sur trois (35 %) évoque l'importance de soutenir la santé et les droits sexuels et reproductifs des filles et des femmes pour améliorer l'égalité des genres dans leur pays.

Si cette opinion moyenne, toutes tranches d'âge confondues, est proche de la moyenne des 17 pays sondés (32 %), en détail, presque une femme française sur deux âgées de 18 à 24 ans (47 %) estime que cette question devrait constituer une priorité. Le sondage révèle que les jeunes Françaises sont plus nombreuses

que leurs aînées à avoir déjà rencontré des difficultés pour « accéder à la méthode contraceptive de leur choix » (16 %, contre 9 % des personnes âgées de 25 ans et plus) et pour « accéder à un avortement et à des soins post-avortement » (11 %, contre 4 %). Les jeunes femmes sont plus susceptibles que les autres Françaises et Français à exiger de leur gouvernement qu'il « augmente l'accès à des informations appropriées » et qu'il « résolve en priorité les besoins des femmes issues de groupes marginalisés ».

## L'AVORTEMENT SANS RISQUE ET LA PRÉVENTION DES DÉCÈS MATERNELS

**E**nviron une personne interrogée sur quatre (24 %) à travers 16 pays exprime son soutien au fait d'« accroître l'accès à l'avortement légal et aux soins post-avortement ». Ce choix est particulièrement marqué en Argentine (33 %) tandis qu'il est limité au Kenya (10 %). Dans les faits, sur les 17 pays sondés, 10 sont dotés de lois sur l'avortement largement progressistes, rendant l'avortement disponible sur demande selon des délais légaux variés d'un pays à l'autre. Trois des 17 pays permettent l'avortement sur des fondements économiques et sociaux élargis. Trois autres ne permettent l'avortement que pour préserver la santé de la femme enceinte, tandis que l'un des

pays sondés ne permet l'avortement que pour sauver la vie de la femme<sup>107</sup>. Dans cette étude, on n'observe pas de corrélation entre le statut légal de l'avortement respectivement dans chaque pays enquêté et le niveau de soutien pour cette mesure.

Les femmes de 18 à 24 ans (9 %) rapportent avoir eu plus de « difficultés à accéder à l'avortement et aux soins post-avortement » que les répondantes âgées de 25 ans et plus (5 %). De plus amples détails sur les expériences de vie des femmes relatives à la santé ou aux enjeux sociaux et économiques sont présentés à la [page 83](#).

<sup>106</sup> Patton, G. et al. (2016). *Our future: a Lancet commission on adolescent health and wellbeing*. [Notre avenir : une Commission The Lancet sur la santé et le bien-être des adolescents.]

<sup>107</sup> Center for Reproductive Rights (s.d.). *World Abortion Map*. [Centre pour les Droits de la Reproduction, Carte Mondiale de l'Avortement].

## STATUT DES AVORTEMENTS À RISQUE DANS LE MONDE

**A**u niveau mondial, 56 % des grossesses non désirées se terminent par des interruptions de grossesse<sup>108</sup>. La proportion la plus élevée d'avortements à risques a lieu dans les pays où les conditions légales sont les plus restrictives<sup>109</sup>.

Chaque année, 6,9 millions de femmes doivent être soignées pour des complications liées à un avortement à risques, des circonstances qui

représentent l'une des causes principales de mortalité maternelle<sup>110</sup>. Les avortements sont considérés comme sûrs lorsqu'ils sont réalisés selon les recommandations des directives de l'OMS concernant les avortements sécurisés<sup>111</sup>, ce qui nécessiterait dans de nombreux pays, l'adoption de lois progressistes sur l'avortement pour protéger la santé et le bien-être des filles adolescentes et des femmes.

En plus des personnes qui se déclarent en faveur d'un meilleur accès à l'avortement, 21 % des personnes interrogées priorisent la mesure consistant à réduire « *le nombre de femmes mourant pendant ou après leur grossesse et pendant l'accouchement* ». C'est particulièrement le cas si l'on observe les réponses obtenues Kenya (40 %), en Afrique du Sud (32 %) et en Inde (34 %).

À y voir de plus près, au Kenya, les femmes sont beaucoup plus nombreuses que les hommes (20 points de pourcentage d'écart) à souhaiter que leur gouvernement prenne des mesures pour réduire la mortalité maternelle. Inversement, au Japon, les hommes sont plus nombreux que les femmes à prioriser la réduction de la mortalité maternelle (10 points de pourcentage).

<sup>108</sup> Susheela Singh et al. (New York: Guttmacher Institute, 2018). *Abortion Worldwide 2017: Uneven Progress and Unequal Access*. [Progrès Inégal et Accès Inéquitable].

<sup>109</sup> Ibid.

<sup>110</sup> Ibid.

<sup>111</sup> Organisation Mondiale pour la Santé (Genève, 2012). *Avortement sécurisé : directives techniques et stratégiques à l'intention des systèmes de santé. Seconde édition*.

# LES TECHNOLOGIES ET L'INNOVATION AU SERVICE DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES : UN ENJEU NON POLARISÉ

## INVESTIR DANS LES TECHNOLOGIES ET L'INNOVATION POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES : UN PARI SUR L'AVENIR

La technologie et l'innovation pour promouvoir l'égalité entre les sexes est classée en quatrième position (ex-aequo avec l'autonomie corporelle, droits et santé sexuels et reproductifs) par les personnes interrogées en tant que domaine d'action prioritaire que les gouvernements devraient investir pour atteindre l'égalité entre les sexes.

Les réponses obtenues reflètent une reconnaissance largement partagée quant au fait que les femmes doivent avoir « leur part » des bénéfices tirés de la collecte des « big data », de l'accès aux services numériques, de l'apprentissage en ligne, de toutes formes de diffusion des informations et de tous les dispositifs de communication offerts par les innovations technologiques. Dans un monde de plus en plus technologique, les réponses obtenues tendent à signifier que les investissements dans la technologie représentent un levier pour réduire

les inégalités entre les sexes. En l'occurrence, la pandémie de Covid-19 a mis en évidence le besoin d'une technologie accessible pour toutes et tous afin de mettre à disposition de façon efficace, l'accès à l'information, aux services de santé et aux services sociaux<sup>112</sup>. Pour atteindre cet objectif, il semble pertinent que les gouvernements collaborent avec le secteur privé pour assurer des avancées technologiques accessibles à toutes les populations, dans l'objectif notamment de réduire la fracture numérique entre les sexes.

Le soutien en faveur d'une attention prioritaire de la part des gouvernements pour les domaines des technologies et de l'innovation au service de l'égalité entre les sexes varie selon les pays. Quand 49% des réponses obtenues en Chine plébiscitent cet enjeu, ce pourcentage chute à 24% en France.

### LES PERSONNES INTERROGÉES EN TUNISIE SOUHAITENT FORTEMENT QUE LEUR GOUVERNEMENT INVESTISSE DANS LES TECHNOLOGIES ET L'INNOVATION AU SERVICE DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES



**45%** des personnes interrogées en Tunisie déclarent qu'« investir dans les technologies et l'innovation » représente une action prioritaire pour améliorer l'égalité des sexes. La Tunisie est le deuxième pays à avoir sélectionné cette mesure dans des proportions majeures, après la Chine (49 %). Plus précisément, 53 % des personnes interrogées en Tunisie, bien au-dessus de la moyenne des 36 % des 17 pays, voudraient que leur gouvernement « investisse dans une technologie qui

permette de fournir des services en ligne, notamment de santé, pour les filles et les femmes ». Le soutien de cette mesure augmente avec l'âge tant pour les femmes que pour les hommes interrogés, ce qui semble refléter un sentiment de marginalisation des participants plus âgés. En conformité avec la moyenne mondiale, en 2017, 37,8 % des tunisiens diplômés dans les disciplines STEM (Science, Technology, Engineering and Mathematics) étaient des femmes<sup>113</sup>.

<sup>112</sup> UNESCO. (2020). *Digital innovation to combat Covid-19*. [Innovation numérique pour combattre la Covid-19.]

<sup>113</sup> World Bank. *Gender Statistics: Female share of graduates from Science, Technology, Engineering and Mathematics (STEM) programmes, tertiary [%]*. [Banque Mondiale. Statistiques de Genres : Proportion de femmes parmi les diplômés des programmes en Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques (STEM), tertiaire [%].]

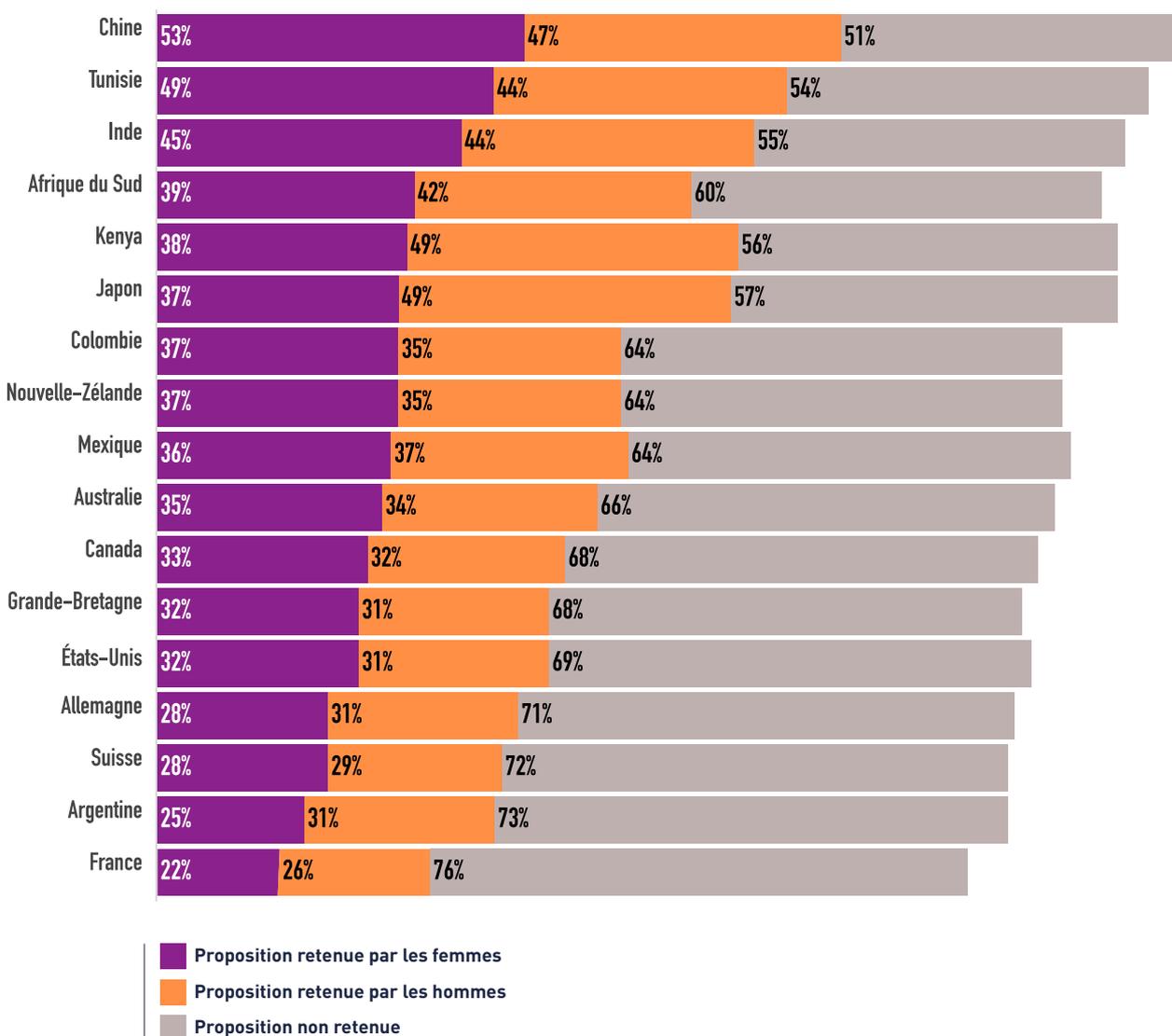
**Les hommes sont particulièrement sensibles au fait que les disciplines STEM sont susceptibles de faire progresser l'égalité entre les sexes :** Dans neuf des 17 pays interrogés, les hommes sont plus nombreux que les femmes à considérer comme une priorité le fait que leur gouvernement investisse dans la technologie et l'innovation pour

l'égalité entre les sexes. C'est particulièrement le cas au Kenya (11 points de pourcentage d'écart) et au Japon (12 points de pourcentage). À l'inverse, en Chine les femmes ont une préférence légèrement plus marquée pour cette mesure (6 points de pourcentage).



**PARMI LA LISTE DE PROPOSITIONS SUIVANTES, VEUILLEZ INDIQUER LES TROIS DOMAINES LES PLUS IMPORTANTS EN FAVEUR DESQUELS VOTRE GOUVERNEMENT DEVRAIT SE CONCENTRER POUR FAIRE PROGRESSER L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DANS VOTRE PAYS.**

**« Investir dans la technologie pour améliorer l'accès des femmes aux services de santé, à l'éducation et aux opportunités économiques »**



**Les opinions des jeunes, femmes et hommes, diffèrent de leurs homologues plus âgés :** En moyenne, en observant les 1ères, 2èmes et 3èmes sélections cumulées, et à l'exception du Japon et de l'Australie, les personnes jeunes (âgées de 18 à 24 ans) paraissent moins motivées à l'idée que leur gouvernement investisse dans les technologies et l'innovation au service de l'égalité

entre les sexes que leurs aînées (celles âgées de 60 ans ou plus). L'écart est particulièrement large au Kenya (25 points de pourcentage), au Mexique (21 points de pourcentage), en Chine (18 points de pourcentage), en Suisse et en Colombie (16 points de pourcentage) et en Afrique du Sud (12 points de pourcentage), des pays où le soutien pour les STEM augmente avec l'âge.

## QUELLES PRIORITÉS POUR SOUTENIR LES TECHNOLOGIES ET L'INNOVATION AU SERVICE DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ?

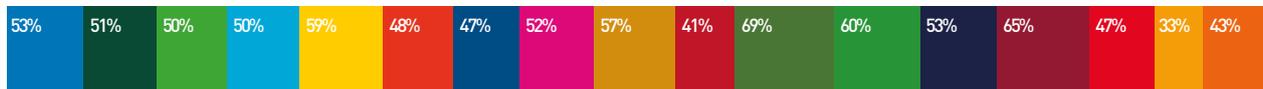
Les différentes mesures proposées pour atteindre l'égalité des sexes à travers la technologie et l'innovation sont basées sur différentes approches que les personnes interrogées ont été invitées à évaluer. Les mesures qui ont recueilli le plus de soutien dans l'ensemble des 17 pays sont les suivantes :

- « Procurer des opportunités équivalentes aux filles et aux femmes pour étudier et travailler dans les disciplines STEM (science, technologie, ingénierie et mathématiques) », sélectionné par une moyenne de 52 %,
- « Augmenter la sécurité des espaces numériques pour les filles et les femmes (p. ex. empêcher le harcèlement ou la persécution des femmes sur Internet) », sélectionné par une moyenne de 45 %, avec 4 pays ayant choisi cet item en tant qu'action principale,
- « Lutter contre les obstacles qui empêchent les filles ou les femmes d'accéder à la technologie, de la concevoir ou de la développer », sélectionné par une moyenne de 39 %,
- « Investir dans une technologie qui permet de fournir des services en ligne, notamment de santé, pour les filles et les femmes », sélectionné par une moyenne de 36 %. Il s'agit du premier choix sélectionné en Tunisie avec 53 % de soutien,
- « Améliorer l'utilisation des méthodes de collecte de données innovantes pour comprendre les besoins et les expériences des filles et des femmes », sélectionné par une moyenne de 33 %.

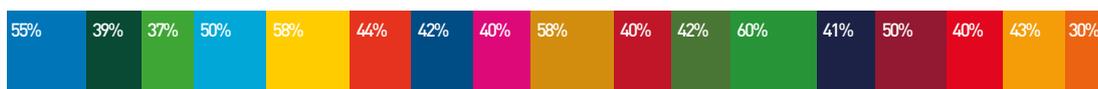


### AFIN DE PROMOUVOIR L'UTILISATION DE LA TECHNOLOGIE ET DE L'INNOVATION POUR PARVENIR À L'ÉGALITÉ DES SEXES, PARI MI LES MESURES CI-DESSOUS, LESQUELLES PENSEZ-VOUS QUE LE GOUVERNEMENT DEVRAIT PRENDRE, LE CAS ÉCHÉANT, DANS VOTRE PAYS ?

**PROCURER DES OPPORTUNITÉS ÉQUIVALENTES AUX FILLES ET AUX FEMMES POUR ÉTUDIER ET TRAVAILLER DANS LES SCIENCES, LA TECHNOLOGIE, L'INGÉNIEURIE ET LES MATHÉMATIQUES (Moyenne des 17 pays) 52%**



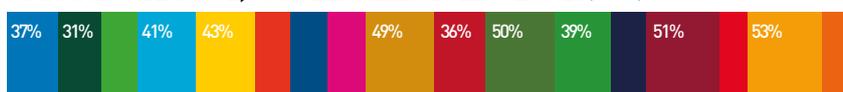
**AUGMENTER LA SÉCURITÉ DES ESPACES NUMÉRIQUES POUR LES JEUNES FILLES ET LES FEMMES (P. EX. EMPÊCHER LE HARCELÈMENT OU LA PERSÉCUTION DES FEMMES SUR INTERNET) (45%)**



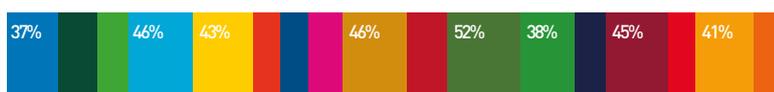
**LUTTER CONTRE LES OBSTACLES QUI EMPÊCHENT LES JEUNES FILLES OU LES FEMMES D'ACCÉDER À LA TECHNOLOGIE, DE LA CONCEVOIR OU DE LA DÉVELOPPER (39%)**



**INVESTIR DANS LES TECHNOLOGIES QUI PERMETTENT DE FOURNIR DES SERVICES EN LIGNE, NOTAMMENT DE SANTÉ, POUR LES FILLES ET LES FEMMES (36%)**



**AMÉLIORER L'UTILISATION DES MÉTHODES DE COLLECTE DE DONNÉES INNOVANTES POUR COMPRENDRE LES BESOINS ET LES EXPÉRIENCES DES FILLES ET DES FEMMES (33%)**



**AUCUNE - MON GOUVERNEMENT NE DEVRAIT PAS PROMOUVOIR L'UTILISATION DE LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES (6%)**



**JE NE SAIS PAS (9%)**



## INVESTIR DANS L'ÉDUCATION DES SCIENCES, TECHNOLOGIES, INGÉNIERIE ET MATHÉMATIQUES DES FEMMES ET DES FILLES MAIS AUSSI CRÉER DES ESPACES SÉCURISÉS POUR LES FEMMES SUR INTERNET



Dans un monde où la technologie joue un rôle grandissant, les hommes et les femmes interrogés estiment qu'il est crucial de procurer des opportunités équivalentes aux filles et aux femmes pour qu'elles puissent étudier et travailler dans les disciplines STEM en vue d'atteindre l'égalité des sexes. Dans les faits, les femmes représentent aujourd'hui moins de 30 % des chercheurs dans le monde<sup>114</sup>, et seulement 7 % des personnes qui déposent des brevets dans des secteurs liés aux technologies de l'information et des communications (TIC), tous pays du G20 confondus<sup>115</sup>. L'écart entre les sexes est particulièrement notable quand il s'agit d'éducation, puisque les femmes représentent en moyenne 36,2 % des étudiants spécialisés dans les disciplines STEM, dont 27,1 % des étudiants spécialisés en ingénierie<sup>116</sup>.

Dans le monde, moins de la moitié (48 %) des femmes utilisent Internet, contre 58 % des hommes<sup>117</sup>. Quand les femmes ont accès à Internet, elles sont sujettes au climat de violences grandissant qui ont envahi les espaces numériques. Ces violences prennent plusieurs formes, dont l'espionnage en ligne, l'intimidation, le harcèlement ou le vol d'identité. Il s'avère aussi que les femmes ont tendance à être plus exposées à la violence facilitée par les TIC, c'est notamment le cas

des femmes issues de groupes spécifiques tels que les minorités ethniques, les journalistes, les personnes LGBTQIA+ ou les femmes vivant avec un handicap<sup>118</sup>.

Les partenariats public-privé peuvent contribuer à exploiter le pouvoir de la technologie pour créer des espaces sécurisés pour les filles et les femmes en ligne. L'ONU a établi des recommandations sur la façon de stimuler le développement d'économies numériques sûres et inclusives. Cette ambition nécessite le soutien des gouvernements nationaux, du secteur privé et de la société civile pour combler la fracture numérique entre les sexes, améliorer l'accès à des réseaux numériques abordables et fiables, protéger la vie privée et assurer la sécurité des utilisatrices<sup>119</sup>.

Investir dans l'accès à la technologie des filles et des femmes et à une éducation de qualité, incluant les compétences en matière de STEM et de TIC, c'est-à-dire tirer parti de la puissance de l'innovation pour relever les défis disproportionnés auxquels sont confrontées les filles et les femmes apparaît comme un enjeu essentiel apte à garantir leur rôle dans le développement et l'utilisation de ces avancées.

**Corrélation entre le genre et les opinions concernant les disciplines STEM :** toutes les personnes interrogées soutiennent ces mesures dans des proportions comparables, même si le soutien des femmes est plus marqué en faveur de l'augmentation de « *la sécurité des espaces numériques pour les filles et les femmes* », notamment en Colombie (12 points de pourcentage), en Tunisie (11 points de pourcentage) et en Chine (10 points de pourcentage). De la même manière, les femmes sont également plus nombreuses que les hommes à souhaiter que leur gouvernement fasse en sorte de « *procurer des*

*opportunités équivalentes aux filles et aux femmes pour étudier et travailler dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques* ». C'est notamment le cas en Nouvelle-Zélande (13 points de pourcentage), en Grande-Bretagne (11 points de pourcentage), en Argentine (10 points de pourcentage) en Suisse et en Afrique du Sud (9 points de pourcentage).

**Une diversité d'opinions en fonction de certaines caractéristiques socio-démographiques :** dans la plupart des pays sondés, les plus jeunes sont moins susceptibles d'exprimer leur soutien à des

<sup>114</sup> UNESCO (2020). *Les femmes et la science*.

<sup>115</sup> UNESCO et EQUALS (2019). *Je rougirais si je pouvais : réduire la fracture numérique entre les genres par l'éducation*.

<sup>116</sup> Araba Sey et Nancy Hafkin (Macao : Institut des sciences informatiques et sociales de l'Université des Nations Unies / Union Internationale des Télécommunications, 2019). *Taking Stock: Data and Evidence on Gender Equality in Digital Access, Skills and Leadership*. [Données sur l'égalité femmes-hommes dans l'accès au numérique, les compétences et le leadership].

<sup>117</sup> UN Women and the United Nations Department of Economic and Social Affairs (New York : ONU Femmes, 2020). *Progress on the Sustainable Development Goals: The Gender Snapshot 2020*. [ONU Femmes et le Département des affaires économiques et sociales des Nations unies. Les progrès en matière d'Objectifs de développement durable : un aperçu axé sur le sexe].

<sup>118</sup> UN Women (2020). *Online and ICT-facilitated violence against women and girls during Covid-19*. [ONU Femmes, La violence en ligne envers les femmes et les filles encouragée par les technologies de l'information et de la communication pendant la Covid-19, 2020].

<sup>119</sup> Nations Unies (2019). *The Age of Digital Interdependence. (Nations Unies, L'ère de l'interdépendance numérique) Rapport du Groupe de travail de haut niveau sur la coopération numérique, créé par le Secrétaire général des Nations Unies*.

mesures visant à accroître l'accès aux disciplines STEM en tant qu'opportunité professionnelle. Ce phénomène s'observe notamment dans les deux actions suivantes : « *lutter contre les obstacles qui empêchent les filles ou les femmes d'accéder à la technologie, de la concevoir ou de la développer* » et « *procurer des opportunités équivalentes aux filles et aux femmes pour qu'elles puissent étudier et travailler dans les disciplines STEM* ».

Les personnes issues des zones urbaines sont davantage sensibilisées à ces mesures que celles issues des zones rurales, notamment à propos du fait de « *lutter contre les obstacles qui empêchent les filles ou les femmes d'accéder à la technologie, de la concevoir ou de la développer* ». C'est le cas en Colombie (13 points de pourcentage), au Japon (12 points de pourcentage) et au Canada (10 points de pourcentage). On observe la même tendance quant à l'idée de « *procurer des opportunités équivalentes aux filles et aux femmes pour étudier et travailler dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques* », en particulier en Colombie (19 points de pourcentage), en Chine

(13 points de pourcentage), en Inde (12 points de pourcentage), au Mexique et en Australie (10 points de pourcentage).

Les personnes avec un niveau d'éducation universitaire ont tendance à soutenir ces mesures davantage que celles ne déclarant qu'un niveau scolaire de base. C'est le cas du projet d'augmenter « *la sécurité des espaces numériques pour les filles et les femmes* » au Kenya (16 points de pourcentage) et en Chine (15 points de pourcentage). Le même phénomène s'observe à propos de « *procurer des opportunités équivalentes aux filles et aux femmes pour étudier et travailler dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques* » en Inde (19 points de pourcentage), en Chine (15 points de pourcentage) et en Grande-Bretagne (14 points de pourcentage), ou du fait d'améliorer « *l'utilisation de méthodes innovantes de collecte de données afin de mieux comprendre les besoins et les expériences des filles et des femmes* » en Inde (11 points de pourcentage) et en Allemagne (10 points de pourcentage).

# L'ACTION DES FEMMES EN FAVEUR DE LA JUSTICE CLIMATIQUE : ASSOCIER LES COMPÉTENCES DES FEMMES POUR MIEUX RÉPONDRE À UN DÉFI COMMUN

## L'ACTION CLIMATIQUE PAR ET POUR LES FEMMES

**A** lors que beaucoup de personnes interrogées considèrent le changement climatique comme l'un des défis les plus urgents auxquels leur pays fait face actuellement, en moyenne, seulement 16 % des personnes interrogées dans les 17 pays considèrent la participation des femmes dans les actions liées au changement climatique comme l'une des trois priorités pour faire progresser l'égalité des sexes. En outre, seuls 4 % des personnes interrogées dans les 17 pays considèrent cet élément comme une priorité majeure. En détail, les personnes interrogées en Inde, en Chine et en France, formulent un soutien

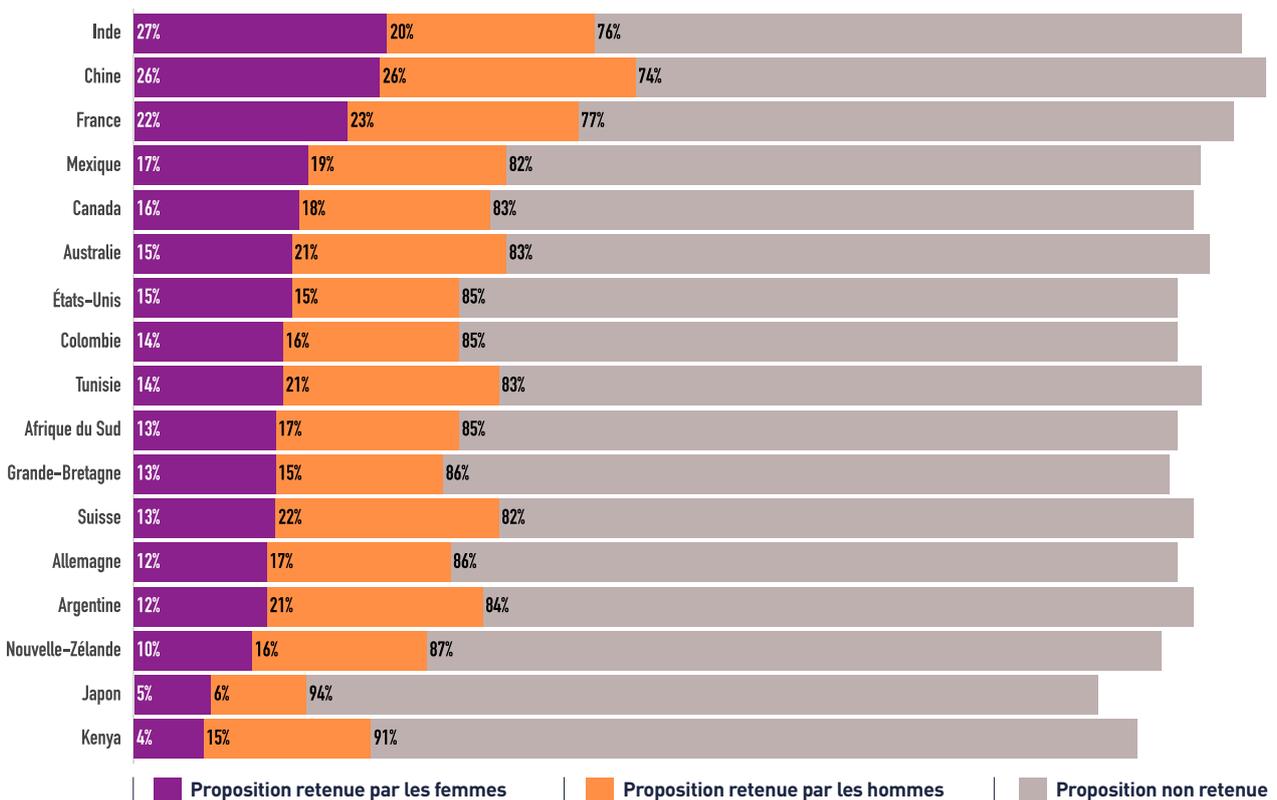
légèrement plus marqué pour ce sujet (environ 25 %). La taille réduite de cet échantillon (c'est-à-dire le nombre de personnes ayant sélectionné cette option) limite la capacité d'approfondir l'analyse des réponses en fonction des profils socio-économiques.

Il est intéressant de noter que, pour la plupart des pays, les hommes ont été plus nombreux que les femmes à choisir cette option. L'Inde fait exception à ce constat (27 % pour les femmes contre 20 % pour les hommes), la Chine (26 % pour les deux) et les États-Unis également (15 % pour les deux).



**PARMI LA LISTE DE PROPOSITIONS SUIVANTES, VEUILLEZ INDICER LES TROIS DOMAINES LES PLUS IMPORTANTS EN FAVEUR DESQUELS VOTRE GOUVERNEMENT DEVRAIT SE CONCENTRER POUR FAIRE PROGRESSER L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DANS VOTRE PAYS.**

**« Promouvoir la participation des femmes dans les actions mises en œuvre face au changement climatique »**



## QUELLES PRIORITÉS POUR PROMOUVOIR L'ACTION DES FEMMES EN FAVEUR DE LA JUSTICE CLIMATIQUE ?



**Résultats clés :** Une personne interrogée sur deux dans les 17 pays souhaite que leur gouvernement promeuve la formation et le recrutement de femmes dans des emplois liés au changement climatique.

Dans l'ensemble des 17 pays et à propos de l'implication des femmes autour des enjeux environnementaux, les personnes interrogées manifestent un niveau de soutien particulièrement marqué en faveur des mesures qui permettent d'associer les femmes dans les réponses à mettre en œuvre pour lutter contre le changement climatique.

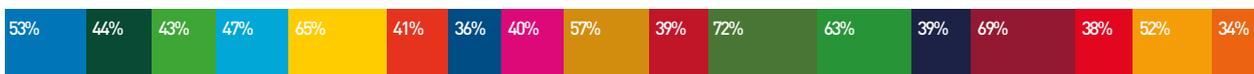
En détail, selon les personnes interrogées dans les 17 pays, les mesures que les gouvernements devraient prendre en priorité concernant l'action des femmes pour la justice climatique sont les suivantes :

- « Promouvoir la formation et l'embauche des femmes dans des métiers liés au changement climatique (p. ex. technologies et énergies vertes) » est retenu par une moyenne des 49 % des personnes interrogées, soulignant les dimensions professionnelles et économiques du changement climatique,
- « Accroître la participation des filles et des femmes dans le développement de solutions pour lutter contre le changement climatique » est retenu par une moyenne de 42 % des répondantes et répondants,
- « Augmenter le financement des organisations dirigées par des femmes qui luttent contre le changement climatique » est retenu par une moyenne de 37 % des répondantes et répondants.



**AFIN DE SOUTENIR L'ACTION DES FEMMES POUR RÉPONDRE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, PARMIS LES MESURES CI-DESSOUS, LESQUELLES PENSEZ-VOUS QUE LE GOUVERNEMENT DEVRAIT PRENDRE, LE CAS ÉCHÉANT, DANS VOTRE PAYS ?**

**PROMOUVOIR LA FORMATION ET L'EMBAUCHE DES FEMMES DANS DES MÉTIERS LIÉS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (P. EX. TECHNOLOGIES ET ÉNERGIES VERTES) (Moyenne des 17 pays) 49%**



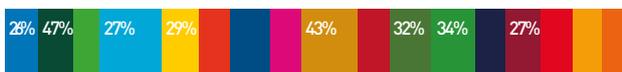
**ACCROÎTRE LA PARTICIPATION DES JEUNES FILLES ET DES FEMMES DANS LE DÉVELOPPEMENT DE SOLUTIONS POUR LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (43%)**



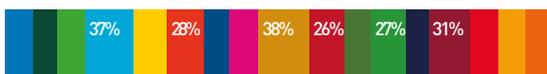
**AUGMENTER LE FINANCEMENT DES ORGANISATIONS QUI LUTTENT CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DIRIGÉES PAR DES FEMMES (37%)**



**RÉPONDRE AUX BESOINS DES JEUNES FILLES ET DES FEMMES DANS LE CADRE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DES CATASTROPHES NATURELLES (28%)**



**PROTÉGER LES JEUNES FILLES ET LES FEMMES QUI SONT FORCÉES D'ÉMIGRER À CAUSE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE (24%)**



**AUCUNE - MON GOUVERNEMENT NE DEVRAIT PAS SOUTENIR L'ACTION DES FEMMES EN RÉPONSE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (11%)**



**JE NE SAIS PAS (13%)**



On constate un écart significatif (20 points de pourcentage ou plus) dans le soutien apporté à ces trois mesures entre les pays sondés à haut revenu et ceux à revenu intermédiaire. Les personnes interrogées issues des pays à revenu intermédiaire sont plus nombreuses à choisir ces mesures, tandis que les personnes interrogées issues des pays à haut revenu sont plus nombreuses à indiquer que leur gouvernement « ne devrait pas prendre de mesures

dans ce domaine » (16 % contre 4 %) ou qu'elles ne « savent pas » répondre à cette question (18 % contre 7 %). Cette tendance semble corrélée à l'impact disproportionné du changement climatique affectant les personnes des pays à revenu intermédiaire et faible. Dans les faits, le changement climatique exacerbe les inégalités sociales, économiques et de genre, et par conséquent, entrave les possibilités de remédier à ces disparités

## EN AUSTRALIE ET EN NOUVELLE-ZÉLANDE, LES PERSONNES INTERROGÉES PARTICULIÈREMENT SOUCIEUSES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SOUTIENNENT PARALLÈLEMENT L'ACTION DES FEMMES EN FAVEUR DE LA JUSTICE CLIMATIQUE



La région Asie-Pacifique subit 40 % des catastrophes naturelles et abrite 84 % des personnes touchées par les catastrophes naturelles dans le monde<sup>120</sup>. Les personnes interrogées issues de cette région semblent conscientes de cette situation : 29 % d'entre elles en Australie et 34 % d'entre elles en Nouvelle-Zélande indiquent que « le changement climatique et l'environnement » figurent parmi les trois problèmes les plus importants auxquels leur pays fait face actuellement. De façon cohérente, on observe une corrélation entre ceux qui identifient le changement climatique comme un problème majeur et ceux qui sont sensibilisés à la nécessité de soutenir l'action des femmes en faveur de la justice climatique. En Australie, 23% des personnes pour qui le changement climatique n'est pas identifié comme un problème majeur auquel leur pays fait face, considèrent parallèlement que leur gouvernement « ne devrait pas promouvoir l'action des femmes pour répondre au changement climatique ». Ce pourcentage chute à 6 % chez les

répondants pour qui le changement climatique est perçu comme l'un des problèmes essentiels. En Nouvelle-Zélande, l'écart est encore plus grand, soit 29 % contre 9 %.

Ces résultats soulignent la nécessité d'améliorer la compréhension et la prise de conscience de l'impact du changement climatique. L'activisme en faveur du changement climatique est souvent plus flagrant chez les personnes les plus touchées par le changement climatique, notamment les jeunes, les populations autochtones et les femmes. C'est notamment le cas dans cet échantillon, dans lequel les femmes interrogées s'avèrent plus nombreuses à vouloir soutenir l'action des femmes dans ce domaine que les hommes. Quel que soit le sexe des répondants, le soutien à la promotion de l'action des femmes en faveur de la justice climatique diminue avec l'âge. Il paraît donc nécessaire de renforcer pour ces populations la sensibilisation en faveur de l'action des femmes pour la justice climatique.

## PROMOUVOIR LA FORMATION ET LE RECRUTEMENT DES FEMMES DANS DES EMPLOIS LIÉS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

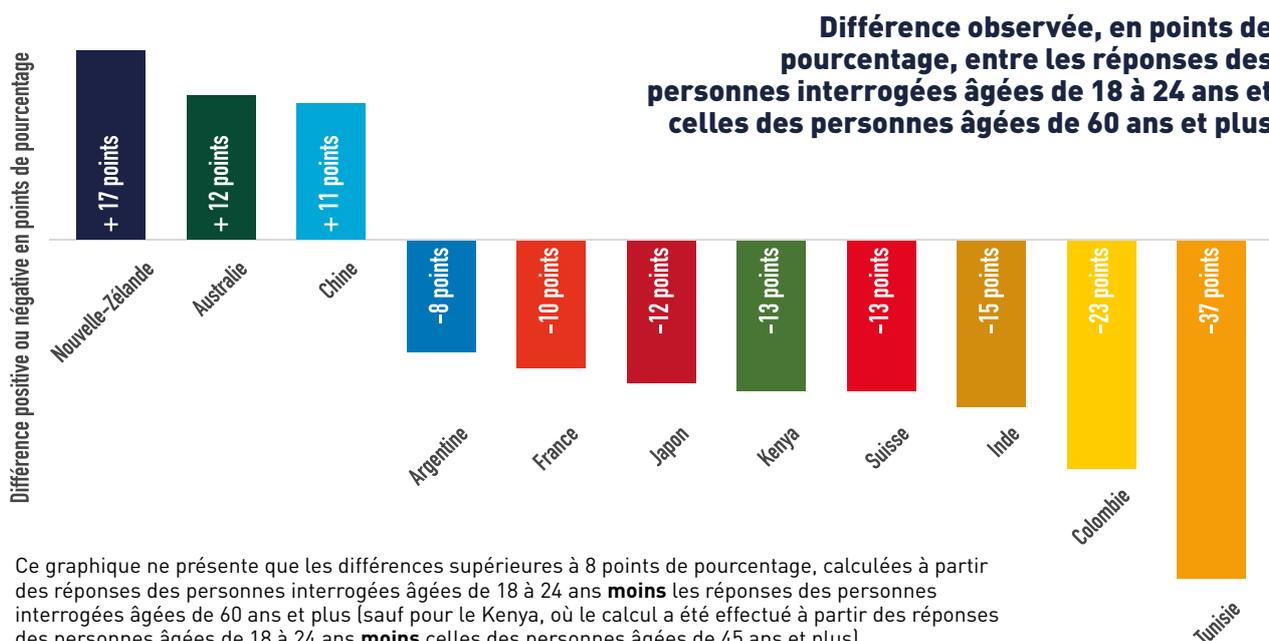
« Promouvoir la formation et le recrutement des femmes dans des emplois liés au changement climatique » est l'action prioritairement choisie dans 16 des 17 pays. Les personnes interrogées en Inde classent cette mesure en deuxième position. Ce soutien est plus marqué dans les pays sondés à revenu intermédiaire comparé à ce qui est identifié dans les pays à haut revenu (60 % contre 40 %). Les femmes sont davantage susceptibles de soutenir cette mesure en Grande-Bretagne (12 points de pourcentage), en Nouvelle-Zélande (10 points de pourcentage) et en Afrique du Sud (8 points de pourcentage), à l'inverse du Kenya (9 points de pourcentage). Sur cette question, l'âge

semble avoir un impact sur les choix des personnes interrogées. Ainsi, les jeunes (âgés entre 18 et 24 ans) sont plus nombreux à souhaiter la participation des femmes dans des professions ou des secteurs liés au changement climatique, en comparaison avec les répondants âgés de 60 ans et plus. Cette différence est particulièrement marquée en Nouvelle-Zélande (17 points de pourcentage), en Australie (12 points de pourcentage) et en Chine (11 points de pourcentage). À l'inverse, en Tunisie (37 points de pourcentage), en Colombie (23 points de pourcentage) et en Inde (15 points de pourcentage), les répondants plus âgés plébiscitent davantage cette mesure que les jeunes.

<sup>120</sup> Commonwealth of Australia (Canberra, 2019). [Australian Aid Budget Summary 2019-20](#).



## PROMOUVOIR LA FORMATION ET L'EMBAUCHE DES FEMMES DANS DES MÉTIERS LIÉS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (P. EX. TECHNOLOGIES ET ÉNERGIES VERTES)



Ce graphique ne présente que les différences supérieures à 8 points de pourcentage, calculées à partir des réponses des personnes interrogées âgées de 18 à 24 ans **moins** les réponses des personnes interrogées âgées de 60 ans et plus (sauf pour le Kenya, où le calcul a été effectué à partir des réponses des personnes âgées de 18 à 24 ans **moins** celles des personnes âgées de 45 ans et plus).

## ASSURER UNE MEILLEURE PARTICIPATION DES FILLES ET DES FEMMES DANS LE DÉVELOPPEMENT DE SOLUTIONS FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le soutien le plus élevé pour « *la participation des filles et des femmes dans le développement de solutions pour faire face au changement climatique* » est observé au Kenya (71 %). À l'inverse, le moins élevé est mesuré aux États-Unis (25 %). Les hommes et les

femmes interrogés soutiennent cette mesure de manière comparable. Dans tous les pays sondés, à l'exception du Japon, les personnes interrogées issues des milieux urbains sont plus nombreuses à être en faveur de cette mesure que celles issues des milieux ruraux.

### LENTE PROGRESSION VERS L'ÉQUILIBRE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DANS LES PROCESSUS DÉCISIONNELS LIÉS AU CLIMAT



La représentation des femmes lors des grandes réunions de négociations de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a augmenté durant la dernière décennie, tant en termes de participation globale qu'aux niveaux les plus élevés des prises de décisions. Lors de

la 25<sup>ème</sup> Conférence des parties (COP25) de la CCNUCC en 2019, 39 % des délégués nationaux et 21 % des chefs de délégation étaient des femmes, contre respectivement 32 % et 10 % en 2009. À ce rythme cependant, la parité ne sera atteinte qu'en 2046 pour les délégués et qu'en 2068 pour les chefs de délégations<sup>121</sup>.

## AUGMENTER LE FINANCEMENT DES ORGANISATIONS DE LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DIRIGÉES PAR DES FEMMES

Plus d'un tiers (37 %) des personnes interrogées dans les 17 pays ont sélectionné « *l'augmentation du financement des*

*organisations dirigées par des femmes qui luttent contre le changement climatique* » comme étant une action que les gouvernements devraient entreprendre

<sup>121</sup> WEDO (2020). *By the numbers: CCNUCC : Progress on Achieving Gender Balance*. [Progrès réalisé en matière d'équilibre des genres, 2020].

pour améliorer la participation des femmes dans l'action pour le climat. Les plus jeunes (âgés de 18 à 24 ans) soutiennent plus fortement cette mesure que celles et ceux âgés de 60 ans et plus en Australie (13 points de pourcentage d'écart), au Canada (12 points de pourcentage), en Nouvelle-Zélande (14 points de

pourcentage) et en Grande-Bretagne (17 points de pourcentage). On observe les opinions inverses en Tunisie (avec 37 points de pourcentage), au Kenya (26 points de pourcentage), en Inde (23 points de pourcentage), en Colombie (25 points de pourcentage) et au Japon (11 points de pourcentage).

## RÉPONDRE AUX IMPACTS DISPROPORTIONNÉS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUBIS PAR LES FEMMES

Les personnes interrogées ont été moins sensibilisées par deux autres mesures qui étaient plus étroitement liées à la réponse aux impacts disproportionnés du changement climatique sur la santé et la subsistance des femmes.

- En moyenne, 28 % des personnes interrogées déclarent que leur gouvernement devrait « *répondre aux besoins des filles et des femmes dans le cadre du changement climatique et des catastrophes naturelles* ». Cette mesure est particulièrement soutenue par les jeunes de 18 à 24 ans, en comparaison avec les personnes âgées de 60 ans et plus. C'est notamment le cas au Japon (26 points de pourcentage d'écart), en Australie, au Canada et au Kenya (13 points de pourcentage) et en Tunisie (11 points de pourcentage).
- De la même manière, 24 % des répondantes et répondants pensent que leur gouvernement devrait « *protéger les filles et les femmes qui sont obligées de migrer à cause du changement climatique* ». En détail, les personnes ayant dû émigrer pour trouver un travail ou accéder à de meilleures perspectives économiques ont davantage tendance à sélectionner cette option (35 %) que les autres (23 %). Les plus jeunes (âgés de 18 à 24 ans) sont beaucoup plus favorables à cette mesure que leurs aînés (âgés de 60 ans et plus), sauf en Chine et au Mexique. Les écarts en pourcentage entre les groupes d'âge vont de 8 points de pourcentage en Tunisie à 39 points au Japon.

### BIEN TROP SOUVENT, LE RÔLE DES FEMMES EN TANT QU'ACTRICES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE DEMEURE NÉGLIGÉ



**80%** des personnes déplacées du fait des changements climatiques sont des femmes. Pourtant, à l'échelle du monde, seuls 20 pays disposent de plans d'action contre le changement climatique prenant en compte le genre et reconnaissant les femmes comme étant actrices de la lutte contre changement question climatique<sup>122,123</sup>. Dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat, les États Parties sont tenus de soumettre des contributions déterminées au niveau national (CDN), de détailler leurs efforts pour réduire les émissions nationales et de s'adapter aux impacts du changement climatique. Une analyse de 190 CDN révèle que seulement 64 CDN font référence au genre ou aux femmes<sup>124</sup>. Parmi ceux-là, plusieurs n'ont mentionné le genre que dans le contexte de la stratégie globale de développement durable du pays concerné et non pas spécifiquement à propos des politiques liées au changement climatique. Les femmes ont été perçues comme constituant un groupe vulnérable particulièrement sujet

aux conséquences du changement climatique dans 34 CDN et en tant que bénéficiaires des politiques ou des projets dans 21 CDN. Seuls 15 CDN font référence au rôle des femmes en tant que décisionnaires ou parties prenantes tandis que seuls 6 CDN font référence aux femmes en tant qu'actrices du changement.

En matière de financement le constat est identique. Le Fonds Vert pour le Climat s'avère être le premier mécanisme de financement climatique à exiger une approche favorable à l'égalité des sexes dans la conception, le développement et la mise en œuvre de stratégies climatiques<sup>125</sup>. Il subsiste néanmoins un écart entre le financement des projets climatiques axés sur le genre et le financement d'organisations luttant contre le changement climatique dirigées par des femmes. En 2018, 38 % de l'aide bilatérale pour la protection générale de l'environnement émanant des neuf pays de l'enquête qui sont membres du CAD de l'OCDE a spécifiquement ciblé l'enjeu de l'égalité des sexes<sup>126</sup>.

<sup>122</sup> Senay Habtezion (UNDP, 2016). *Gender and Climate Change: Overview of Linkages Between Gender and Climate Change*. [Genre et Changement Climatique : Aperçu des liens entre les genres et le changement climatique].

<sup>123</sup> Conseil Économique et Social des Nations Unies (2019). *Examen et évaluation des suites données à la Déclaration et au Programme d'action de Beijing et aux textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Rapport du Secrétaire Général*.

<sup>124</sup> WEDO. *Gender Climate Tracker. Country Profiles - Quick Analysis*. [Women's environment and development organization, Outil de suivi des liens entre changement climatique et dimension de genre].

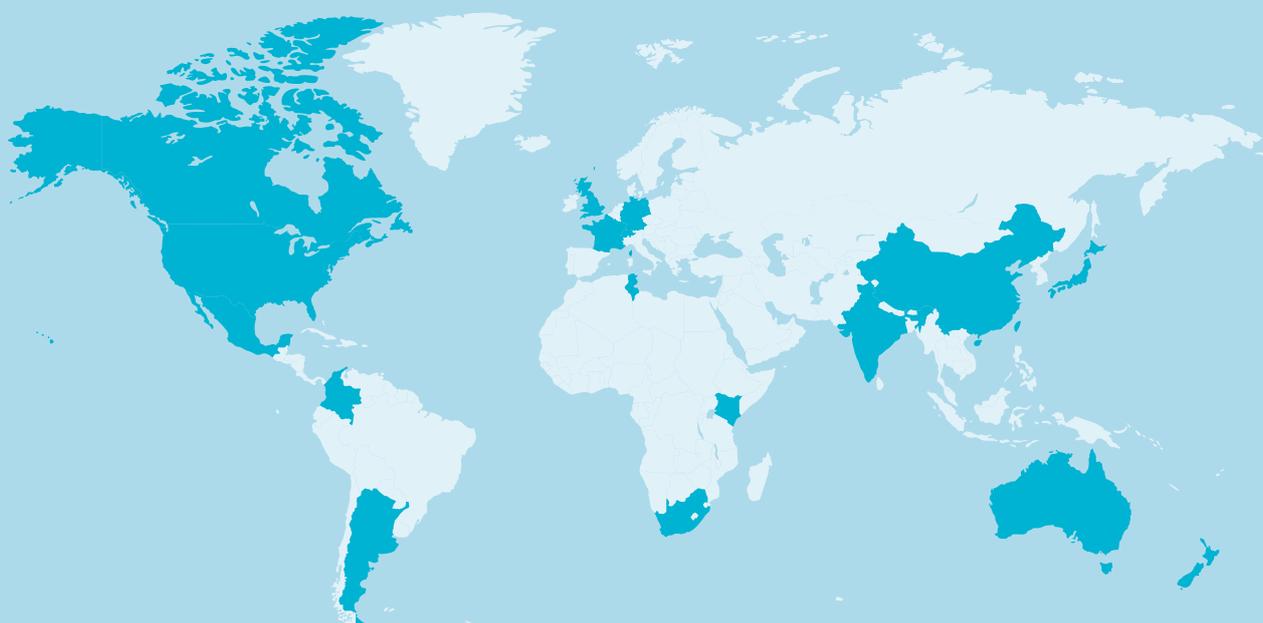
<sup>125</sup> Fonds vert pour le climat, *Au sujet du FVC*.

<sup>126</sup> OCDE (2019). *Projets d'aide visant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (CRS)*.



# ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES ET PANDÉMIE DE COVID-19

---



# L'ACCENTUATION DES INÉGALITÉS ET DES INÉGALITÉS ENTRE LES SEXES : L'IMPACT DES MESURES POUR ENRAYER LA PANDÉMIE DE COVID-19

## DES CONSÉQUENCES DIFFÉRENTES SELON LES PAYS

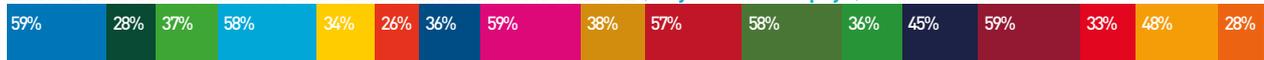
La pandémie de Covid-19 s'est propagée dans les pays selon des rythmes et des moments différents, chaque pays mettant en place des mesures en fonction de son propre système économique, politique et sanitaire. Cette situation a abouti à une diversité d'expériences à travers le monde, allant de simples restrictions des interactions sociales aux mesures de confinement obligatoire. Les participantes et participants ont été interrogés

sur leur propre expérience des mesures nationales mises en place dans le but de réduire la propagation du Coronavirus. Étant donné que les réponses ont été collectées simultanément dans les 17 pays, soit entre le 24 juillet et le 7 août, il est important de noter qu'à cette période, chacun de ces pays se trouvait à des stades différents de la pandémie, entre une accalmie pour les uns ou la nécessité de poursuivre les mesures de distanciation sociale pour d'autres.



**PENDANT LA PANDÉMIE ACTUELLE DE COVID-19, LES PAYS ONT MIS EN PLACE DES POLITIQUES POUR S'ASSURER QUE LES CITOYENS RESTENT CHEZ EUX OU PRATIQUENT LA DISTANCIATION SOCIALE. VEUILLEZ INDIQUER PARMIS LES PROPOSITIONS SUIVANTES CELLES QUI VOUS ONT CONCERNÉ PENDANT CETTE PÉRIODE**

**MON TEMPS CONSACRÉ AUX TÂCHES MÉNAGÈRES A AUGMENTÉ (Moyenne des 17 pays) 43%**



**J'AI FAIT FACE À DES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES INATTENDUES (25%)**



**JE N'AI PAS PU EFFECTUER AUTANT D'HEURES DE TRAVAIL RÉMUNÉRÉ QUE CE QUE J'AURAIS PU FAIRE EN TEMPS NORMAL (23%)**



**MON TEMPS CONSACRÉ À LA PRISE EN CHARGE DES AUTRES A AUGMENTÉ (P. EX. M'OCCUPER DE PERSONNES ÂGÉES) (20%)**



**MON TEMPS CONSACRÉ À MON ÉDUCATION OU À MA FORMATION A DIMINUÉ (15%)**



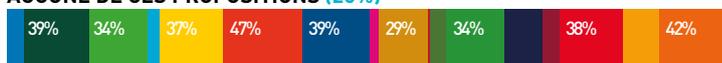
**J'AI PERÇU DES INDEMNITÉS DE CHÔMAGE ET/OU TOUTE AUTRE FORME DE SOUTIEN FINANCIER DE LA PART DU GOUVERNEMENT DE MON PAYS (13%)**



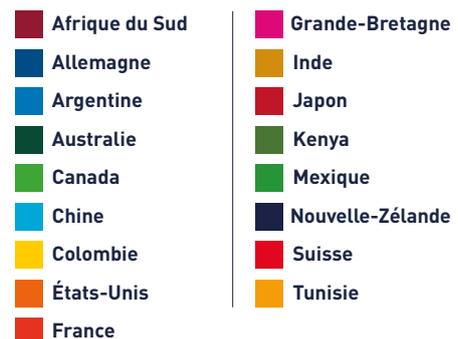
**J'AI PERDU MON TRAVAIL (10%)**



**AUCUNE DE CES PROPOSITIONS (25%)**



**JE NE SAIS PAS (2%)**



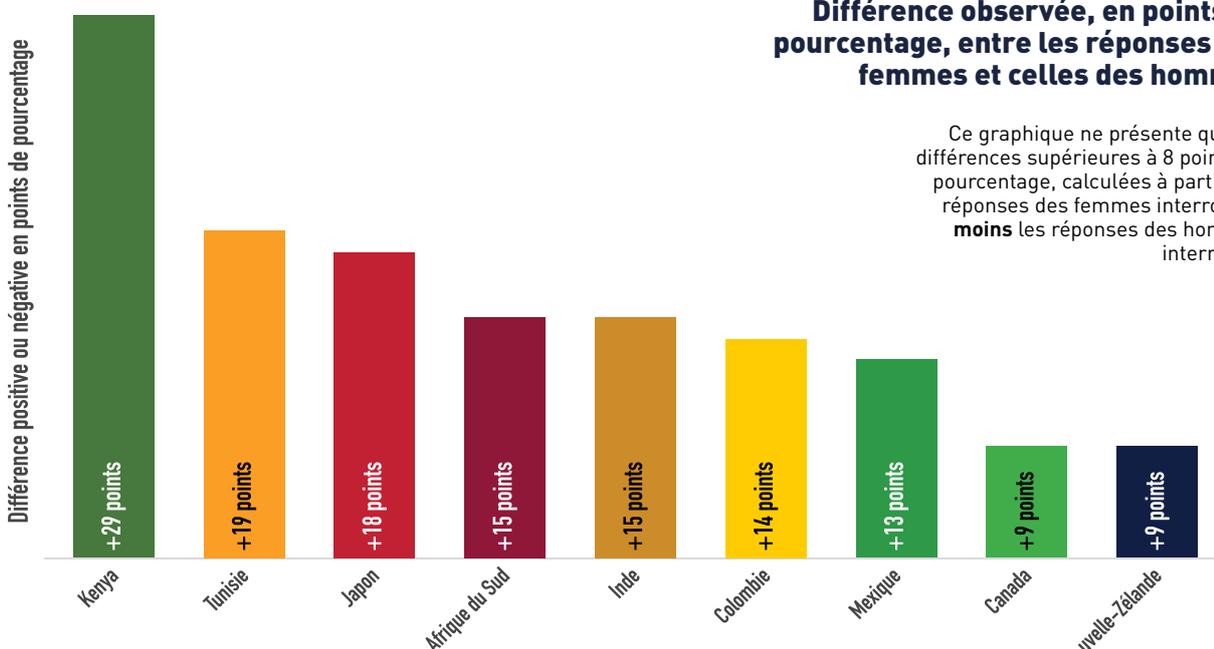
## LA PANDÉMIE DE COVID-19 A ACCRU LES INÉGALITÉS DES SEXES AU SEIN DES FOYERS

Parmi les sept conséquences de la pandémie à propos desquelles les personnes ont été interrogées, l'inégalité des sexes la plus prononcée concerne la répartition inégale des tâches ménagères (en moyenne, 48 % des femmes interrogées et 38 % des hommes interrogés déclarent que le « temps consacré aux tâches ménagères a augmenté »). Les disparités liées au genre sont particulièrement marquées dans les pays à revenu intermédiaire (le Kenya,

la Tunisie, l'Afrique du Sud, l'Inde, la Colombie et le Mexique). Globalement, les jeunes femmes ont été plus nombreuses à déclarer que leur « temps consacré aux tâches ménagères a augmenté » pendant cette période que les répondants plus âgés : de 53 % des femmes âgées de 18 à 24 ans à 34% de celles âgées de 60 ans et plus. Cette conséquence est observée dans les mêmes proportions quel que soit le niveau de revenu déclaré des femmes.



### « MON TEMPS CONSACRÉ AUX TÂCHES MÉNAGÈRES A AUGMENTÉ » DURANT LA PANDÉMIE DE COVID-19



À l'exception du Japon (10 points de pourcentage de plus pour les femmes interrogées), les hommes et les femmes interrogées considèrent avoir « fait face à des difficultés financières inattendues » dans des proportions similaires du fait des mesures de lutte contre la Covid-19. Pour les répondants des deux sexes, les plus jeunes (âgés de 18 à 24 ans) semblent avoir été plus affectés. Tandis que les hommes disposant des plus faibles revenus sont plus nombreux à déclarer avoir fait face à « des difficultés financières inattendues », cette conséquence économique affecte de manière égale toutes les femmes quel que soit leur niveau de revenu. On observe la même similarité à propos des femmes et des hommes déclarant avoir perdu leur travail à cause de la crise sanitaire, sauf au Kenya, où les femmes ont été un peu moins nombreuses à choisir cette option (8 points de pourcentage).

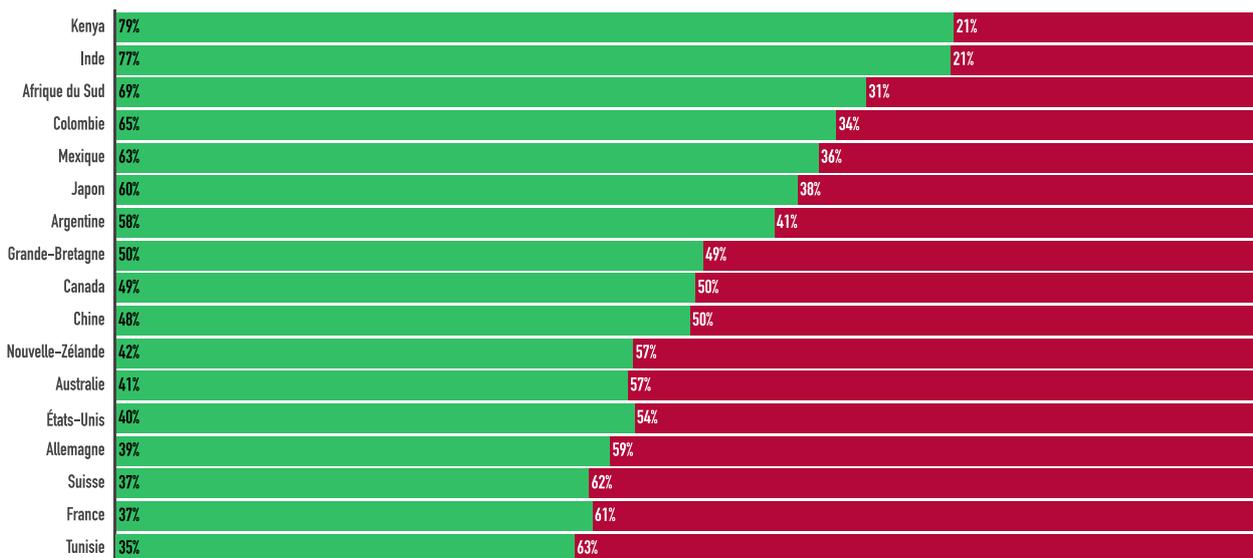
Lorsqu'on les interroge à propos d'une augmentation éventuelle du « temps consacré à

prendre soin des autres » (20 % des réponses en moyenne) ou à propos d'une réduction du « temps consacré à l'éducation ou à la formation » pendant la pandémie de Covid-19 (15 % des réponses en moyenne), on ne mesure pas d'inégalité significative entre les femmes et les hommes, mis à part en Afrique du Sud (10 points de pourcentage d'écart) et en Inde (9 points de pourcentage d'écart), deux pays dans lesquels davantage de femmes que d'hommes ont déclaré avoir consacré plus de temps « à prendre soin des autres » mais aussi au Kenya, où les femmes ont été plus nombreuses à déclarer avoir consacré « moins de temps à l'éducation ou à la formation ». En moyenne dans les 17 pays, la probabilité que les femmes interrogées déclarent avoir consacré plus de « temps à prendre soin des autres » augmente avec leur niveau de revenu, de 17% chez les femmes les moins riches, à 27 % chez les femmes les plus riches. En revanche, cette tendance n'est pas observée chez les hommes interrogés.

# LES CONSÉQUENCES DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 SUR LA SANTÉ : UN IMPACT PSYCHOLOGIQUE MAJEUR



AVEZ-VOUS SOUFFERT DE L'UNE DE CES CONSÉQUENCES PHYSIQUES OU PSYCHOLOGIQUES DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 ?



■ J'ai souffert d'au moins une de ces conséquences physiques ou psychologiques de la pandémie de COVID-19

■ J'en ai pas souffert de ces conséquences physiques ou psychologiques de la pandémie de COVID-19

## CLASSEMENT DES CONSÉQUENCES DE LA CRISE SANITAIRE SUR LA SANTÉ DANS LES 17 PAYS

« Le stress émotionnel ou les problèmes de santé mentale » est la conséquence de la pandémie de Covid-19 sur la santé la plus fréquemment vécue par les femmes et les hommes interrogés. Ce

phénomène est particulièrement marqué dans les réponses obtenues au Kenya (62 %), en Afrique du Sud (49%) et en Inde (48 %).



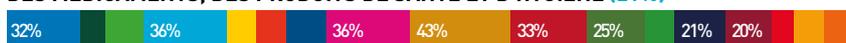
PARMI LA LISTE DE PROPOSITIONS SUIVANTE, VEUILLEZ NOUS INDIQUER LESQUELLES, LE CAS ÉCHÉANT, S'APPLIQUENT À VOUS PENDANT LA PANDÉMIE DE COVID-19.

### Top 3 des réponses sélectionnées

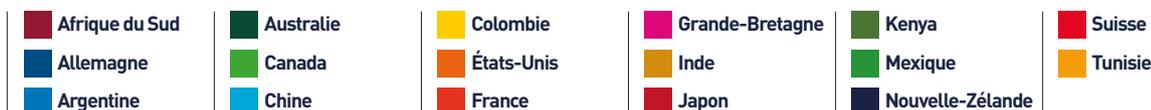
J'AI SOUFFERT DE STRESS ÉMOTIONNEL OU DE PROBLÈMES PSYCHOLOGIQUES (Moyenne des 17 pays) 32%



J'AI RENCONTRÉ DES DIFFICULTÉS POUR OBTENIR DES TRAITEMENTS, DES MÉDICAMENTS, DES PRODUITS DE SANTÉ ET D'HYGIÈNE (21%)



UN MEMBRE DE MA FAMILLE OU DE MON FOYER EST TOMBÉ MALADE (12%)



## UN LOURD FARDEAU MENTAL ET ÉMOTIONNEL POUR LES FEMMES DURANT LA COVID-19

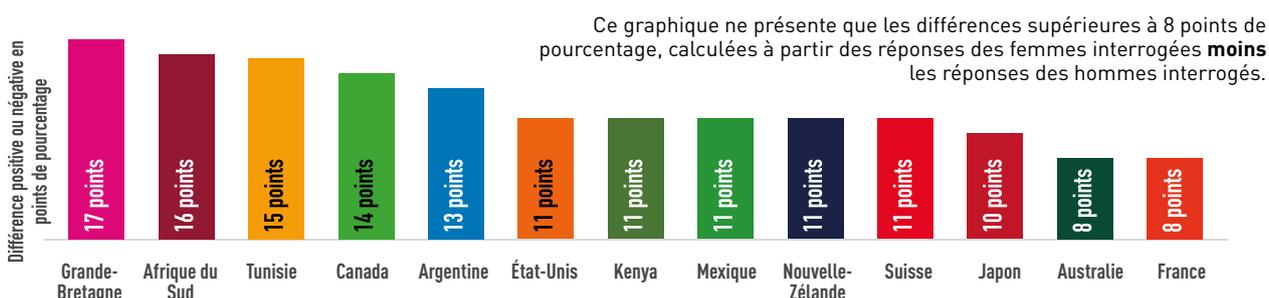
En moyenne dans 13 des 17 pays, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à avoir éprouvé davantage de « stress émotionnel ou de problèmes de santé mentale » (37 % des répondantes femmes contre 27 % des répondants

hommes). Ce niveau de stress est particulièrement marqué chez les répondants âgés de 18 à 44 ans, tandis qu'il décroît très nettement chez les répondants âgés de 60 ans et plus, sauf en Inde, au Kenya et aux États-Unis.



### « J'AI SOUFFERT DE STRESS ÉMOTIONNEL OU DE PROBLÈMES PSYCHOLOGIQUES » PENDANT LA PANDÉMIE DE COVID-19

Différence observée, en points de pourcentage, entre les réponses des femmes et celles des hommes



## LES CONSÉQUENCES DISPROPORTIONNÉES DE LA PANDÉMIE SUR LES FEMMES NOIRES D'AFRIQUE DU SUD



En Afrique du Sud, les femmes qui se sont identifiées comme noires sont plus nombreuses que celles qui se sont identifiées comme blanches ou que les hommes qui se sont identifiés comme noirs<sup>127</sup>, à déclarer avoir souffert de certaines conséquences négatives dues aux mesures de confinement. De la même manière, les femmes qui se sont identifiées comme noires sont deux fois plus susceptibles que celles qui se sont identifiées comme blanches à déclarer avoir fait face à la « maladie d'un membre de la famille ou du ménage » (31 % des femmes noires contre 15 % des femmes blanches et 25 % des hommes noirs) ou d'avoir fait face au « décès d'un membre de la famille ou du ménage » (27 % des femmes noires, 12 % des femmes blanches et 19 % des hommes noirs).

Les femmes s'identifiant comme noires ont également été plus nombreuses à rencontrer des difficultés d'accès aux « traitements médicaux, médicaments, produits de santé et d'hygiène » (24 %, contre 16 % de femmes blanches et 22 % d'hommes noirs), d'accès à la « contraception et aux

autres services de santé sexuelle » (14 %, contre 1 % des femmes blanches et 9 % des hommes noirs), et d'accès aux « options d'avortement et/ou aux soins post-avortement » (6 %, contre 0 % des femmes blanches). Globalement, 17 % des femmes se déclarant noires n'ont vécu aucune des conséquences listées dans cette question, contre 39 % des femmes blanches, 29 % des hommes noirs et 51 % des hommes blancs. En Afrique du Sud, 9 % des femmes noires et 71 % des femmes blanches ont accès à une couverture médicale de régime privé<sup>128</sup>.

Ces expériences négatives sont susceptibles d'avoir des effets qui vont s'inscrire dans le temps. Par exemple, 32 % des femmes noires et 9 % des femmes blanches rapportent que leur « temps consacré à [leur] propre éducation ou formation a diminué », une situation susceptible d'affecter leur autonomisation future et de renforcer les inégalités existantes. D'ailleurs, en Afrique du Sud, les femmes interrogées qui se sont identifiées comme noires sont touchées de manière disproportionnée par le chômage et la pauvreté<sup>129</sup>.

<sup>127</sup> Suivant le recensement national, il a été demandé aux personnes interrogées d'Afrique du Sud de s'identifier comme « Noir Africain », « Personne de Couleur », « Blanc », « Indien/Asiatique », ou « Autre ». Cependant, la faible proportion de répondantes et répondants s'étant identifiés comme des personnes de Couleur et comme Indiens/Asiatiques, ne permet pas une analyse statistiquement significative de ces catégories.

<sup>128</sup> CEDAW (Genève, 2019). *Cinquième rapport périodique soumis par l'Afrique du Sud en application de l'article 18 de la Convention, attendu en 2015*.

<sup>129</sup> Commission pour l'égalité de genre (2015). *L'indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (AGDI - African Gender Development Index). Rapport Pays Afrique du Sud*.

# L'IMPLICATION ÉVIDENTE ET NÉCESSAIRE DES FEMMES EN RÉPONSE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

## LES FEMMES FONT PARTIE INTÉGRANTE DE LA RÉPONSE À LA PANDÉMIE DE COVID-19 ET DE LA REPRISE ÉCONOMIQUE

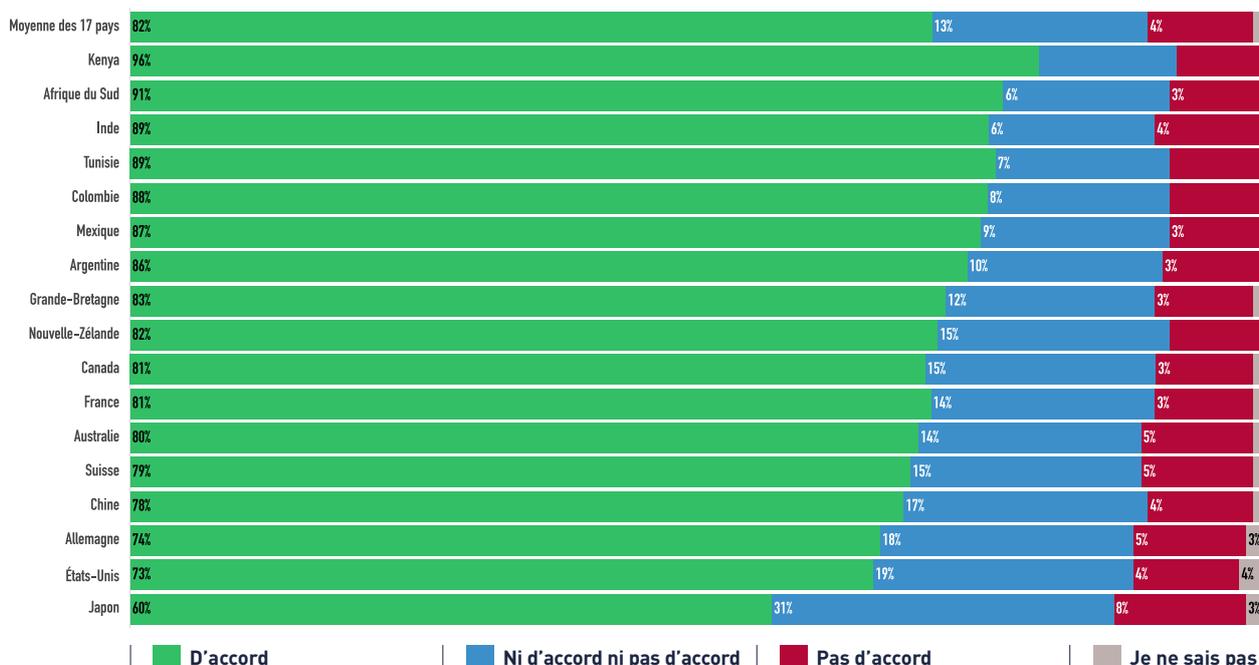
Cette étude confirme qu'il existe une conscience partagée à propos de l'impact considérable de la pandémie qui affecte tous les niveaux de la société et particulièrement les filles et les femmes. Aussi, il apparaît évident que les mesures de soutien ou de reprise doivent intégrer les enjeux de genre.

À la manière d'un cercle vertueux, les pays qui comptent une plus grande proportion de femmes parmi les décisionnaires politiques connaissent parallèlement une baisse des niveaux d'inégalités

de revenus et une augmentation des dépenses de santé<sup>130</sup>. Par ailleurs, des données préliminaires montrent que la lutte menée contre la pandémie de Covid-19 est plus efficace lorsque les femmes sont impliquées<sup>131</sup>. En dépit de cet état de fait, la réponse à la crise sanitaire a largement échoué à inclure les femmes. Par exemple, il n'y a en moyenne que 24 % de femmes dans les comités de réponse à la pandémie de Covid-19 dans 30 pays<sup>132</sup> et seulement 20 % de femmes dans le comité d'urgence de l'OMS<sup>133</sup>.



### « LES FEMMES DEVRAIENT ÊTRE IMPLIQUÉES À TOUS LES NIVEAUX DE LA RÉPONSE SANITAIRE MONDIALE AINSI QUE DANS LES EFFORTS DE RELANCE APRÈS L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19 »



<sup>130</sup> OECD (Paris, 2014). *Women, Government and Policy Making in OECD Countries: Fostering Diversity for Inclusive Growth* [Les femmes, le gouvernement et la création des lois dans les pays de l'OCDE : Cultiver la diversité pour une croissance inclusive]

<sup>131</sup> CARE (2020). *Où sont passées les femmes ? L'absence manifeste de femmes dans les équipes et les plans d'intervention à la Covid-19, et pourquoi nous avons besoin d'elles.*

<sup>132</sup> Ibid.

<sup>133</sup> Women in Global Health. *Operation 50/50: Women's Perspectives Save Lives*. Dernière modification en février 2020.

On mesure un soutien écrasant (82 %) en moyenne dans les 17 pays pour que les femmes soient impliquées dans tous les aspects de la réponse sanitaire mondiale, aux efforts de redressement liés à la pandémie, et au développement de politiques spécifiques et de traitements médicaux. Seules 4 % des personnes interrogées sont « *en désaccord* » avec cette approche.

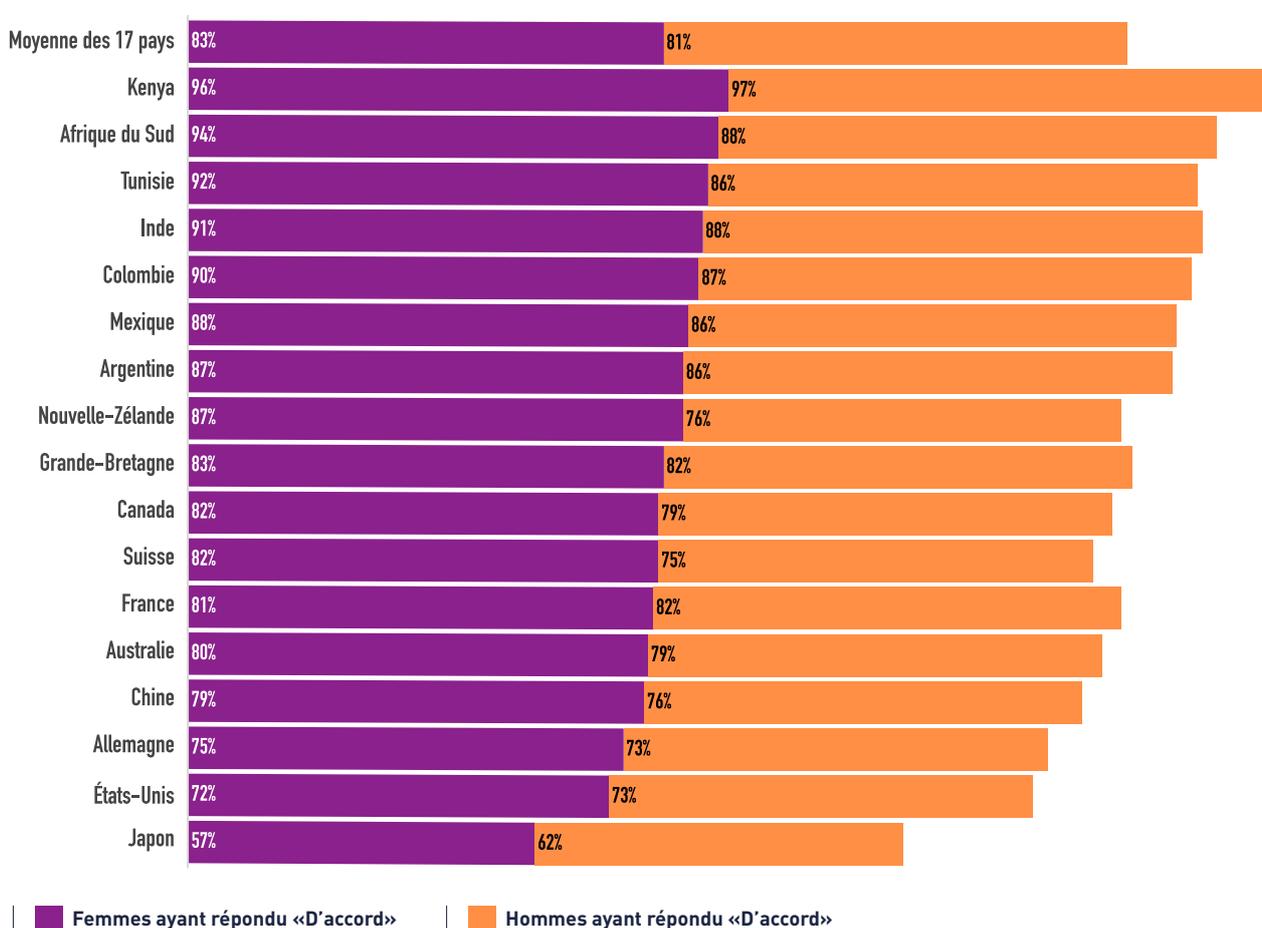
Phénomène intéressant, les femmes et les hommes interrogés soutiennent de manière égale la participation des femmes dans « *tous les*

*aspects des réponses et des efforts de relance face à la Covid-19* ».

Plus en détail, ce soutien est particulièrement marqué dans les pays à revenu intermédiaire, en comparaison avec ce que l'on mesure dans les pays à haut revenu. Par exemple, tout en restant majoritaire, ce soutien est significativement plus élevé au Kenya (96 %) et en Afrique du Sud (91 %) par rapport à l'Allemagne (74 %), aux États-Unis (73 %) et au Japon (60 %).



**« LES FEMMES DEVRAIENT ÊTRE IMPLIQUÉES À TOUS LES NIVEAUX DE LA RÉPONSE SANITAIRE MONDIALE AINSI QUE DANS LES EFFORTS DE RELANCE APRÈS L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19, Y COMPRIS DANS LE DÉVELOPPEMENT DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DES TRAITEMENTS »**



## PERCEPTIONS DE LA RÉPONSE DES GOUVERNEMENTS À LA CRISE SANITAIRE DU POINT DE VUE DE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

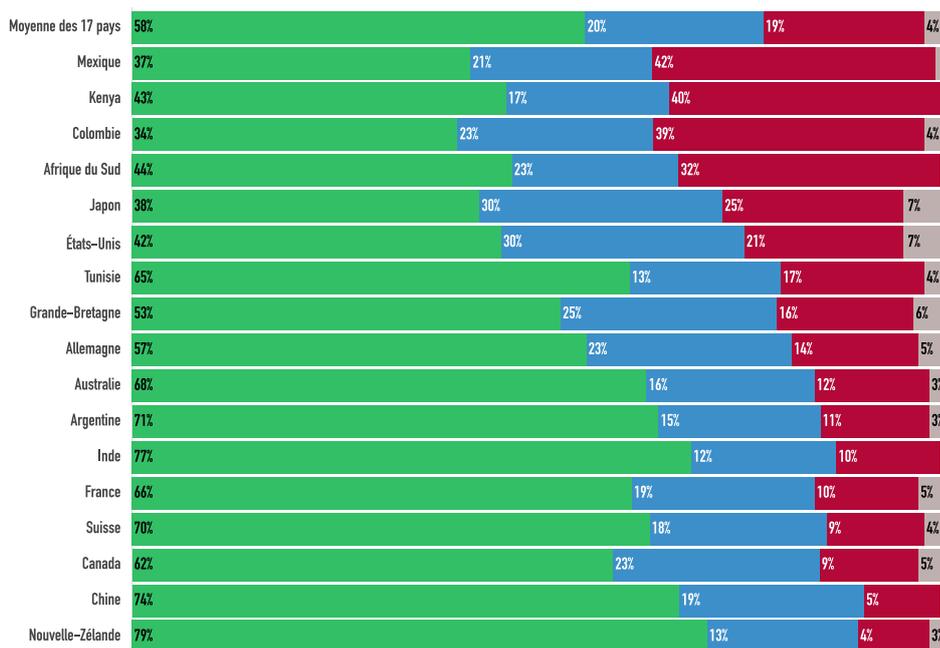
En moyenne, 58 % des répondantes et des répondants s'accordent à dire que les efforts de leur gouvernement pour venir en aide aux personnes pendant la crise sanitaire ont répondu aux besoins respectifs des hommes et des femmes de manière équivalente. Dans le détail, cette perception est très différente selon les pays sondés, oscillant de 34 % en Colombie à 74 % en

Chine, 77 % en Inde et 79 % en Nouvelle-Zélande.

En moyenne, 19 % des personnes interrogées dans les 17 pays ont estimé que la réponse de leur gouvernement n'est pas identique pour les hommes et pour les femmes. Là encore, l'écart varie entre les pays, de 4 % en Nouvelle-Zélande à 40 % au Kenya et 42 % au Mexique.



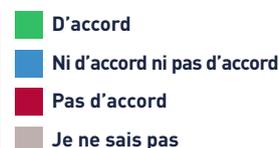
## « LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT POUR AIDER LES CITOYENS À TRAVERSER LA PANDÉMIE DE COVID-19 DANS MON PAYS A RÉPONDU DE LA MÊME MANIÈRE AUX BESOINS DES FEMMES ET DES HOMMES »



Différence en points de pourcentage entre les femmes et les hommes

Japon : -16 points de pourcentage pour les hommes

Allemagne : -12 points de pourcentage pour les femmes



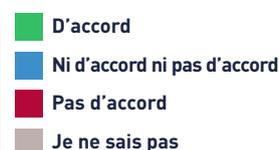
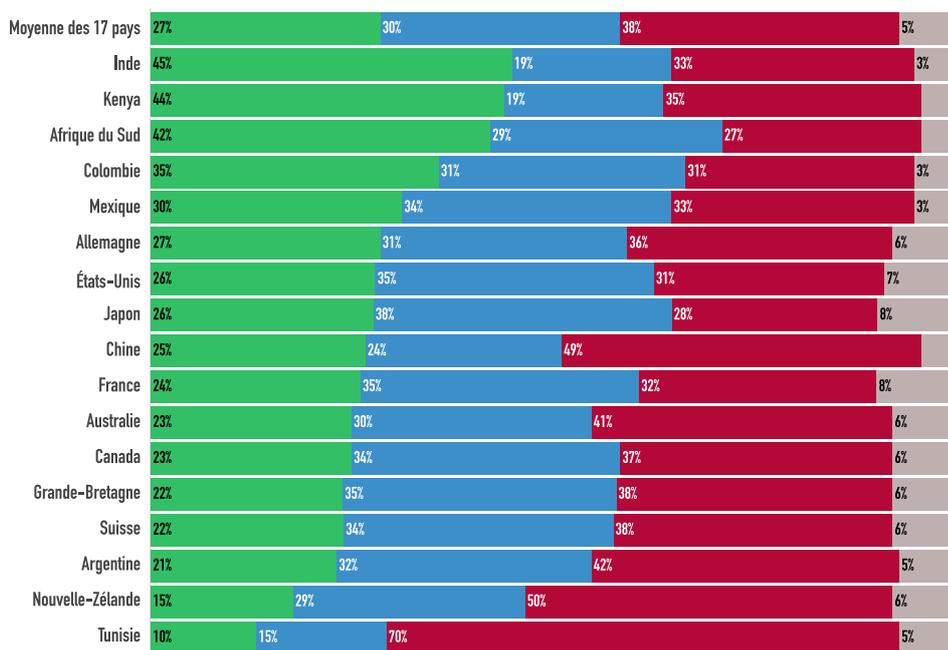
## DE NOMBREUSES PERSONNES PENSENT QUE LES INÉGALITÉS DE GENRE S'AGGRAVERONT À CAUSE DE LA PANDÉMIE

En moyenne, 27 % des personnes interrogées dans les 17 pays sondés anticipent une augmentation des inégalités entre les hommes et les femmes du fait de la crise sanitaire. En regardant de plus près, il s'avère que les personnes interrogées issues de

pays à revenu intermédiaire (Colombie, Inde, Kenya, Mexique et Afrique du Sud) craignent davantage une augmentation des inégalités de genre liée à la pandémie de Covid-19 que les répondants issus des pays à revenu élevé.



## DANS QUELLE MESURE ÊTES-VOUS PERSONNELLEMENT D'ACCORD OU NON AVEC LA DÉCLARATION SUIVANTE : « EN RAISON DE L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19, LES INÉGALITÉS FEMMES-HOMMES VONT S'ACCROÎTRE »



## LA SITUATION INÉGALE DES FILLES ET DES FEMMES À L'ÉGARD DES CONSÉQUENCES DE LA PANDÉMIE DE COVID-19



Les prévisions préliminaires de l'impact de la pandémie laissent supposer que les filles et les femmes vont payer un lourd tribut du fait des crises sanitaires et économiques qui en résultent. Les femmes sont en première ligne de la pandémie dans la mesure où elles représentent 70% du personnel de la santé et du secteur social<sup>134</sup>. ONU Femmes et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) estiment que 47 millions de femmes supplémentaires dans le monde tomberont dans la pauvreté extrême (soit avec moins de 1,90 dollars USD par jour) d'ici 2021, car elles sont surreprésentées dans les secteurs économiques les plus durement touchés par la crise sanitaire. Par exemple, 72 % des travailleuses et travailleurs domestiques, dont 80 % sont des femmes, ont déjà perdu leur travail à cause de la pandémie<sup>135</sup>. Par ailleurs, dans certains pays, les politiques mises en place en réponse à la pandémie n'ont pas tenu compte des conséquences spécifiques subies par les filles et les femmes, ni de l'aggravation envisagée des inégalités déjà existantes entre les sexes<sup>136</sup>.

La pandémie a aussi affecté l'accès des femmes à d'autres services de santé tout autant que leur sécurité en général. Les perturbations des services de santé sexuelle et reproductive dues à la pandémie de Covid-19 menacent de priver 49 millions de femmes supplémentaires d'accès à une contraception moderne, ce qui correspondrait à 15 millions de grossesses non désirées, à 28 000 décès maternels et à 3,3 millions d'avortements à risque dans les 132 pays à revenu faible et intermédiaire au cours d'une même année<sup>137</sup>. Il est également à craindre qu'au niveau mondial, les violences domestiques augmentent de 20 % (soit 15 millions de cas supplémentaires) pendant chaque période de trois mois de confinement<sup>138</sup>.

Les leaders mondiaux doivent intégrer les enjeux de genre dans la mise en œuvre des réponses à la crise sanitaire, c'est-à-dire qu'ils doivent intégrer les besoins et les expériences des filles et des femmes dans tous les efforts de reprise tout en s'évertuant à maintenir les progrès vers l'égalité entre les sexes.

<sup>134</sup> OMS. (2019). *Équité femmes-hommes parmi les personnels de santé : une analyse de 104 pays*.

<sup>135</sup> UN Women. (New York, 2020). *From Insights to Action: Gender Equality in the Wake of Covid-19*. [ONU Femmes, De la réflexion à l'action : L'égalité des genres dans le contexte de la Covid-19].

<sup>136</sup> Equipop. (2020). *Droits et santé des femmes à l'épreuve du Covid-19: Témoignages et perspectives féministes de la société civile ouest-africaine*.

<sup>137</sup> Guttmacher Institute (Avril 2020). « Estimates of the Potential impact of the Covid-19 Pandemic on Sexual and Reproductive Health in Low- and Middle-Income Countries », *International Perspectives on Sexual and Reproductive Health* 46, p. 73-76. [Institut Guttmacher, « Estimations de l'impact potentiel de l'épidémie de Covid-19 sur la santé sexuelle et reproductive dans les pays à revenu faible ou intermédiaire », Perspectives internationales sur la santé sexuelle et reproductive 46 (Avril 2020)].

<sup>138</sup> UNFPA. (27 avril 2020). *Impact of the Covid-19 Pandemic on Family Planning and Ending Gender-based Violence, Female Genital Mutilation and Child Marriage*. [UNFPA, Impact de l'épidémie de Covid-19 sur le planning familial et en finir avec la violence basée sur le genre, les mutilations génitales féminines et le mariage forcé des enfants, 27 Avril 2020].



# DES EXPÉRIENCES PERSONNELLES DE DISCRIMINATIONS BASÉES SUR LE GENRE

---



# LES DISCRIMINATIONS BASÉES SUR LE GENRE AFFECTENT PRINCIPALEMENT LA VIE PROFESSIONNELLE DES FEMMES

Interrogées à propos de leurs expériences dans les domaines suivants : éducation, vie professionnelle, santé, rémunération, héritage, liberté de circulation, santé sexuelle et reproductive, en moyenne 57 % des femmes interrogées indiquent avoir été discriminées en tant que femmes dans au moins l'un de ces domaines.

Cette proportion augmente considérablement dans les réponses obtenues au Kenya (83 %), en

Inde (81 %) et en Afrique du Sud (72 %), tandis que les pourcentages sont plus bas dans les pays à haut revenu : 39 % en Grande-Bretagne, 41 % en Australie, 42 % aux États-Unis, 46 % au Canada, 49 % en France et 50 % en Nouvelle-Zélande.

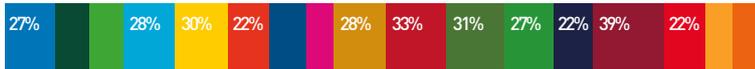
Ces situations discriminatoires sont donc vécues à des degrés divers reflétant des contextes nationaux différents.



## AU COURS DE VOTRE VIE, AVEZ-VOUS DÉJÀ VÉCU L'UNE DES SITUATIONS SUIVANTES ?

Question posée uniquement aux femmes

**JE N'AI PAS EU ACCÈS AUX MÊMES OPPORTUNITÉS DE PROMOTIONS DANS MON TRAVAIL QUE MES COLLÈGUES DE SEXE MASCULIN (Moyenne des 17 pays) 25%**



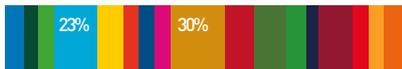
**JE NE SUIS PAS AUTANT PAYÉE QUE MES COLLÈGUES MASCULINS SUR MON LIEU DE TRAVAIL (24%)**



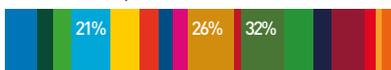
**MA LIBERTÉ DE MOUVEMENT A ÉTÉ RESTREINTE CONTRE MA VOLONTÉ PAR DES MEMBRES DE MA FAMILLE OU MON/MA PARTENAIRE (20%)**



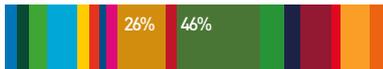
**J'AI RENCONTRÉ PLUS DE DIFFICULTÉS POUR ACCÉDER À L'ÉDUCATION ET À UNE FORMATION PROFESSIONNELLE QUE MES PROCHES DE SEXE MASCULIN (13%)**



**J'AI RENCONTRÉ DES DIFFICULTÉS POUR AVOIR ACCÈS À MA MÉTHODE DE CONTRACEPTION PRIVILÉGIÉE (P. EX. À CAUSE DE RESTRICTIONS FAMILIALES, PROBLÈMES FINANCIERS...) (13%)**



**JE N'AI PAS REÇU OU NE RECEVRAI PAS LE MÊME HÉRITAGE QUE MES PROCHES DE SEXE MASCULIN (12%)**



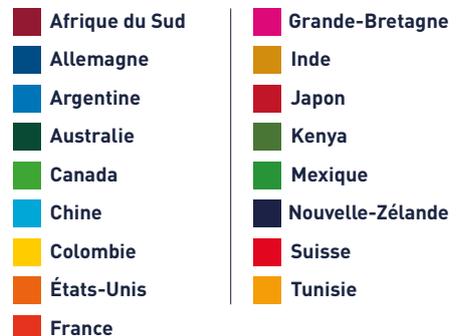
**J'AI RENCONTRÉ DES DIFFICULTÉS POUR AVOIR ACCÈS À L'AVORTEMENT ET À DES SOINS POST-AVORTEMENT (6%)**



**AUCUNE DE CES PROPOSITIONS (40%)**



**JE NE SAIS PAS (3%)**



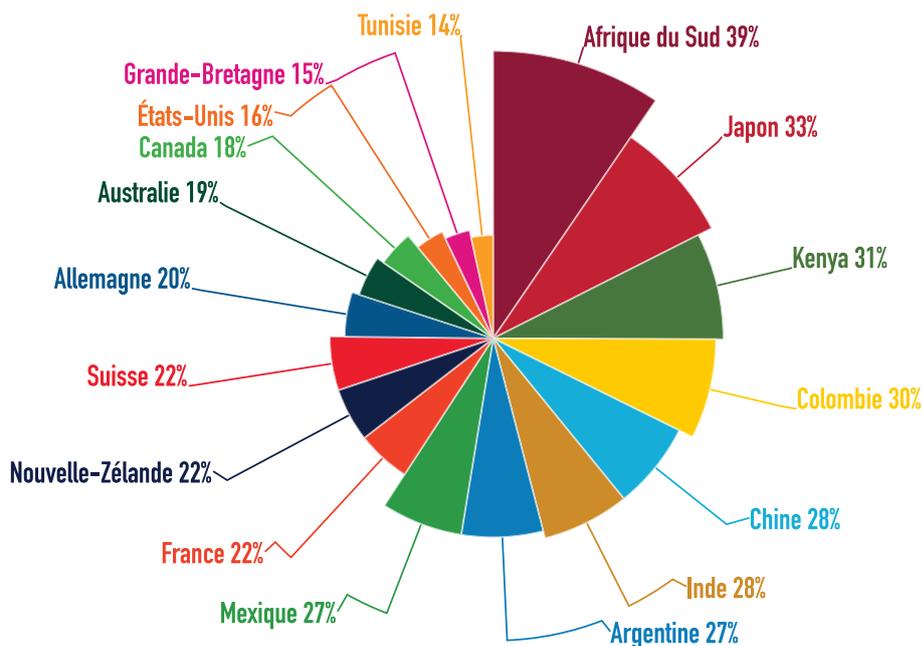
## LES FEMMES SONT PARTICULIÈREMENT SUSCEPTIBLES DE SUBIR DES DISCRIMINATIONS DANS LEUR VIE PROFESSIONNELLE

En moyenne, une femme interrogée sur quatre signale « ne pas avoir eu accès aux mêmes opportunités de promotion que [leurs] homologues de sexe masculin ». Cela va de 39 % en Afrique du Sud

à 15 % en Grande-Bretagne. Les femmes interrogées dans les pays à revenu élevé ont tendance à être moins nombreuses à rapporter cette expérience que leurs homologues issues des pays à revenu intermédiaire.



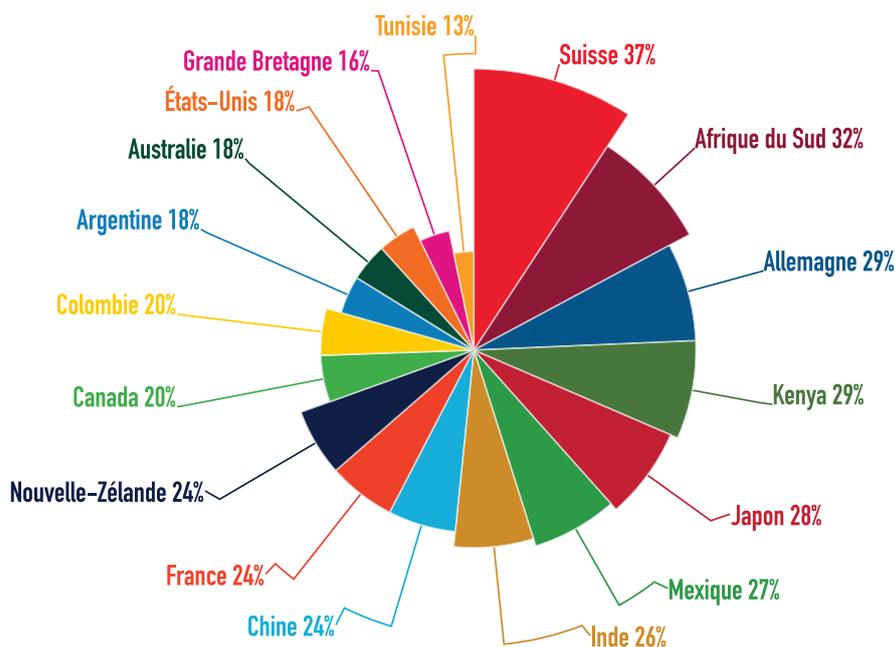
### JE N'AI PAS EU ACCÈS AUX MÊMES OPPORTUNITÉS DE PROMOTIONS DANS MON TRAVAIL QUE MES COLLÈGUES DE SEXE MASCULIN



Question uniquement posée aux femmes



### JE NE SUIS PAS AUTANT PAYÉE QUE MES COLLÈGUES MASCULINS SUR MON LIEU DE TRAVAIL



Question uniquement posée aux femmes

En moyenne dans les 17 pays, près d'un quart des femmes interrogées (24 %) déclarent qu'elles « *ne sont pas aussi bien payées que [leurs] homologues masculins à l'endroit où elles travaillent* ». Les femmes en Suisse (37 %), en Afrique du Sud (32 %), en Allemagne et au Kenya (29 %) sont les plus nombreuses à déclarer cette inégalité de salaire. En revanche, ces situations sont moins fréquemment rapportées en Argentine, en Australie, aux États-

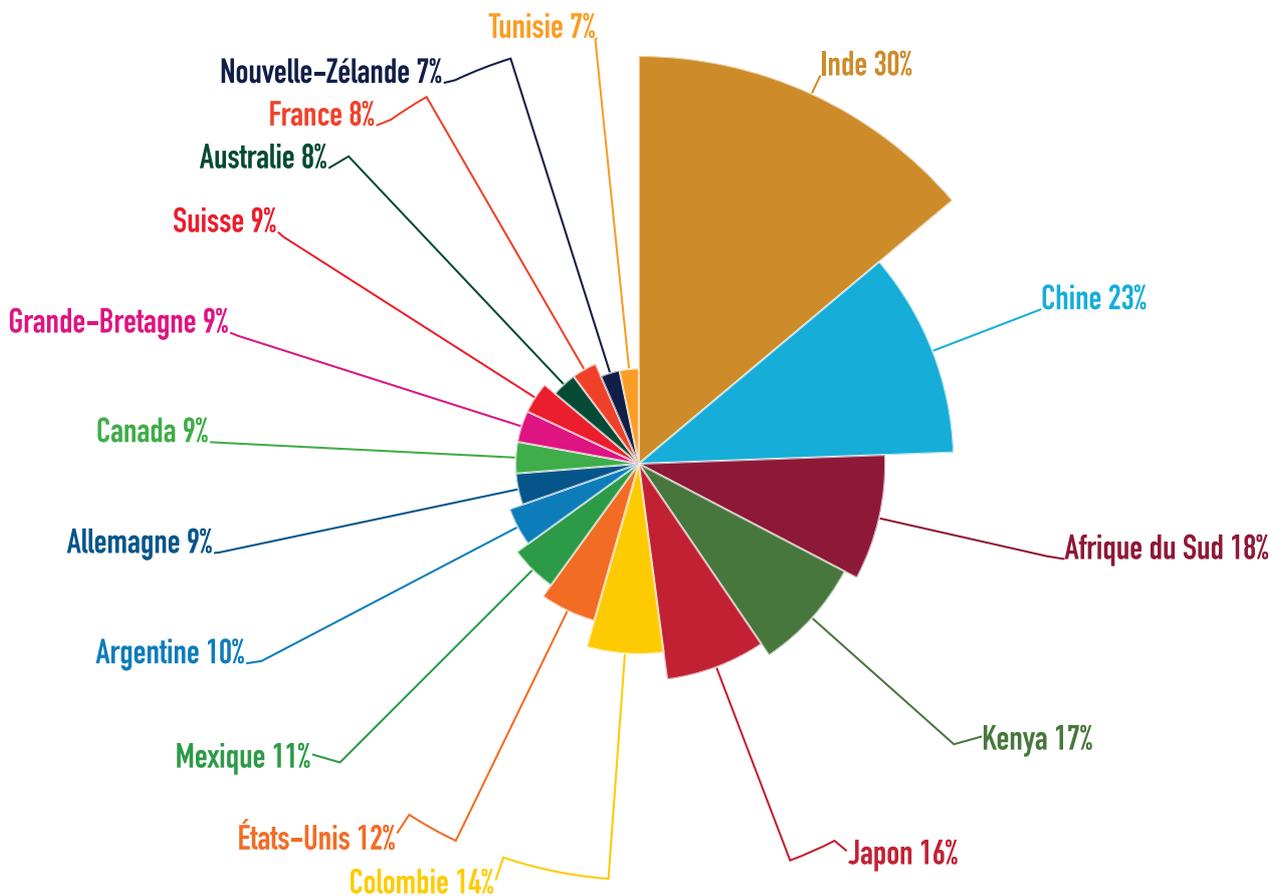
Unis (18 % chacun) et en Tunisie (13 %).

En moyenne, 13 % des femmes signalent qu'elles ont rencontré « *des difficultés d'accès à l'éducation et à la formation professionnelle par rapport à [leurs] homologues/parents de sexe masculin* ». Cette discrimination est particulièrement mentionnée en Inde (30 %), en Chine (23 %), en Afrique du Sud (18 %) et au Kenya (17 %)



## J'AI RENCONTRÉ PLUS DE DIFFICULTÉS POUR AVOIR ACCÈS À L'ÉDUCATION ET À UNE FORMATION PROFESSIONNELLE QUE MES PROCHES DE SEXE MASCULIN

Question uniquement posée aux femmes



## CERTAINES FEMMES ACCÈDENT DIFFICILEMENT AUX SERVICES DE SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE

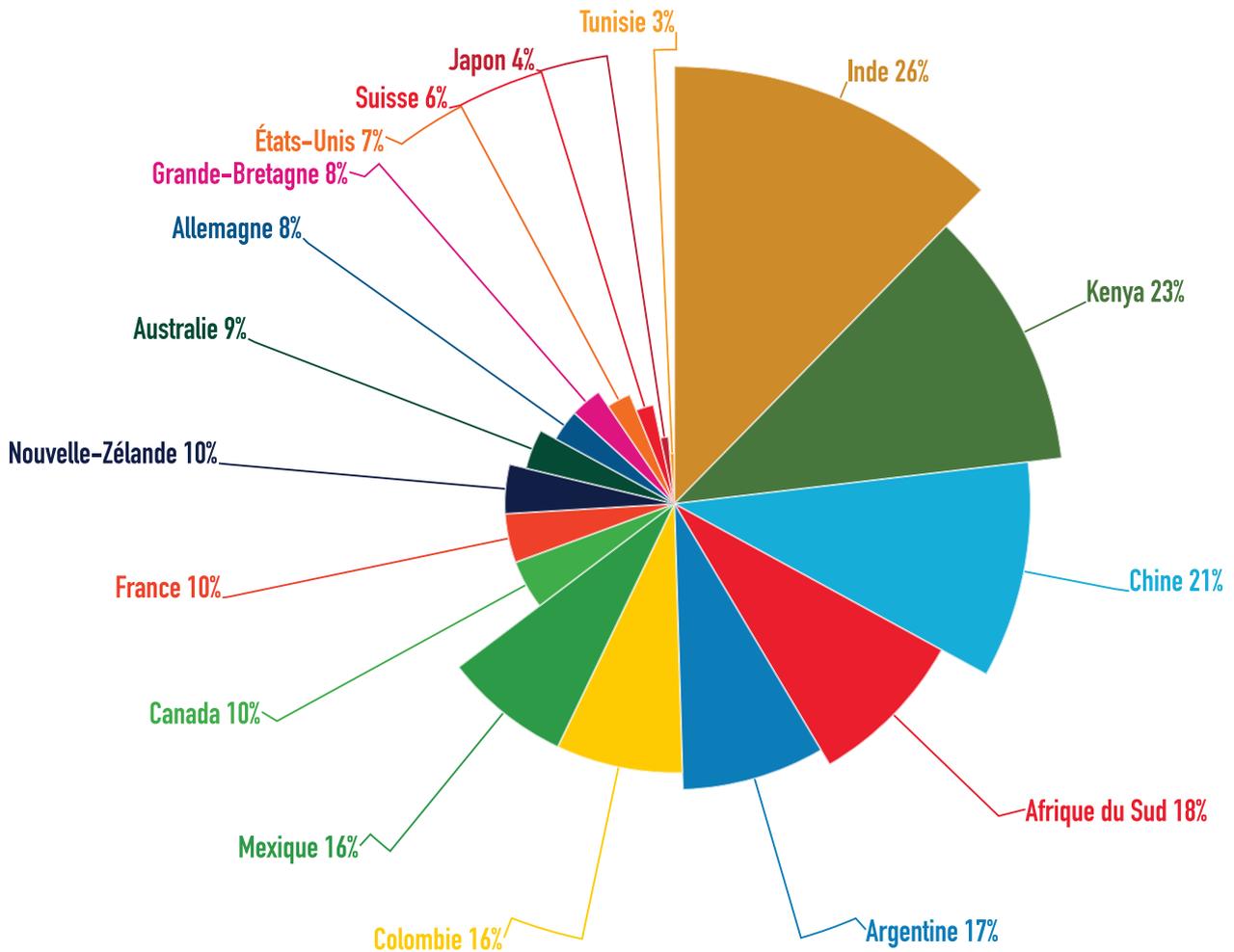
En moyenne, dans les 17 pays de cette étude, 12 % des femmes interrogées déclarent qu'elles ont « *rencontré des difficultés pour accéder à [leur] méthode de contraception privilégiée (par exemple, à cause de restrictions familiales, du prix, du manque de disponibilité)* ». Ces difficultés varient selon les pays, elles concernent

26 % des femmes interrogées en Inde, 23 % au Kenya, 21 % en Chine, 18 % en Afrique du Sud et 17 % en Chine, tandis que dans les pays à haut revenu, ces proportions oscillent entre 4 % (Japon) et maximum 10 % (France, Canada et Nouvelle Zélande).



**J'AI RENCONTRÉ DES DIFFICULTÉS POUR AVOIR ACCÈS À MA MÉTHODE DE CONTRACEPTION PRIVILÉGIÉE (P. EX. À CAUSE DE RESTRICTIONS FAMILIALES, PROBLÈMES FINANCIERS, MANQUE DE DISPONIBILITÉ)**

Question uniquement posée aux femmes



En moyenne, à travers les 17 pays, 6 % des femmes interrogées rapportent avoir expérimenté « des difficultés d'accès à l'avortement et aux soins post-avortement ». Les réponses sont similaires dans tous les pays, sauf en Inde où une moyenne de 20 % des répondantes mentionnent ces difficultés (ce pourcentage s'élève à 29 % des répondantes

habitant dans les zones rurales de l'Inde) et dans une moindre mesure, en Chine (11 %). Dans les 17 pays, en moyenne, les femmes âgées de 18 à 24 ans sont plus nombreuses à déclarer ces difficultés d'accès (9 %) par rapport à celles âgées de 25 ans et plus (5 %).

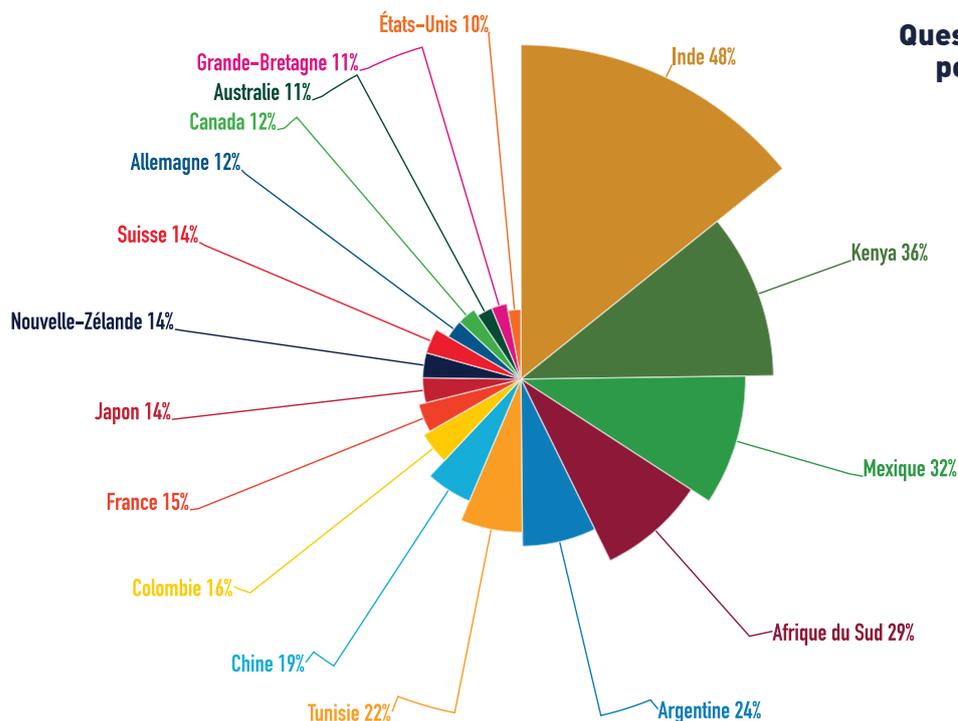
**UNE FEMME INTERROGÉE SUR CINQ FAIT FACE À UNE LIBERTÉ DE MOUVEMENT ENTRAVÉE**

**B**ien qu'étant un droit humain fondamental, la liberté de circulation est limitée pour beaucoup de femmes à travers le monde. En moyenne, 20 % des femmes interrogées dans les 17 pays déclarent que leur « liberté de circulation

a été restreinte contre [leur] gré par des membres de [leur] famille ou [leur] partenaire ». Cette proportion varie de 10 % aux États-Unis à 48 % en Inde.



### MA LIBERTÉ DE MOUVEMENT A ÉTÉ RESTREINTE CONTRE MA VOLONTÉ PAR DES MEMBRES DE MA FAMILLE OU MON/MA PARTENAIRE



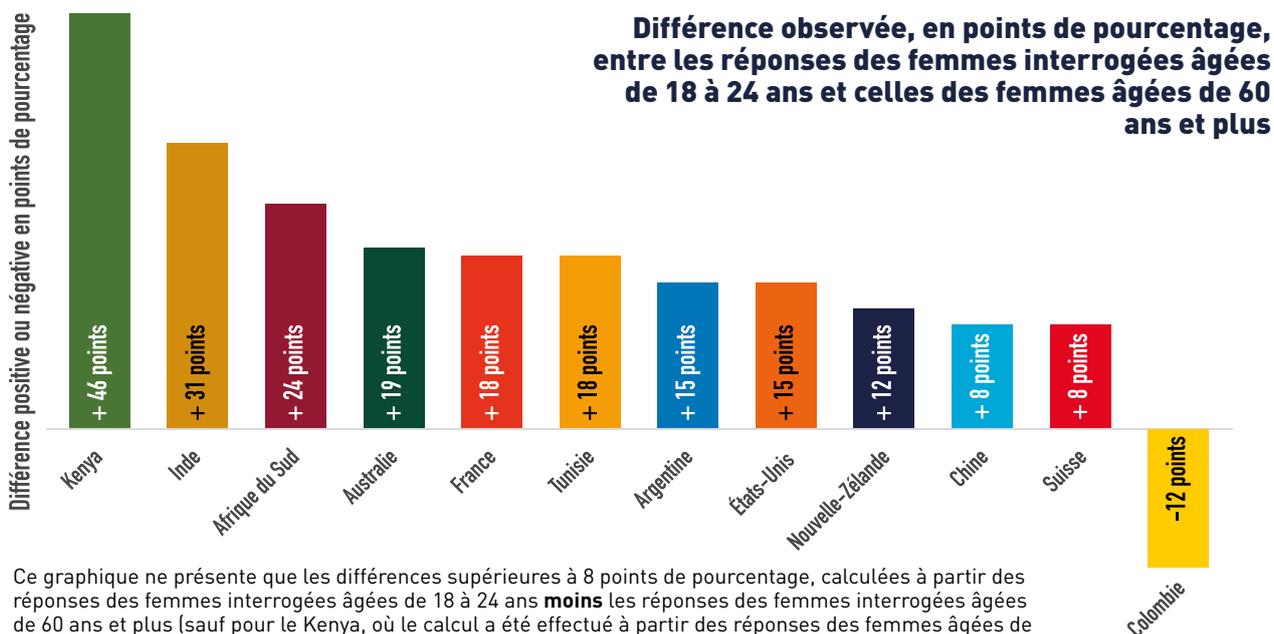
Question uniquement posée aux femmes

Dans la plupart des pays interrogés, les répondantes de 18 à 24 ans sont plus susceptibles de rapporter (ou de se souvenir) avoir été sujettes à des restrictions de leur liberté de circulation « de la part des membres de la famille ou de [leur] conjoint ». Mis à part en Colombie et au Japon, les restrictions de la liberté de circulation qui sont rapportées décroissent de manière linéaire avec l'âge des femmes interrogées.

Tandis qu'une moyenne de 27 % des femmes de 18 à 24 ans déclarent que leur « liberté de mouvement a été réduite » ce pourcentage tombe à 13 % chez celles âgées de 60 ans et plus. Cette forme de discrimination semble être particulièrement fréquente en Inde où plus de 65 % des femmes interrogées de 18 à 24 ans rapportent avoir subi des restrictions de leur liberté de circulation.



### MA LIBERTÉ DE MOUVEMENT A ÉTÉ RESTREINTE CONTRE MA VOLONTÉ PAR DES MEMBRES DE MA FAMILLE OU MON/MA PARTENAIRE



Ce graphique ne présente que les différences supérieures à 8 points de pourcentage, calculées à partir des réponses des femmes interrogées âgées de 18 à 24 ans moins les réponses des femmes interrogées âgées de 60 ans et plus (sauf pour le Kenya, où le calcul a été effectué à partir des réponses des femmes âgées de 18 à 24 ans moins celles des femmes âgées de 45 ans et plus).

# LES COMPORTEMENTS SEXISTES SONT UNIVERSELLEMENT DÉNONCÉS COMME ÉTANT INACCEPTABLES... AVEC QUELQUES EXCEPTIONS

Comme observé précédemment, les femmes subissent souvent des comportements et des attitudes sexistes dans leur vie publique et privée. Ces situations sont largement documentées dans le monde entier. Les résultats de cette enquête indiquent que les comportements sexistes sont dénoncés par la majorité des personnes interrogées, qu'elles soient des femmes ou des hommes, dans chaque pays sondé. L'enquête tente de mesurer les opinions des répondantes et répondants quant

à savoir si sept types de comportements sexistes observés de manière courante à la maison, au travail, en ligne et en public, sont perçus comme étant « acceptables » ou « inacceptables ». Ces résultats doivent être interprétés avec prudence dans la mesure où les réponses formulées dans une enquête telle que celle-ci peuvent refléter ce que les répondantes et répondants pensent être acceptable de dire, plutôt que de réellement révéler les expériences vécues par les femmes.

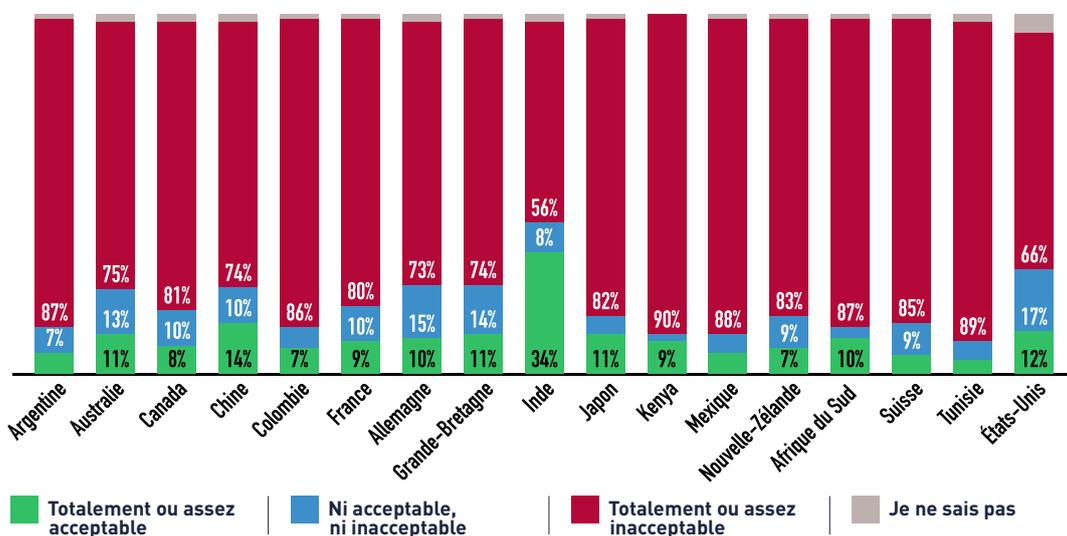
Dans les 17 pays sondés, la majorité absolue des personnes interrogées considère que les comportements suivants sont « inacceptables » (en grande partie ou totalement) :

- « Siffler une femme dans la rue ou la toucher sans son accord » est considéré comme inacceptable par une moyenne de 80 % des répondantes et répondants,
- « Raconter ou partager des blagues sexistes à propos d'une femme » est considéré comme inacceptable par une moyenne de 57 % (sauf en Allemagne 46 %, en Suisse 45 % et en France 44 %),
- « Demander à une femme lors d'un entretien d'embauche si elle a ou souhaiterait avoir des enfants » est considéré comme inacceptable par une moyenne de 57 % (sauf en Colombie 48 %, en Chine 44 % et en Inde 43 %),
- « Les femmes gagnent moins que les hommes pour le même travail » est considéré comme inacceptable par une moyenne de 78 %,
- « Laisser les femmes assurer la majorité des tâches ménagères, de la garde des enfants et du soutien aux personnes âgées » est considéré comme inacceptable par une moyenne de 58 % (sauf aux États-Unis 47 %, en Tunisie 43 % et en Inde où seules 34 % des personnes interrogées déclarent que c'est « inacceptable » contre 42 % qui pensent que c'est « acceptable »).



## VEUILLEZ INDICER DANS QUELLE MESURE VOUS CONSIDÉREZ PERSONNELLEMENT ACCEPTABLES OU INACCEPTABLES LES PROPOSITIONS SUIVANTES:

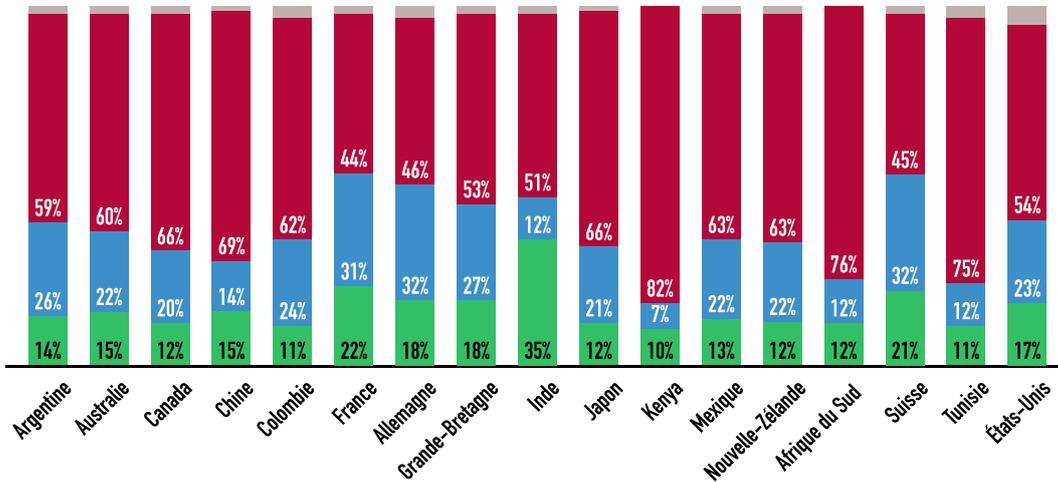
«SIFFLER UNE FEMME DANS LA RUE OU TOUCHER UNE FEMME SANS SON CONSENTEMENT»



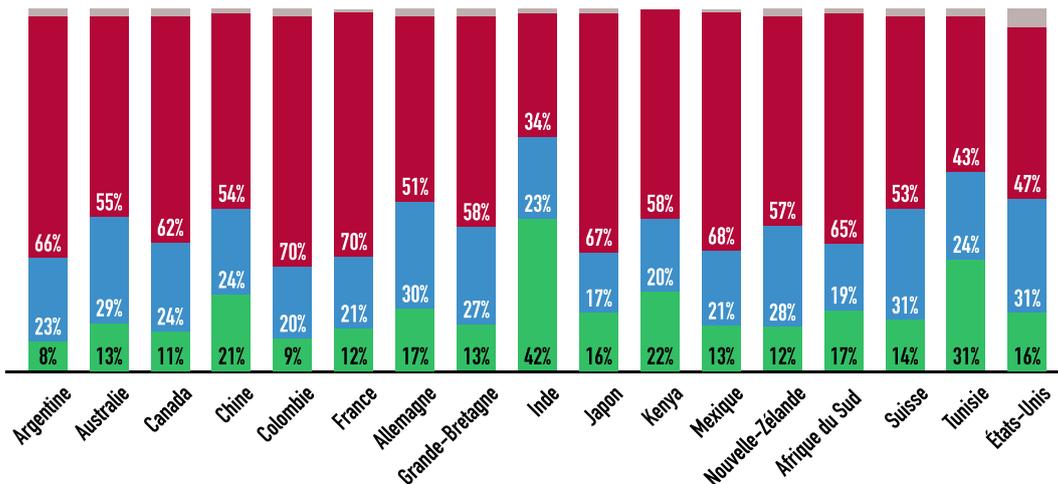
Dans l'ensemble, la répartition des réponses semble indiquer que ces comportements discriminatoires sont largement condamnés, même si dans les faits, ils continuent d'exister. Les femmes et les hommes interrogés ont répondu de

manière plutôt similaire, on observe cependant que les hommes ont systématiquement tendance à être un peu moins nombreux que les femmes à condamner ce genre de comportements.

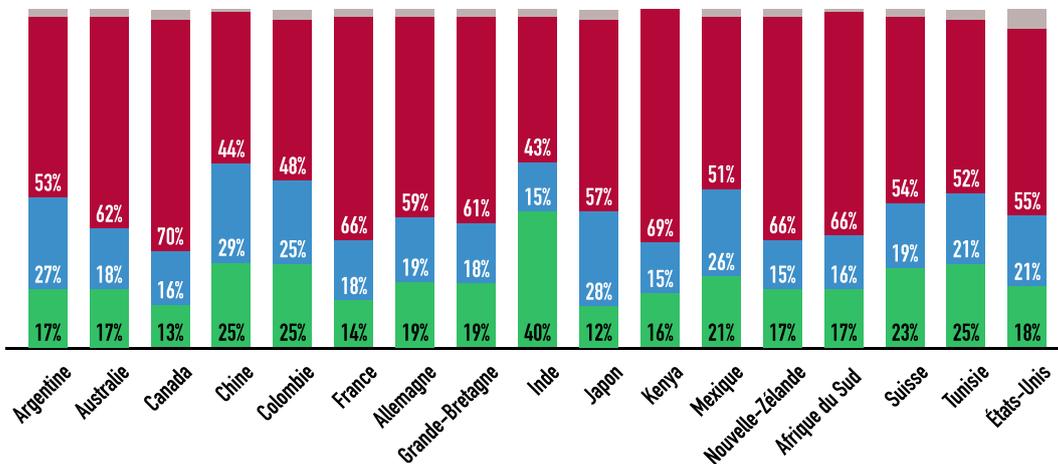
**«RACONTER OU PARTAGER UNE BLAGUE SEXISTE AU SUJET D'UNE FEMME AVEC DES AMIS OU SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX»**



**«LAISSER LES FEMMES ASSURER LA MAJORITÉ DES TÂCHES MÉNAGÈRES, DE LA GARDE DES ENFANTS ET DU SOUTIEN AUX PERSONNES ÂGÉES»**

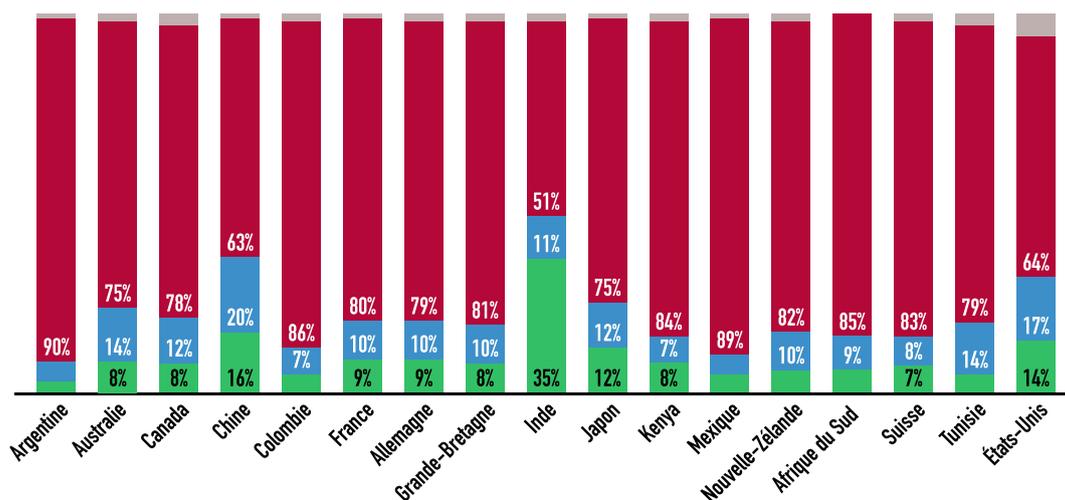


**«DEMANDER À UNE FEMME PENDANT UN ENTRETIEN D'EMBAUCHE SI ELLE A, OU SOUHAITERAIT AVOIR, DES ENFANTS»**



■ Totalement ou assez acceptable | 
 ■ Ni acceptable, ni inacceptable | 
 ■ Totalement ou assez inacceptable | 
 ■ Je ne sais pas

## «LES FEMMES GAGNENT MOINS QUE LES HOMMES POUR LE MÊME TRAVAIL»



L'enquête a également tenté d'évaluer dans quelle mesure deux comportements spécifiques, au cœur des inégalités de genres et des violences sexistes, étaient « acceptables » ou « inacceptables », à savoir :

- Le devoir des femmes de toujours obéir à leur partenaire,
- La possibilité pour les femmes de refuser d'avoir un rapport sexuel avec leur partenaire.

## UNE FEMME N'A PAS À OBÉIR À SON PARTENAIRE

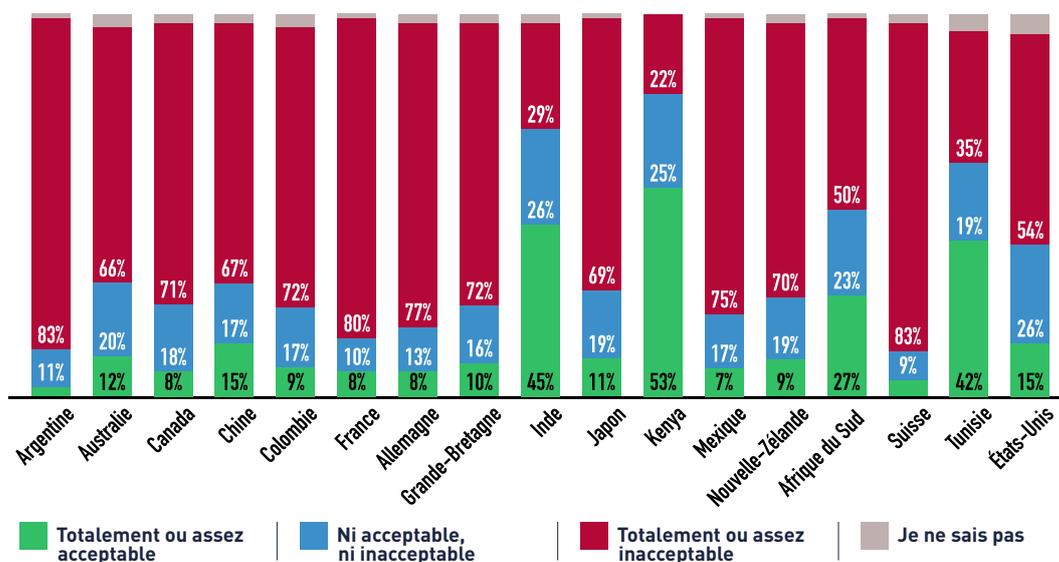
Dans 14 des 17 pays sondés, la majorité des personnes interrogées estime qu'il est « inacceptable » de penser que « les femmes doivent toujours obéir à leur partenaire ». En revanche, au Kenya, en Inde, et à un degré moindre, en Tunisie, une majorité de personnes interrogées répond qu'il est « acceptable » pour les femmes de toujours obéir à leur partenaire. De plus près, on remarque que

cette acceptabilité est reconnue tant par les femmes que par les hommes au Kenya et en Inde, alors qu'en Tunisie, l'acceptabilité est surtout retenue par une majorité des hommes interrogés (47%) et un peu moins par les femmes (34%)<sup>139</sup>. Dans ces trois pays, le fait qu'une femme obéisse toujours à son conjoint est davantage accepté par les populations qui vivent dans des zones rurales.



## VEUILLEZ INDICER DANS QUELLE MESURE VOUS CONSIDÉREZ PERSONNELLEMENT ACCEPTABLES OU INACCEPTABLES LES PROPOSITIONS SUIVANTES:

## «LES FEMMES DOIVENT TOUJOURS OBÉIR À LEUR PARTENAIRE»



<sup>139</sup> En Tunisie, 36 % des femmes interrogées estiment que l'idée selon laquelle une femme doit toujours obéir à son mari est « acceptable », contre 47 % des hommes. 46 % des femmes en Tunisie considèrent ce principe comme « inacceptable », contre 25 % des hommes. Et 15 % des femmes et 23 % des hommes estiment que ce principe n'est « ni acceptable ni inacceptable ».

## LE DEVOIR D'OBÉISSANCE À SON CONJOINT : ACCEPTABLE OU INACCEPTABLE SELON L'ÂGE, LE GENRE ET LE LIEU DE RÉSIDENCE EN QUESTION



**A**u Kenya et en Inde, parmi les femmes interrogées, seules les plus âgées déclarent qu'il est « *inacceptable* » de « *toujours obéir à leur partenaire* » (42 % des Kényanes âgées de 45 ans et plus et 39 % des Indiennes âgées de 60 ans et plus). Les personnes interrogées vivant en zone urbaine ont davantage tendance à remettre en question cette norme traditionnelle que celles vivant en zone rurale en Inde (13 points de pourcentage de différence) et au Kenya (6 points de pourcentage).

D'autre part, en Tunisie, les femmes interrogées de tout âge et en particulier celles âgées de 18 à 25 ans, remettent en question l'obéissance

inconditionnelle qu'une femme devrait témoigner à son conjoint. Dans toutes les tranches d'âge, une majorité relative de femmes considère qu'il est « *inacceptable* » pour les femmes de « *toujours obéir à leur partenaire* » (46 % en moyenne). Les hommes interrogés en Tunisie ne remettent pas en cause ce devoir, même si les jeunes hommes de 18 à 24 ans sont moins nombreux que leurs aînés de 60 ans et plus à soutenir cette pratique discriminante (11 points de pourcentage de différence). Dans les faits, si l'article 23 du code du statut personnel en Tunisie établit que le mari est le chef de famille<sup>140</sup>, pour autant l'épouse n'est pas légalement obligée d'obéir à son mari<sup>141</sup>.

## LES FEMMES PEUVENT REFUSER D'AVOIR UN RAPPORT SEXUEL AVEC LEUR PARTENAIRE

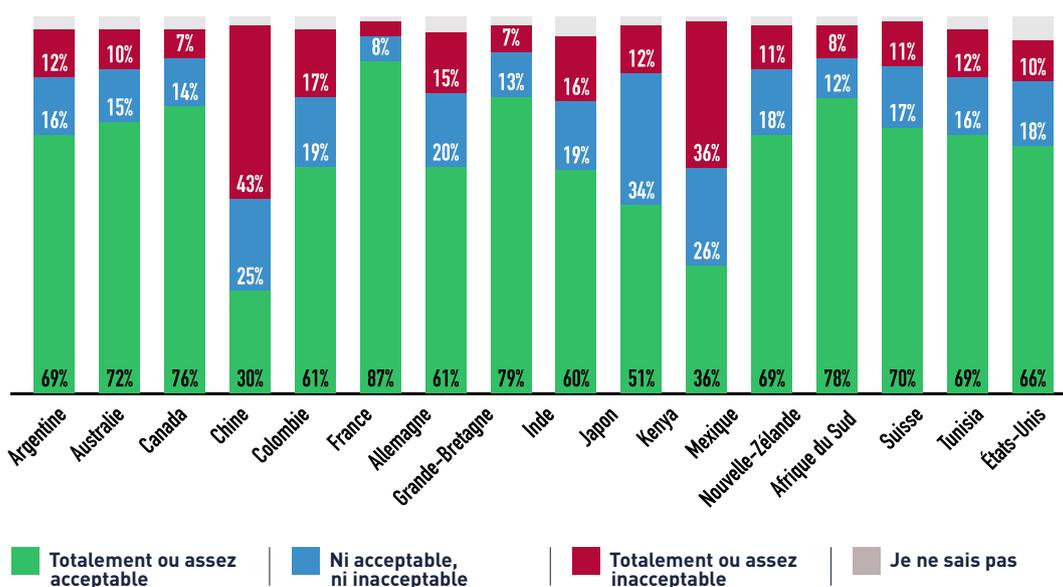
Pour la majorité des personnes interrogées, il est « *acceptable* » pour une femme de refuser un rapport sexuel à son partenaire. Dans 14 pays sur 16<sup>142</sup>, une très grande majorité des répondants, femmes et

hommes, reconnaît le principe du consentement en matière de relations sexuelles, jusqu'à 87 % en France, 79 % en Grande-Bretagne, 78 % en Nouvelle-Zélande et 70 % en Afrique du Sud.



**VEUILLEZ INDICER DANS QUELLE MESURE VOUS CONSIDÉREZ PERSONNELLEMENT ACCEPTABLES OU INACCEPTABLES LES PROPOSITIONS SUIVANTES:**

«LES FEMMES PEUVENT REFUSER D'AVOIR UN RAPPORT SEXUEL AVEC LEUR PARTENAIRE»



<sup>140</sup> République Tunisienne. [Code du Statut Personnel](#).

<sup>141</sup> Banque mondiale. (Washington, DC, 2020). [Les Femmes, l'Entreprise et le Droit 2020](#).

<sup>142</sup> Cette question n'a pas été posée en Tunisie après avoir remarqué que les premières personnes interrogées dans ce pays refusaient de répondre à la question.

Cependant, dans certains pays, une proportion importante des personnes interrogées persiste encore aujourd'hui à dénier aux femmes la possibilité de refuser un rapport sexuel à leurs partenaires. C'est notamment ce que l'on mesure dans la majorité des réponses obtenues en Chine où 43 % des personnes interrogées (49 % des hommes et 36 % des femmes) semblent estimer qu'il est « *inacceptable* » qu'une femme refuse d'avoir un rapport sexuel avec son partenaire. Les opinions sont partagées au Kenya où 36 % des personnes interrogées pensent que c'est « *inacceptable* » (40 % des hommes et 33 %

des femmes), et dans les mêmes proportions, 36% pensent que c'est « *acceptable* » (29 % des hommes et 43 % des femmes).

Le droit d'une femme de refuser d'avoir un rapport sexuel est reconnu aux États-Unis par 70 % des personnes s'identifiant comme blanches, 59% des personnes s'auto-déclarant comme « asiatiques », et 51% qui s'identifient comme afro-américaines<sup>143</sup>. Au contraire, en Afrique du Sud l'appartenance ethnique n'a aucun impact sur cette question.

## EN CHINE, LA POSSIBILITÉ POUR LES FEMMES DE REFUSER UN RAPPORT SEXUEL AVEC LEUR PARTENAIRE EST PARTICULIÈREMENT RECONNUE PAR LES PLUS JEUNES ET LES PLUS RICHES, FEMMES ET HOMMES CONFONDUS



**E**n Chine, bien que la majorité des personnes interrogées trouvent « *inacceptable* » que les femmes refusent d'avoir un rapport sexuel avec leur partenaire, les jeunes femmes interrogées pensent le contraire. En effet, 51 % des répondantes femmes chinoises âgées de 18 à 44 ans et 50 % de celles âgées de 25 à 44 ans estiment acceptable qu'une femme refuse d'avoir un rapport sexuel avec son partenaire, tandis que respectivement 9 % et 33 % jugent cela acceptable. En revanche, les femmes âgées de 45 à 59 ans et les hommes de tous les âges sont plus nombreux à penser

qu'il est « *inacceptable* » pour les femmes de refuser un rapport sexuel avec leur partenaire (respectivement 59 % et 49 %) que le contraire (respectivement 18 % et 24 %). Le niveau de revenu du ménage semble être corrélé avec les réponses des répondantes : les plus riches (se déclarant appartenir aux trois quintiles supérieurs) sont plus nombreuses à considérer acceptable qu'une femme puisse refuser un rapport sexuel avec son partenaire. En Chine, la législation ne pénalise pas explicitement le viol conjugal, mais une épouse peut déposer plainte contre son mari<sup>144</sup>.

À des degrés variables dans les 16 pays interrogés sur cette question, les hommes sont invariablement plus nombreux à estimer inacceptable que les femmes puissent refuser d'avoir un rapport sexuel avec leur partenaire. En Chine, en Inde et au Japon, la proportion d'hommes s'opposant à l'idée que les femmes puissent refuser d'avoir un rapport sexuel

avec leur partenaire est supérieure de plus de dix points de pourcentage à la proportion des femmes. En Australie, en Grande-Bretagne et en France, la différence entre les hommes et les femmes est inférieure à 3 points de pourcentage.

## LE FOSSÉ ENTRE LE DISCOURS ET LA RÉALITÉ



**E**n France, 88 % des femmes et 85 % des hommes déclarent qu'il est « *acceptable* » pour une femme de refuser d'avoir un rapport sexuel avec son partenaire, ce qui représente les pourcentages les plus élevés de tous les pays interrogés. Pourtant, une étude récente du mouvement féministe français #NousToutes menée en ligne auprès de 108 947 personnes,

dont 96 600 femmes âgées de 15 à 75 ans (non représentatives de la population française), a révélé que parmi les personnes interrogées, 9 femmes sur 10 ont rapporté « *avoir subi des pressions pour avoir un rapport sexuel* » et que dans « 88 % des cas » cette expérience leur était « *arrivée plusieurs fois* »<sup>145</sup>.

<sup>143</sup> Sur la base des classifications du recensement américain, les personnes interrogées aux États-Unis ont été invitées à choisir l'une des sept catégories suivantes : « Amérindien ou natif d'Alaska », « Asiatique », « Blanc », « Deux races ou plus », « Natif d'Hawaï et d'autres îles du Pacifique », « Noir ou Afro-Américain », ou « Autre ».

<sup>144</sup> Droit Pénal de la République populaire de Chine, [Article 236](#).

<sup>145</sup> NousToutes. (2020). [Enquête sur le consentement dans les rapports sexuels #JaiPasDitOui](#).

# CES ENDROITS OÙ LES FEMMES ET LES HOMMES SE SENTENT LE MOINS EN SÉCURITÉ

L'enquête révèle qu'une moyenne de 50 % de toutes les personnes interrogées dans les 17 pays identifient les « *espaces publics* » comme étant des endroits où elles-mêmes, ou quelqu'un qu'elles connaissent, ressentent un risque « *de se faire agresser ou harceler* ». C'est particulièrement le cas en Argentine (63 %), en Afrique du Sud (66 %),

en Tunisie (72 %) et au Mexique (75 %). En moyenne 39 % des personnes interrogées dans les 17 pays de l'étude déclarent se sentir en danger d'agression ou de harcèlement « *en ligne (par exemple, sur les réseaux sociaux)* ». De plus, 25 % des répondantes et répondants ont identifié « *l'endroit où [elles/ils] travaillent ou étudient* » et 17 % ont indiqué leur



## EN GÉNÉRAL, OÙ VOUS SENTEZ-VOUS (VOUS PERSONNELLEMENT OU QUELQU'UN QUE VOUS CONNAISSEZ), MENACÉ(E) D'AGRESSION OU DE HARCÈLEMENT (P. EX. PHYSIQUE OU VERBAL(E), ETC.) ?

**DANS DES LIEUX PUBLICS (P. EX. DANS LES TRANSPORTS, DANS LA RUE) (Moyenne des 17 pays) 50%**



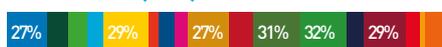
**EN LIGNE (P. EX. SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX) (39%)**



**SUR MON LIEU DE TRAVAIL OU D'ÉTUDES (25%)**



**À LA MAISON (17%)**



**AUCUN DE CES LIEUX - JE NE ME SENS PAS MENACÉ(E) D'AGRESSION OU DE HARCÈLEMENT (27%)**



**JE NE SAIS PAS (5%)**



« *domicile* » comme étant des environnements à risque.

Enfin, une moyenne de 27 % des répondants (femmes ou hommes) dans les 17 pays « ne se sent en danger d'agression ou de harcèlement » dans aucun de ces lieux. C'est particulièrement le cas dans les pays à haut revenu, ce qui contraste fortement avec les réponses obtenues dans la plupart des pays à revenu intermédiaire.

Dans certains pays, le fait de « ne pas ressentir de risque d'agression ou de harcèlement » dans ces endroits listés varie en fonction de l'origine ethnique déclarée. Par exemple, aux États-Unis, 50 % des personnes interrogées qui se sont identifiées comme blanches ne se sentent pas à risque d'être agressées ou harcelées, contrairement aux 21 % de personnes qui se sont identifiées comme afro-américaines.

En Afrique du Sud, 18 % des personnes qui se sont identifiées comme blanches ne se sentent à risque d'être agressées dans aucun de ces lieux ni aucune de ces situations, contrairement aux 10 % des personnes s'identifiant comme noires. Au Canada, 46 % des personnes auto-identifiées comme blanches ne ressentent pas de risque d'agression ou de harcèlement dans les endroits listés, contrairement aux 24 % de personnes qui se sont identifiées comme faisant partie d'un autre groupe racial ou ethnique<sup>146</sup>. L'absence de différence significative entre les réponses des hommes et des femmes répondants semble contre-intuitive. Il est pourtant estimé que dans les pays pour lesquels des données sont disponibles, 75 % des femmes dans le monde âgées de 18 ans et plus, ou au moins 2 milliards de femmes au niveau mondial, ont vécu l'expérience du harcèlement sexuel<sup>147</sup>.

<sup>146</sup> Sur la base des classifications du recensement canadien, les personnes interrogées au Canada ont été invitées à choisir l'une des catégories suivantes : « Arabe », « Asiatique du Sud-Est », « Asiatique Occidental », « Blanc », « Chinois », « Coréen », « Japonais », « Latino-Américain », « Noir », « Philippin », « Sud-Asiatique » ou « Autre ». Les sous-échantillons trop réduits ont été agrégés pour créer des catégories analytiques de taille suffisante.

<sup>147</sup> UN Women and the International Labour Organization. (New York, 2020). *Handbook Addressing Violence and Harassment against Women in the World of Work*. [ONU Femmes et l'Organisation internationale du travail, Manuel pour remédier à la violence et au harcèlement des femmes dans le monde du travail].



# FINANCEMENTS POUR L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES ET ENGAGEMENT CITOYEN

---



# UN CONSTAT PARTAGÉ : ATTEINDRE L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES EST PRIMORDIAL POUR EN FINIR AVEC LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE



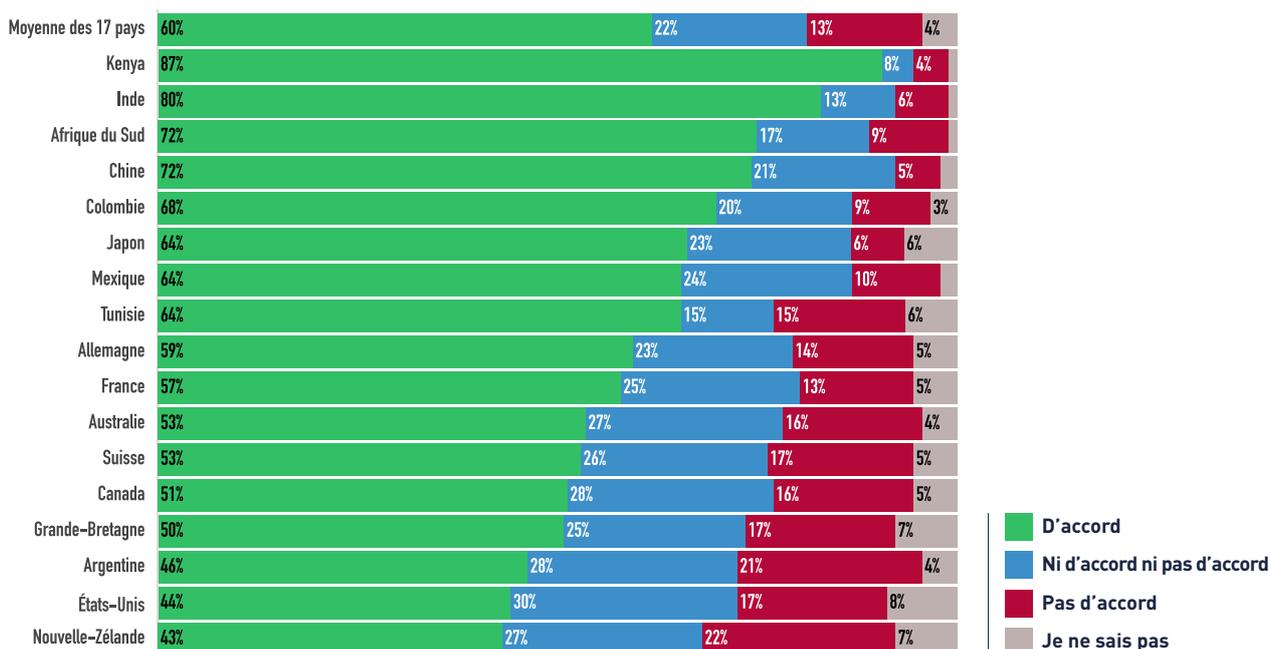
**Résultat clé :** En moyenne, 60 % des personnes interrogées dans cette étude considèrent qu'il est essentiel de parvenir à l'égalité entre les sexes pour mettre fin à la pauvreté dans tous les pays.

La corrélation entre l'égalité entre les femmes et les hommes d'un côté et l'éradication de la pauvreté de l'autre, est présente dans l'esprit de la majorité des personnes interrogées dans les

17 pays (60 % en moyenne sur les 17 pays). Quelques 22 % des répondants ne sont « *ni en accord, ni en désaccord* » avec cette idée, tandis que seulement 13 % des personnes interrogées ne sont « *pas d'accord* ».



## PARVENIR À L'ÉGALITÉ DES SEXES EST ESSENTIEL POUR METTRE FIN À LA PAUVRETÉ DANS TOUS LES PAYS



La corrélation entre la réalisation de l'égalité des sexes et l'éradication de la pauvreté est évidente dans les réponses obtenues au Kenya (87 %), en Inde (80 %), en Chine et en Afrique du Sud (72 %), soit quatre pays à revenu intermédiaire (de la tranche inférieure et supérieure), dans lesquels une proportion significative de la population vit dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté.

La corrélation entre l'égalité des sexes et la lutte contre la pauvreté est davantage identifiée par les femmes que par les hommes, en particulier en Australie (une différence de 16

points de pourcentage), au Canada (15 points de pourcentage), en Grande-Bretagne, en Tunisie (14 points de pourcentage) et en Colombie (13 points de pourcentage).

Ces données suggèrent que le grand public soutiendrait l'Objectif de développement (ODD) 1 (éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde) et l'ODD 5 (parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les filles et les femmes) tout autant qu'il comprendrait l'interdépendance entre les ODD, sans même en connaître ni le principe ni l'agenda politique.

# LE FORUM GÉNÉRATION ÉGALITÉ DOIT ÊTRE UNE OPPORTUNITÉ POUR AUGMENTER LES FINANCEMENTS POUR DÉFENDRE LES DROITS DES FEMMES

À l'approche du Forum Génération Égalité, les répondantes et répondants ont été interrogés sur leur soutien en faveur d'une augmentation du financement de la part de leur gouvernement pour parvenir à l'égalité entre les sexes.

Dans les 17 pays sondés, une majorité de personnes interrogées, en moyenne 61 % tous pays confondus, espère que leur gouvernement saisira l'opportunité du Forum pour augmenter le financement en faveur de l'égalité des sexes, que ce soit au niveau national ou international. En détail, entre 8 % et 34 % des personnes interrogées ne sont « *ni d'accord ni pas d'accord* ».

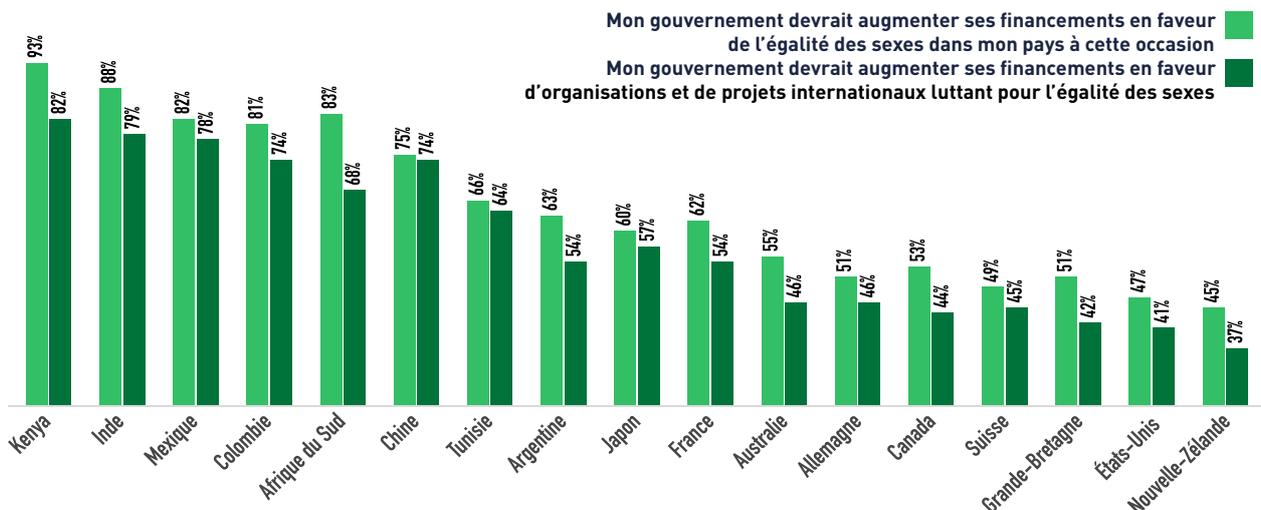
Qu'il s'agisse de prendre des mesures au niveau national ou de financer des projets internationaux pour encourager l'égalité entre les femmes et les hommes à l'échelle de la planète, les personnes de toutes les catégories socio-démographiques attendent des actes concrets de la part de leur gouvernement à l'occasion du Forum Génération Égalité. Néanmoins, l'origine ethnique affecte les opinions dans une certaine mesure. Par exemple, en Afrique du Sud les personnes qui se sont identifiées comme noires (82

%) ont plus tendance à se positionner en faveur d'un financement accru pour l'égalité femmes-hommes en comparaison avec celles qui se sont identifiées comme étant blanches (65 %). Au Canada et en Grande-Bretagne, les personnes interrogées qui ne se sont pas identifiées comme blanches ont davantage tendance à soutenir ces investissements (60 % dans chaque pays) que celles qui se sont identifiées comme blanches (respectivement 44 % et 45 %)<sup>148,149</sup>.

Approximativement deux-tiers des personnes interrogées dans les 17 pays (65 %) soutiennent une augmentation des dépenses pour financer l'égalité des sexes à l'échelle nationale. En moyenne, ce soutien est plus élevé dans les pays interrogés à revenu faible et intermédiaire (79 %), en comparaison avec le pourcentage obtenu dans les pays à haut revenu (53 %). Un résultat similaire est observé en faveur d'une augmentation des financements à destination d'organisations ou de projets internationaux pour faire progresser l'égalité femmes-hommes à l'échelle du monde ; en moyenne, près de 6 personnes sur 10 (58 %) dans les 17 pays interrogés en soutiennent le principe.



## QUELLES MESURES VOTRE GOUVERNEMENT DEVRAIT-IL PRENDRE POUR FAIRE PROGRESSER L'ÉGALITÉ DES SEXES DANS VOTRE PAYS ?



<sup>148</sup> Sur la base des classifications du recensement canadien, les personnes interrogées au Canada ont été invitées à choisir l'une des catégories suivantes : « Arabe », « Asiatique du Sud-Est », « Asiatique Occidental », « Blanc », « Chinois », « Coréen », « Japonais », « Latino-Américain », « Noir », « Philippin », « Sud-Asiatique » ou « Autre ». Les sous-échantillons trop réduits ont été agrégés pour créer des catégories analytiques de taille suffisante.

<sup>149</sup> Sur la base des classifications du recensement au Royaume-Uni, les personnes interrogées en Grande-Bretagne ont été invitées à choisir l'une des catégories suivantes : « Asiatique », « Blanc », « Noir » ou « Autre ». Les sous-échantillons trop réduits ont été agrégés pour créer des catégories analytiques de taille suffisante.

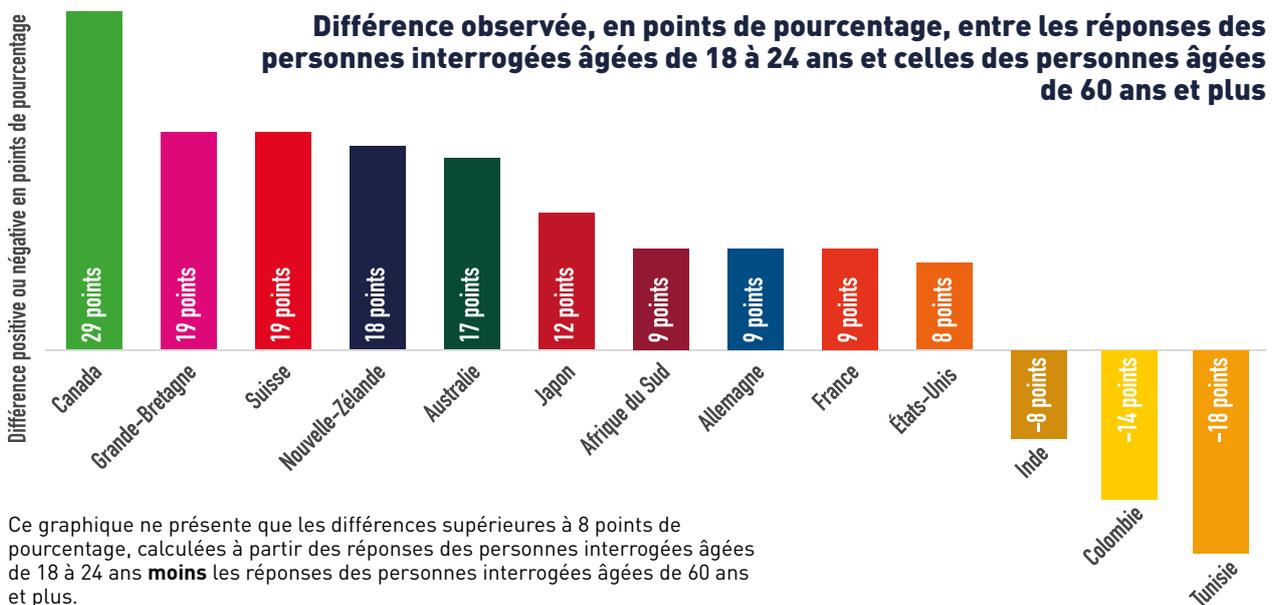
## LES JEUNES DE MOINS DE 25 ANS SONT PARTICULIÈREMENT EN ATTENTE D'ENGAGEMENTS FINANCIERS DE LEUR GOUVERNEMENT POUR FAIRE PROGRESSER L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Les jeunes (âgés de 18 à 24 ans), plus encore que leurs aînés de 60 ans et plus, attendent de leur gouvernement une augmentation des financements pour faire progresser l'égalité femmes-hommes **dans leur propre pays**. On observe

le contraire en Colombie, en Inde et en Tunisie, trois pays dans lesquels les répondants plus âgés sont précisément plus nombreux que les jeunes à soutenir une augmentation des financements en faveur de l'égalité femmes-hommes à l'échelle nationale.



### MON GOUVERNEMENT DEVRAIT AUGMENTER SES FINANCEMENTS EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES SEXES DANS MON PAYS À CETTE OCCASION

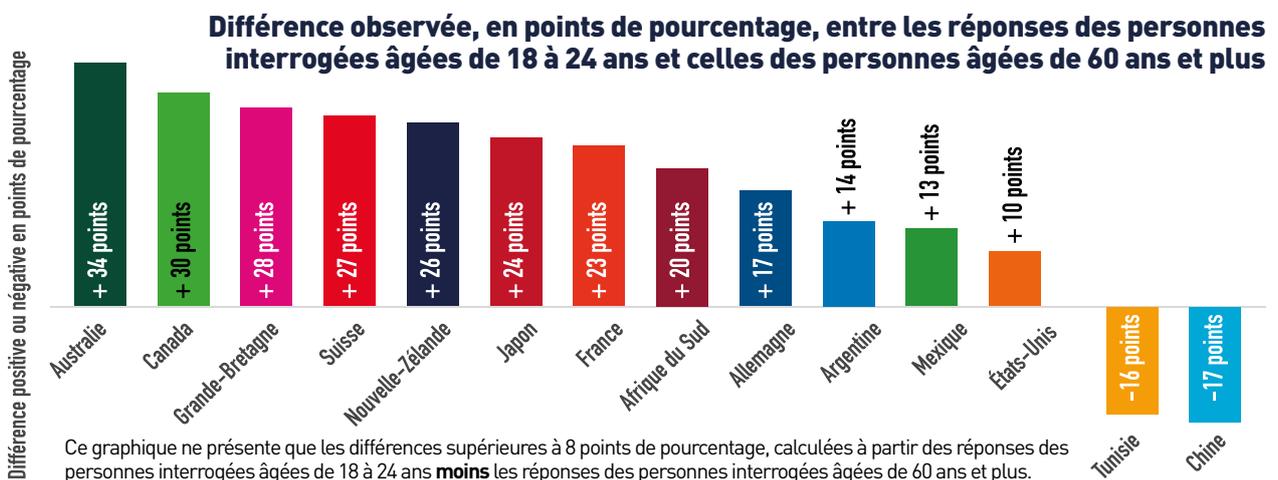


Même si la plupart des femmes interrogées, tous âges confondus, se prononcent en faveur d'une augmentation du financement de projets internationaux et d'organisations luttant pour

l'égalité des genres à travers le monde, ce souhait est particulièrement marqué chez les répondantes âgées de 18 à 24 ans (sauf en Tunisie et en Chine).



### MON GOUVERNEMENT DEVRAIT AUGMENTER SES FINANCEMENTS EN FAVEUR D'ORGANISATIONS ET DE PROJETS INTERNATIONAUX LUTTANT POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES DANS LE MONDE ENTIER



# CE QUE LES FEMMES ET LES HOMMES SONT DISPOSÉS À FAIRE POUR REMÉDIER AUX INÉGALITÉS ENTRE LES SEXES

En tirant des leçons de l'histoire de l'évolution des droits des femmes à l'échelle du monde, où, très souvent, les victoires ont été remportées grâce à la mobilisation de la société civile, mesurer le degré auquel les citoyennes et citoyens voudraient s'impliquer en faveur de l'égalité des genres s'avère précieux.

À la veille du Forum Génération Égalité et compte-tenu de l'émergence de nombreux mouvements féministes à travers le monde, cette enquête a cherché

à mesurer quelles actions quotidiennes les personnes interrogées seraient prêtes à entreprendre pour faire avancer l'égalité des sexes.

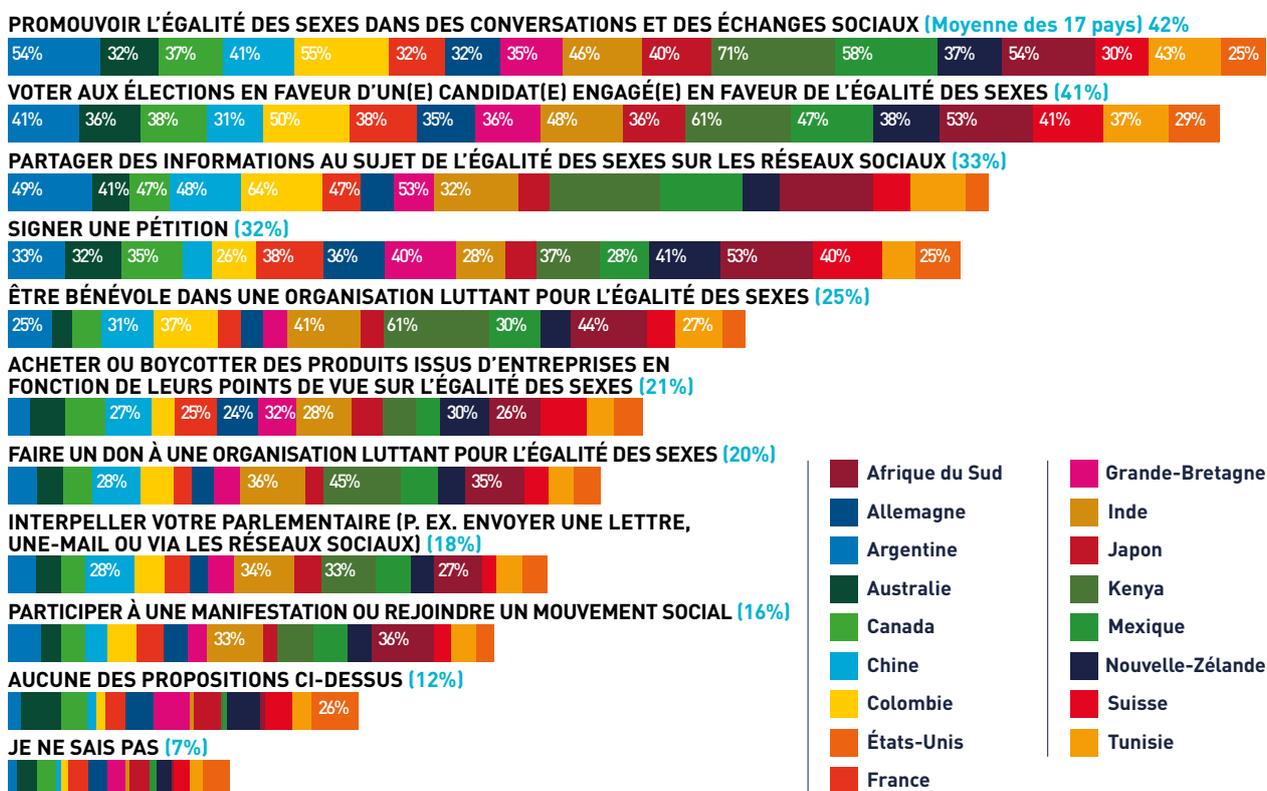
L'enquête présentait neuf types d'actions, soit une large gamme d'engagements personnels et d'efforts, afin de comprendre ce que les répondantes et répondants seraient prêts à faire de façon à encourager, voire à enjoindre, les décideurs politiques ou économiques à lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes à l'échelle du monde.



**Résultat clé : En moyenne, quatre personnes sur cinq (81 %) sur les 17 pays se disent prêtes à s'engager pour l'égalité femmes-hommes<sup>150</sup>. En moyenne, 41 % de la population est prête à « voter pour un candidat soutenant l'égalité des genres à une élection ».**



**POUR ENCOURAGER LES DÉCIDEURS À LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS FEMMES-HOMMES DANS LE MONDE ENTIER, PARMIS LES MESURES SUIVANTES, LESQUELLES SERIEZ-VOUS PRÊT(E) À PRENDRE ?**



<sup>150</sup> En moyenne dans l'ensemble des 17 pays, 19 % des personnes interrogées ont soit déclaré qu'ils ne seraient disposés à prendre aucune des mesures proposées, soit répondu « ne sait pas », attestant également d'un manque d'engagement à agir.

Les réponses obtenues révèlent une forte demande citoyenne en faveur d'engagements politiques en faveur de la promotion de l'égalité femmes-hommes. Par exemple, 99 % des personnes interrogées au Kenya et 59 % des personnes aux États-Unis se disent prêtes à agir, d'une manière ou d'une autre, pour encourager les décideurs politiques à lutter contre les inégalités de genre à travers le monde. Même si davantage de femmes que d'hommes se déclarent disposées à prendre part à l'une de ces actions au moins, il est important de noter qu'une majorité d'hommes déclarent également qu'ils sont prêts à agir.

L'action que les personnes interrogées ont le plus tendance à plébisciter consiste à « *promouvoir l'égalité des genres dans les conversations et interactions quotidiennes* », une option sélectionnée par une moyenne de 42 % des répondants tous sexes confondus dans les 17 pays.

La deuxième action la plus susceptible d'être mise en œuvre par les répondantes et répondants (avec une moyenne de 41 %) consisterait à « *voter à une élection pour une candidate ou un candidat soutenant l'égalité des genres* ». Jusqu'à 61 % des répondantes et répondants au Kenya, 53 % en Afrique du Sud, 50 % en Colombie et 48 % en Inde sont ainsi susceptibles de prendre en considération les engagements pro-égalité des candidats dans une élection. Inversement, ce comportement n'est soutenu que par 29 % des personnes interrogées aux États-Unis, soit le taux de réponse le plus faible observé dans les 17 pays.

La troisième action la plus susceptible d'être entreprise par les personnes interrogées (retenue

par une moyenne de 33 %) consiste à « *partager des informations concernant l'égalité des genres sur les réseaux sociaux* ». Cet engagement personnel est particulièrement choisi par les répondants âgés de moins de 45 ans. Le quatrième moyen de mobilisation que les personnes ont le plus choisi (avec une moyenne de 32 %) est le fait de « *signer une pétition* » en faveur de l'égalité des sexes.

« *Acheter ou boycotter les produits de certaines entreprises en fonction de leurs points de vue sur l'égalité des genres* » arrive en cinquième place, retenu en moyenne par 21 % des répondants dans les 17 pays. Compte tenu de l'intérêt démontré par les consommatrices et consommateurs dans ces résultats, le secteur privé aurait sans doute avantage à s'engager rapidement dans la promotion de l'égalité des sexes. Par exemple, 32 % des personnes interrogées en Inde, 30 % en Afrique du Sud et 27 % en Chine sont prêtes à considérer l'achat ou le boycott de produits venant d'entreprises en se basant sur leurs opinions ou leurs engagements en faveur de l'égalité entre les sexes. Si de telles actions étaient réellement menées par les consommateurs, elles pourraient avoir un impact considérable sur les parts de marché des entreprises dans chaque pays.

Finalement, « *faire un don à une organisation œuvrant pour l'égalité des sexes* » et « *Interpeller [son] parlementaire [p. ex. envoyer une lettre, un e-mail ou via les réseaux sociaux]* » au sujet de l'égalité des sexes retiennent à peu près le même niveau d'intérêt parmi les personnes interrogées (soit respectivement une moyenne de 20 % et 18 % dans les 17 pays).

# FAIRE ENTENDRE L'APPEL DES JEUNES POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

L'enquête révèle que dans l'ensemble, les jeunes répondantes (de 18 à 24 ans) paraissent plus impatientes à l'idée de vivre dans un monde respectant l'égalité entre les sexes, que le reste des répondants (soit les hommes et les femmes plus âgées). À travers les 17 pays sondés, neuf jeunes femmes interrogées sur 10 pays (soit 89 %) déclarent que l'égalité des sexes est « importante pour elles personnellement », contre huit répondants sur 10 en moyenne (80 %), hommes et femmes confondus. Les jeunes femmes sont aussi deux fois plus susceptibles (16 %) que la population dans son ensemble (8 %) à identifier « l'inégalité entre les femmes et les hommes » parmi les trois plus importants problèmes auxquels fait face leur pays. Ainsi, dans 13 des 17 pays étudiés, elles sont plus nombreuses à privilégier l'égalité entre les sexes que les femmes âgées de 25 ans et plus ou que tous les hommes quel que soit leur âge.

Les jeunes femmes sont aussi plus susceptibles d'agir personnellement pour parvenir à l'égalité entre les sexes et de demander à leur gouvernement de s'engager dans le même sens. Par exemple, 95 % des jeunes femmes sont disposées à mener des actions pour encourager les décideurs politiques à agir en faveur de l'égalité femmes-hommes, en faisant, par exemple, « la promotion de l'égalité des genres dans leurs conversations et interactions quotidiennes » (50 %), « en votant aux élections pour un candidat qui soutient l'égalité des genres » (45 %), « en partageant des informations sur l'égalité des genres sur les réseaux sociaux » (45 %), « en signant une pétition » (39 %), « en se portant volontaire dans une organisation qui travaille sur l'égalité des genres » (38 %) ou « en faisant un don à une organisation qui travaille sur l'égalité des genres » (30 %). Elles sont aussi plus enclines (78 %) à penser que leur gouvernement devrait en faire davantage pour promouvoir l'égalité des sexes dans leur pays comparativement aux femmes âgées de 25 et plus (68 %) et aux hommes de tous âges (60 %). Par ailleurs, trois jeunes femmes

sur quatre demandent à leur gouvernement d'augmenter le financement pour l'égalité dans leur pays à l'occasion du Forum Génération Égalité, contre deux personnes interrogées sur trois dans les autres tranches d'âge.

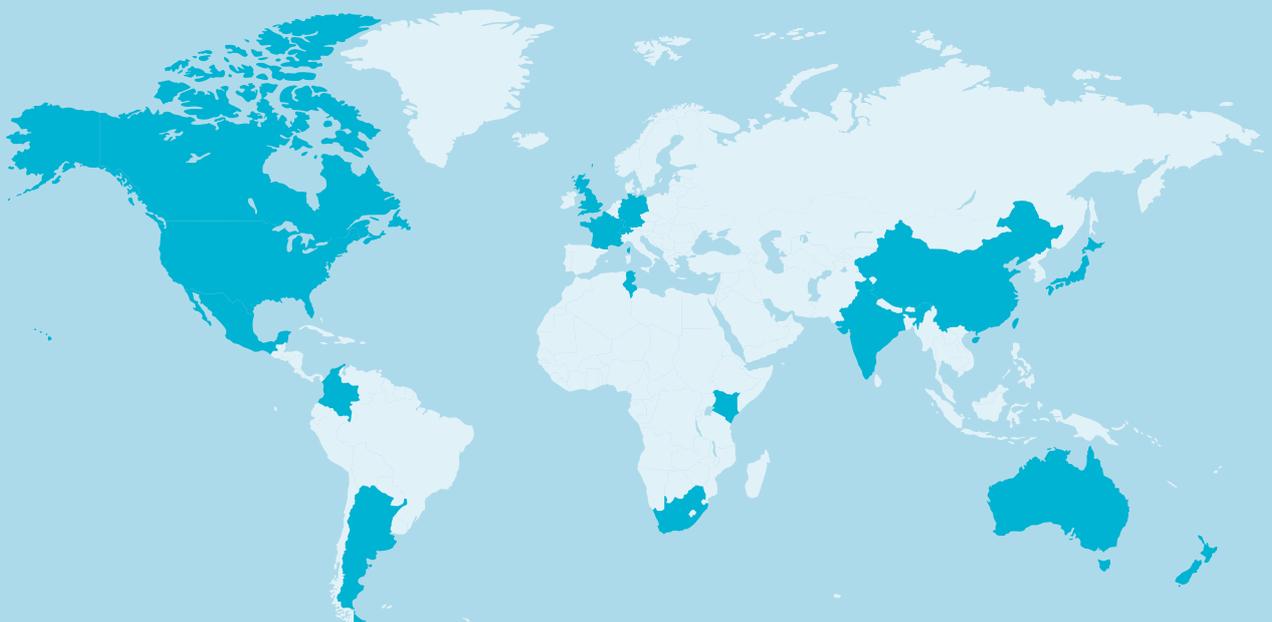
Les jeunes femmes interrogées soulignent également l'importance de ne laisser personne de côté. Pour faire avancer l'égalité des sexes dans leur pays, 39 % pensent que leur gouvernement devrait « concentrer ses efforts sur les femmes marginalisées » comme les femmes en situation de handicap ou les migrantes. En comparaison, seulement 31 % des femmes âgées de 25 ans et plus et 28 % des hommes soulignent l'importance de cette approche intersectionnelle. Si les répondantes de tous âges reconnaissent l'importance de parvenir à l'égalité entre les sexes pour mettre fin à la pauvreté dans tous les pays (64 %), celles âgées de 18 à 24 ans ont plus tendance à penser que leur gouvernement devrait augmenter le financement pour les projets internationaux et les organisations luttant pour l'égalité des genres à l'échelle mondiale (70 %, contre 59 % des femmes plus âgées et 55 % des hommes).

De la même façon, les jeunes répondants hommes (âgés 18 à 24 ans) ont généralement des opinions plus inclusives que leurs aînés. Par exemple, 82 % des jeunes hommes déclarent que l'égalité femmes-hommes est « importante » pour eux personnellement, contre 75 % des hommes plus âgés. De plus, 94 % des jeunes hommes interrogés déclarent qu'ils seraient prêts à intervenir pour encourager les responsables politiques à lutter contre les inégalités de genre à l'échelle mondiale, contre 90 % des femmes et 86 % des hommes âgés de 25 ans et plus. Il apparaît donc que la jeune génération, tant les hommes que les femmes, est particulièrement en attente de progrès en faveur de l'égalité des sexes.



# CONCLUSION

---



**D**e façon générale, ce sondage révèle que bien qu'un bon nombre de répondantes et de répondants estime que l'égalité des sexes a progressé au cours des 25 dernières années, il demeure une inquiétude lancinante et profonde devant la persistance des inégalités entre les femmes et les hommes partout dans le monde. La dimensions genrées des impacts de la pandémie de Covid-19 ont accentué les inégalités existantes au point de renforcer, plus que jamais, la nécessité de résoudre les multiples défis qui s'imposent sous de nombreux aspects dans toutes les strates de la société, empêchant d'accéder à une véritable égalité des droits entre les femmes et les hommes.

Ce sondage révèle également des raisons d'espérer et d'agir : en moyenne dans les 17 pays sondés, 80 % des personnes interrogées déclarent que l'égalité des sexes est importante à titre personnel. L'immense majorité des personnes interrogées veulent vivre dans un monde égalitaire et attendent de leur gouvernement qu'il s'investisse davantage pour faire progresser cette cause.

À l'approche du Forum Génération Égalité, ce rapport mériterait d'être considéré comme une feuille de route sur les actions à entreprendre, à l'heure où les gouvernements, le secteur privé, les agences des Nations Unies, les organisations internationales et la société civile définissent les priorités de chacune des six coalitions d'action du Forum. Associée aux données existantes, cette enquête mesurant les perceptions et les attentes du public permet de contextualiser les actions que la société souhaite voir se concrétiser et inspirer les engagements politiques et les investissements financiers qui seront pris au sein des six coalitions d'action.

## APPELS À L'ACTION

Pour répondre aux besoins les plus urgents des filles et des femmes et pour obtenir des résultats concrets en faveur de l'égalité des sexes, les responsables politiques doivent joindre les actes à la parole et doivent dès à présent :

**1. Prendre des engagements plus ambitieux et plus audacieux et entreprendre des actions significatives pour avancer vers un monde égalitaire.** Il devient crucial que tous les efforts de développement adoptent le prisme de l'égalité des sexes, spécialement au moment où les impacts genrés des crises internationales, incluant la pandémie de Covid-19 et le changement climatique, menacent de défaire tous les progrès acquis ces dernières décennies en termes de parité. Environ deux personnes interrogées sur trois dans les 17 pays pensent que leur gouvernement devrait investir davantage pour promouvoir l'égalité des sexes, ce qui signifie que c'est le moment pour les gouvernements de prendre des engagements plus audacieux et ciblés vers des solutions axées sur les personnes pour promouvoir l'égalité des sexes et garantir des progrès significatifs vers un développement durable.

**2. Respecter les engagements en matière d'égalité des sexes à l'aide de financements et de mécanismes de redevabilité.** Les coalitions d'actions du Forum Génération Égalité ont été conçues pour donner un statut prioritaire à des actions concrètes dans le but de faire évoluer l'égalité des sexes au cours de la période allant de 2021 à 2026. Pour que ces actions soient significatives, elles doivent être soutenues par des engagements politiques et des investissements financiers provenant de sources variées. Ceci suppose une augmentation des engagements financiers en matière d'aide publique au développement, de dépenses gouvernementales et d'engagements de la part d'acteurs philanthropiques et du secteur privé. Les financements pour atteindre les objectifs d'égalité des sexes doivent remédier aux défaillances et aux erreurs du passé puis ouvrir la voie vers des sources d'investissements stables et durables, des réformes politiques, sociales et économiques visant l'égalité des sexes. Un des facteurs de réussite du Forum Génération Égalité consistera en l'adoption d'un cadre de redevabilité robuste permettant d'assurer un suivi des engagements financiers et de vérifier la mise à disposition prioritaire de ressources adéquates à destination des organisations travaillant directement avec les populations marginalisées (incluant les organisations de la société civile axées sur les femmes, les organisations dirigées par des jeunes, les groupes humanitaires dirigés par des femmes et les groupes féministes intersectionnels). Cette recommandation est soutenue par une moyenne de 61 % des personnes interrogées dans les 17 pays qui se révèlent « d'accord » avec le fait que leur gouvernement devrait saisir l'occasion du Forum pour s'engager à accroître leurs investissements en faveur de l'égalité des sexes, tant à l'échelle nationale qu'internationale.

**3. Développer des politiques exhaustives et des programmes qui encouragent la collaboration autour des enjeux thématiques.** Les coalitions d'action du Forum Génération Égalité identifient six domaines clés qui requièrent une attention particulière pour mener des actions permettant de faire progresser l'égalité des sexes. Toutefois, les responsables politiques, les militantes et militants ainsi que le public en général doivent veiller à ne pas traiter ces problèmes de façon isolée, dès lors qu'ils sont en réalité tous profondément à la fois interdépendants et indivisibles. Les personnes interrogées ont d'ailleurs reconnu ces interconnexions en privilégiant souvent des actions transversales parmi les thèmes du Forum Génération Égalité. Par exemple, encourager la participation des femmes à l'économie verte est directement lié au souhait des répondants de considérer la justice et les droits économiques des femmes

comme un enjeu prioritaire. De la même manière, augmenter la sécurité numérique pour protéger les filles et les femmes du harcèlement sexuel n'est pas dissociable des coalitions d'action dédiées à la lutte contre les violences basées sur le genre et la garantie des DSSR. C'est pourquoi les pays « *champions* » des coalitions d'action doivent travailler ensemble pour concevoir et mettre en place des décisions politiques cohérentes et interconnectées.

**4. Identifier et s'attaquer aux normes et aux pratiques sociales profondément ancrées qui entravent l'égalité entre les sexes par des campagnes de sensibilisation et de communication publique.**

Alors que les personnes interrogées sont nombreuses à dénoncer les comportements discriminatoires basés sur le genre (comme demander à une femme lors d'un entretien d'embauche si elle a ou souhaiterait avoir des enfants), une partie non-négligeable de la population estime toujours que certaines pratiques discriminatoires sont acceptables. Ainsi, certaines personnes interrogées continuent d'accepter une répartition inégale des soins non rémunérés, des mesures de santé sexuelle et reproductive discriminatoires ou des lois qui limitent l'accès des femmes à la propriété des ressources économiques. Si ces opinions ne sont l'apanage que d'une minorité, elles représentent une entrave à l'achèvement de l'égalité des sexes. Une éducation ciblée et des campagnes de sensibilisation sont nécessaires pour lutter contre les nombreux usages et les pratiques néfastes que ce rapport met en lumière. La lutte contre les comportements discriminatoires doit être enseignée aux enfants. Par ailleurs, une société civile dynamique dotée de ressources pour militer publiquement en faveur de l'égalité des sexes paraît essentielle pour faire advenir de nouvelles normes ainsi que des politiques inclusives. Accroître la visibilité des femmes en politique, dans les médias et dans les milieux universitaires représente un point crucial pour bousculer le *statu quo* ambiant dans tous les pays du monde. Le Forum Génération Égalité offre cette occasion d'améliorer les communications et les efforts de mobilisation pour lutter contre les normes et les pratiques sociales discriminantes du point de vue du genre.

**5. Éliminer les lois discriminatoires et mettre en œuvre des politiques qui respectent et protègent la santé et les droits des filles et des femmes, dans toute leur diversité.**

Les personnes interrogées sont particulièrement intéressées par les réformes juridiques dans le but d'atteindre l'égalité des sexes, démontrant ainsi le rôle prépondérant que les

gouvernements doivent jouer pour remédier aux lois discriminatoires et garantir la mise en place de nouvelles lois afin de faire évoluer les droits des filles et des femmes. Les réformes juridiques doivent notamment inclure des dispositifs de responsabilité pénale plus sévères pour les auteurs de violences basées sur le genre, la libéralisation des lois sur l'avortement et la garantie des soins post-avortement et instaurer un principe d'égalité des salaires. Ces réformes doivent être accompagnées de financements spécifiques et faire l'objet d'évaluations régulières. La société civile ainsi que les publics bénéficiaires des réformes doivent être impliqués à tous les stades de la définition de ces politiques, tandis que les décideurs doivent être redevables de leur mise en œuvre. Le Forum Génération Égalité est une plateforme qui doit permettre à tous les acteurs, responsables politiques, organisations de la société civile tout autant que le secteur privé, de développer des stratégies et des approches coordonnées afin de venir à bout des pratiques et des lois discriminatoires.

**6. Privilégier et investir dans la collecte de données ventilées par sexes et leur analyse permettant la définition de politiques éclairées tout en s'assurant que personne ne soit laissé pour compte.**

L'étude démontre que le fait de mesurer les perceptions du public se révèle être d'une grande valeur en tant qu'outil de plaidoyer. La collecte et l'utilisation de données permettant de distinguer le genre, l'âge et un ensemble d'autres déterminants socio-économiques clés sont tout aussi importantes pour s'assurer que les politiques, les investissements et les programmes mis en œuvre puissent répondre avec précision aux besoins des femmes et des filles, sans oublier les besoins spécifiques des plus jeunes et des populations marginalisées. Les femmes et les filles en situation de handicap, les minorités ethniques et raciales, les communautés autochtones, les réfugiées et les migrantes, et les personnes LGBTQIA+ devraient faire l'objet d'une attention similaire. Pendant la pandémie de Covid-19, la nécessité de mettre l'accent sur des données distinguant le sexe s'avère d'autant plus pertinente. En octobre 2020, seuls 73 pays sur 183 ont documenté les malades et les décès consécutifs à la crise sanitaire en fonction du sexe<sup>151</sup>.

**7. S'assurer que la réponse sanitaire à la pandémie de Covid-19 et les plans de relance prennent en compte le genre et combattent les autres formes d'inégalités qui se combinent entre elles telles que l'origine ethnique ou la pauvreté, ainsi que toutes autres caractéristiques socio-économiques de la pandémie.**

L'enquête révèle que l'impact

<sup>151</sup> ONU Femmes. (26 juin 2020). *Covid-19: Emerging gender data and why it matters*.

de la pandémie sur les inégalités de genre est considérable. Dans 13 des 17 pays couverts par l'étude, les femmes interrogées rapportent avoir ressenti davantage de stress émotionnel et de problèmes de santé mentale pendant la pandémie que les hommes interrogés. En moyenne, dans les 17 pays sondés, 82 % des personnes interrogées soutiennent l'implication des femmes dans tous les aspects de la réponse sanitaire mondiale, dans les efforts de relance post-Covid-19 et dans le développement des traitements. Sur le terrain, les femmes jouent un rôle majeur dans la réponse à la crise sanitaire notamment en tant que personnel de santé dans les hôpitaux et en tant que personnel soignant à domicile. Pour faire face à ces réalités, il est indispensable d'aborder la réponse sanitaire et la relance post-Covid-19 en adoptant une optique genrée. Cela signifie que les femmes et les jeunes provenant de milieux divers doivent être davantage impliqués dans tous les dispositifs sanitaires, sociaux et économiques mis en place face à la pandémie de Covid-19, à travers des partenariats, des financements et un partage des pouvoirs de décision. Par ailleurs, les personnes œuvrant en première ligne dans la réponse à la pandémie de Covid-19, dont la grande majorité sont des femmes<sup>152</sup>, doivent être protégées et soutenues. Enfin, l'égalité entre les sexes doit devenir une priorité dans la réorganisation des systèmes de santé dans le but de répondre aux besoins et réalités de toutes et tous, même en temps de crise. Le Forum Génération Égalité représente une opportunité pour influencer les réponses à la crise et les efforts de relance pour soutenir des structures de direction et d'organisation plus inclusives en matière de genre.

- 8. S'assurer que les investissements, les politiques et les programmes répondent aux besoins et bénéficient équitablement à toutes les filles et les femmes, y compris les jeunes et les femmes issues de groupes sous-représentés.** L'enquête confirme que les jeunes ont des attentes spécifiques de la part des décideurs en ce qui concerne la lutte pour l'égalité des sexes. Trois jeunes femmes interrogées sur quatre (âgées de 18 à 24 ans) dans les 17 pays de l'étude, attendent de leur gouvernement qu'il augmente les financements en faveur de l'égalité des sexes dans leur pays à l'occasion du Forum Génération Égalité (contre deux personnes interrogées sur trois en moyenne). Les jeunes femmes soulignent également l'importance de ne laisser personne de côté. Pour atteindre l'égalité des sexes dans leur pays, 39 % d'entre elles pensent que leur gouvernement devrait

« *aider en priorité les femmes marginalisées* », par exemple les minorités ethniques, les personnes LGBTQIA+, les femmes en situation de handicap, les réfugiées et les migrantes. De plus, les femmes interrogées qui ont émigré pour des raisons économiques sont plus susceptibles que celles qui n'ont pas émigré de demander à leur gouvernement d'« accroître l'accès à la contraception et aux options de planning familial » (une différence de 11 points de pourcentage). Le Forum Génération Égalité offre une chance de briser les schémas d'exclusion qui ont pour conséquence la sous-représentation des filles et des femmes marginalisées. De façon à identifier des solutions politiques et mettre en place des programmes ou des outils, les responsables politiques devraient collaborer avec les jeunes et les groupes de femmes sous-représentés pour s'assurer d'une adéquation avec les besoins et les souhaits de leur population. Les décideurs doivent également soutenir le Mécanisme pour les femmes, la paix et la sécurité et l'action humanitaire, un mécanisme qui cherche à tirer parti des engagements existant dans le secteur et à créer des synergies qui puissent catalyser les engagements financiers et donner un nouvel élan à cet agenda en tant qu'outil pour favoriser l'inclusion et la représentation des filles et des femmes dans les situations humanitaires.

<sup>152</sup> Les femmes constituent 70 % des travailleurs de première ligne dans les effectifs du secteur de la santé et du secteur social. OMS. (2019). [Équité femmes-hommes parmi les personnels de santé : une analyse de 104 pays](#).

## IMAGINER UN AVENIR PLUS ÉQUITABLE

Les résultats de l'enquête indiquent que les citoyennes et les citoyens attendent de leurs dirigeants qu'ils prennent en compte les enjeux d'égalité entre les femmes et les hommes, c'est-à-dire qu'ils prennent des mesures et s'engagent à des actions impactant aussi bien les sphères publiques que privées, en matière de santé, de droits et de vie économique afin d'assurer le bien-être des personnes dans tous les pays à l'échelle du monde. Le Forum Génération Égalité représente une opportunité idéale pour prendre des décisions avisées et entreprendre des actions collectives de façon à tenir la promesse de l'égalité des sexes en écho avec la volonté exprimée des citoyens.

De manière plus générale, même si cette enquête couvre un large éventail d'inégalités fréquemment formulées, elle n'offre pas une vision exhaustive de toutes les inégalités auxquelles les filles et les femmes sont confrontées. Il est donc important de rester vigilant à propos d'autres inégalités qui n'entrent pas dans le champ de cette étude. C'est notamment le cas de la surreprésentation des hommes dans l'histoire et la culture,<sup>153</sup> des nombreux stéréotypes régissant la représentation des femmes dans les médias et les contenus publicitaires<sup>154</sup>, ou encore de l'oppression des

femmes concernées par ce que l'on définit habituellement par le concept d'intersectionnalité : l'orientation sexuelle, l'origine ethnique, la classe sociale, le handicap, l'âge, etc. Ces inégalités sont souvent ancrées dans les normes et les constructions sociales ou bien dissimulées dans l'invisibilité de la sphère privée, affectant, en réalité, tous les aspects de la vie des filles et des femmes.

De nombreuses personnes ou organisations sont déjà à pied d'œuvre pour corriger ces phénomènes. Elles doivent cependant être davantage soutenues. Il y a ici de quoi inspirer l'action de la société civile, encourager la mobilisation des collectivités éducatives et culturelles, favoriser l'engagement des décideurs et motiver des réformes juridiques. Si le renouveau actuel des mouvements féministes contribue à faire progresser l'égalité entre les sexes, cet activisme ne suffit pas. L'exigence d'un monde égalitaire entre les femmes et les hommes exige que les décideurs prennent des engagements politiques et financiers plus importants et plus audacieux. Le Forum Génération Égalité présente une occasion historique pour ce projet ; tous les acteurs y participant doivent saisir cette opportunité pour améliorer le statut des femmes dans le monde et créer un avenir égal pour tous.

<sup>153</sup> UNESCO. (Paris, 2014). *Égalité des genres : patrimoine et créativité*.

<sup>154</sup> UN Women. *Unstereotype Alliance*. Consulté le 21 Octobre 2020.



# ANNEXES

---



# ANNEXE 1 : MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

L'enquête a été menée via un sondage en ligne dans 17 pays (l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, le Canada, la Chine, la Colombie, les États-Unis, la France, l'Inde, le Japon, le Kenya, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni, la Suisse et la Tunisie) dans les langues suivantes : arabe, chinois, anglais, français, allemand, hindi, japonais et espagnol.

## Questionnaire du sondage

Focus 2030, le Development Engagement Lab<sup>155</sup> et Women Deliver ont élaboré ensemble le questionnaire du sondage, soit un ensemble de 23 questions basées sur l'état actuel des connaissances et les priorités de l'agenda mondial pour l'égalité des sexes. Le questionnaire a été revu par ONU Femmes. Il est disponible à l'annexe 3.

## L'institut de sondage : Deltapoll

Deltapoll<sup>156</sup> est un institut de sondage d'opinion basé au Royaume-Uni. Deltapoll produit également des analyses et fournit des conseils stratégiques. Cet institut a été fondé en 2018 à Londres par Martin Boon, Joe Twyman et Paul Flatters. Deltapoll dispose d'un panel de 750 000 adultes en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord ainsi que des panels internationaux couvrant 60 millions de personnes dans 45 pays à travers le monde dont les 17 pays de cette étude.

## Mise en place du panel : échantillonnage

Un panel de répondantes et de répondants a été recruté sur Internet à partir d'une grande variété de sources, incluant des invitations via des fournisseurs d'accès Internet et des pop-up publicitaires diffusés sur des sites Internet. Chaque personne interrogée reçoit une prime fixe mensuelle en fonction du nombre de sondages auxquels elle a participé.

Environ 1 000 participants ont répondu au sondage dans chacun des 17 pays, sélectionnés selon la méthode des quotas afin d'obtenir un échantillon représentatif de la population adulte de chaque pays. Au total, cette enquête comparative dans 17 pays est donc basée sur un échantillon de 17 160 participantes et participants.

## Données démographiques collectées

Nous avons demandé aux participantes et participants d'indiquer la façon dont elles et ils se représentent parmi trois options possibles : « Homme », « Femme » et « D'une autre manière ». « D'une autre manière » peut inclure (mais sans s'y limiter) les catégories suivantes : asexué·e, intersexuel·le, non-binaire, femme ou homme transgenre, hijra, bispirituel·le, préfère ne pas répondre, identité de genre non-listée. Le nombre de personnes s'identifiant dans la catégorie « Autre » étant minime dans chaque pays<sup>157</sup>, cette catégorie n'a pas été incluse dans les analyses ventilées selon le genre. En outre, des données ont été collectées concernant l'âge, agrégées en quatre tranches distinctes (de 18 à 24 ans, de 25 à 44 ans, de 45 à 59 ans, de 60 ans et plus), concernant le niveau d'éducation (sans scolarisation formelle, niveau scolaire sans formation universitaire/supérieure, formation universitaire/supérieure), concernant le niveau de revenu (agrégé par quintiles), concernant le statut migratoire (« réfugié ou demandeur d'asile », « déplacé de force au sein ou hors de son pays d'origine », « migrant économique », « aucune des options ci-dessus »), et relatives aux groupes ethniques d'appartenance auto-déclarés par les participantes et participants en fonction du pays concerné.

Cette étude n'a pas sondé les moins de 18 ans pour des raisons à la fois éthiques et légales. Également, parce que les données sociodémographiques choisies incluent des éléments politiques, la tranche d'âge sélectionnée était donc composée de répondantes et de répondants en âge de voter.

Pour l'orientation politique, les participantes et participants ont été invités à choisir une option sur une échelle de 0 et 10, sur laquelle 0 indique « la gauche » et 10 « la droite ». Dans ce rapport, une personne est considérée s'être auto-identifiée comme étant « de gauche » si elle a sélectionné les options de 0 à 3, « du centre » si elle a sélectionné les options de 4 à 6, et « de droite » si elle a sélectionné les options de 7 à 10. L'utilisation d'une telle échelle pour évaluer l'orientation politique permet d'harmoniser les résultats dans les 17 pays.

<sup>155</sup> Le Development Engagement Lab (DEL, 2018-2024) est un projet de recherche basé sur des sondages en ligne réalisés en France, en Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis par l'institut YouGov. Ces travaux de recherche comparative sont menés par Jennifer van Heerde-Hudson (UCL) et David Hudson (Birmingham University). DEL évalue les opinions, les sentiments, les connaissances, les expériences et les attitudes dans le but de comprendre comment les citoyens perçoivent le monde qui les entoure, comment ils comprennent les grands défis contemporains et, plus particulièrement, comment ils soutiennent (ou non) les actions menées par les acteurs du développement en faveur des populations les plus pauvres, et la réalisation des Objectifs de Développement Durable dans le monde.

<sup>156</sup> Deltapoll | Sondage.

<sup>157</sup> Nombre de répondants qui s'identifient « d'une autre façon » sur le nombre total de personnes interrogées par pays : Argentine (0/1002), Australie (0/1007), Canada (2/1006), Chine (1/1013), Colombie (0/1009), France (2/1002), Allemagne (0/1001), Inde (3/1003), Japon (1/1000), Kenya (6/1080), Mexique (2/1006), Nouvelle-Zélande (3/1004), Afrique du Sud (0/1010), Suisse (2/1004), Tunisie (10/1009), Grande-Bretagne (1/1003), États-Unis d'Amérique (3/1001).

Les réponses collectées en Chine et en Inde sur l'orientation politique des personnes interrogées étant susceptibles d'être statistiquement biaisées, ce rapport ne présente volontairement pas de résultats en fonction de l'orientation politique des participantes et participants originaires de Chine et d'Inde. Aux États-Unis, les termes « *conservateur* » et « *libéral* » ont été utilisés dans le questionnaire en lieu et place de « *de droite* » et « *de gauche* », en respect du contexte national.

Pour des raisons pratiques et bien que dans certains pays, la plupart des personnes interrogées semblent se décrire comme « *centristes* », cette analyse se concentre sur le contraste existant entre les personnes « *de gauche* » et « *de droite* », afin de déterminer si l'orientation politique est associée ou non aux opinions, aux connaissances et aux expériences des sujets abordés.

Des analyses plus détaillées en fonction des caractéristiques socio-démographiques des personnes enquêtées peuvent être consultées dans les fiches pays.

### **Pondération et analyse des données**

Pour chaque pays, les données brutes ont été pondérées par genre, âge, région et vote aux dernières élections nationales (lorsque c'est possible, en excluant la Chine). Les valeurs pour ces pondérations ont été obtenues à partir de données issues de recensements nationaux croisées avec des statistiques gouvernementales officielles, de larges sondages nationaux et des données électorales vérifiées. Les tableaux de résultats ont ensuite été générés dans SPSS et formatés dans Excel.

Les données du sondage ont été analysées par Focus 2030 en partenariat avec l'équipe du Development Engagement Lab (DEL) et Women Deliver.

### **Dates du sondage et marge d'erreur**

Les réponses ont été obtenues en ligne entre le 24 juillet 2020 et le 7 août 2020 dans les 17 pays. Sur la base de 1 000 répondantes et répondants dans chaque pays interrogé, la marge d'erreur retenue est de +/- 3 points de pourcentage avec un intervalle de confiance de 95 %.

### **Race et ethnicité**

Les informations sur l'origine ethnique ont été collectées auprès des personnes interrogées dans les 17 pays sauf en France où la loi sur la protection des données de janvier 1978 interdit la collecte ou le traitement des données personnelles mentionnant directement ou indirectement l'origine ethnique. Dans la mesure du possible, ces catégories ont été déterminées en respect des catégories retenues par les recensements nationaux pour chaque pays. À défaut, les statistiques officielles du gouvernement ou des enquêtes d'envergure nationale ont été utilisées. Les sous-échantillons

trop réduits ont été agrégés pour créer des catégories analytiques de taille suffisante. Par exemple, en Grande-Bretagne « *noir Africain* », « *afro-Caribéen* » et « *noir Autre* » ont été agrégés en une seule catégorie intitulée « *noir* ».

### **Méthodes de traduction**

La traduction du questionnaire présenté aux participantes et participants de chaque pays a été réalisée par une agence de traduction indépendante basée à Londres et spécialisée dans la traduction dans les secteurs de la recherche et du droit.

### **Biais et limites**

Représenter la diversité des pays du monde via une enquête comparative dans 17 pays a représenté un défi. Par définition, ce genre de projet ne pouvant pas être exhaustif, des choix ont dû être arbitrés quant à la sélection des pays à couvrir. Malgré les limites inhérentes à cet exercice inévitablement incomplet, cette enquête comparative réunissant 17 pays dessine néanmoins un portrait pertinent de la cause qui nous préoccupe au niveau mondial : l'égalité entre les femmes et les hommes.

Toutes les enquêtes ou tous les sondages sont susceptibles de biais méthodologiques. Inévitablement, l'échantillon des personnes interrogées, bien que représentatif de certains indicateurs démographiques peut ne pas constituer une exacte représentation de la population adulte de chaque pays dans tous ses paramètres sociaux ou démographiques. Des facteurs externes peuvent affecter la constitution de l'échantillon : la volonté ou l'intérêt personnel à participer à l'enquête, la facilité ou la difficulté qu'ont les personnes à participer à une enquête en ligne, des considérations géographiques permettant une plus grande représentation des zones urbaines dans certains pays, le contexte spécifique de la pandémie de Covid-19 et l'expérience sans précédent du confinement, etc.

Par exemple, le fait que ces sondages aient été uniquement effectués en ligne n'a pas permis aux personnes dépourvues d'un accès à Internet de s'exprimer. Alors que l'impact d'un sondage en ligne est minime dans la plupart des pays développés, dans d'autres pays, il est inévitable que les répondantes et répondants du panel sélectionné soient plus représentatifs des zones urbaines et des milieux professionnels plus favorisés. C'est notamment le cas de l'Afrique du Sud, de l'Argentine, de la Chine, de la Colombie, de l'Inde, du Kenya, du Mexique et de la Tunisie.

De plus, les spécificités de chaque pays interrogé en termes de normes sociales et d'attitudes doivent être prises en compte lors de la construction des échantillons et mais aussi lors de la rédaction du questionnaire. Par exemple, les questions sur l'origine ethnique ont été impossibles à poser en France<sup>158</sup>, tandis que les questions mentionnant

<sup>158</sup> La question de l'appartenance ethnique n'a pas été posée en France, étant donné que la « loi sur la protection des données » de janvier 1978 interdit la collecte ou le traitement des données personnelles dans lesquelles l'origine raciale ou ethnique est mentionnée directement ou indirectement.

la sexualité ou l'orientation sexuelle ont dû être supprimées en Tunisie ou adaptées au Kenya, où l'homosexualité est illégale ou pénalisée.

### **Intersectionnalité**

Les filles et les femmes ont de nombreuses spécificités en plus de leur genre, les discriminations systémiques basées sur ces paramètres sont souvent multiples et viennent se combiner avec le genre. De fait, le travail visant à faire progresser l'égalité des sexes doit aussi faire progresser la justice raciale et les autres priorités liées aux droits humains. Cette étude vise à refléter les expériences de toutes les filles et de toutes les femmes dans la mesure du possible. À cette fin, les réponses au sondage ont été analysées en fonction du genre des répondantes et répondants, mais aussi au regard d'autres caractéristiques socio-économiques, tels que l'âge, le niveau de revenu, le

niveau d'éducation et le lieu de résidence.

Compte tenu de la taille limitée des échantillons (environ 1 000 personnes dans chaque pays), ce rapport présente seulement les opinions, les attitudes et les expériences des personnes appartenant à des minorités ethniques ou en fonction de leur statut de migrant lorsque les données se sont avérées statistiquement significatives. En respect de cette même exigence de fiabilité liée à la taille des échantillons retenus, cette étude ne présente pas de résultats en fonction des minorités sexuelles ou de genre. Il est néanmoins important de rappeler que ces minorités subissent souvent des formes intersectionnelles de discrimination, tout en étant exclues des processus de prise de décision.

# ANNEXE 2 : DÉTAILS COMPLÉMENTAIRES CONCERNANT LES 17 PAYS INTERROGÉS

Pays	Region	Niveau de revenu <sup>159</sup>	Membre du G7	Membre du G20	Politique étrangère féministe	Membre du comité de direction du Forum Génération Égalité	«Champion» d'une Coalition d'action	Membre du CAD de l'OCDE	APD allouée au genre en % de l'APD allouable <sup>160</sup>
Argentine	Amerique Latine	Intermédiaire de la tranche supérieure		X			Autonomie corporelle et DSSR		N/A
Australie	Océanie	Élevé		X				X	56%
Canada	Amerique du Nord	Élevé	X	X	X	X	Mouvements et leadership féministes	X	93%
Chine	Asie de l'Est	Intermédiaire de la tranche supérieure		X					N/A
Colombie	Amerique du Latine	Intermédiaire de la tranche supérieure							N/A
France	Europe	Élevé	X	X	X		Autonomie corporelle et DSSR	X	19%
Allemagne	Europe	Élevé	X	X			Justice et droits économiques	X	40%
Grande-Bretagne	Europe	Élevé	X	X			Violence basée sur le genre	X	N/A
Inde	Asie du Sud	Intermédiaire de la tranche inférieure		X					66%
Japon	Asie de l'Est	Élevé	X	X				X	N/A
Kenya	Afrique subsaharienne	Intermédiaire de la tranche inférieure					Violence basée sur le genre		N/A
Mexique	Amerique Centrale	Intermédiaire de la tranche supérieure		X	X		Justice et droits économiques		49%
Nouvelle-Zélande	Océanie	Élevé						X	N/A
Afrique du Sud	Afrique subsaharienne	Intermédiaire de la tranche supérieure		X		X	Justice et droits économiques		60%
Suisse	Europe	Élevé						X	N/A
Tunisie	Afrique du Nord	Intermédiaire de la tranche inférieure				X	Technologies et innovation		46%
États-Unis	Amerique du Nord	Élevé	X	X				X	21%

<sup>159</sup> La classification du revenu des pays se base sur la classification des pays par la Banque Mondiale en fonction des niveaux de revenu : les économies à faible revenu sont définies comme celles dont le RNB par habitant est de 1 035 \$ ou moins en 2019 ; les économies à revenu intermédiaire de la tranche inférieure sont celles dont le RNB par habitant se situe entre 1 036 \$ et 4 045 \$ ; les économies à revenu intermédiaire de la tranche supérieure sont celles dont le RNB par habitant se situe entre 4 046 \$ et 12 535 \$ ; les économies à revenu élevé sont celles avec un RNB par habitant de 12 536 \$ ou plus.

<sup>160</sup> OCDE. (Paris, 2021). *Coopération pour le développement 2020 : Apprendre des crises, renforcer la résilience.*

# ANNEXE 3 : QUESTIONNAIRE DE L'ENQUÊTE

Tous les items sont proposés en ordre aléatoire

**Q1** - En réfléchissant à la liste des problématiques ci-dessous, quels sont selon vous les problèmes les plus importants auxquels votre pays est actuellement confronté ?

*(Veuillez sélectionner jusqu'à trois propositions)*

- Criminalité
- Corruption
- Migration, demandeurs d'asile, réfugiés
- Situation économique
- Changement climatique et environnement
- Guerre, conflits, terrorisme
- Inégalités femmes-hommes
- Racisme et autres formes de discrimination envers les minorités
- Éducation
- Santé
- Grandes maladies mondiales et pandémies
- Aucune de ces propositions
- Je ne sais pas

**Q2** - Selon vous, comparé à la situation il y a 25 ans, l'égalité entre les femmes et les hommes (en d'autres termes, l'égalité des droits et des opportunités entre les femmes et les hommes) dans votre pays est-elle :

- Meilleure
- Plus ou moins identique
- Moins bonne
- Je ne sais pas

**Q3** - A partir de la liste ci-dessous, quelles sont, selon vous, les principales raisons pouvant expliquer que les femmes ne sont pas égales aux hommes dans votre pays ?

*(Veuillez cocher jusqu'à trois propositions parmi les options ci-dessous)*

- Parce que les femmes et les hommes ne sont pas représentés de manière égale en politique
- Parce que la religion et la culture ne traitent pas les femmes et les hommes sur le même pied d'égalité
- Parce que les garçons et les filles sont traités différemment lorsqu'ils grandissent
- Parce que les femmes et les hommes ont des opportunités d'emploi différentes
- Parce que les soins, les tâches ménagères et les responsabilités parentales non rémunérés ne sont pas partagés de manière égale entre les hommes et les femmes
- Parce que les femmes et les hommes ne peuvent pas exercer le même niveau de contrôle sur leurs corps (p. ex. accès à la contraception, contrôle des naissances)
- Parce que les crises (p. ex. conflits, catastrophes naturelles, pandémies) ont des effets inégaux sur les femmes et les hommes
- Parce que les hommes ont tendance à être plus forts physiquement que les femmes
- Parce que les filles n'ont pas le même accès à l'éducation que les garçons
- Aucune de ces propositions
- Je ne sais pas

**Q4** - Pendant la pandémie actuelle de Covid-19, les pays ont mis en place des politiques pour s'assurer que les citoyens restent chez eux ou pratiquent la distanciation sociale. Veuillez indiquer parmi les propositions suivantes celles qui vous ont concerné pendant cette période.

*(Veuillez sélectionner toutes les propositions qui s'appliquent)*

- Je n'ai pas pu effectuer autant d'heures de travail rémunéré que ce que j'aurais pu faire en temps normal
- J'ai perdu mon travail
- J'ai perçu des indemnités de chômage et/ou toute autre forme de soutien financier de la part du gouvernement de mon pays
- J'ai fait face à des difficultés financières inattendues (p. ex. j'ai dû faire un emprunt, je me suis endetté(e), j'ai eu des difficultés à obtenir des prêts bancaires)
- Mon temps consacré à mon éducation ou à ma formation a diminué
- Mon temps consacré aux tâches ménagères a augmenté (p. ex. cuisiner, faire le ménage)
- Mon temps consacré à la prise en charge des autres a augmenté (p. ex. m'occuper de personnes âgées, de personnes handicapées, d'enfants, de personnes malades)
- Aucune de ces propositions
- Je ne sais pas

**Q5** - Parmi la liste suivante de propositions, veuillez nous indiquer lesquelles, le cas échéant, s'appliquent à vous pendant la pandémie de Covid-19.

*(Veuillez sélectionner toutes les propositions qui s'appliquent)*

- Je suis tombé(e) malade
- Un membre de ma famille ou de mon foyer est tombé malade
- Un membre de ma famille ou de mon foyer est décédé
- J'ai souffert de stress émotionnel ou de problèmes psychologiques
- J'ai rencontré des difficultés pour obtenir des traitements, des médicaments, des produits de santé et d'hygiène
- J'ai rencontré des difficultés pour accéder à des moyens de contraception ou à d'autres dispositifs liés à la santé sexuelle (y compris le dépistage et le traitement du VIH)
- J'ai rencontré des difficultés pour accéder à des solutions d'avortement et/ou à des soins post-avortement
- Aucune de ces propositions
- Je ne sais pas

**Q6** - Dans quelle mesure êtes-vous personnellement d'accord ou non avec les déclarations suivantes ?

« La réponse du gouvernement pour aider les citoyens à traverser la pandémie de Covid-19 dans mon pays a répondu de la même manière aux besoins des femmes et des hommes »

« Les femmes devraient être impliquées à tous les niveaux de la réponse sanitaire mondiale ainsi que dans les efforts de relance après l'épidémie de Covid-19, y compris dans le développement des politiques publiques et des traitements »

« En raison de l'épidémie de Covid-19, les inégalités femmes-hommes vont s'accroître »

- Tout à fait d'accord
- D'accord
- Ni d'accord ni pas d'accord
- Pas d'accord
- Pas du tout d'accord
- Je ne sais pas

**Q7** - Dans quelle mesure l'égalité des sexes est-elle importante pour vous personnellement, le cas échéant ?

- Très importante
- Assez importante

- Ni importante ni pas importante
- Peu importante
- Pas du tout importante
- Je ne sais pas

**Q8** - En pensant au rôle du gouvernement dans la promotion de l'égalité des sexes dans votre pays, quelle affirmation décrit le mieux ce que votre gouvernement devrait faire ?

- Le gouvernement devrait en faire beaucoup plus
- Le gouvernement devrait en faire un peu plus
- Le gouvernement fait ce qu'il faut
- Le gouvernement en fait un peu trop
- Le gouvernement en fait beaucoup trop
- Je ne sais pas

**Q9** - Parmi la liste de propositions suivantes, veuillez indiquer les trois domaines les plus importants en faveur desquels votre gouvernement devrait se concentrer pour faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes [dans votre pays].

- Mettre fin aux violences contre les femmes (p. ex. harcèlement sur Internet, agressions sexuelles, mariages forcés et mariages d'enfants, mutilations génitales féminines)
- Favoriser l'accès des femmes à des postes bien payés, mettre en place un salaire égal, une indépendance financière et les droits des femmes pour accéder à la propriété
- Permettre l'accès à la contraception et au planning familial, à un bon suivi de la santé maternelle, à l'éducation sexuelle à l'école
- Promouvoir la participation des femmes dans les actions mises en œuvre face au changement climatique
- Investir dans la technologie pour améliorer l'accès des femmes aux services de santé, à l'éducation et aux opportunités économiques
- Accroître la participation des femmes et le pouvoir des femmes en politique ainsi que dans les mouvements culturels et sociaux (p. ex. #MeToo, Time's Up, #BalanceTonPorc)
- Aucune de ces propositions, le gouvernement ne devrait pas s'impliquer dans la progression de l'égalité entre les sexes.
- Je ne sais pas

**Q10** - Afin de lutter contre les violences faites aux femmes parmi les mesures ci-dessous, lesquelles pensez-vous que le gouvernement devrait prendre le cas échéant [dans votre pays].

*(Veuillez cocher jusqu'à trois propositions parmi les options ci-dessous)*

- Remédier au déséquilibre des pouvoirs entre les femmes et les hommes à la maison au sein des familles, dans le cadre des mariages ou des relations de couple
- Renforcer la poursuite judiciaire des crimes sexuels et des agressions envers les femmes
- Mettre fin aux usages traditionnels qui portent atteinte aux femmes et aux filles (p. ex. le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines)
- Lutter contre les violences sur Internet envers les femmes (p. ex. harcèlement)
- Lutter contre l'exploitation économique des femmes (p. ex. l'exploitation des ouvrières)
- Financer des programmes pour soutenir les femmes victimes de violences
- Aucune de ces propositions, le gouvernement ne devrait pas s'impliquer dans la lutte contre les violences faites aux femmes
- Je ne sais pas

**Q11** - Afin d'élargir les opportunités économiques des femmes et accroître leur pouvoir de décision, parmi les mesures ci-dessous, lesquelles pensez-vous que le gouvernement devrait prendre, le cas échéant, [dans votre pays].

*(Veuillez cocher jusqu'à trois propositions parmi les options ci-dessous)*

- Atteindre l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes

- Garantir une protection sociale et de bonnes conditions de travail pour les femmes effectuant un travail peu rémunéré (p. ex. aide pour les tâches domestiques, agriculture, ouvrières du textile)
- Garantir des congés parentaux et des services de garde d'enfants
- Accroître le nombre de femmes assumant des rôles de direction (en entreprise, en politique, etc.)
- Permettre un égal accès à l'éducation et à la formation professionnelle pour les femmes et les hommes
- Garantir aux femmes le pouvoir de gérer leurs comptes bancaires
- Assurer la reconnaissance, réduire et répartir les soins et les tâches domestiques non rémunérés entre les femmes et les hommes (p. ex. les tâches ménagères et la garde d'enfants)
- Empêcher les violences et le harcèlement sexuel au travail
- Aucune ; mon gouvernement ne devrait pas élargir les opportunités économiques des femmes et accroître leurs pouvoirs de décision
- Je ne sais pas

**Q12** - Afin d'améliorer la santé sexuelle et reproductive des femmes parmi les mesures ci-dessous, lesquelles pensez-vous que le gouvernement devrait prendre, le cas échéant, [dans votre pays] ?

*(Veuillez cocher jusqu'à trois propositions parmi les options ci-dessous)*

- Accroître la participation des jeunes dans la mise en place de services de santé sexuelle et reproductive (p. ex. demander l'avis des jeunes sur la meilleure façon d'avoir accès à la contraception)
- Accroître l'accès à la contraception et aux solutions de planning familial
- Accroître l'accès aux services de santé sexuelle (p. ex. la prévention, le dépistage et les solutions de traitement pour les infections sexuellement transmissibles, y compris le VIH/sida)
- Accroître l'accès à l'avortement légal et aux soins post-avortement
- Accroître l'accès à des informations appropriées incluant l'éducation sexuelle à l'école
- Réduire le nombre de femmes mourant pendant et après leur grossesse, et pendant l'accouchement
- Résoudre en priorité les besoins des femmes issues de groupes marginalisés (p. ex. les femmes handicapées, les minorités ethniques, les personnes LGBTQ+, les réfugiées et les migrantes)
- Aucune ; mon gouvernement ne devrait pas accroître les droits des femmes à une santé sexuelle et reproductive
- Je ne sais pas

**Q13** - Quelles mesures, le cas échéant, votre gouvernement devrait-il prendre afin de soutenir l'action des femmes pour répondre au changement climatique [dans votre pays] ?

*(Veuillez cocher jusqu'à trois propositions parmi les options ci-dessous)*

- Augmenter le financement des organisations dirigées par des femmes qui luttent contre le changement climatique
- Accroître la participation des filles et des femmes dans le développement de solutions pour lutter contre le changement climatique
- Répondre aux besoins des filles et des femmes dans le cadre du changement climatique et des catastrophes naturelles
- Promouvoir la formation et l'embauche des femmes dans des métiers liés au changement climatique (p. ex. technologies et énergies vertes)
- Protéger les filles et les femmes qui sont forcées d'émigrer à cause du changement climatique
- Aucune ; mon gouvernement ne devrait pas promouvoir l'action des femmes en réponse au changement climatique
- Je ne sais pas

**Q14** - Quelles mesures, le cas échéant, votre gouvernement devrait-il prendre afin de promouvoir l'utilisation de la technologie et de l'innovation pour parvenir à l'égalité des sexes en [dans votre pays] ?

*(Veuillez cocher jusqu'à trois propositions parmi les options ci-dessous)*

- Augmenter la sécurité des espaces numériques pour les filles et les femmes (p. ex. empêcher le harcèlement ou la persécution des femmes sur Internet)
- Lutter contre les obstacles qui empêchent les filles ou les femmes d'accéder à la technologie, de la concevoir ou de la développer

- Procurer des opportunités équivalentes aux filles et aux femmes pour étudier et travailler dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques
- Améliorer l'utilisation des méthodes de collecte de données innovantes pour comprendre les besoins et les expériences des filles et des femmes
- Investir dans une technologie qui permet de fournir des services en ligne, notamment de santé, pour les filles et les femmes
- Aucune ; mon gouvernement ne devrait pas promouvoir l'utilisation de la technologie et l'innovation pour l'égalité des sexes
- Je ne sais pas

**Q15** - Afin d'accroître la participation et la capacité des filles et des femmes à prendre des responsabilités en politique et au sein des mouvements culturels et sociaux (p. ex. #MeToo), parmi les mesures ci-dessous, lesquelles pensez-vous que votre gouvernement devrait prendre, le cas échéant, [dans votre pays] ?

*(Veuillez cocher jusqu'à trois propositions parmi les options ci-dessous)*

- Soutenir la participation et la capacité des femmes à prendre des responsabilités politiques
- Assurer la sécurité des activistes féministes et des femmes impliquées en politique
- Soutenir la participation des femmes dans les processus de paix et leur implication en tant que défenseuses des droits humains
- Financer les mouvements féministes et d'autres mouvements politiques, culturels et sociaux liés aux droits des femmes
- Assurer une représentation égale des femmes en politique (p. ex. représentation égale au Gouvernement et au Parlement)
- Assurer une représentation égale des femmes dans la direction des entreprises
- Soutenir tout particulièrement la participation des filles en politique et dans les mouvements culturels ou sociaux
- Aucune ; mon gouvernement ne devrait pas accroître la représentation des femmes en politique et au sein des mouvements culturels et sociaux
- Je ne sais pas

**Q16** - Quelles mesures votre gouvernement devrait-il prendre le cas échéant pour faire avancer l'égalité des sexes en [dans votre pays] ?

*(Veuillez cocher jusqu'à trois propositions parmi les options ci-dessous)*

- Signer et ratifier des accords internationaux portant sur l'égalité des sexes
- Recueillir des données permettant d'identifier les défis et les opportunités spécifiques aux femmes
- Mettre en place des campagnes médiatiques pour faire prendre conscience de l'importance de l'égalité des sexes
- Réformer les lois pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et mettre fin aux discriminations envers les femmes
- Prendre en compte les besoins et les intérêts des filles et des femmes au moment de l'adoption des budgets gouvernementaux
- Concentrer les efforts sur les femmes marginalisées pour ne laisser personne de côté (p. ex. minorités ethniques, personnes LGBTQ+, femmes handicapées, réfugiées et migrantes)
- Évaluer régulièrement les progrès accomplis en matière d'égalité des sexes
- Aucune de ces options, le gouvernement ne devrait pas faire avancer l'égalité des sexes
- Je ne sais pas

**Q17** - En 2021, la France accueillera une grande conférence internationale, le Forum Génération Égalité, pour discuter des droits des femmes et de l'égalité des sexes. Les gouvernements discuteront également du financement d'initiatives nationales et internationales. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes personnellement en accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes.

Mon gouvernement devrait augmenter ses financements en faveur de l'égalité des sexes en [dans votre pays] à cette occasion

Mon gouvernement devrait augmenter ses financements en faveur d'organisations et de projets internationaux luttant pour l'égalité des sexes dans le monde entier

- Tout à fait d'accord
- D'accord
- Ni d'accord ni pas d'accord
- Pas d'accord
- Pas du tout d'accord
- Je ne sais pas

Question posée aux femmes uniquement

**Q18** - Au cours de votre vie, avez-vous déjà vécu l'une des situations suivantes ?

*(Veuillez sélectionner toutes les propositions qui s'appliquent)*

- J'ai rencontré plus de difficultés pour avoir accès à l'éducation et à une formation professionnelle que mes proches de sexe masculin
- J'ai rencontré des difficultés pour avoir accès à ma méthode de contraception privilégiée (p. ex. à cause de restrictions familiales, problèmes financiers, manque de disponibilité)
- J'ai rencontré des difficultés pour avoir accès à l'avortement et à des soins post-avortement
- Je n'ai pas reçu ou ne recevrai pas le même héritage que mes proches de sexe masculin
- Ma liberté de mouvement a été restreinte contre ma volonté par des membres de ma famille ou mon/ma partenaire
- Je n'ai pas eu accès aux mêmes opportunités de promotions dans mon travail que mes collègues de sexe masculin
- Je ne suis pas autant payée que mes collègues masculins sur mon lieu de travail
- Aucune de ces propositions
- Je ne sais pas

**Q19** - En général, où vous sentez-vous (vous personnellement ou quelqu'un que vous connaissez), menacé(e) d'agression ou de harcèlement (p. ex. physique ou verbal(e), etc.) ?

*(Veuillez sélectionner toutes les propositions qui s'appliquent)*

- En ligne (p. ex. sur les réseaux sociaux)
- À la maison
- Dans des lieux publics (p. ex. dans les transports, dans la rue)
- Sur mon lieu de travail ou d'études
- Aucun de ces lieux ; je ne me sens pas menacé d'agression ou de harcèlement
- Je ne sais pas

**Q20** - Veuillez indiquer dans quelle mesure vous considérez personnellement acceptables ou inacceptables les propositions suivantes.

- Les femmes doivent toujours obéir à leur partenaire
- Les femmes peuvent refuser d'avoir un rapport sexuel avec leur partenaire
- Siffler une femme dans la rue ou toucher une femme sans son consentement
- Raconter ou partager une blague sexiste au sujet d'une femme avec des amis ou sur les réseaux sociaux
- Totalement acceptable
- Assez acceptable
- Ni acceptable, ni inacceptable
- Assez inacceptable
- Complètement inacceptable
- Je ne sais pas

**Q21** - Veuillez indiquer dans quelle mesure vous considérez personnellement acceptables ou inacceptables les propositions suivantes.

- Laisser les femmes assurer la majorité des tâches ménagères, de la garde des enfants et du soutien

aux personnes âgées

- Demander à une femme pendant un entretien d'embauche si elle a ou souhaiterait avoir des enfants
- Les femmes gagnent moins que les hommes pour le même travail
- Totalement acceptable
- Assez acceptable
- Ni acceptable, ni inacceptable
- Assez inacceptable
- Complètement inacceptable
- Je ne sais pas

**Q22** - Dans quelle mesure êtes-vous personnellement en accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes ?

Parvenir à l'égalité des sexes est essentiel pour mettre fin à la pauvreté dans tous les pays

Imposer des quotas par sexe, c'est-à-dire avoir une proportion de sièges réservés aux femmes dans tous les organes de décisions politiques, est une bonne manière de faire avancer l'égalité des sexes [dans votre pays]

- Tout à fait d'accord
- D'accord
- Ni d'accord ni pas d'accord
- Pas d'accord
- Pas du tout d'accord
- Je ne sais pas

**Q23** - Pour encourager les décideurs à lutter contre les inégalités hommes-femmes dans le monde entier, parmi les mesures suivantes, lesquelles seriez-vous prêt(e) à prendre ?

(Veuillez sélectionner toutes les propositions qui s'appliquent)

- Participer à une manifestation ou rejoindre un mouvement social
- Signer une pétition
- Être bénévole dans une organisation luttant pour l'égalité des sexes
- Interpeller votre parlementaire (p. ex. envoyer une lettre, un e-mail ou via les réseaux sociaux)
- Faire un don à une organisation luttant pour l'égalité des sexes
- Partager des informations au sujet de l'égalité des sexes sur les réseaux sociaux
- Voter aux élections en faveur d'un(e) candidat(e) engagé(e) en faveur de l'égalité des sexes
- Acheter ou boycotter des produits issus d'entreprises en fonction de leurs points de vue sur l'égalité des sexes
- Promouvoir l'égalité des sexes dans des conversations et des échanges sociaux
- Aucune des propositions ci-dessus
- Je ne sais pas

Questions sociodémographiques

Quel âge avez-vous ?

Quel est le niveau d'études le plus élevé que vous ayez atteint ?

- Pas d'instruction scolaire
- Un certain niveau de scolarisation, mais pas d'études supérieures
- Études supérieures (université) et au-delà
- Je ne sais pas

Qui fournit la principale source de revenus de votre foyer ?

- Moi-même
- Mon/ma conjoint(e)
- Mes parents
- Des proches plus âgés
- Pension de retraite
- Aide financière du gouvernement
- Autre
- Je ne sais pas

Quel est le revenu total annuel de votre foyer avant imposition ?

[Les personnes interrogées ont été invitées à sélectionner une réponse sur une échelle représentant leur monnaie et la réalité économique de chaque pays étudié]

- Moins de 10 000 euros
- Entre 10 001 et 20 000 euros
- Entre 20 001 et 30 000 euros
- Entre 30 001 et 40 000 euros
- Entre 40 001 et 50 000 euros
- Entre 50 001 et 60 000 euros
- Entre 60 001 et 70 000 euros
- Entre 70 001 et 80 000 euros
- Entre 80 001 et 90 000 euros
- Entre 90 001 et 100 000 euros
- 100 001 euros ou plus
- Je préfère ne pas répondre

Quelle proposition parmi les suivantes décrit le mieux l'endroit où vous vivez ?

- Zone rurale (p. ex. petite ville, village, faible densité de population)
- Zone urbaine (p. ex. grande ville, banlieue et voisinage immédiat)
- Je ne sais pas

Le cas échéant, quelles catégories parmi les suivantes vous correspondent ? (Veuillez cocher toutes les réponses qui s'appliquent)

- Je suis un(e) réfugié(e) et/ou un(e) demandeur/-euse d'asile
- J'ai été déplacé(e) de force dans mon pays ou forcé(e) à quitter mon pays d'origine
- J'ai émigré pour un travail ou de meilleures opportunités économiques
- Aucune des propositions ci-dessus
- Je préfère ne pas répondre

En discutant avec d'autres personnes au sujet du premier tour de l'élection présidentielle en France du 23 avril 2017, nous avons découvert que beaucoup de personnes n'avaient pas pu voter. Qu'en est-il pour vous, avez-vous pu voter au premier tour de l'élection présidentielle du 23 avril 2017 en France ?

- Non
- Oui
- Je ne m'en souviens pas
- Je préfère ne pas répondre

Pour quel(le) candidat(e) avez-vous voté lors du premier tour de l'élection présidentielle en France le 23 avril 2017 ?

- Emmanuel Macron, En Marche

- Marine Le Pen, Front National
- François Fillon, Les Républicains
- Jean-Luc Mélenchon, La France Insoumise
- Benoît Hamon, Parti socialiste
- Nicolas Dupont-Aignan, Debout la France
- Jean Lassalle, Résistons
- Autre
- Je préfère ne pas répondre

[Cette question a été adaptée en fonction du contexte politique de chaque pays]

Dans quelle région vivez-vous ? (liste des régions proposées)

Les personnes utilisent parfois les étiquettes « de gauche » et « de droite » pour décrire des partis politiques, des personnalités ou des idées politiques. À l'aide de l'échelle de 0 à 10 ci-dessous, où 0 signifie « de gauche » et 10 signifie « de droite », où vous placeriez-vous sur cette échelle ? (échelle de 0 à 10 proposée)

Parmi les propositions suivantes, laquelle décrit le mieux la façon dont vous vous considérez ?

- Homme
- Femme
- Je me perçois d'une autre manière

Vous considérez-vous plutôt ?

- Hétérosexuel(le)
- Homosexuel(le) (p. ex. gay ou lesbienne)
- Bisexuel(le)
- Autre
- Je préfère ne pas répondre

## REMERCIEMENTS

Focus 2030 et Women Deliver voudraient remercier les personnes suivantes pour leur contribution à ce rapport : Hannah August, Kelsi Boyle, Courtney Carson, Caroline de Cremoux, Lippi Doshi, Fabrice Ferrier, Rachel Fowler, Léa Fuirot, Arnaud Gaillard, Caty Gordon, Evelyne Guindon, Bailey Hosfelt, David Hudson, Jennifer Hudson, Divya Mathew, Meyris Montalvo, Paolo Morini, Tina Mukherjee, Susan Papp, Philippine Réquillart, Jessica Roland, et Kathleen Sherwin.

**Focus 2030** est une organisation à but non lucratif basée à Paris qui accompagne les acteurs du développement et de la solidarité internationale sur des projets de communication, de mobilisation et de plaidoyer en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations Unies d'ici 2030..

La mission sociale de Focus 2030 est de mettre à l'agenda politique, médiatique et citoyen les enjeux de développement international, les inégalités mondiales et la lutte contre la pauvreté, en vue de l'adoption de politiques publiques ambitieuses, transparentes et efficaces. Focus 2030 structure son travail autour de trois axes principaux :

- **DONNÉES** : par la production et l'analyse de données qualitatives et quantitatives au moyen d'enquêtes d'opinion sur le développement international, la publication d'informations et de données chiffrées sur le développement.
- **INNOVATION** : par l'accompagnement et le financement de campagnes et recherches innovantes sur les Objectifs de développement durable et le financement du développement.
- **DÉVELOPPEMENT** : en réunissant une communauté d'acteurs du développement (ONG, think tanks, organisations internationales et institutions publiques) afin de faciliter les échanges et de co-construire des actions communes.

[www.focus2030.org](http://www.focus2030.org)

**Women Deliver** est une organisation qui milite en faveur de l'égalité des genres, de la santé et des droits des filles et femmes. L'organisation soutient l'investissement politique et financier en faveur des filles et des femmes à travers le monde. Women Deliver s'appuie sur des données et des faits basés sur des recherches et fédère des voix d'horizon divers pour sensibiliser et inciter à l'action en matière d'égalité des sexes. Spécialisé en santé sexuelle et reproductive, Women Deliver défend les droits des filles et des femmes dans tous les aspects de leur vie avec la certitude que l'investissement dans le potentiel des filles et des femmes permettra un progrès partagé par toutes et tous.

[www.womendeliver.org](http://www.womendeliver.org)

Cette étude a notamment reçu des financements des bailleurs suivants :

La Direction du développement et de la coopération de la Confédération Suisse (DDC), le gouvernement du Canada par le biais des Affaires mondiales Canada et l'Agence française de développement.

Cette publication reflète uniquement les opinions et le point de vue de ses auteurs. Les organismes de financement et les gouvernements ne sont pas responsables du contenu et de l'utilisation des informations contenues dans le présent rapport.



Global Affairs  
Canada

Affaires mondiales  
Canada



